

هكسان الفحل

Prud'homales : les résultats région par région

Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14890 - 7 F

VENDREDI 11 DÉCEMBRE 1992

BOURSE
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

La monarchie britannique ébranlée

SANS aller jusqu'à dire, comme Sir Edward Heath, que l'annonce de la séparation du prince et de la princesse de Galles est « la plus triste qu'un premier ministre ait jamais eu à faire aux Communes », il faut reconnaître que le modus vivendi assez particulier désormais choisi par le couple princier soulève quelques questions touchant aux fondements mêmes de la monarchie britannique.

Rien ne s'oppose, affirme M. John Major, à ce que la princesse Diana soit couronnée reine « en temps voulu ». On peut se demander quelles sortes de roi et de reine seraient donc des souverains qui arriveraient séparément aux cérémonies officielles et, une fois leur travail terminé, s'en retourneraient chacun vivre sa vie dans son palais.

« On ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre », remarque prudemment le « Daily Mirror ». Si la monarchie britannique a réussi à survivre jusqu'ici, souligne à peine moins cruellement la plupart des commentateurs à Londres, c'est parce qu'elle présentait l'image de la famille idéale dans laquelle la nation pouvait puiser inspiration et principes moraux. Des franges de la duchesse d'York aux déshérités de Charles et Diana, les Anglais, si larges d'esprit soient-ils, peuvent effectivement rêver mieux comme inspiration.

LA séparation du couple princier n'affecte pas la succession au trône, déclare le palais de Buckingham. L'Eglise anglicane aime certainement à se l'entendre dire, elle qui a déjà dû avaler la coulure du mariage de la princesse Anne, samedi prochain, devant l'Eglise presbytérienne d'Ecosse, l'Eglise d'Angleterre n'autorisant pas les mariages religieux après un divorce.

Même si la hiérarchie anglicane a eu le bon goût de donner son assentiment, dans un communiqué, à la séparation du prince et de la princesse de Galles, elle n'en a pas moins tenu à rappeler que le souverain est le chef de l'Eglise d'Angleterre et qu'elle considère la séparation comme « un moindre mal ». Une manière de rappeler qu'un éventuel divorce disqualifierait aussitôt aux yeux de l'Eglise l'héritier de la couronne, comme il avait disqualifié, en 1936, Edouard VIII et son épouse divorcée Wallis Simpson. Passer outre cet avertissement serait, pour la couronne britannique, prendre le risque d'un conflit ouvert avec l'Eglise.

ENFIN, un peu de retenue a été demandée aux médias dans ces heures tragiques. Quelques éditorialistes de la presse « de caniveau » ont donc pris la mine contrite de chroniqueur au lendemain de ce sombre jour, mais il y a fort à parier qu'ils ne tiendront pas longtemps. Les derniers événements de la chronique royale, depuis la séparation du duc et de la duchesse d'York jusqu'à celle de Charles et de Diana, en passant par la décision de la reine de payer des impôts, confirment les révélations, les luttes et la puissance de cette presse aux tirages impressionnants. Les Windsor ne sont d'ailleurs pas les seuls à devoir s'adapter au harcèlement médiatique : le prince héritier espagnol Felipe ou le fils de l'empereur du Japon, qui a dû conclure un pacte de non-agression d'un an avec la presse pour pouvoir se chercher une épouse, sont logés à la même enseigne.

Lire page 5
Article de LAURENT ZECCHINI

M0147 - 12110 - 7.00 F



Crise ouverte en Russie et annonce d'un référendum

M. Eltsine demande au peuple de trancher son conflit avec le Congrès

Une journée de fièvre a débuté jeudi matin 10 décembre au Congrès des députés, où M. Boris Eltsine a réclamé, dans un discours télévisé, la tenue, le 24 janvier, d'un référendum « avec pour question : qui doit être chargé de (...) la Russie, le Congrès ou le président ? ». Au lendemain d'un vote du Congrès refusant l'investiture de son candidat, M. Egor Gaidar, à

la tête du gouvernement, M. Eltsine a annoncé qu'il gardera néanmoins ce dernier et que tous les ministres conserveront leur poste.

La garde du Kremlin et du Parlement a été renforcée, alors que M. Eltsine devait se rendre, jeudi, dans une usine et que ses partisans annonçaient une manifestation devant le Kremlin.

MOSCOU

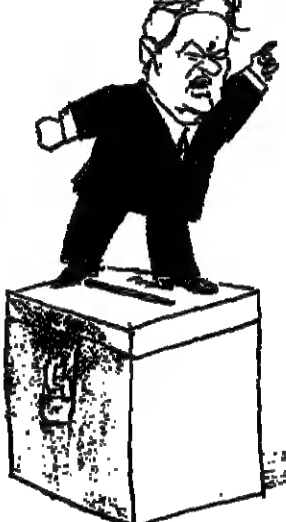
de notre correspondant

Cette fois, c'est la crise, sinon l'épreuve de force. Boris Eltsine, ulcéré par le refus d'une majorité de députés d'accepter le « compromis » qu'il leur avait proposé, a décidé de vider l'abcès et d'en appeler au peuple. Prenant la parole, jeudi 10 décembre, devant le Congrès des députés, le président russe a appelé à la tenue, le 24 janvier prochain, d'un référendum en forme de plébiscite, avec une question rédigée en ces termes : « A qui confiez-vous la conduite du pays pour sortir de la crise économique et politique et pour la renaissance de la Fédération de Russie - à l'actuelle composition du Congrès et du Soviet suprême, ou au président de la Russie ? »

JAN KRAUZE
Lire la suite page 6



1991



1993?

L'Europe en quête d'armistice

Réunis à Edimbourg, les Douze recherchent des compromis pour éviter une crise majeure

EDIMBOURG

de notre envoyé spécial

Chacun en est conscient, la crise de confiance que traverse depuis six mois la Communauté s'aggrave dangereusement si les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, réunis vendredi 11 et samedi 12 décembre à Edimbourg, ne parviennent pas à s'entendre sur les deux points principaux de l'ordre du jour.

Il s'agit d'une part du cas danois, autrement dit des ententes au droit communautaire qu'il faudra consentir pour que le gouvernement de Copenhague accepte d'organiser un nouveau référendum et que le Danemark puisse, du moins si les électeurs le veulent bien, rejoindre le giron des Douze et, d'autre part, de la programmation budgétaire de la Communauté pour les cinq ans à venir. En dépit d'une ambiance maussade, que les tensions sur-

gies ces dernières semaines à propos du GATT ont encore assombrie, la tendance, par nécessité, serait donc plutôt au compromis. Cependant, comme le fait remarquer un éminent observateur bruxellois, « la météorologie d'un conseil européen est fragile » et, dans le climat d'agacement réciproque qui règne entre les Douze, un dérapage est loin d'être exclu.

Les partenaires du Danemark - ils l'ont montré à Bruxelles lors du conseil des ministres de mardi - sont disposés à faire preuve d'une considérable bonne volonté. Les hommes de droit ont été mis à contribution, si bien que le petit monstre juridique né de leurs efforts est apparemment suffisamment élégant pour ne pas trop choquer.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire la suite et nos informations page 5

Calm trompeur en Somalie

Des agressions contre les hommes de l'ONU provoquent le scepticisme des organisations humanitaires

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

Ni les vols assourdissants des hélicoptères au-dessus de la capitale somalienne, ni les fusées éclairantes, ni les fulgurantes percées des colonnes mécanisées des « marines » à travers la ville n'ont empêché un Jamaïque de l'Opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM) d'être blessé dans une agression à main armée, mercredi 9 décembre, et les passagers d'un véhicule de l'ONU d'être menacés à la pointe d'un fusil, quelques instants plus tard.

Il est rare, même à Mogadiscio, que deux incidents visant les Nations unies se produisent presque simultanément, et c'est précisément ce qui inquiète les organisations non gouvernementales (ONG) comme Médecins sans frontières (MSF), qui se sont toujours montrés sceptiques devant ce déploiement militaire qui pourrait pro-

voquer contre elles des réactions hostiles. « Un ras-le-bol contre les Américains peut naître dans la population si les choses ne s'améliorent pas rapidement », estime M. Nicolas de Metz, responsable de MSF en Somalie, sans compter sur la confusion entre ONG et Nations unies. L'ONU n'a pas bonne presse auprès des partisans du général Aidid.

L'impressionnante démonstration de force de mercredi a eu un effet immédiat : comme par enchantement, les milliers d'armes que l'on voyait auparavant dans Mogadiscio ont disparu. Mais les caches d'armes doivent être pleines.

JEAN HÉLÈNE
Lire la suite page 4
les articles d'ARFANE BASSIR POUR
et d'ALAIN FRACHON pages 3 et 4
et la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN page 27

Forte abstention aux prud'homales

Salariés et employeurs ont boudé les urnes, mercredi 9 décembre, à l'occasion des élections prud'homales. Seuls 40,36 % des salariés et 25,68 % des employeurs ont participé à ce scrutin, soit une participation inférieure au précédent renouvellement de 1987. La CFDT réalise la meilleure opération alors que la CGT subit une nouvelle érosion, de même que la CFE-CGC. Force ouvrière et la CFTC maintiennent, pour leur part, leur position par rapport à 1987.

Lire pages 17 à 20 les résultats complets des régions
et les articles de MICHEL NOBLECOURT
et de JEAN-MICHEL NORMAND

LE MONDE DES LIVRES

L'art et les textes

Une sélection d'ouvrages sur l'art qui sont aussi des livres à lire - et pas seulement à regarder. De Paolo Uccello que présente Philippe Sollers, à l'art des jardins, en passant par les photos d'Atget ou de Larigue ou par le grand livre de Jacques Thudier sur Georges de La Tour, nouveau sujet et grand peintre. Et vingt beaux livres pour la jeunesse, choisis par Nicole Zard.

La feuilleton de Michel Braudau « La chronique de François Bott ».

Pages 29 à 40

Le sommaire complet se trouve page 28

"Du très grand art." Yann Queffelec/Le Nouvel Observateur
"Humour, émotion et cocasserie." Anne Pons/L'Express
"Sacré François Weyergans." Jérôme Garcin/Le Provençal
"La grâce d'écrire." Renaud Matignon/Le Figaro Littéraire
"Un très grand cru." Michèle Gazier/Télérama
"Weyergans excelle." Pierre Lepape/Le Monde

François Weyergans

La Démence du boxeur

roman



PRIX RENAUDOT

Grasset

A L'ÉTRANGER : Argentine, 4,80 DM ; Belgique, 8 DM ; Espagne, 780 ms ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Danemark, 40 KR ; France, 2,25 F ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 H ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 450 F ; Suède, 16 KR ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2,3 ; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Langage

Ce que parler veut dire

par Claude Roy

Le langage est un miroir. Miroir brouillé, souvent. Mais révélateur. La parole attrape tout, les mimiques et les éclats de vie, les méchants virus et les bonnes vitamines. Le français comme on le parle, et comme on ne devrait pas le parler, c'est le thermomètre quotidien de la santé, un signe du malaise ou des maladies des individus et de la société. Les médias décuplent, centuplent les affections de la parole. Les mots de tous jours sont de plus en plus en proie à des virus télé-védo transmissibles.

L'Académie française a dégainé l'autre jour la poutre épée du Père Ubu afin de pourfendre un slogan officiel : « La Sécu c'est bien. En abusant ça craint ». L'intention était bonne. La cible mal choisie. « Ça craint » n'est pas du français tordu, c'est plutôt de l'argot naissant.

La faute de français anémie une langue. L'argot, banc d'essai du langage, la revitalise souvent, ou bien disparaît sans faire grand mal. Les maux dont nous souffrons, et dont la langue parlée porte les stigmates, sont d'un autre ordre, et moins toniques, que les inventions verbales, plus ou moins heureuses, de la langue verte.

Signes de paresse et de mimétisme flasque, les épidémies répétitives du verbe ne sont pas le plus grave des maux de la langue. On sait par exemple que les moutons de Panurge du parler-mode dédaignent la simplicité du oui. Ils lui préfèrent absolument, qui n'a rien d'absolu cependant, tout à fait, d'accord et exactement.

On aime aussi machoquer machinalement dans le coin des phrases des vocables entrecroisés et borborygmes, concrètement, c'est vrai que, au quotidien. La métaphore étendue par un usage excessif connaît aussi de beaux jours : bétonner un dossier, avoir un profil bas, craquer, aller jouer dans la cour des grands, ouvrir un espace de dialogue, remettre les pendules à l'heure, disjoncter, etc.

L'impropriété moutonnaire atteint parfois de cocasses sommets. Il fut plaisant d'entendre un jour M. Chirac déclarer : « La majorité ne m'a jamais lézée son soutien ». Mais investir pour envahir, achalandé pour approvisionner, gérer pour n'importe quoi ont des beautés confuses. « Le premier ministre doit gérer la crise ». « Le Paris-Saint-Germain doit gérer sa victoire ». Déjà plus grave est cet

irrépressible bredouillis de la pensée qui fait trébucher les mots dans une perpétuelle explosion de pidoanimes et de contradictions cocasses. Nous avons entendu ou nous entendons tous les jours parler de « télécommandes à distance », de « traktiens déclinés par centaines », de « crescendos progressifs », de « l'ail du cyclone qui énercie Cuba », d'une « éventualité possible », d'un « bâtiment en partie anéanti ».

Parmi les modèles de ce genre, une palme d'or à M. Giscard d'Estaing, qui parla un jour d'une « large unanimité » (TF 1, 20-2-1991, 20 h 45), une palme d'argent à M. Gollotieray : « Les vraies démocraties ne sont guère qu'une trentaine : on peut les compter sur les doigts des deux mains » (La Cinq, 28-12-1989) et un accessit à M. Polvre d'Arvor : « On a essayé d'éviter de ne pas enlever des ce jeu » (TF 1, 27-8-1990, 20 heures).

Accidents de parole

Le lapsus dû à la précipitation est peut-être excusable. Il n'en est pas moins contagieux. La bourde due à l'ignorance conjuguée avec le culot est aussi très répandue. On a pu entendre à la radio M. Bérégovoy parler du « Sapeur Camember d'Alfred Jarry ». Gonzague Saint-Bris, voulant désigner les Eugènes, créatures de Coteau, parle « des Potomaks, annonciateurs des Shadoks ».

Une bavardeuse de l'ex-Cinq nous apprend que Victor Hugo a été exilé à Jersey « pour avoir protesté contre les massacres de la Commune ». (Est-ce ignorance du français ou ignorance de l'Histoire ?) Tandis qu'un de ses confrères, après l'accident du stade de Bastia, déclarait : « Comme disent les fouteurs, le show must be gone » (F 2, 6-5-1992).

Les accidents de parole dus à la hâte et à l'étourderie, ou à l'inculture armée de contentement de soi, sont des anicroches provoquées par les excès de vitesse ou par une ignorance aggravée de l'actualité. Il est d'autres dérapages de la langue, très répandus, dont l'origine est avant tout morale et psychologique.

Le français qui se parle est menacé par l'esprit brouillon, l'inculture, l'analphabétisme et son enfant naturel, qu'on a baptisé l'illettrisme. Il l'est aussi par la vanité, le besoin de se hausser le col et de parler, par le snobisme bête. On entend aussi les publicitaires emprunter aux philosophes

leur vocabulaire. Concept est devenu un mot-clé du jargon de la pub : « Carlton n'est pas une boisson, c'est un concept ». « X... va bientôt décliner son concept à l'international ». Dans les grands groupes industriels, bancaires, commerciaux, parler de coordination ferait pauvre : synergie fait plus d'effet. Le titre de chef de la publicité est trop modeste : directeur de la communication est plus imposant. Etre chef du personnel, c'est un peu mesquin. Mais directeur des ressources humaines, c'est plus noble. (A propos de « ressources humaines », on prête à M. Bouygues, quand il envisageait d'acquiescer les éditions Gallimard, ce mot superbe : « Cette maison dispose d'un beau portefeuille d'écritures ».)

Une autre dérive du français tel qu'on le maltraite, c'est le mugissement qui a pris la place d'un « muet » (ou de son absence). Ainsi, à propos des Maliens expulsés de Vincennes : « Les exUzocoups du campement... » (TF 1, 30-10-92) ; « Les derniers compacts d'Etix-diques... » (France-Musique, id.).

La recherche de la formule-pétard, de la poudrière aux oreilles publiques, du slogan-mettre-vous-bien-ça-dans-la-tête, aboutit souvent à des montées de fièvre des mots.

On est fâché de voir par exemple le ministre de la culture donner dans ce travers. Quoi de plus louable que d'encourager la lecture et le théâtre ? Pourtant parler de « la fureur de lire » était déjà étonnant. La lecture, ce plaisir silencieux et tout intérieur, est-elle vraiment une occasion de fureur ? Mais quand on veut étendre la campagne au théâtre et qu'on nous parle du « théâtre en fureur », on a envie de dire : un peu de calme, s'il vous plaît.

Se promener dans la vie, un crayon Bic rouge à la main pour corriger perpétuellement les copies, armé d'une grammaire, d'un dictionnaire orthographique et des recommandations de la commission qui traque les mots français, c'est sûrement une vie de chien, et une activité assez vaine. Mais peut-on accepter sans froncer que la langue qui devrait nous unir à nos semblables devienne une serpillaire flasque ou un paillason bête ?

► Claude Roy est écrivain. Le présent texte a été réalisé avec les notes d'écoute du cinéaste Chiria Marker.

Un enfant devient lecteur

par René Diatkine et Jacqueline Roy

APPRENDRE à lire dans notre civilisation occidentale suppose deux mouvements qui doivent se rejoindre. Le premier se situe après la découverte que l'écrit a un sens et ce sens est le même que celui de la langue orale : c'est commencer à comprendre comment les mots se relient dans le temps et se retrouvent dans le dispositif spatial de la langue écrite. L'autre mouvement aussi important et qui doit se produire en même temps que le premier porte sur les éléments constitutifs de l'écrit, c'est-à-dire sur la signification des lettres, espaces et signes de ponctuation.

Dans un deuxième temps seulement, grâce à cette symbolisation écrite du discours oral, l'enfant peut accéder à l'analyse élémentaire de la langue alors qu'il en organise les éléments souvent correctement depuis plusieurs années.

La fondation de l'école peut se définir selon ces deux mouvements, mais les enfants prennent goût très tôt aux histoires qui s'articulent avec leurs réveries personnelles chaque fois qu'ils s'ennuient et dans les temps morts, et cela dès que leur psychisme s'est déjà compliqué au point de pouvoir se représenter ce que font les personnes absentes. Ils peuvent très tôt organiser des fragments de discours qui se réfèrent à leurs propres représentations.

Tout cela est aujourd'hui connu et peut se résumer en une phrase : ce qui précède l'acquisition de la langue écrite entre nécessairement dans l'acquisition de cette acquisition.

Il est moins banal mais tout aussi vrai que très tôt les enfants savent ce que ce qui est écrit a un sens. Ils savent aussi que l'écrit est différent de celui que dans un certain élan ils comprennent ou pas. C'est ainsi que l'imagination entre dans la vie psychique de l'enfant, débouchant autant sur les connaissances nouvelles que sur le monde de la poésie. L'un et l'autre s'articulent dès les premières années de la vie et ne cessent pas ensuite de travailler ensemble.

Quand les enfants entrent à l'école élémentaire, les uns ont déjà appris à lire à l'école maternelle ou même chez eux, d'autres apprennent à lire facilement et certains très difficilement. Faut-il métaphoriser cette différence, parler de dyslexie ? Ce concept nous a beaucoup appris et d'avoir fait travailler les spécialistes pendant de nombreuses années leur ont montré les limites dans lesquelles il s'applique.

Des études systématiques en France et à l'étranger ont montré aussi qu'il y avait un lien entre les conditions de vie initiales de l'enfant et sa capacité à apprendre à l'école. Le handicap socioculturel des années 60 allait-il remplacer le fatalisme neuronal d'autrefois ?

Une pratique avec les jeunes enfants montre que les jeux d'enfant pas faits à l'avance et qu'ils étaient même étonnamment réversibles. Il est vrai que tous les enfants ne sont pas entourés de personnes attentives les considérant comme l'espérance d'un monde meilleur et comme susceptibles de réaliser ce que la génération précédente n'a pas pu faire. Beaucoup d'enfants vivent dans une sorte de désert, personne autour d'eux n'ayant le temps ou la liberté d'écouter leur raconter une histoire quand ils refusent de s'endormir, parce que le sommeil, c'est la disparition des autres et de soi-même.

Ce qui paraissait un détail sans grande influence sur le destin de la personne est alors apparu comme un des chaînons permettant de comprendre ce que cachaient ces mots sinistres : handicap socio-culturel.

Handicap socioculturel

Quelques exemples en disent plus ici que des considérations théoriques : dans une salle d'attente de consultation de prévention organisée par le Service de protection maternelle et infantile, les mères sont présentes avec leurs jeunes enfants prêts pour l'examen. L'attente crée une certaine tension chez les mères qui ont des questions à poser aux médecins et aux puéricultrices et qui, en même temps, surveillent leurs enfants pour qu'ils se tiennent convenablement. Invitée par le personnel de la PMI, une animatrice s'installe là où les mères et les enfants ne font rien d'autre que d'attendre. Elle apporte un panier rempli de livres : des images, des albums d'histoires poétiques, de contes. La présentation du livre et ses illustrations sont aussi importantes que le contenu. L'animatrice sort un livre, le montre aux enfants, commence à le lire ou à l'animer par des paroles s'il n'y a pas de texte. Si c'est la première fois qu'elle vient dans ce lieu, les mères sont surprises et les professionnels sceptiques. Une vague

inquiétude apparaît devant le désordre créé par cette présence inattendue. L'animatrice lit et bientôt tout s'organise autour d'elle : les plus grands, deux à trois ans, sont debout, d'autres sont assis par terre, certains ont pris d'autres livres et tournent les pages. Les plus jeunes deviennent curieux au contact des autres et veulent voir ce qu'il y a sur le livre. Les mères sont très surprises d'observer un intérêt qu'elles ne soupçonnaient pas chez leur enfant, elles écoutent attentivement l'histoire racontée. Quand leur enfant se saisit d'un livre, elles y jettent un coup d'œil, puis finissent par demander si elles peuvent l'emprunter.

La visite de l'animatrice devient régulière, des enfants reviennent qui l'ont déjà rencontrée, ils reconnaissent aussi le livre qui les a intéressés et demandent à le dévorer. Nouvelle surprise chez ces très jeunes enfants dont la plupart n'ont aucun apport de cet ordre dans leur famille, qui viennent des horizons les plus divers, de France et hors de France. Des goûts littéraires se révèlent, peut-être induits par les goûts propres de la lecture, mais manifestement transmissibles aux mères présentes. Nous disons bien goût littéraire : l'histoire, sa forme et sa présentation jouant un grand rôle. Car il ne s'agit pas de livres éducatifs, mais de livres ayant une dimension poétique qui se traduit par des formes particulières : que le commencement indique le thème à partir duquel s'organisent les variations et que la fin reprenne les éléments du thème initial. Il est même nécessaire que les illustrations et la typographie reprennent d'une façon ou d'une autre ces éléments.

Un commencement et une fin

Cette animation littéraire peut aussi bien se dérouler dans un lieu fixe comme une salle de consultation ou de club que dans un camion itinérant comme ceux de la Protection maternelle et infantile s'adressant à des familles vivant dans des villages éparpillés.

L'activité de bibliothèque hors les murs de la bibliothèque à une longue histoire : nous la devons à Geneviève Pette, fondatrice de La Joie par les livres et de la bibliothèque pour la jeunesse de Clamart. S'adressant à des enfants de tous âges et à des adolescents apparemment fâchés avec l'école, elle apporte avec son équipe de bibliothécaires des paniers de livres dans les cours des HLM de Clamart, raconte des histoires, prête des livres. L'organisation autour de la bibliothèque ambulante est différente : les parents sont plus loin, les adolescents s'approchent en s'affairant sur leur mobylette, sans perdre un mot de ce qui se dit. Le mouvement déclenché par cette activité avait montré que l'exclusion culturelle n'est pas irréversible. Le mouvement A.T.D.-Quart-

monde l'a aussi expérimenté avec ses bibliothèques de rue à Saintes et à Noisy-le-Grand dans les années 70.

Est-il nécessaire qu'un enfant soit curieux, ait envie de se saisir de ce qui est écrit pour qu'il apprenne facilement ? Poser cette question peut étonner ceux qui pensent que dans l'enfance chaque chose vient à son temps et qu'on ne peut être lecteur avant de savoir lire. Autrement, on prétendrait aussi que pour découvrir la musique, il fallait d'abord apprendre le solfège puis savoir jouer d'un instrument sans se demander pourquoi de si nombreux musiciens étaient nés dans des familles de musiciens ou d'amateurs éclairés.

Bien avant de savoir parler, l'enfant est entouré d'adultes qui lui parlent ou qui se parlent entre eux. Quelle mère s'occupe de son bébé en se tenant silencieuse sous le prétexte que celui-ci ne comprendrait pas. Une mère parle en langage son bébé, elle lui parle comme s'il comprenait en sachant qu'il ne comprend pas. Elle ne parle pas sur n'importe quel ton, elle chante une ou deux fois des premières vocalises, on ne sait plus qui a l'air d'imiter l'autre. Dès le premier semestre de la vie, en tout cas, il imite les intonations ambiantes et dans le babil d'un petit Parisien ou d'un petit Londonien, les accents sont déjà différenciés.

Dans la salle d'attente d'une consultation spécialisée du treizième arrondissement, beaucoup de livres sont à la disposition des enfants et la plupart d'entre eux ne sont pas lecteurs. Presque tous se saisissent d'un album et il est facile d'observer qu'ils prennent souvent le même. Arrive le jour où ils demandent d'emprunter ce livre déjà feuilleté, lu et relu. Puis, c'est Noël ou leur anniversaire, ils demandent à leurs parents de leur acheter ce livre, ce qui surprend toujours. Ils montrent ainsi que le livre n'est pas seulement le support technique d'une histoire, comme une bande vidéo : le début de la transmission culturelle passe par le besoin de posséder son exemplaire personnel capotant ainsi, de façon étonnante, la passion, de conquête de l'histoire qu'on peut lire et relire sans que rien n'y soit changé, ce qui est probablement une des mille façons de diminuer l'angoisse qui naît chez tout enfant dès qu'il découvre que sa vie et celle de ceux qui l'aiment ont un commencement et une fin. La lecture se substitue alors et pour toute sa vie à l'expérience douloureuse de la séparation.

Ainsi les livres qui prennent naturellement leur place à l'école sont-ils bons à prendre dans tous les lieux où l'on va à la rencontre des enfants en dehors de toute contrainte de temps et de lieu.

► René Diatkine et Jacqueline Roy sont membres de l'Association culturelle contre les exclusions et les ségrégations.

BONHEURS

Votre médecin

DANS la salle d'attente, un vieil homme à lunettes nous accueille avec une bienveillante attention. Il nous fait attendre, nous fait attendre, nous fait attendre.

— C'est un grand médecin ! Je ne pourrais pas me passer de ses soins...

Lorsque, à mon tour, je fus reçu par le praticien, j'eus plaisir à lui rapporter l'enthousiasme de son autre patient.

— Hélas, me confia-t-il, je ne peux rien pour lui : il est atteint d'une ostéite totale.

— Certes, lui dis-je, vous ne pouvez pas lui rendre la vue, mais vous l'aidez à supporter de ne plus voir, c'est déjà merveilleux.

J'ai plusieurs amis médecins, probablement pour exorciser quelques peurs obscures, mais aussi parce que j'ai de l'admiration pour leur superbe métier. Soulager la souffrance, quoi de plus indiscutable ? A force d'être des médecins, ils en contractent une seconde nature. Il y a du François d'Assise chez la plupart d'entre eux. Qui a été longtemps père considère tous les enfants avec attachement.

Ils en retirent quelque argent, de l'orgueil et même, quelquefois, du plaisir à dominer. Mais quoi de plus naturel ? Pour être médecins, ils n'en demeurent pas moins des hommes. Et sommes-nous tout à fait innocents de leurs tentations ? Nous les voulons puissants pour pallier notre faiblesse ; catégoriques pour être entièrement rassurés.

On leur reproche aussi leurs

erreurs, graves de conséquences en effet. Mais, à la fin d'une journée, le médecin est un homme fatigué. Accepterions-nous qu'ils soient uniformément impeccables et loquaces ? Nous les voulons à la fois humains et forts. Cette ambiguïté même est la marque de leur humanité.

Peut-être à cause de leur propre angoisse devant la mort, toujours présente en ce métier, certains praticiens décident de s'en remettre aux laboratoires et à l'information. Ils se trompent sur le désir du malade, lequel veut parler à un homme, non à une machine ou à une éprouvette.

Le médecin n'est ni omniscient ni doué de pouvoirs magiques. Et vous n'êtes plus un enfant, même si on le redonne un peu dans ces périodes de fragilité. Avec son concours, gérez votre maladie ; instaurer un duo, dont vous serez un partenaire responsable ; aidez-le à vous aider.

Etes-vous de ceux qui souhaitent la vérité mais pas toute tout de suite ? Suggérez-lui le discours qui vous convient. Le médecin doit être compétent mais aussi le médiateur adéquat entre le patient et la machine.

S'il s'y refuse ? Si, par impatience ou par doctrine, il ne croit pas à cet échange, où il garde pourtant le dernier mot ? Eh bien, changez d'interlocuteur ! Par bonheur, dans la relation médicale, de nos pays du moins, on peut choisir son médecin. De sorte que, d'une certaine manière, on a le médecin que l'on mérite.

ALBERT MEMMI.

CHAUMET PARIS

COLLECTION GOLCONDE

Montures enluminées Chaumet

12, PLACE VENDÔME - 75001 PARIS - TÉL. (1) 44 77 24 00

Pris de référence :
Bague 1,31 ct. 1,95 ct. 2,00 ct. 2,10 ct.
Bague 0,73 ct. 1,15 ct. 1,20 ct. 1,30 ct.
Bague 0,73 ct. 1,15 ct. 1,20 ct. 1,30 ct.
Bague 0,73 ct. 1,15 ct. 1,20 ct. 1,30 ct.

هنا من الصومال

L'INTERVENTION MILITAIRE EN SOMALIE

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

Les États-Unis sont contents d'eux : « c'est une opération bien partie », a commenté le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, vingt-quatre heures après le débarquement des premières troupes américaines en Somalie. Il est vrai que celles-ci n'ont rencontré aucune résistance pour prendre le contrôle de Mogadiscio, dont les habitants leur ont réservé un accueil bon enfant. Les bandes armées rivales qui faisaient régner la loi dans la capitale ont, jusqu'ici, obéi aux consignes de discrétion de leurs chefs.

D'autres unités américaines devraient gagner la Somalie avant la fin de la semaine, tandis qu'une troisième vague de GI's est attendue dans les dix jours. L'objectif à court terme est de déployer bon nombre de ces hommes à l'intérieur du pays pour rétablir, au plus vite, les circuits de distribution alimentaire, des milliers de tonnes de vivres étant bloquées dans les entrepôts de Mogadiscio.

Les troupes françaises, dont le déploiement s'étalera sur dix jours, ont, pour leur part, fait une entrée sans esbroufe dans la capitale somalienne :

une centaine de fusiliers marins y ont débarqué, mercredi, d'un Hercules C-130 avec deux jeeps. Une dizaine de pays vont s'associer à l'opération « Rendre l'espoir » : le Canada s'apprête à déployer environ 1300 hommes et l'Italie envisagerait d'en envoyer près de 2000.

« Une opération bien partie »

Afin d'éviter la confusion des genres, M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, a tenu à rappeler qu'il n'y a qu'un seul responsable de l'opération politique, c'est le représentant des Nations unies. « Nous ne sommes pas là pour imposer notre volonté », a assuré le porte-parole du département d'État. Quant à M. Dick Cheney, secrétaire à la défense, il a jugé « tout à fait concevable » que le retrait des forces américaines « puisse être amorcé avant le 20 janvier », date de l'installation de M. Bill Clinton à la Maison Blanche. Au-delà du rétablissement proprement dit de la sécurité, M. Boutros-Ghali a évoqué le redressement général du pays, qui, selon lui, pourrait s'opérer en cinq étapes.

Il a ainsi annoncé, la réunion, « vers le 4 janvier », à Addis-Abeba, en Éthiopie, d'une réunion préparatoire à une éventuelle conférence internationale en vue d'un règlement politique. M. Michel de Bonne-corse, représentant spécial de la France en Somalie, a estimé que les efforts en vue d'une réconciliation nationale doivent commencer « dès demain ».

Pour l'heure, toutes opinions confondues, la classe politique française s'est tenue de la médiation abusive de l'opération « Rendre l'espoir ». Cette action demande « tact et humilité », a souligné M. Joxe, ministre de la défense, en froid avec

M. Bernard Kouchner. M. Chirac s'est demandé si « certains ne voulaient pas au fond bâtir un peu leur propre popularité, des pays ou des hommes, sur la misère des autres ».

M. Chevènement a poussé plus loin la critique, estimant que le débarquement de GI's en Somalie obéissait à une « logique purement médiatique » et non à une « réflexion politique bien pensée ». Lui faisant écho, le quotidien tunisien le Temps, a constaté, avec amertume, qu'un « super-gendarme » peut, à lui seul, « faire la paix et la guerre ».

Tristes perspectives ? La Somalie va connaître encore « deux ou trois ans » de famine en dépit de la mobilisation humanitaire, a indiqué un responsable de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), tant le pays a été dévasté par des guerres tribales. Pour parler crûment, M. Pierre Lellouche, conseiller de M. Chirac pour les questions stratégiques, voit dans l'action en cours, une « typique opération de recolonisation ».

JACQUES DE BARRIN

Après le débarquement de mille sept cents « marines » à Mogadiscio

Les dirigeants américains expriment leur pleine satisfaction

« Une opération bien partie, qui se déroule dans les temps et selon les plans », a commenté le général Colin Powell, le chef d'état-major interarmes, ne cachait pas sa bonne humeur, mercredi 9 décembre : n'était un mini-psychodrame avec la presse, qui intéressait plus les médias que l'opération « Rendre l'espoir », destinée à sauver des centaines de milliers de Somaliens de la famine, ont donné pleine satisfaction aux dirigeants américains.

WASHINGTON

La machine militaire est en marche, après un premier débarquement paisible sinon discret. L'honnêteté qui prévaut sur les opérations sur le terrain et assure le commandement de la force internationale, les « marines », a été saluée par le général Powell. Il attendra jeudi 10 décembre à Mogadiscio, la première vague de renforts : la dixième division d'infanterie légère de Fort Drum (État de New-York). Tout en se refusant à donner un calendrier, les responsables du Pentagone ont expliqué qu'ils entendaient rapidement déployer des troupes dans le reste du pays afin d'assurer le plus vite possible des circuits et des centres de distribution d'aide alimentaire.

De leur propre aveu, ces incursions pourraient présenter plus de difficultés que le débarquement de Mogadiscio. Le général des « marines » Martin Brandtler expliquait mercredi à la presse, que des

combats entre factions avaient lieu à Baidoa (où les « marines » voudraient rapidement utiliser l'aéroport local) et à Baidoa, ainsi qu'au sud, à Kismayo et Bardera. La force internationale devrait se déployer dans les localités de Beled-Huen, Hoddou, Galle-Less, Kismayo et Bardera. Mais le général Brandtler a indiqué qu'il reviendrait aux commandants sur le terrain de décider si l'établissement de circuits sûrs leur imposait ou non d'occuper ces localités.

Pas de solution politique

L'accompagnement politique du déploiement militaire est assuré par le représentant sur place du président George Bush, M. Robert Oakley, ancien ambassadeur en Somalie. Les responsables du Pentagone se sont félicités, que les chefs des deux factions somaliennes, grâce à la médiation de M. Oakley, aient facilité le débarquement des marines en retirant leurs hommes et leurs armes du port et de l'aéroport de la capitale. Ils comptent que M. Oakley poursuivra avec autant de succès sa mission de contacts et bons offices auprès des chefs de factions qui pourraient avoir une influence dans les autres régions du pays.

M. Oakley a une tâche délicate. Il doit engager le dialogue, afin de faciliter l'action de la force, sans s'engager trop avant dans ce qui pourrait ressembler à un début de solution politique. Car c'est là le mandat du représentant de l'ONU, a récemment rappelé le secrétaire général de l'Organisation, M. Boutros-Ghali. Le département d'État l'entend bien ainsi, qui a rappelé, mercredi, que les États-Unis n'avaient nullement l'intention d'imposer un arrangement politique ou un gouvernement à la Somalie.

Le débat presse déjà l'une des grandes difficultés de l'opération « Rendre l'espoir » : l'articulation entre la première phase, supposée essentiellement militaire ou logistique, et la seconde, qui doit voir un début de solution politique, la force internationale cédant progressivement la place à des « casques bleus ».

A l'instar de la Maison Blanche

et du général Powell, le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, se disait non seulement « très satisfait » du début de l'opération, mais assurait aussi qu'elle pourrait se dérouler dans les délais – courts – souhaités à Washington. L'idéal pour le président Bush serait d'avoir achevé la première phase, celle qui revient à la force internationale, avant le 20 janvier, date de la prise de fonction du président élu, M. Bill Clinton. « Nous ne serons certainement pas totalement repartis à cette date », a dit M. Cheney, mais il parait tout à fait concevable que nous puissions alors amorcer le retrait de nos forces. « Vers la fin du mois de janvier, nous pourrions commencer à céder les commandes aux troupes de maintien de la paix de l'ONU ».

Une polémique futile

Pour l'heure, le seul déploiement qui paraît chagriner M. Cheney et les responsables du Pentagone est celui de la presse. Ils n'ont guère apprécié que les soldats d'élite de la Navy et des « marines », censés exécuter, en tenue de camouflage, une opération quasi clandestine, aient été accueillis sur les plages de Mogadiscio par de nombreux journalistes. Toute la presse américaine a relevé le côté farce de l'affaire. M. Cheney et les familles des soldats ont fait part de leur « colère ». Mais l'ère de M. Cheney n'a pas ému les dirigeants des télévisions et de la presse.

Dans cette affaire, font-ils valoir, le département de la défense fait preuve d'hypocrisie : pourquoi le Pentagone a-t-il claironné depuis le début de la semaine que le débarquement aurait lieu aux premières heures de la journée de mercredi sinon pour bénéficier de la couverture médiatique la plus ample possible ? La polémique paraît futile, comparée aux vraies difficultés qui, selon les hommes de terrain, seront celles d'un face-à-face entre « marines » et Somaliens armés. C'est de cette rencontre-là que dépendra la tournure de l'opération « Rendre l'espoir ».

ALAIN FRACHON

Aux Nations unies

Les membres du Conseil de sécurité font part de leurs inquiétudes pour l'avenir

Quelques heures à peine après l'arrivée des « marines » américaines en Somalie, les membres du Conseil de sécurité de l'ONU font ouvertement part de leurs inquiétudes sur l'avenir de l'opération « Rendre l'espoir ». « Cette opération est beaucoup plus compliquée que ce qu'on peut croire en regardant des troupes américaines à Mogadiscio », explique un diplomate, on a tort de parler de phases différentes pour cette opération. La phase militaire doit se dérouler en même temps que la phase politique. Il faut penser dès maintenant à une solution politique.

NEW-YORK (Nations unies)

Correspondance

Si le débarquement des « marines » américains en Somalie a paru initialement « pacifique », c'est parce que « les bandes armées se sont cachées avec leurs armes, affirme un ambassadeur occidental à l'ONU, elles vont attendre le départ des « marines » pour, ensuite, se manifester ». Cet ambassadeur, qui connaît la situation en Somalie, explique, par ailleurs, qu'il existe « des millions » d'armes dans ce pays et que ce trafic d'armes rapporte des millions de dollars aux marchands de pays voisins, qui résisteront « par tous les moyens » à la démission de la Somalie.

Ce diplomate insiste sur le rôle de médiation du représentant spécial du secrétaire général en Somalie chargé des négociations politiques, en « regretant » le récent départ de son prédécesseur, M. Mohamed Sahnoun, qui avait « très bien compris la structure clanique » de la Somalie. Plusieurs membres « influents » du Conseil partagent cette analyse. Certains d'entre eux ne cachent pas qu'ils verraient d'un bon œil le remplacement du diplomate irakien, M. Ismat Kittani, qui a succédé à M. Sahnoun. « Nous sommes obligés de dire la vérité, explique un ambassadeur membre du Conseil,

selon toutes les informations qui nous parviennent au Conseil, M. Kittani n'est tout simplement pas à la hauteur de la tâche ».

Ces réserves risquent de créer de nouvelles tensions entre le Conseil de sécurité et le secrétaire général. Lors d'un entretien accordé à l'AFP mercredi, M. Boutros-Ghali a insisté sur le rôle de son représentant politique, « il n'y a qu'un seul responsable de l'opération politique en Somalie, c'est mon représentant, M. Kittani », a-t-il déclaré très fermement. Selon des sources bien informées, le secrétaire général aurait même fait part de son mécontentement au département d'État américain quant au rôle joué par le représentant de Washington à Mogadiscio, M. Robert Oakley : « Le secrétaire général lui reproche ses entretiens avec les chefs de clans somaliens ».

Tous les experts de la situation somalienne à l'ONU sont unanimes sur la nécessité d'associer le désarmement aux négociations politiques. Selon un expert de la situation somalienne, pour désarmer les « brigands », il faut que les jeunes gens armés – « qui n'ont reçu que l'arme à la main, n'ont aucune formation et dont aucun avenir » – soient convaincus que « la possession des armes n'est pas une condition à la survie ».

Un diplomate qui requiert l'anonymat explique de son côté que les Américains ont refusé un langage direct sur le désarmement des factions. La résolution autorisant l'intervention armée en Somalie ne fait allusion qu'à « l'instauration des conditions de sécurité ».

Contrôler

le marché des armes

Selon ce diplomate, la négociation avec les deux chefs de clans, MM. Ali Mahdi et Mohamed Farah Aidid, ne résoudra pas le problème du désarmement car « ils ne représentent qu'une fraction des gens armés », et les forces américaines « n'ont aucune idée précise » de la manière dont elles entendent démobiler les « brigands ». « Une chose est sûre, dit-il, il faut des tactiques imaginatives et il les faut tous de suite : sinon, la plupart des gens armés fuiront le pays avec leurs armes ou les enterreront. » La

deuxième étape, selon des experts, consiste à contrôler les marchés d'armes, notamment aux frontières.

Le Conseil de sécurité a déjà imposé un embargo sur les armes mais, étant donné la longueur de la côte somalienne, il est extrêmement difficile d'arrêter ce trafic « très lucratif ». Tous les ports et aéroports devraient être contrôlés et des négociations avec les commerçants en Somalie entamées. Un diplomate africain insiste sur le fait que « tout passe par des réseaux commerciaux informels », à un tel point que, si on les exclut, « le processus politique sera un échec ». Il parle, en particulier, de M. Mahdi Osman, qui serait « l'homme du financement du marché d'armes ayant des relations très proches avec plusieurs pays, dont l'Égypte et l'Arabie saoudite ».

Pour un diplomate, l'idée d'imposer une tutelle de l'ONU sur la Somalie serait « pour résultat la désintégration du pays : il faut éviter de parler d'une tutelle : avec les souvenirs de colonisation, le peuple somalien n'acceptera jamais l'idée d'une tutelle ». L'idée d'un déploiement des forces de l'ONU de « transition », après le départ des forces unifiées, est de plus en plus fréquemment mise en avant. Cette force de transition, qui doit être acceptée par toutes les parties, sera chargée de l'administration du pays et de l'organisation des élections.

Selon les termes de la résolution 794, le secrétaire général devrait présenter le 18 décembre un plan au Conseil de sécurité « permettant d'assurer que l'ONUSOM sera en mesure de s'acquitter de son mandat dès le retrait du commandement unifié ». Selon des sources informées, dans son plan, le secrétaire général n'exclura pas la nécessité du déploiement des « casques bleus » en Somalie « avant » le départ des forces unifiées. « Si les conditions de sécurité sont instaurées », la question de l'élargissement de l'ONUSOM sera posée dans ce plan. Pour l'instant, le Conseil a autorisé le déploiement de trois mille cinq cents « casques bleus ».

AFSANÉ BASSIR POUR



HISTOIRE DE LA FRANCE RELIGIEUSE

Sous la direction de Jacques Le Goff et René Rémond.

- | | | | |
|---|---|---|---|
| 1 DES ORIGINES
AU XIV ^e SIÈCLE.
DES DIEUX DE LA GAULE
À LA PAPAUTE
D'AVIGNON.
Sous la direction
de Jacques Le Goff. | 2 DU XIV ^e
AU XVIII ^e SIÈCLE.
DU CHRISTIANISME
FLAMBOYANT À L'AUBE
DES LUMIÈRES.
Sous la direction
de François Lebrun. | 3 DU XVIII ^e
AU XIX ^e SIÈCLE.
DU ROI TRÈS CHRÉTIEN
À LA LAÏCITÉ
RÉPUBLICAINE.
Sous la direction
de Philippe Joutard. | 4 XX ^e SIÈCLE.
SOCIÉTÉ SÉCULARISÉE
ET RENOUVEAUX RELIGIEUX.
Sous la direction
de René Rémond. |
|---|---|---|---|

Collection
L'Univers historique

Éditions du Seuil

pré-
Schir-
ches,
de
Edi-
5425
18 III,
1993,

L'OPÉRATION MILITAIRE EN SOMALIE

Calme trompeur

Suite de la première page

Les soldats de la coalition n'ont, pour l'instant, que l'air de désigner la population, ils doivent « simplement confier par la persuasion ou la force une arme qui les menace directement », explique le colonel Frederick Peck, chargé des relations avec la presse chez les « marines ». Une préoccupation renforcée par les informations selon lesquelles nombre d'armements lourds des factions seraient déjà passés en Éthiopie pour se fondre dans le désert de l'Ogaden, territoire traditionnellement somali.

Vers midi, mercredi, les badauds avaient vaincu leur timidité et envahi par centaines l'aéroport de Mogadiscio, impatients de voir de plus près ces fameux « marines » en chair et en os. Les soldats ne semblaient pas mécontents de prendre contact avec la population. Oubliée la nervosité des premiers instants en terre inconnue, notamment au port où quelques coups de feu avaient été tirés. « On nous avait dit que la ville était pleine de voyous armés dont les réactions étaient imprévisibles », explique le capitaine David Clement, le visage encore noir de sueur.

Au-dessus du vaste champ de foire qu'est devenu l'aéroport, le ciel de Mogadiscio, strié par les passages incessants des hélicoptères, rappelle à plus d'un Somalien les innombrables films de Hollywood sur la guerre du Vietnam. Sur la piste d'atterrissage se succèdent Hercules C-130 et Starfighter C-141 crachant de leur carlingue des dizaines de véhicules militaires qui s'alignent sur l'asphalte.

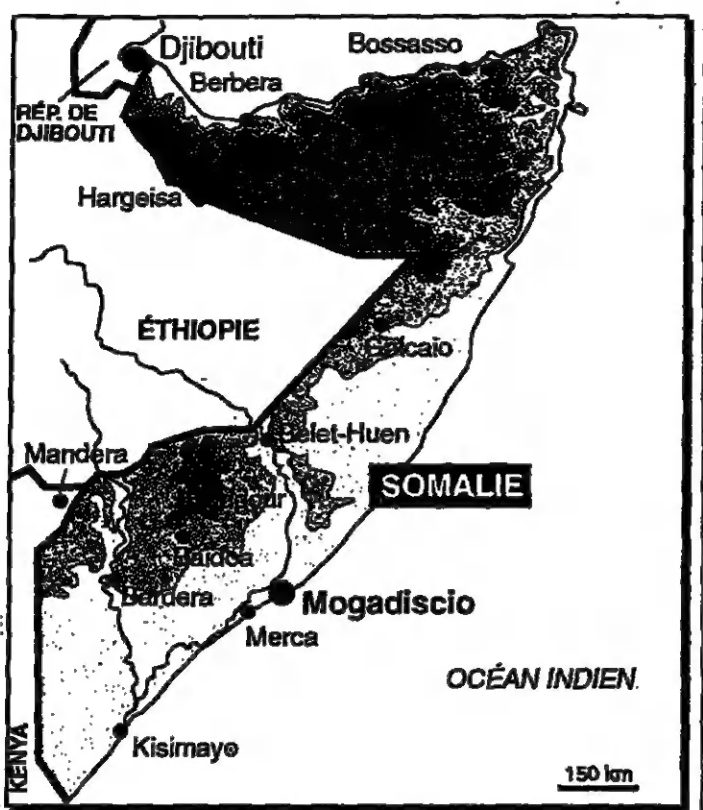
Sur mer, les aéroglisseurs ont poursuivi leurs navettes toute la journée entre les navires du groupe naval et la plage. A quelques encablures, le cargo *Lummas* avait abaisé sa plate-forme arrière, prêt à livrer ses 740 véhicules et pièces d'armement lourd alignés dans ses cales. Trois autres bâtiments de ce calibre devraient suivre, chargés de matériel. Sur le toit d'un bâtiment dominant le carrefour du « kilo 4 », des « bérets verts » ont déjà installé leur

bivouac. Arrivé de Djibouti en milieu d'après-midi, le détachement français (120 hommes, surtout de la Légion étrangère) a immédiatement pris contact avec le commandement américain, qui lui a assigné la surveillance du quartier. « Une tâche pas facile mais exaltante », affirme le colonel Michel Tournon, qui commande les forces terrestres basées à Djibouti. Cette mission humanitaire rappelle un peu celle que nous avons effectuée pendant plusieurs mois dans le nord de Djibouti.

Pour tester la stratégie de protection des troupes américaines, l'organisation humanitaire Care envisage

de faire partir dès jeudi un convoi de camions de l'ONU. Si l'essai s'avère concluant, des vivres seront envoyés vers la fin de la semaine à Baidoa, où quatre des six derniers livraisons ont été pillées. « Ce sera le premier test en conditions réelles », déclare M. Phil Johnson, responsable de l'opération de l'ONU. « Cent jours pour la Somalie ; nous n'avons plus à payer pour la sécurité de nos camions et nous installerons une continuité entre les différents transporteurs ».

Optimiste, M. Rick Grant, chargé des relations publiques de Care ajoute : « Il n'y aura plus de place pour le racket et nous déciderons enfin nous-mêmes où et à quel rythme livrer les secours ». Les vœux du programme alimentaire mondial (PAM) ont repris mardi sur Mogadiscio et devraient atteindre un rythme quoti-

Le général Robert Johnson
Un habitué des missions délicatesWASHINGTON
de notre correspondant

Le général Robert Johnson, patron de l'opération « Rendre l'espoir », a l'expérience de ces missions militaires mal définies, entre la guerre et la paix. Il était à Beyrouth au début des années 80, commandant le bataillon américain d'une force d'interposition qui n'a jamais très bien compris ce qu'elle était venue faire au Liban.

Ses collègues du corps des « marines » le présentent comme un officier de grand sang-froid, à l'autorité naturelle, familier des opérations sur le terrain comme du travail d'état-major. Commandant du premier corps expédi-

tionnaire des « marines » de Camp Pendleton (Californie), il fut, durant la guerre du Golfe, le chef d'état-major du général Norman Schwarzkopf.

Agé de cinquante-cinq ans, il a acquis une partie de ses galons lors de deux longs séjours au Vietnam, avant de commander l'école d'officiers des « marines ». Emigré d'Écosse - il est né à Edimbourg - alors qu'il avait dix-huit ans, Robert Johnson a d'abord fait des études de lettres. Ce n'est qu'après un diplôme de littérature à l'université de San Diego qu'il a rejoint le corps des « marines ».

A. Fr.

(Publicité)
UNITED NATIONS NATIONS UNIES

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL POUR L'IMPRESSION DE L'ATLAS DU BURKINA FASO

Projet PNUD/BK/78/005 - Atlas du Burkina Faso

Le plan définitif de l'Atlas du Burkina Faso a été établi et les maquettes des cartes relatives à l'Atlas comprennent 215 cartes, 40 graphiques et 30 photographies. Il sera intégré, en outre, à la carte de l'Atlas du Burkina Faso, les cartes relatives aux 11 000 000 et 1 000 000, devront être remises aux échelles suivantes : 1/2 500 000, 40 cartes ; 1/5 000 000, 90 cartes, dont 50 statistiques, 1/7 500 000 : 32 cartes statistiques (30 provinces), 1/10 000 000 : 36 cartes ; 6 plans de villes, dont 2 en A3 et 4 en A4, 15 cartes régionales en A6. Certaines cartes devront être adaptées ou élaborées à partir des données statistiques fournies sous forme de tableaux. Le texte définitif, accompagnant les cartes, sera suivi et adapté à l'espace disponible lors de la mise en page.

Caractéristiques techniques de l'impression : Format A3 (29,7 cm x 42 cm), 184 pages imprimées quadrichromie, papier 135 g/m² blanc couché mat, couverture en vinyle en dos carré cousu et couverture rigide carton contreplaqué quadrichromie pelliculé mat UV avec pages de garde, 2000 exemplaires imprimés et livrés à Ouagadougou par voie aérienne.

Références du fournisseur : Le fournisseur devra impérativement joindre à son offre, sous pli fermé, les preuves de sa compétence de la cartographie et de son expérience en matière de publication d'atlas, les CV des spécialistes qui seront employés pour l'exécution du projet ainsi qu'un exemplaire d'atlas entièrement réalisé et imprimé par son entreprise.

Le fournisseur devra permettre et faciliter l'accès dans ses locaux de travail à trois missions de dix jours de cadres de la DAT et de l'IGN du Burkina Faso, et leur expliquer les techniques utilisées pendant les différentes phases de réalisation de l'Atlas afin qu'ils puissent se familiariser avec les nouvelles technologies de cartographie informatique.

Un délai de six mois à compter de la date de signature du contrat sera accordé au fournisseur pour la réalisation et la livraison des 2000 exemplaires de l'Atlas à Ouagadougou. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le fournisseur fera parvenir des épreuves couleur pour retouche, puis un exemplaire pour le bon à tirer qui lui sera renvoyé dans les délais agréés.

Le fournisseur établit l'offre en dollars US pour l'ensemble de la prestation comprenant la cartographie, la saisie des textes et la mise en page, la photogravure, l'impression, la façonnage et la livraison par paquets de cinq sous films rétractables.

Les offres sous pli fermes devront porter la mention suivante : Offre pour impression de l'Atlas du Burkina Faso, Projet PNUD/BK/78/005, PNUD, B.P. 575, Ouagadougou, Burkina Faso. Les offres, accompagnées d'un exemplaire d'atlas, des CV et des références, devront être envoyées par DHL, au plus tard 15 jours après la date de publication de cette annonce. L'ouverture des offres aura lieu 7 jours après la clôture de l'appel d'offres. L'adjudication du marché sera accordée au moins disant, techniquement acceptable fournisseur, par décision conjointe du Conseiller Technique Principal et du Directeur National du Projet BK/78/005. L'adjudication définitive sera confirmée par le personnel technique du siège du DDES/ONU à New York. Les résultats seront communiqués aux participants après confirmation du choix du fournisseur adjudicataire.

dien. Le PAM prévoit aussi de faire accoster dans le port de la capitale un bateau de 10 000 tonnes tous les cinq jours à partir du 14 décembre.

Les Américains ont tenté temporairement l'opération aérienne somali, à tous les petits appareils pour ne pas gêner leurs opérations. Les ONG sont donc clouées au sol et les Somaliens privés de leur gaz, qui arrive chaque matin du Kenya par avion. Pour ce premier jour de privation, il n'y a pas eu de tension, mais bruyamment la ville quand le gaz n'est pas livré à temps. Toutefois, si cela se prolonge, des sentiments anti-américains pourraient se faire jour.

Les agressions qui ont visé l'ONU mercredi sont plus inquiétantes. D'autant qu'on en est réduit à des hypothèses. A-t-on cherché à intimider les Nations unies qui couvrent tout de même l'opération de leur autorité ? Est-ce le coup de colère des islamistes, peu puissants mais opposés à cette invasion occidentale ? Ou encore un avertissement dirigé contre la communauté internationale ? Quoi qu'il en soit, les responsables de l'ONUSOM ont fortement recommandé aux employés des ONG de ne pas sortir en ville jusqu'à nouvel ordre. Pour la deuxième journée consécutive, le personnel humanitaire reste cois.

Dans le Sud, les responsables d'organisations humanitaires ont fini par évacuer la ville de Kisimayo, livrée au pillage et aux combats entre bandes armées, qui ont fait près de soixante morts et autant de blessés, selon une responsable de MSF. A Baidoa, les affrontements ont repris après une journée d'accalmie et on signale aussi des accrochages dans le Guedo, près de la frontière kenyane. « Nous avons été obligés de nous en aller pendant deux ans », déclare Hassan Moussa, qui vient de trouver un emploi d'interprète, un métier très demandé ces jours-ci à Mogadiscio. Il veut croire que l'intervention américaine ramènera son pays sur les rails. Et reste un peu songeur quand on lui explique que, si les chefs ne se réconcilient pas avant le départ des forces américaines, la tragédie somalienne n'est que partie remise.

JEAN HÉLÈNE

■ Coup de feu contre des légionnaires. Une fusillade a opposé, dans la nuit de mercredi à jeudi, à Mogadiscio, des partisans de la légion étrangère à des inconnus, a confirmé une source militaire autorisée à Paris. Selon la radio France-Info, des coups de feu ont éclaté lorsqu'un véhicule transportant des hommes armés a tenté de franchir un barrage. Un poste de contrôle de la légion a également été pris sous le feu d'hommes armés circulant à pied, au moment où les militaires venaient de saisir trois armes dans une voiture qu'ils fouillaient. Aucun soldat français n'a été touché.

A l'Assemblée nationale

Des députés choqués par les « débordements médiatiques »

Consensus dans l'indignation, mercredi 9 décembre à l'Assemblée nationale : au-delà de la question sur le bien-fondé de l'opération « Rendre l'espoir » en Somalie, ce sont les « débordements médiatiques » auxquels elle a donné lieu qui ont choqué la majorité des députés. Lors de la séance des questions au gouvernement, le président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine), a indiqué qu'il ne saurait y avoir « d'humanitaire sans humanité ». « Certains débordements politico-médiatiques ne sauraient être tolérés », a poursuivi M. Boucheron. Une telle opération exige humilité et tact. L'image de l'action ne doit pas ternir l'action elle-même.

« Voyeurisme » et « néocolonialisme »

A droite, M. Jean-François Deniau (UDF) estimait lui aussi que « le cinéma, c'est bien, l'information, c'est bien, mais les excès médiatiques, ça devient un peu insupportable (...). Il faut savoir les limites de ce qui est décent et de ce qui ne l'est pas ». Soulignant la « nécessité » de ce débat, M. Deniau a toutefois averti : « C'est organiser la suite qui est le plus difficile : laisser un pouvoir démocratique, stable, sérieux et mettre fin à toutes ces horreurs ».

Les autres réactions

■ M. Juppé (RPR) : « Show médiatique ». M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, s'est déclaré mercredi 9 décembre, « tout à fait scandalisé » par le « gigantesque show médiatique international » auquel a donné lieu l'opération « Rendre l'espoir » en Somalie. « Qu'est-ce que c'est que ça ? Moi je pense qu'on était là-bas pour aider des enfants en train de mourir de faim », s'est exclamé M. Juppé avant de regretter que « certains responsables français commencent à tomber dans les mêmes travers ».

■ M. Sarre (PS) : La médiatisation « n'entache pas l'action humanitaire ». M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports, a estimé mercredi 9 décembre que l'opération en Somalie était « sans doute trop médiatisée, mais cela n'entache pas pour autant l'action humanitaire qui y est conduite ». Invité de Radio Communauté (judiciaire), M. Sarre a ajouté qu'il ne fallait pas « mettre en parallèle la Somalie et la Bosnie car les deux situations ne sont pas comparables ».

■ M. Masurel (PS) : « Un pas important ». M. Pierre Masurel, président de l'Internationale socialiste, a déclaré que l'intervention

« Quand c'est facile, on y va, quand c'est difficile, comme en Bosnie, on n'y va pas et on laisse se perpétrer des crimes contre l'humanité. C'est scandaleux », s'est indigné M. Philippe de Villiers (UDF), en regrettant le « voyeurisme » et le « néocolonialisme » de l'opération « Rendre l'espoir ».

Le parallèle avec la Bosnie était aussi fait par M. Hervé de Charette (UDF), pour lequel l'intervention en Somalie « met en évidence de façon cruelle l'absence totale de présence de l'Europe » dans cette région.

Quant à l'ancien ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement (PS), il a souligné que « trente mille hommes, c'est beaucoup pour quelques bandits de grand chemin » et il a mis en garde contre la tentation de « substituer le militaire ou l'humanitaire à la politique ».

P. R.-D.

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA

L'UNITA accepte de siéger au gouvernement

L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a désigné, mercredi 9 décembre, ses représentants au sein du nouveau gouvernement d'union nationale de M. Marcelino Moco, ancien secrétaire général du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir). De même, ses élus iront siéger à la nouvelle Assemblée nationale, tandis que les trois généraux qui avaient abandonné leurs responsabilités au sein des forces armées, dont le général « Ben-Ben » que l'on croyait mort, sont « disposés à reprendre leurs postes sans discrimination ».

Il y a quelques jours, le premier ministre angolais avait appelé l'UNITA, dont les troupes contrôlent plus de la moitié du pays, à occuper les postes qui lui étaient réservés au sein de son gouvernement d'union nationale (le Monde du 4 décembre). Le mouvement de M. Savimbi a finalement accepté, « pour faciliter le retour à la paix », une compromission après les sanglants affrontements de novembre dernier à Luanda, de répondre favorablement à l'invitation.

ISRAËL

M. Pérès admet qu'un retrait unilatéral de la bande de Gaza provoquerait « le chaos »

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, qui avait évoqué mardi 8 décembre l'éventualité d'un retrait israélien de la bande de Gaza (le Monde du 9 décembre), est revenu sur cette

idée, faisant valoir qu'elle provoquerait « le chaos et la libération » de ce territoire.

S'exprimant devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, M. Pérès, qui par le passé s'était déjà prononcé à plusieurs reprises pour un tel retrait, a indiqué qu'il « ne risque d'en payer le prix ». « Il veut mieux faire des efforts sérieux pour parvenir à une solution avec les Palestiniens », a-t-il ajouté.

A Tunis, un membre du comité exécutif de l'O.L.P., M. Yasser Abed Rabbo, a estimé que l'idée évoquée par M. Pérès était « un ballon d'essai » et qu'elle « ne règle pas le fond du problème ». — (AFP).

■ Croix gammées et slogans antisémites sur ordinateur. Des néonazis allemands ont transmis des croix gammées et des slogans antisémites sur les ordinateurs de deux israéliens amateurs de communications par informatique, a rapporté mercredi 9 décembre le quotidien *Yediot Aharonot*. Selon le journal, les messages provenaient de Bonn et comportaient notamment cette inscription : « Vos grands-pères ont péri ici il y a cinquante ans, votre tour est arrivé. C'était signé « Vos amis en Allemagne ». — (AFP).

YÉMEN

Sept morts lors d'affrontements entre forces de l'ordre et manifestants

Après plus de dix heures d'affrontements sanglants avec des manifestants, mercredi 9 décembre, dans la ville de Taëz, à 260 kilomètres au sud de Sanaa, les forces de l'ordre ont repris dans la soirée le contrôle de la situation, a indiqué l'agence officielle yéménite SABA.

Selon des habitants de Taëz, les heurts, qui ont eu lieu à l'occasion d'une manifestation organisée par les chauffeurs de taxi pour réclamer des augmentations de tarifs, ont fait sept morts et quinze blessés. Ces événements se sont produits au moment où le Yémen connaît une série de graves en raison de la détérioration du pouvoir d'achat.

Dans un entretien télévisé, le président Ali Abdallah Saleh a rejeté sur « les administrations gouvernementales la responsabilité de la détérioration de la situation économique du Yémen » et accusé « certaines forces politiques », qu'il n'a pas nommées, d'être à l'origine des affrontements de Taëz. — (AFP).

■ COLOMBIE : deux dirigeants du cartel de Medellín assassinés. Les cadavres de deux membres importants du cartel de Medellín, Mario Alberto Castano Molina et Eulogio Muñoz Mosquera, ont été retrouvés, mercredi 9 décembre, dans le coffre d'une voiture dans cette ville du nord de la Colombie. Par ailleurs, quatre bombes, qui visaient des hôtels et des centres commerciaux, ont explosé mercredi à Bogotá, faisant quatre blessés. Quatre autres bombes ont pu être désamorcées. — (Reuters).

■ ÉGYPTÉ : un mort et trois blessés dans un attentat islamiste. Une personne a été tuée et trois autres ont été blessées par balles dans l'attaque d'une boulangerie, mercredi 9 décembre, par des islamistes, à Mansafit, près d'Assiout, en Haute-Égypte. Masqués et armés de fusils automatiques, les agresseurs semblaient avoir voulu punir le boulanger, soupçonné d'avoir révélé à la police la cache d'un islamiste, tué le mois dernier. Ils ont tué le fils du boulanger et blessé trois clients, avant de prendre la fuite. — (AFP).

EUROPE

SERBIE : après des controverses juridiques

M. Milan Panic est autorisé à se présenter à l'élection présidentielle

Le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, a été autorisé, mercredi 9 décembre, par la Cour suprême de Belgrade à se présenter à l'élection présidentielle qui doit se tenir le 20 décembre en Serbie. Sa candidature avait été rejetée, à deux reprises, la semaine dernière, par la commission électorale, arguant que M. Panic n'avait pas de domicile fixe en Serbie depuis plus d'un an.

Dès l'annonce de la décision de la Cour suprême, le chef du gouvernement yougoslave a demandé l'organisation d'un débat télévisé avec le président sortant, M. Stobodan Milosevic. « Bien que les médias n'aient pas encore présenté ma candidature de manière objective et que j'aie été l'objet de sermons pendant la moitié de la campagne électorale, a-t-il dit, je pense pouvoir encore gagner. Je vais gagner parce que le peuple serbe veut un changement économique. Les Serbes veulent la paix, ils veulent la fin des sanctions et je suis le seul candidat à pouvoir proposer cela. » Les principaux partis d'op-

position serbes se sont ralliés à la candidature du premier ministre fédéral.

A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a déclaré, mercredi soir, que si les attaques des milices serbes continuaient en Bosnie-Herzégovine - notamment contre Sarajevo - il envisagerait « le plus tôt possible de nouvelles mesures contre ceux qui les commettent ou qui les soutiennent ». Selon l'ambassadeur de France auprès de l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée, « le Conseil de sécurité est en train de perdre patience ».

« Casques bleus » en Macédoine

Le dirigeant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, a précisé à Genève que ses troupes n'avaient pas l'intention de s'emparer de la capitale bosniaque. « Nous n'envisageons pas, a-t-il dit, de prendre totalement le contrôle de Sarajevo car cela entraînerait trop de destructions, trop de souff-

rances et trop de morts. » Il a affirmé que les Serbes déclaraient la fin totale des combats « avant Noël ». La veille, il avait mis en garde contre une intervention militaire étrangère en Bosnie, qui provoquerait, à ses yeux, « une troisième guerre mondiale ».

Pour sa part, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali a recommandé au Conseil le déploiement d'un bataillon d'infanterie de sept cents « casques bleus » dans l'ex-République yougoslave de Macédoine pour prévenir une extension du conflit dans les Balkans. Il redoute apparemment qu'un conflit ouvert entre Serbes et Albanais de souche du Kosovo n'entraîne la Macédoine (où vit une importante minorité albanaise) dans la guerre. Le rôle de ces « casques bleus » sera de surveiller les frontières de la Macédoine avec l'Albanie et la province serbe du Kosovo. (AFP, Reuters)

GRANDE-BRETAGNE : annoncée par M. Major devant les Communes

La séparation du prince et de la princesse de Galles illustre la crise qui mine l'institution monarchique

M. John Major a annoncé mercredi 9 décembre devant les Communes que le prince et la princesse de Galles allaient désormais mener des vies séparées. « Leur statut constitutionnel n'en est pas affecté », a ajouté le premier ministre, qui a par ailleurs indiqué que la couple n'avait pas l'intention de divorcer. Cette séparation ne modifie pas l'ordre de succession au trône, et rien n'empêcherait, selon le premier ministre, la princesse Diana d'être couronnée reine en temps voulu.

LONDRES

de notre correspondant

La monarchie britannique est en crise. Sans impliquer, à ce stade, des conséquences d'ordre constitutionnel, la séparation du prince et de la princesse de Galles illustre au moins une crise d'identité, le malaise profond qui mine l'institution monarchique. Chacun savait celui-ci latent, accentué au fil des mois par une succes-

sion de « révélations » concernant la vie des membres de la famille royale, dues à l'acharnement de la presse populaire. Les malheurs matrimoniaux de Charles et Diana étant devenus de notoriété publique, l'annonce de leur séparation n'a pas surpris les Britanniques, lesquels sont tout aussi attachés à la monarchie que friands de détails sur la vie intime de ses représentants. Mais, dès lors qu'il s'agit de l'héritier du trône et de la future reine, cette officialisation solennelle de tant de rumeurs devient plus lourde de conséquences, et ouvre une période d'incertitude.

En annonçant la séparation du couple princier à la chambre des Communes, devant des parlementaires visiblement consternés, le premier ministre, M. John Major, a pris soin de souligner que l'ordre de succession au trône n'est pas remis en cause : le prince de Galles conserve ses prérogatives d'héritier direct de la reine Elizabeth II, suivi par ses fils, et rien n'empêcherait la princesse Diana d'être un jour couronnée reine. Le prince Charles et la princesse Diana continueront à assumer séparément

leurs obligations, et partageront la responsabilité de l'éducation de leurs enfants.

C'est, officiellement, pour clarifier la situation avant le début des vacances scolaires des princes William et Harry, respectivement âgés de 10 et 8 ans, que cette décision a été annoncée à une date aussi peu propice : le conseil européen s'ouvre en effet vendredi à Edimbourg, et la princesse Anne se marie samedi. Le premier ministre a été directement associé, ces dernières semaines, aux discussions qui se sont déroulées avec le palais de Buckingham, alors même que les négociations en vue du sommet européen devenaient plus intenses. En France et, d'une manière générale, à l'étranger, on a souvent tendance à ne voir dans la monarchie britannique que la survivance d'un système de gouvernement suranné, maintenu en activité par un goût prononcé de la tradition associé à des considérations d'ordre touristique. Une telle approche sous-estime le rôle de la monarchie dans les institutions de la Grande-Bretagne et l'influence profonde qu'elle exerce dans la mentalité des Britanniques.

Si une majorité d'entre eux appelaient de leurs vœux la décision récemment prise par la reine d'acquiescer des impôts, très rares sont les hommes politiques qui réclament l'instauration d'une République. La reine est considérée non seulement comme le chef d'Etat du Royaume-Uni, mais aussi comme le symbole de l'unité nationale. Même si la souveraineté ne gouverne plus et n'a que peu d'influence dans la gestion effective des affaires du royaume, elle conserve les attributs de ce pouvoir. Elle est, légalement, le chef du pouvoir exécutif, chef du pouvoir judiciaire, commandant en chef de toutes les forces armées de la Couronne et « gouverneur suprême » de l'Eglise établie d'Angleterre. Les couronnes et le cérémoniel qui marquent les faits et gestes de la famille royale ont peu évolué depuis des siècles, ce qui confère à la Couronne britannique cette apparence si traditionnelle, sans équivalent, parmi les monarchies européennes.

Une nouvelle épreuve

Alors que le moule royal est usé intact, les membres des nouvelles générations de la famille royale se sont souvent affranchis de la réserve et de la distance qui marquaient l'attitude de leurs aînés. Cette nouvelle épreuve traversée par la famille Windsor est en effet révélatrice d'une crise d'identité, sans doute celle de la tradition confrontée au modernisme, et de la difficulté d'adapter l'une à l'autre. Les quatre enfants de la reine Elizabeth ont tous eu des difficultés à maîtriser leurs vies personnelles et sentimentales : Anne, la princesse royale, divorcée du capitaine Mark Phillips et qui se remarie dans quelques jours au commandant Tim Lawrence ; Andrew, le duc d'York, séparé de son extravagante épouse Sarah ; aujourd'hui « Charles et Diana », qui rendent officielle leur mésaventure, sans parler du prince Edouard, le fils cadet de la reine, à qui on ne connaît aucune velléité de vouloir un jour se marier.

Tous ces échecs résultent-ils d'une même cause, de cette incroyable gague qui consiste à vouloir mener des vies « normales » sous le faîteux implacable des projecteurs et de l'acharnement d'une presse populaire qui vend plus de 11 millions de journaux chaque jour ? Le premier ministre a souligné - sans doute en pure perte - que l'intrusion permanente dans la vie privée du prince et de la princesse de Galles puisse désormais cesser. Entamé comme une « romance » internationale il y a onze ans, le mariage de « Charles et Diana », a en effet été soumis à des pressions médiatiques et psychologiques intenses.

Les « révélations » se sont succédées, notamment sous la forme de prétendus extraits de conversations téléphoniques entre la princesse et un soupçonné, M. James Gilbey, alors que le prince Charles était victime d'indiscrétions semblables, s'agissant de ses relations avec une amie d'enfance, M^{me} Camilla Parker-Bowles. Bien que le palais ait pris soin de souligner qu'aucun « tiers » n'était mêlé à cette séparation, il n'est pas exclu que l'un ou l'autre des conjoints puisse souhaiter un jour se remarier. Les dénégations actuelles concernant un éventuel divorce rappellent en effet le précédent de la princesse Anne, officiellement séparée du capitaine Mark Phillips en 1989, et divorcée deux ans plus tard. S'agissant du prince Charles, une telle situation ouvrirait sans aucun doute une crise constitutionnelle majeure.

LAURENT ZECCHINI

DIPLOMATIE

Le Conseil européen d'Edimbourg

« L'Europe ne peut avancer qu'à douze »

déclare M. John Major

Répliquant aux propos de M. François Mitterrand rapportés, mercredi 9 décembre, par le *Financial Times*, le premier ministre britannique, M. John Major, a rejeté l'idée que le traité de Maastricht pourrait être appliqué à moins de douze, et certains pays membres ne le militent pas. « L'Europe avance à douze, ou elle ne peut pas avancer », a déclaré M. Major dans un entretien à l'AFP, en ajoutant que cette conviction était partagée « par plusieurs gouvernements, notamment le gouvernement allemand et le chancelier Helmut Kohl ».

« Je pense que Maastricht pourra être ratifié par les Douze et nous faisons tout notre possible pour cela », a encore déclaré M. John Major. Dans

une lettre adressée mercredi aux autres chefs d'Etat ou de gouvernement de la CEE, il présente le compromis élaboré par la présidence britannique pour résoudre le problème danois comme « l'opportunité d'aller de l'avant à douze ». Ces propositions, souligne-t-il, « ne nécessitent pas une réouverture du traité ni, nous en sommes convaincus, une nouvelle ratification par les Etats membres ».

M. Major semble plus réservé sur l'issue de la discussion relative au budget de la Communauté. « La présidence est déterminée à parvenir à un accord à Edimbourg. Mais ce ne sera pas facile », souligne-t-il, en annonçant à ses partenaires une nouvelle proposition de compromis. (AFP)

En quête d'armistice

Suite de la première page

Le projet que vient de mettre au point la présidence britannique en tenant compte des amendements présentés mardi par M. Uffe Ellemann-Jensen, ministre danois des affaires étrangères, devrait, pour être avalé par tous, être déposé au plus tôt. Telle était au moins l'impression qui prévalait à la veille de la rencontre. Les Danois se voient reconnaître les exemptions qu'ils réclament, autrement dit pourraient renoncer à la monnaie unique, rester à l'écart de la politique de défense commune, ainsi que de la coopération en matière policière et judiciaire, ignorer les dispositions ayant trait à la citoyenneté européenne, tout cela sans qu'il soit pour autant nécessaire de renégocier le traité de Maastricht.

Ce statut exorbitant auquel - c'est juré - seuls les Danois pourraient prétendre ne serait pas consenti pour l'éternité : les Douze, dans leur sagesse, jugeront en 1996, échéance fixée pour une révision du traité de Maastricht, ce qu'il y a lieu de faire. Seul rappel à l'ordre : M. Poul Schlüter, premier ministre danois, pourrait être invité à donner un minimum d'indications quant à la date à laquelle il a l'intention d'organiser le prochain référendum. Dans le même esprit, il sera aimablement demandé à M. John Major de préciser ses intentions. Au-delà de la compréhension pour les difficultés politiques rencontrées par l'un et l'autre, on sent grandir chez leurs partenaires le sentiment que les palinodies autour de la ratification de Maastricht et la paralysie qu'elles provoquent dans la Communauté ont suffisamment duré.

L'inconnue allemande

L'affaire budgétaire, quant à elle, ne se résume pas à une bataille de chiffres opposant les Espagnols et les autres pays qui bénéficient des fonds d'aide (Grèce, Irlande, Portugal), aux Allemands, aux Britanniques, et aux Néerlandais. On peut toujours trouver un moyen terme sur les chiffres. Mais ce dossier a un caractère presque aussi symbolique que le dossier danois : trop roger dans les propositions budgétaires présentées par la Commission reviendrait à trahir les promesses faites à Maastricht et à tuer dans l'œuf les ambitions que recèle le traité. Ce serait, *mutatis mutandis*, une autre manœuvre, plus sournoise, de ne pas le ratifier.

Les pays les moins prospères, Espagne en tête, qui disposent de cartes solides pour faire valoir leurs droits (notamment la faculté de bloquer l'ouverture des négociations d'élargissement qu'on attend impatiemment à Londres comme à Bonn), sont attentifs à ce que les crédits affectés à leur développement - le fonds de cohésion et l'aide structurelle aux régions en retard - progressent de façon satisfaisante, même s'il leur faut renon-

cer au doublement sur sept ans initialement proposé par Bruxelles.

La France, soucieuse de ne pas faire surgir une pomme de discorde supplémentaire avec ses paysans, se battra pour que l'enveloppe consacrée au soutien des marchés agricoles soit réévaluée et, de la sorte, le financement de la politique agricole commune (PAC) réformée pleinement assuré. Un tel ajustement est devenu nécessaire pour tenir compte de l'accroissement soudain des dépenses provoquées par les fluctuations monétaires des derniers mois.

Faute de parrain aussi attentif, les chapitres budgétaires consacrés à la recherche, à la reconversion des régions industrielles en déclin, au développement rural, à la formation, pourraient faire les frais de la volonté d'économies manifestée par plusieurs Etats membres. M. Jacques Delors vient de mettre en garde contre une telle politique de la facilité qui, a-t-il souligné, compromettrait l'effort, à ses yeux indispensable, pour renforcer la compétitivité de nos entreprises.

Les Français, qui se sont réveillés un peu tard, désormais le soutien. Sachant qu'il ne sera pas plus facile de franchir l'obstacle sous la présidence danoise (à partir du 1^{er} janvier 1993) que maintenant à Edimbourg, cette négociation budgétaire peut-elle échouer avec les risques de blocages multiples qu'une telle défaillance ne manquerait pas d'entraîner ? Les Anglais défendent une position très éloignée des propositions de la Commission, mais ils cherchent un succès pour sauver leur présidence et, de surcroît, les sacrifices qu'imposerait à la trésorerie une solution moins parcimonieuse que ce qu'ils recommandent resteraient supportables : la compensation, le fameux « chèque » de M^{me} Thatcher que les onze autres pays membres leur accordent depuis le conseil européen de Fontainebleau en 1984, permet quoi qu'il arrive de maintenir dans des limites raisonnables leur contribution au budget européen.

C'est dire que l'accord sur les finances de l'Europe, et par voie de conséquence le sort du conseil européen de Fontainebleau en 1984, permet quoi qu'il arrive de maintenir dans des limites raisonnables leur contribution au budget européen.

PHILIPPE LEMAITRE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde sans visa

DIPIER KUNZ

Les Douze examineront de nouveau la question de la Macédoine

Des centaines de milliers de personnes étaient attendues, jeudi 10 décembre, sur le Champ de Mars à Athènes pour montrer à l'Europe que « la Macédoine est grecque » et rien d'autre. Les Douze doivent de nouveau se pencher, au sommet d'Edimbourg vendredi et samedi, sur la question de la reconnaissance et de l'appellation de la République ex-yougoslave de Macédoine. La pétition des partenaires européens d'Athènes s'est émue ces derniers mois, tant à propos de cette pétition qu'à propos du laxisme qu'ils imputent à la Grèce dans l'application de l'embargo contre la Serbie.

ATHÈNES

de notre correspondant

Athènes se préparait, jeudi, à une gigantesque manifestation nationale. Les écoles, y compris les établissements étrangers, ont été fermées, les entreprises et administrations aussi, les commerçants ont baissé leurs rideaux, les transports étaient gratuits. La Grèce, « pays de calme et de stabilité » dans une région bouleversée, seule dans les Balkans à faire partie de la CEE, a choisi de manifester dans la rue pour se faire entendre de ses partenaires européens qui la comprennent de moins en moins.

« Athènes sera une ville morte, mais la voix de la Grèce sera entendue dans toute l'Europe », a prévenu le maire conservateur d'Athènes, M. Léonidas Kouris, président de l'Union des communes de Grèce, qui a organisé la manifestation. Tous les partis, à l'exception du Parti communiste, ont toutes les centrales syndicales ont apporté leur soutien au rassemblement. Les lycéens ont organisé une manifestation séparée. La toute-puissante Eglise orthodoxe est égale-

« On l'on emploie la force ou l'on se retire »

déclare l'amiral Lanza

Le chef d'état-major des armées françaises, l'amiral Jacques Lanza, a durci le ton, mercredi 9 décembre, à propos d'un éventuel recours à la force dans l'ex-Yougoslavie. « La situation se dégrade tellement qu'il va falloir choisir : ou l'on emploie la force ou l'on se retire », a-t-il affirmé. Sans être favorable à une intervention militaire généralisée, l'amiral Lanza n'exclut plus, désormais, « quelques actions de force ». Il estime notamment qu'il faut empêcher « l'utilisation des moyens aériens dans les combats en imposant une véritable interdiction des vols ». Quitte, s'il le faut, à « abroquer les hélicoptères armés serbes qui transgressent l'interdiction de survol militaire de la Bos-

nie », a-t-il déclaré. « Nous sommes aujourd'hui dans la situation des « casques bleus » pakistanais en Somalie, qui, isolés et sans liberté de mouvement à Mogadiscio, ont appelé au secours », affirme-t-il. « L'humanitaire dans l'ex-Yougoslavie ne suffit pas, les conditions de vie vont se dégrader, et si les combats ne s'arrêtent pas, le Kosovo et la Macédoine ne pourront être contents (...). Si on veut avoir une chance d'éviter que les choses ne dégénèrent hors des frontières de l'ex-Yougoslavie, il faut appliquer très sérieusement toutes les sanctions de l'ONU et les renforcer. » Selon l'amiral Lanza, l'enclercement de la Bosnie et la surveillance effective de son espace aérien, sur la base de nouvelles résolutions de l'ONU, pourraient être réalisés « en quinze jours ».

Le porte-parole de l'Elysée, M. Jean-Michel, a indiqué, mercredi soir, que les déclarations du chef d'état-major des armées « n'engagent que lui » et « n'ont pas le statut de propositions officielles ». Rappelant que l'initiative revenait au président de la République, il a toutefois reconnu que la France s'interroge sur « la possibilité de faire face à la dégradation de la situation ». « Entre le refus d'agir et d'intervenir et l'engagement irrégulier que nous refusons également, la voie est étroite, mais il reste certainement des possibilités à explorer », a-t-il ajouté, en précisant qu'il serait bon « de réfléchir une fois de plus aux moyens de renforcer l'embargo, ainsi qu'à d'autres hypothèses, tel le contrôle de l'espace aérien ».

□ BULGARIE : rejet de la candidature de M. Borissliev. - La candidature de M. Petar Borissliev, ancien dissident désigné par le Parti socialiste (ex-communiste) pour former un nouveau gouvernement, ne sera pas présentée au Parlement car le candidat a acquis la nationalité française le 3 mai 1989. La constitution bulgare exclut du gouvernement toute personne ayant une double nationalité, a annoncé mercredi 9 décembre, la présidence de la République. (AFP)

□ ALBANIE : première apparition de néonazis. - Des murs du centre de Tirana ont été couverts de croix gammées et de « Heil Hitler ! » par une bande de skinheads et néonazis créée il y a un mois à Tirana et dirigée par un étudiant en médecine, a annoncé, mercredi 9 décembre, le quotidien indépendant Express. (AFP)

30
lin
au
au
ur-
or-
is-
on
urs
ou-
les
se,
no,
pré-
tes-
Sachant qu'il ne sera pas plus facile de franchir l'obstacle sous la présidence danoise (à partir du 1^{er} janvier 1993) que maintenant à Edimbourg, cette négociation budgétaire peut-elle échouer avec les risques de blocages multiples qu'une telle défaillance ne manquerait pas d'entraîner ? Les Anglais défendent une position très éloignée des propositions de la Commission, mais ils cherchent un succès pour sauver leur présidence et, de surcroît, les sacrifices qu'imposerait à la trésorerie une solution moins parcimonieuse que ce qu'ils recommandent resteraient supportables : la compensation, le fameux « chèque » de M^{me} Thatcher que les onze autres pays membres leur accordent depuis le conseil européen de Fontainebleau en 1984, permet quoi qu'il arrive de maintenir dans des limites raisonnables leur contribution au budget européen.

de
Edi-
5425
18 ill.,
1993,

EUROPE

M. Eltsine demande au peuple de trancher son conflit avec le Congrès

Suite de la première page

Pour rendre encore plus clair l'enjeu du défi lancé à ce Congrès « avec lequel il n'est pas possible de travailler », M. Eltsine a annoncé peu après à ses partisans, qu'il avait appelé à quitter la salle à sa suite, son intention de procéder à la fin mars à des élections. Si le référendum donne la victoire au président, il s'agira d'écrire un nouveau Parlement. Dans le cas contraire, il s'agira d'une élection présidentielle. Selon l'actuelle Constitution, le président n'a pas le droit d'organiser un référendum, mais cet obstacle peut être tourné aisément : il suffit de réunir pour cela un million de signatures, et M. Eltsine a déjà commencé à mobiliser l'opinion. Il devait tenir dès jeudi en milieu de journée un meeting populaire, à l'usine automobile Moskvitch de Moscou.

Le coup de colère du président russe intervient au lendemain d'un vote par lequel une majorité de députés (486 contre 467) avaient refusé d'approuver la nomination de M. Egor Gaidar comme premier ministre en titre, en dépit des concessions inattendues que leur avait offertes la veille M. Eltsine en reconnaissant au Parlement un droit de regard sur la nomination de quatre ministres, ceux des affaires étrangères, de l'intérieur, de la défense et de la sécurité.

Humiliant pour M. Eltsine, ce vote négatif n'était pourtant pas surprenant, de la part de députés qui avaient déjà condamné par trois fois la politique économique de M. Gaidar; et, surtout, il ne tirait pas vraiment à conséquence, du moins dans l'immédiat : il était en effet entendu que M. Gaidar pourrait continuer à diriger le gouvernement pendant trois mois, et qu'après on verrait. Et c'est d'ailleurs ce qui va se passer à présent, M. Eltsine ayant annoncé jeudi que le gouvernement continuerait à travailler et qu'aucun changement n'y serait apporté — ce qui est une manière de revenir sur les concessions proposées deux jours plus tôt.

Très déstabilisé, M. Eltsine a donc choisi de dramatiser la situation et de vider la vieille querelle qui l'oppose à un Congrès datant de l'époque Gorbatchev. Le grand improvisateur, auquel ses partisans eux-mêmes reprochaient ces derniers jours une passivité et, même, une faiblesse inhabituelles, s'est brutalement réveillé. Son adresse aux députés a été extrêmement dure, puisqu'il les a accusés de préparer « un coup d'Etat rampant », pour réaliser « ce qui n'aurait pu être fait en août 1991 » et à terme « rétablir le système totalitaire ».

Pour bien marquer que les ponts étaient rompus, il s'en est pris personnellement au président du Parlement, M. Khasboulatov, qu'il a accusé de se faire le porte-parole « du populisme à bon marché » et de la « démagogie ». Piqué au vif par cette « insulte » faite selon lui au Congrès aussi bien qu'à lui-même, M. Khasboulatov a immédiatement

annoncé sa démission, que les députés ont illico refusée.

Le coup de théâtre provoqué par M. Eltsine a plongé la majorité des députés dans l'indignation, mais aussi dans la stupeur et le désarroi — les quelque 150 partisans déclarés du président avaient, eux, quitté la salle. Le président avait certes précisé qu'il n'appelait pas à « dissoudre le Congrès » (il n'en a d'ailleurs pas le droit), mais plusieurs élus sont intervenus pour avertir sur un ton dramatique que désormais il leur fallait être « prêts à toute éventualité ». Ils ont appelé leurs collègues à « ne pas quitter la salle » et ont exigé que la télévision transmette leurs débats en direct.

On a annoncé à la tribune que la protection du Kremlin (où siège le Congrès) et de la Maison Blanche (siège du Parlement russe) avait été renforcée, tandis que se répandaient des rumeurs sur diverses manifestations que prépareraient dans la ville et dans le pays les partisans du président. Un premier meeting devait se tenir en début d'après-midi sur la place du Manège, à deux pas du Kremlin.

Le procureur général de Russie, M. Valentin Stepanov, a donné corps à l'insécurité en demandant aux élus de remettre à plus tard l'examen prévu de la lutte contre la criminalité pour lui permettre de « prendre des dispositions » propres à éviter des désordres. Il a aussi affirmé sa détermination à faire respecter l'« ordre constitutionnel », ce qui a suscité de vifs applaudissements de la part de députés apparemment convaincus qu'ils étaient confrontés à une sorte de coup d'Etat présidentiel.

Au bout d'une heure, la fièvre commençait pourtant un peu à retomber, et c'est alors qu'est intervenu le vice-président Koutskoï, qui occupe une position ambiguë, puisqu'il est à la fois membre éminent de l'exécutif et très hostile à la politique économique de M. Gaidar. Il a déclaré aux députés qu'il réprouvait le référendum réclamé par le président Eltsine, et que « les possibilités de compromis entre le président et le Congrès n'étaient pas épuisées ». Faut-il le croire, et ramener déjà la déclaration de guerre aux dimensions d'une énième scène de ménage?

JAN KRAUZE

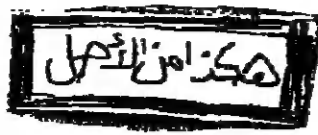
o **GEORGIE** : ultimatum à l'aviation russe. — La Géorgie a lancé, mercredi 9 décembre, un ultimatum aux forces russes en Abkhazie, interdisant de survoler cette région à leurs appareils qui devront, sous peine d'être abattus, se poser sur un aéroport contrôlé par les Géorgiens à Soukhoumi. M. Chevardnadze a lancé le même jour un « appel au peuple », l'engageant de « tout faire pour la victoire » dans le conflit opposant aux séparatistes abkhazes, accusés d'être soutenus par les Russes. — (AFP)

Felber, qui avait exercé ces fonctions en 1992. — (Reuters)

o **TCHÉCOSLOVAQUIE** : un journal publie une liste de personnalités juives. — L'hebdomadaire d'extrême droite Politika a publié dans l'un de ses récents numéros une « Liste partielle de juifs et de médis dans la vie culturelle actuelle en Tchécoslovaquie ». Cette liste compte 163 noms, dont certains, comme celui de l'ancien président Václav Havel, sont ceux de personnalités qui ne sont pas d'origine juive. Le premier rabbin de Prague, M. Karel Sidon, a lancé un appel pour que cesse l'antisémitisme et souhaité que ces actions « soient écartées dans l'avenir ». — (Reuters)

o **Le candidat américain à Bratislava** était sous écoute. — Du matériel d'écoute trouvé dans le consulat américain à Bratislava (Slovaquie) était « activement utilisé en novembre 1992 », c'est-à-dire au moment de sa découverte, lors des préparatifs de la transformation du consulat en ambassade dans la future République slovaque, a annoncé mercredi 9 décembre l'ambassade des Etats-Unis en Tchécoslovaquie. — (AFP)

o **TURQUIE** : dix morts dans des embuscades du PKK. — Dix personnes ont été tuées et 12 autres blessées depuis le lundi 7 décembre dans le Sud-Est anatolien lors d'attaques de maquisards kurdes contre des civils et des forces de l'ordre. Lundi, un groupe séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont attaqué un minibus tuant 4 civils. Par ailleurs, 6 personnes dont 2 soldats ont été tués près de Diyarbakir dans une attaque similaire contre un minibus, rapporte l'agence turque Anatolie. — (AFP)



ASIE

INDE : après la destruction de la mosquée d'Ayodhya

Les émeutes ont déjà fait plus de 700 morts

Les émeutes qui ont suivi la destruction, le 6 décembre, de la mosquée d'Ayodhya, ont déjà fait plus de 700 morts. L'Etat le plus touché est le Maharashtra, dont la capitale est Bombay : 130 victimes ont été recensées dans la capitale économique du pays, où les musulmans sont nombreux, et

70 autres ont péri ailleurs dans l'Etat. Très touchés également sont l'Uttar-Pradesh, le Gujarat et l'Assam. Cependant, le président de la Chambre a prié, mercredi 9 décembre, les députés d'aller calmer leurs électeurs. Les travaux parlementaires reprendront le 16. Des manifestations se sont poursuivies

mercredi au Bangladesh. Trois enfants hindous ont été brûlés vifs par des émeutiers. En Grande-Bretagne, où vit une nombreuse communauté venue du sous-continent, une mosquée a été incendiée, après que cinq temples eurent été endommagés dans des circonstances suspectes.

Les musulmans, une minorité très exposée

La coexistence des 725 millions d'hindous avec leurs cent millions de compatriotes musulmans, qui forment la première minorité religieuse de l'Inde, est d'autant moins aisée que flottent encore, sur la région, les vagues souvenirs de la partition de 1947.

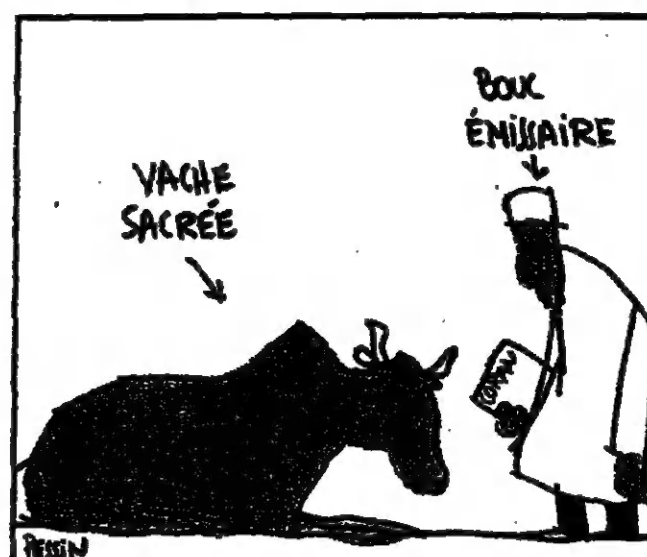
L'indépendance a donné naissance à deux Etats — et non pas à un seul, comme l'avaient longtemps imaginé, toutes apparences religieuses confondues, les militants anti-britanniques. Outre l'Inde, précédemment, est né le Pakistan, conçu en fin pour être le pays d'accueil des musulmans de tout le sous-continent. Ce climat initial de suspicion n'a certes pas été renforcé après que le Pakistan eut, à son tour, déclaré, en 1971, pour donner naissance au Bangladesh, à la suite d'une guerre qui a opposé les musulmans de l'alle occidentale du pays à ceux de l'est, puissamment aidés par New-Delhi.

Alors que le Pakistan a été conçu comme un Etat islamique, l'Inde à l'écrasante majorité hindoue s'est donnée, en 1950, une constitution laïque. Conformément à l'idéal du cercle entourant le premier chef de gouvernement, le brahmane agnostique et socialisant Jawaharlal Nehru, ce choix répondait aussi à l'obligation de faire coexister, dans la meilleure harmonie possible, quelques-unes des plus grandes religions de la Terre, ainsi que des croyances plus locales.

Outre l'hindouisme (environ 82 % de la population) et l'islam (plus de 11 %, contre moins de 10 % en 1951, une donnée qui témoigne d'une démographie plus forte chez les musulmans, et fait de l'Inde le quatrième pays de la planète pour le nombre des fidèles de l'islam, après l'Indonésie, le Bangladesh et le Pakistan), le christianisme (un peu plus de 3 %, avec une majorité de catholiques, mais aussi des protestants, des orthodoxes, et des adeptes de doctrines très anciennes, tel le nestorianisme), le saïanisme (un peu moins de 3 %), le bouddhisme (moins de 1 %), le jaïnisme (moins de 0,5 %), etc.

Majoritaires au Cachemire

Majoritaires dans le seul Cachemire, revendiqué par le Pakistan, les musulmans de l'Inde constituent, pour maintes raisons, une communauté de seconde zone. Non qu'ils soient traités comme ils le sont assez souvent, dans le nord du pays, leurs voix pesant au contraire d'un poids singulier. Le parti du Congrès, qui a dominé le pays quatre décennies durant



en quarante-cinq ans d'indépendance, et singulièrement la famille Nehru-Gandhi, ont constamment recherché leur appui. Leur position politique est bien reflétée par un fait : la fonction de chef de l'Etat, position d'influence sinon de poids, leur est souvent revenue.

Ils ont retiré de leur situation des privilèges, ambigus, comme ceux « d'élites particulières » qui leur permettent de suivre les préceptes de l'islam, en particulier dans leur vie matrimoniale, et, familiale. Ils ont aussi leurs quotas « réservés » dans la fonction publique, les universités, les tribunaux, les postes de hauts fonctionnaires, des membres de basses castes et des autres minorités religieuses. Conséquence de cette relative acceptation politique : ils sont peu tentés de regarder vers le Pakistan, à l'encontre d'écoulements portés contre eux par les hindous.

Mais, privée d'une notable partie de ses élites par l'émigration de plusieurs millions des siens vers le Pakistan après 1947, la communauté musulmane indienne, elle n'est jamais parvenue à s'unir : non seulement elle n'a pas, prudence oblige, créé un grand parti politique, mais elle n'est pas parvenue à concevoir une vision cohérente de son avenir. Lors des négociations qu'il a récemment suscitées pour tenter d'éviter l'annexion à Ayodhya, le premier ministre, M. Rao, a eu du mal à trouver, face aux puissantes organisations hindouistes, des interlocuteurs de poids parmi les nombreux groupes musulmans.

Les fidèles de l'islam sont partagés entre ceux que le contexte pousse à jouer le jeu laïque, où la

religion est affaire privée, et ceux qui gardent la nostalgie d'une forme d'appartenance à l'oumma, la « communauté des croyants ». Les universités musulmanes du pays, que se partagent progressistes et intégristes, reflètent cette dichotomie.

En notable partie, les divisions idéologiques entre musulmans reflètent la dissemblance de leurs conditions économiques et sociales. En raison d'un enrichissement du par exemple au commerce, sur l'épave d'un hindouisme en Inde, une minorité a pu gravir les échelons de la société : elle envoie des enfants dans de bonnes universités, elle est bien intégrée dans la vie nationale, et elle pratique sa religion de façon ouverte. Mais nombre des musulmans indiens, en revanche, sont de très modeste condition, artisans ou boutiquiers isolés au sein de communautés ceylonaises hindoues ou dans de pauvres quartiers des villes. Ceux-ci trouvent volontiers dans l'orthodoxie religieuse, avec, en particulier, un strict contrôle des femmes, une consolation aux durées et à l'immobilité de leur vie.

Une situation inflammable

Vivant, par tradition et commodité, dans leurs coins de village ou leurs sections urbaines, plus rarement regroupés par districts entiers, les musulmans devraient en théorie éviter d'être entraînés dans des affrontements avec les hindous. Mais le plus banal accident de la circulation opposant des membres des deux religions peut enflammer un quartier, puis une cité : on l'a vu en 1989 à Ahmedabad, la capitale du Guje-

rat, qui a alors connu les premières graves émeutes communautaires après 1947.

Aux points de rencontre entre hindous et musulmans rôde en permanence le risque que dégénère une querelle entre voisins. Les jours de fêtes religieuses, quand les esprits sont surchauffés, sont propices au dérapage. Tout peut alors passer pour provocation : un musulman qui bouscule une vache, un hindou qui pousse un cochon chez « les autres », un Coran traité sans respect, la statue d'un simple qu'écrase une voiture, etc. Une fois l'émeute lancée, on en profite, naturellement, pour régler les comptes, grands et petits, avec « ceux d'en face ». Le risque est alors celui du pillage des boutiques de la communauté rivale qui réussit trop bien.

Les extrémistes des deux bords connaissent à merveille le caractère inflammable d'une situation qui, dans l'ordinaire des jours, est heureusement paisible, et parfois même harmonieuse. Et ils ont eu tendance à en jouer de plus en plus ces derniers lustres. Les hindous assurent volontiers que ce regain de tension est consécutif aux progrès, dans le monde, de l'intégrisme musulman. L'affirmation serait plus crédible si l'extrémisme hindou n'avait pas, lui aussi, ses lointains antécédents : c'est dès 1928 qu'a été fondé le ténéré Mahasabha, puis, en 1925, le Rashtriya Swyamsewak Sangh (RSS), l'« association des travailleurs » hindous. Pour ceux-là, les gouvernants du pays ont toujours été trop attentifs aux musulmans.

Une méthode souvent utilisée, dès lors, par qui veut faire monter la tension, consiste à diffuser de la propagande par des haut-parleurs, des heures ou des jours durant, aux limites d'un quartier « ennemi ». C'est bien le diable si une explosion ne suit pas ! Car dans le contexte de la démocratie fédérale indienne, les Etats, responsables en première instance du maintien de l'ordre, sont en général moins bien armés que New-Delhi pour prendre des mesures préventives.

Une fois l'émeute lancée, les musulmans souffrent, en général, plus que les hindous : parce qu'ils sont minoritaires, et parce que la police, en majorité hindoue, est rarement neutre, à la différence de l'armée. Les pertes en vies humaines sont, dès lors, souvent, dans le rapport de un à dix. Les événements d'Ayodhya n'ont pas fait exception à cette règle.

JEAN-PIERRE CLERC

AFGHANISTAN : après de violents combats

Heures cruciales à Kaboul

La coalition qui était le gouvernement de Kaboul depuis la victoire des islamistes à la fin d'avril a quasiment volé en éclats mercredi 9 décembre. Les milices ouzbèkes du général Rashid Dostom — naguère procommunistes mais devenues le pilier du gouvernement à dominante Jamiat-islami en place dans la capitale depuis la victoire des islamistes — se sont de leur tour heurtées, dans la nuit de mardi à mercredi, aux soldats, principalement tadjiks, du ministre de la défense Ahmed Shah Massoud, indiquent les agences de presse.

Cet épisode est survenu alors que de violents combats se poursuivaient, depuis cinq jours, dans la capitale afghane entre les chéites de l'alliance Wahdat, proche de Téhéran, et les gouvernementaux — deux forces jusque-là alliées. Une nouvelle trêve a cependant été signée mercredi dans la matinée. Elle a assuré un calme précaire à Kaboul pour le reste de la journée.

Les combats entre « gens du Nord » ont commencé après que des renforts ouzbèkes, arrivés la nuit pré-

cedente de leur fief de Mazar-i-Sharif à bord de quatre avions, se sont trouvés, près du centre de Kaboul, au face-à-face avec les soldats de la Choura-e-Nazar, le noyau dur des forces du général Massoud. Les vifs combats qui se sont alors engagés ont fait au moins douze morts et de nombreux blessés.

Les Ouzbeks, qui contrôlent depuis sept mois l'aéroport de la capitale, s'étaient auparavant emparés du quartier de Mikroyon, l'ex-QG des troupes d'invasion soviétiques, situé au débouché de la route reliant l'aéroport à Kaboul. Tandis que des blindés de chacun des protagonistes prenaient position à des points stratégiques de la capitale, des avions du général Dostom bombardaient le ministère de la défense. Ils ont aussi visé le palais où travaille le président Burhanuddin Rabbani, lui aussi membre du Jamiat, dont le mandat s'achève le 15 décembre. M. Rabbani avait annoncé mardi que les affrontements en cours dans Kaboul retarderaient sans doute la nomination d'un successeur — une déclaration

qui a, selon toute vraisemblance, poussé Rashid Dostom à l'action.

Selon une source afghane au Pakistan, des moudjahidines chéites du Wahdat — une formation devenue très influente, durant la guerre, dans la capitale — avaient occupé la télévision dans la nuit de mardi à mercredi, et s'étaient, mercredi matin, emparés d'une partie du ministère de la défense. Le Wahdat a aussi affirmé avoir capturé 300 personnes, dont plusieurs officiers

o **CAMBODGE** : dix victimes d'exécutions sommaires. — Des soldats de l'ONU ont découvert, en deux points très éloignés du Cambodge, les cadavres de dix personnes, parmi lesquelles un militaire du gouvernement de Phnom-Penh. Les victimes ont été exécutées sommairement, a annoncé, mercredi 9 décembre, un porte-parole des Nations unies. Par ailleurs, une Canadienne, membre de la force de l'ONU au Cambodge

de haut rang, la rumeur a suscité couru que les chéites avaient agi de façon coordonnée avec les miliciens ouzbèkes, dominant corps à l'hypothèse d'un coup d'Etat contre le général Massoud. Pourtant, le gouvernement a assuré, mercredi après-midi, qu'il demeurait aux commandes, qu'il avait repris les positions conquises par le Wahdat, et que les combats qui avaient éclaté avec les Ouzbeks étaient le fruit d'un malentendu.

o **JAPON** : protestation contre la création d'une zone économique spéciale aux Kouriles. — Le Japon a protesté, mercredi 9 décembre, contre un décret du président russe Boris Eltsine créant une zone économique spéciale (ZES) dans les Kouriles méridionales.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaze, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Manuel Luciani
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Arnal
Thomas Fenech
Philippe Hermon
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurent (1982-1986)
André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUBOURG
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-95-25-26
Télécopieur : 40-95-25-39
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BONNE-MÉRY
94062 NRY SURSEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : 40-95-20-10

مركز البحث

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

La commission sénatoriale refuse de mettre M. Fabius en accusation devant la Haute Cour

La commission ad hoc du Sénat a décidé, mercredi 9 décembre, de ne pas retenir M. Laurent Fabius dans sa proposition de mise en accusation devant la Haute Cour de justice sur l'affaire du sang contaminé. Seuls M^{me} Georgina Dufloix et M. Edmond Hervé figurent donc dans le texte adopté par la majorité sénatoriale UDF-RPR, qui devait être examiné en séance publique jeudi 10 décembre.

« Le seul fait politique au Sénat, c'est la division de la droite. A part ça, il ne se passe jamais rien », M. Yves Guéna a tiré à sa manière sardonique mercredi 9 décembre, la leçon des tergiversations de la majorité UDF-RPR à propos de la mise en accusation des ministres socialistes devant la Haute Cour de justice. Les socialistes ont soupçonné un instant que la lenteur adoptée par cette majorité dissimulait une manœuvre : en retardant leurs travaux, les sénateurs comptaient ne pas donner aux députés le temps de se saisir de la proposition de résolution avant la fin de

session parlementaire. La raison était plus simple : la droite hésitait sur le « cas » Fabius.

L'ancien premier ministre ne figurait pas dans la version initiale de la proposition de résolution de mise en accusation rédigée par M. Claude Huriet (UDF, Meurthe-et-Moselle). Ajouté par ce même M. Huriet, à la grande joie du groupe RPR, au lendemain de l'intervention télévisée de M. François Mitterrand, le nom de M. Fabius a finalement disparu du rapport présenté, en début d'après-midi, à la commission ad hoc constituée pour la circonstance par le rapporteur, M. Charles Jolibois (RI, Maine-et-Loire).

M. Lauriol (RPR) : une erreur politique

La veille, une première indication avait été fournie par M. Pierre Vallon, sénateur centriste du Rhône, qui avait exprimé devant la commission les réticences de son groupe à voir figurer le nom de l'ancien premier ministre à côté de ceux de Mme Dufloix et de M. Hervé. Dans les couloirs du Sénat,

M. Vallon avait été encore plus net en déclarant que les centristes voteraient contre la proposition de résolution si M. Fabius était impliqué dans cette affaire. M. Vallon avait aussitôt reçu le soutien des centristes de l'Assemblée nationale qui s'étaient félicités de cette prise de position très ferme.

En commission, mercredi, et devant des socialistes qui se sont contentés pour l'essentiel de compter les coups, la droite n'a pu cacher ses divisions. M. Marc Lauriol, au nom du RPR, s'est étonné du choix du rapporteur et de ses motivations. Peu sensibles aux arguments d'ordre technique avancés par M. Jolibois (lire page 8), le porte-parole des sénateurs RPR a estimé qu'il s'agissait d'« une erreur politique et morale ». Rappelant le désir exprimé par le premier secrétaire du Parti socialiste de s'expliquer sur cette affaire, M. Lauriol a ajouté que ce serait « rendre service » à M. Fabius que de lui donner la possibilité d'être entendu par ses pairs. Il a annoncé aussitôt le dépôt d'un amendement en ce sens.

Les sénateurs se sont prononcés en début de soirée. La séance a commencé par un tour de table qui a donné une nouvelle fois à M. Lauriol l'occasion de

s'opposer, en termes assez vifs, au rapporteur. Ce dernier n'a reçu de soutien, en l'absence notable des centristes et de M. Pierre Vallon en particulier, que d'un membre de son groupe, M. Philippe de Bourgoing. M. Estier a indiqué de son côté que les socialistes ne s'opposaient pas au seul « cas » Fabius et qu'ils s'opposaient en fait à l'ensemble de la procédure. M. Robert Vizet, pour les communistes, a renvoyé dos à dos la droite et le PS en indiquant qu'il ne tenait pas à s'associer à des « manœuvres politiciennes ».

Par 11 voix (UDF) contre 9 (RPR), dont celle du président de la commission, M. Jacques Sourdille, les communistes et les socialistes ne prenant pas part au vote, la commission a repoussé l'amendement de M. Lauriol tendant à ajouter dans le texte de la proposition de résolution le nom de M. Fabius. Prenant acte de sa défaite, le RPR a ensuite voté avec l'UDF le texte de la résolution, qui a été adopté par 19 voix contre les 7, celles des commissaires socialistes, et 2 abstentions, M. Robert Vizet et M. Georges Othily (RDE). M. Sourdille n'a pas pris part au vote.

GILLES PARIS

La proposition de résolution adoptée par la commission

« La mise en œuvre tardive du dépistage et le maintien en circulation des produits non chauffés ont entraîné des risques mortels »

La proposition de résolution sénatoriale adoptée par la commission demande le renvoi de M^{me} Georgina Dufloix et de M. Edmond Hervé devant la Haute Cour pour répondre des faits ainsi présentés :

« Par une lettre du 13 mai 1983, adressée par le directeur du laboratoire national de la santé au directeur général de la santé, les ministères chargés des affaires sociales et de la santé avaient été informés des risques de contamination par le virus du sida des lots de sang distribués par le Centre national de transfusion sanguine.

« Au mois de février 1985, des tests permettant d'assurer le dépistage du sida et, par conséquent, l'utilisation du sang prêté chez les sujets séropositifs, ont été déposés pour enregistrement au laboratoire national de la santé par les sociétés Abbott et Diagnostica-Pasteur.

« A la suite d'un comité interministériel réuni le 9 mai 1985, sous la présidence de M. François Giret, conseiller du premier ministre, la mise en œuvre du dépistage systé-

matique a été retardée. Le 19 juin 1985, le premier ministre a annoncé à l'Assemblée nationale que ce dépistage devait être instauré rapidement. Cette mesure a été prise à compter du 1^{er} août 1985.

« M^{me} Georgina Dufloix, au moment des faits ministres des affaires sociales et de la solidarité nationale, a indiqué, le 24 juillet 1982, lors de son audition en qualité de témoin devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, qu'elle avait été informée pour la première fois, par une note datée du 12 juillet 1985, de la contamination par le virus du sida des dérivés sanguins distribués aux hémophiles par le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) et de la nécessité de leur inactivation par chauffage.

« M. Edmond Hervé, au moment des faits secrétaire d'Etat chargé de la santé, a déclaré, lors de la même audience du 24 juillet, qu'il avait été informé de manière précise quelques jours après la réunion, le 20 juin 1985, de la Commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS),

de la contamination de ces mêmes produits.

« Devant cette situation, dont leurs services avaient connaissance depuis plus de deux ans, ces deux hauts fonctionnaires ont, en tant que membres du gouvernement chargés de la tutelle de la transfusion au moment des faits, par un arrêté du 23 juillet 1985, signé de leurs directeurs de cabinet respectifs, disposé que les produits anti-hémophiliques non chauffés ne seraient plus remboursés à compter du 1^{er} octobre 1985 et fixé les tarifs de ces produits chauffés à partir du 1^{er} août 1985.

« La distribution et l'usage des produits non chauffés n'ont pas été interdits, leur retrait n'a pas été ordonné et les mesures nécessaires pour importer les quantités utiles de produits sanguins chauffés n'ont pas été prises.

« De même, les mesures qui s'imposaient pour dépister les dons de sang contaminés par le sida n'ont été prévues que par un second arrêté du 23 juillet 1985.

« La mise en œuvre tardive du

dépistage systématique et le maintien en circulation des produits sanguins non chauffés ont entraîné des risques mortels pour les patients transfusés, les hémophiles, leurs partenaires et leurs enfants.

« Il importe dans ces conditions que la commission d'instruction prévue par l'ordonnance n° 59 - 1 du 2 janvier 1959, portant loi organique sur la Haute Cour de justice, procède à tous les actes qu'elle jugera utiles à la manifestation de la vérité et ordonne, s'il y a lieu, le renvoi de M^{me} Georgina Dufloix et de M. Edmond Hervé devant la Haute Cour de justice pour les faits ci-dessus énoncés afin qu'il soit jugé s'ils ont constitué ou non des infractions visées aux articles 63 (non assistance à personne en danger), 319 (homicide involontaire) et 320 (blessures, coups et blessures entraînant une incapacité) du code pénal et aux articles 1^{er} et 2 de la loi du 1^{er} août 1905 (fraude et falsification de produits et services). »

Les travaux de la commission de l'Assemblée nationale sur la transmission du sida

Des experts constatent le retard du dépistage des donneurs de sang au cours de l'année 1985

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la transmission du sida au cours des dix dernières années s'est réunie mardi 8 et mercredi 9 décembre. Boycottée par les députés de l'opposition, elle a entendu le chef de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), M. Michel Lucas, le docteur François Pinon et les professeurs Willy Rozenbaum et Jean-Pierre Soulier. Ces experts ont évoqué le retard pris par la France dans le dépistage des donneurs de sang.

Les pouvoirs administratifs et politiques ont-ils tardé en rendant obligatoire, à partir du 1^{er} août 1985, le dépistage des donneurs de sang en France ? De manière parfois vive, cette question a été abordée par les quatre personnalités invitées à déposer devant seize députés des groupes socialistes et communistes de l'Assemblée nationale.

Avec le souci évident de ne pas projeter sur l'année 1985 les connaissances scientifiques acquises depuis, le professeur Soulier, directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) jusqu'en octobre 1984, a livré son sentiment : « Les centres de transfusion étaient prêts en juin 1985. On aurait donc pu, probablement, accélérer davantage la prise de décision. Du début du mois de juin au 1^{er} août, cela représente la contamination d'environ deux cents transfusés. »

Le professeur Soulier a pris soin de nuancer son propos en expliquant que les sociétés Diagnostica-Pasteur (France) et Abbott (Etats-Unis) avaient toutes deux déposé un dossier au Laboratoire national de la santé (LNS) de manière à faire enre-

gistrer leurs tests en février 1985 et qu'une « période de validation était absolument indispensable ». « Il fallait étudier les trousseaux de tests les uns par rapport aux autres - 5 000 échantillons ont été examinés - prendre en compte le coût de l'opération et le remboursement des tests », a fait remarquer le professeur avant de conclure : « A l'époque, on était incapable de dire : chaque semaine qui passe ajoute cinquante contaminations supplémentaires à la liste. Il y avait un risque mais pas cette notion d'urgence que nous ressentons aujourd'hui. »

Le docteur Pinon, directeur du centre de transfusion de l'hôpital Cochin à l'époque, a pour sa part témoigné de sa « tristesse et d'une très grande colère ». Après avoir raconté comment il avait, grâce à l'aide du docteur Jacques Leibowitch et de sa collaboratrice Dominique Mathez, établi avec des tests artisanaux l'importance de la contamination par le virus du sida des donneurs de sang à Paris entre le 10 octobre et le 12 décembre 1984, il a relevé avec amertume tout ce qu'il a « pu découvrir comme retard et mauvaises décisions, intentionnelles ou non. »

« Trop de préjugés »

Effaré par la proportion des porteurs du virus parmi la population des donneurs parisiens (5/1 000), le docteur Pinon a en effet alerté aussitôt la Direction générale de la santé, contacté le Centre national de la transfusion sanguine, adressé une lettre, le 10 janvier 1985, à trois cent-soixante-cinq confrères. Seul l'Assistance publique avait vraiment réagi en lui demandant un rapport. « Je l'ai adressé le 9 février, raconte ce médecin. Je conclus qu'on pouvait attendre sept contaminations par jour dans les hôpitaux de l'Assistance publique si l'on ne recourait pas au

dépistage obligatoire des donneurs de sang. »

Devant les députés, le docteur Pinon a observé que la révélation de ce « risque majeur » s'était heurtée à une forme d'incrédulité. Une incrédulité endurée patiemment par le docteur Willy Rozenbaum : « Il a fallu convaincre la communauté scientifique et médicale des résultats de nos travaux dans une atmosphère, sinon de conflit, du moins de compétition acharnée. Encore aujourd'hui, l'épidémie est appréhendée avec trop de préjugés et non en termes de santé publique. »

Le silence et les inerties de la sphère administrative-politique dans le dossier du dépistage étaient tels, selon le docteur Pinon, qu'il redoutait que la décision ne soit différée encore longtemps. « Quand j'ai entendu le premier ministre annoncer le dépistage obligatoire des donneurs le 19 juin, j'ai eu un sursaut de soulagement », a-t-il témoigné.

Un enregistrement différé

Les raisons du « retard » seraient un nombre de données d'insécurité des autorités à débiter des fonds suffisants pour la recherche et la volonté de donner l'avantage au test français. Sur le premier point, il semble bien que l'argent nécessaire a fait défaut aux chercheurs français. « Faut-il le dire », le docteur Jacques Leibowitch et Dominique Mathez n'ont pas pu préparer suffisamment de tests par immuno-fluorescence, une technique parfaitement valide, pour tous les hôpitaux de Paris », a indiqué le docteur Pinon. « Pour toutes les décisions qui ne coûtaient rien, il n'y a pas eu de problèmes. Mais dès qu'il était question d'argent, nous avions le sentiment que cela devenait insupportable », a noté le professeur Rozenbaum.

Concernant la rivalité commerciale opposant Diagnostica-Pasteur et la

firme Abbott, il apparaît sans conteste - comme l'indique le compte rendu de la réunion interministérielle du 9 mai 1985 - que l'enregistrement du test américain a été différé pour favoriser le test français. « Je dis que des centaines de patients ont été contaminés par le sida en raison de notre protectionnisme », a lancé le docteur Pinon, qui a ajouté : « Je me pose des questions. N'ai-je pas été trahi par des directives administratives sans rapport avec ma mission de médecin ? »

Cet enjeu économique a été exposé par l'inspecteur général Michel Lucas, auteur du rapport sur la transfusion sanguine en septembre 1991 : « Le test de dépistage Abbott avait déjà été autorisé aux Etats-Unis en 1984. C'était l'envers du succès français puisque le professeur Luc Montagnier avait découvert le virus LAV en 1983. Pourquoi que d'importer le test Abbott, on a préféré accélérer le processus industriel en France pour des raisons scientifiques et économiques. »

L'inspecteur Lucas relève : « L'erreur a consisté à ne pas avoir cru suffisamment tôt à la découverte de Montagnier. Dès la fin de l'année 1984, on pouvait engager le processus de décision et gagner quelques mois. » Ce retard a été chiffré par le professeur Montagnier lui-même devant les députés la semaine dernière : « La France a subi dans cette affaire sept mois de retard : cinq mois en 1983 et 1984 quand la communauté scientifique refusait de nous croire, et deux mois en 1985 lors de la mise en place des tests de dépistage. »

Mais ce retard est encore plus important si l'on admet que les tests « artisanaux » fabriqués fin 1984 par le docteur Leibowitch étaient opérationnels et que le test Abbott avait fait ses preuves selon les autorités sanitaires américaines et allemandes.

LAURENT GRELSAMER

alternatives économiques

Pierre BÉRÉGOVOY

sera l'invité de la rédaction d'Alternatives Économiques

lundi 14 décembre à 18 h 30

Réservation ☎ (1) 40 28 00 04

UN MUSICIEN DANS LA CITÉ DES HOMMES

Arthur HONEGGER

Harry Halbreich

Relié 816 p. 250 F

Une chaleureuse biographie, doublée d'une analyse aussi lisible que pointue de chaque opus.

Remarquable par la qualité du récit et l'abondance de la documentation, cette biographie propose un catalogue exhaustif de l'œuvre.

Il fallait toute la brillante érudition et l'enthousiasme contagieux de Harry Halbreich pour signer ce passionnant Arthur Honegger, un musicien dans la cité des hommes.

la Musique chez **FAYARD**

POLITIQUE

L'affaire du sang contaminé

Un an et demi de débats sur la responsabilité des médecins et celle des politiques

Le rapport de M. Jolibois

« Il n'apparaît pas que les retards constatés puissent être directement imputés à M. Fabius »

Dans son rapport, M. Charles Jolibois justifie ainsi sa proposition de ne pas demander la mise en accusation de M. Fabius. « S'agissant du premier ministre de l'époque, explique-t-il, celui-ci ne paraît avoir été saisi que du seul dossier du dépistage des donneurs ; il semble en effet possible qu'un problème aussi technique que celui du chauffage des concentrés de facteur VIII humain n'ait pas été porté à sa connaissance. »

Quant aux retards constatés dans la mise en œuvre du dépistage, procédure dans laquelle le premier ministre a été impliqué, soit indirectement au travers de son conseiller, le professeur François Gros, au cours de la réunion interministérielle du 9 mai 1985, soit plus directement en annonçant le 19 juin à l'Assemblée nationale la généralisation du dépistage des donneurs, il n'apparaît pas que les retards constatés puissent lui être directement imputés. »

A cet égard, poursuit M. Jolibois, son rôle a plutôt consisté à initier un processus que peu freiné par la diversité des acteurs concernés par la procédure administrative et notamment dans la phase du montage financier de l'opération.

Enfin, si l'on peut estimer que le premier ministre n'a pas suivi avec l'attention qui convenait la mise en œuvre de la mesure qu'il avait annoncée, et qui n'a pris effet qu'au 1^{er} août 1985, il serait excessif en l'état de ce que la commission peut savoir de lui reprocher de n'avoir pas réagi à l'arrêt du 23 juillet 1985 fixant le prix de cession des produits sanguins, et qui s'est traduit par un non-retrait des produits contaminés. Le caractère apparemment technique de la mesure et son objet même conduisaient à ce que son élaboration et son appréciation relèvent directement des ministres compétents.

Les mêmes ministres compétents, précise M. Jolibois, ont, à l'évidence, bénéficié en direct des informations des services dont ils étaient l'autorité de tutelle. Le premier ministre ne peut avoir connaissance de la totalité des activités administratives et scientifiques des ministères de son gouvernement. « Ceci nous conduit à écarter, en l'état, le premier ministre de l'époque de la demande d'information », conclut le rapporteur de la commission ad hoc.

Soupçonné d'avoir financé illégalement les campagnes de M. Giscard d'Estaing

M. Xavier de La Fournière a été écroué

Placé en garde à vue, mardi 8 décembre, M. Xavier de La Fournière, soixante-cinq ans, agent de change, ancien adjoint (UDF) à la Mairie de Paris, proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, a été inculpé et écroué mercredi 9 décembre à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines). M. de La Fournière a été inculpé d'abus de confiance, abus de biens sociaux, escroquerie et faux et usage de faux en écritures privées par le juge d'instruction, M. Jean-Louis Charrier, du parquet de Versailles.

En tant que membre de la direction de la société de Bourse Meunier de La Fournière, qui a déposé son bilan en juillet 1991, il est accusé d'avoir détourné des capi-

taux en promettant à leurs propriétaires des intérêts substantiels. Selon les propres estimations de M. de La Fournière, le passif porterait sur près de 30 millions de francs.

Dans un communiqué publié le matin même, l'UDF a formellement démenti les récentes déclarations de M. de La Fournière, selon lesquelles une partie de ces capitaux aurait notamment servi au financement des campagnes présidentielles de M. Valéry Giscard d'Estaing. « Xavier de La Fournière, est-il précisé dans le communiqué, n'a jamais apporté aucune contribution au financement des campagnes présidentielles de 1974 et 1981. »

Le lendemain, sur Europe 1, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé dans le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, convient que « des erreurs collectives graves d'appréciation » ont été commises. M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et M. Durieux annoncent qu'ils demandent un rapport à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS). A l'Assemblée nationale, M. Michel Crépeau, député (appartient PS) de Charente-Maritime, déclare que « la seule démission d'un responsable - c'est un peu la politique du bouc émissaire - ne peut être qu'une approximation de la justice » et qu'« une telle situation mérite que l'on pose quelques questions au ministre responsable de la santé ».

M. Bianco rétorque que « l'erreur a été collective » et souligne qu'il appartient à la justice, saisie des plaintes de plusieurs victimes, « de trancher les responsabilités » et « de dire s'il y a eu faute ou non ».

M. Dufoux : « responsable mais pas coupable »

Dans un premier temps, les accusations se concentraient sur les dirigeants du CNTS et, très précisément, sur le docteur Garretta. Dans un communiqué en date du 1^{er} juin 1991, rendu public le 3, le directeur général du CNTS annonce qu'il donne sa démission, en dénonçant « une campagne médiatique de désinformation, orchestrée, particulièrement agressive et partiale ». Cette affaire, commente le Monde du 3 juin, « voit les autorités transfusionnelles abandonner celui qu'elles soutenaient hier, mais, aussi les responsables politiques de l'époque continuer de rejeter leurs responsabilités ».

La mise en cause des responsables politiques, commente le Monde, sera les membres du gouvernement Fabius de l'époque, au premier rang desquels M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, n'ont pas eu à prendre à temps les décisions qu'ils ont prises.

L'ancien directeur général de la santé, le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, et le docteur Garretta (le docteur Jean-Pierre Allain, directeur du département de recherche du CNTS, sera inculqué à son tour le 4 novembre). Membre du comité central du Parti communiste, député de l'Hérault de mars 1986 à juin 1988, le professeur Roux fait diffuser aussitôt par le PCF un communiqué dans lequel il déclare : « S'agissant du dépistage systématique du sida chez les donneurs de sang et de l'inactivation du virus par chauffage des produits sanguins, je me suis heurté en permanence aux ministères qui avaient le pouvoir de décider et qui refusaient de donner les moyens financiers pour la mise en œuvre des décisions à prendre. »

L'ancien directeur général de la santé affirme que « le premier ministre, M. Laurent Fabius, le ministre des affaires sociales, M^{me} Georgina Dufoux, et le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, ont retardé constamment la signature des textes nécessaires ». Il ajoute : « Je considère que mon inculpation est destinée à couvrir la responsabilité des ministres (...) ».

Celles-ci sont soulevées dans un second temps. M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale au moment des faits, ayant autorisé sur le secrétaire d'Etat à la santé, M. Edmond Hervé, est interrogée le 4 juin 1991 sur TF1. « En tant que responsable, à cette période, de la solidarité, déclare-t-elle, j'ai fait partie de cette longue chaîne d'hommes et de femmes qui ont sous-estimé ce risque (celui de la contamination des hépatites par des produits sanguins). Pour autant, je ne me sens pas coupable. »

Le lendemain, sur Europe 1, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé dans le gouvernement de M^{me} Edith Cresson, convient que « des erreurs collectives graves d'appréciation » ont été commises. M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et M. Durieux annoncent qu'ils demandent un rapport à l'inspection générale des affaires sociales (IGAS). A l'Assemblée nationale, M. Michel Crépeau, député (appartient PS) de Charente-Maritime, déclare que « la seule démission d'un responsable - c'est un peu la politique du bouc émissaire - ne peut être qu'une approximation de la justice » et qu'« une telle situation mérite que l'on pose quelques questions au ministre responsable de la santé ».

M. Bianco rétorque que « l'erreur a été collective » et souligne qu'il appartient à la justice, saisie des plaintes de plusieurs victimes, « de trancher les responsabilités » et « de dire s'il y a eu faute ou non ».

M. Fabius : « décision rapide »

Passé l'été. La publication du rapport de l'IGAS, rédigé par Michel Lucas, inspecteur général, le 10 septembre, établit une chronologie des faits et apporte un élément inédit : le procès-verbal d'une réunion interministérielle à l'hôtel Matignon, le 9 mai 1985, portant sur le dépistage du sida parmi les donneurs de sang. De cette réunion présidée par M. François Gros, conseiller auprès de M. Fabius, il ressort que l'homologation du test américain Abbott a été retardée pour attendre, selon toute vraisemblance, la mise au point du test français d'Estéban.

Les événements et les publications vont, alors, se précéder. Le Monde (daté 15-16 septembre 1991) fait état d'une note de M^{me} Marie-Thérèse Pierre, sous-directrice à la direction générale de la santé, adressée au docteur Claude Weissberg, membre du cabinet d'Edmond Hervé, le 10 mai 1985, sur le dépistage et sur les produits destinés aux hépatites. « Au-delà des erreurs médicales et des lenteurs administratives, il apparaît clairement, désormais, commente le Monde, que les membres du gouvernement Fabius de l'époque, au premier rang desquels M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, n'ont pas eu à prendre à temps les décisions qu'ils ont prises. »

La mise en cause des responsables politiques, commente le Monde, sera les membres du gouvernement Fabius de l'époque, au premier rang desquels M^{me} Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, n'ont pas eu à prendre à temps les décisions qu'ils ont prises.

L'ancien directeur général de la santé, le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, et le docteur Garretta (le docteur Jean-Pierre Allain, directeur du département de recherche du CNTS, sera inculqué à son tour le 4 novembre). Membre du comité central du Parti communiste, député de l'Hérault de mars 1986 à juin 1988, le professeur Roux fait diffuser aussitôt par le PCF un communiqué dans lequel il déclare : « S'agissant du dépistage systématique du sida chez les donneurs de sang et de l'inactivation du virus par chauffage des produits sanguins, je me suis heurté en permanence aux ministères qui avaient le pouvoir de décider et qui refusaient de donner les moyens financiers pour la mise en œuvre des décisions à prendre. »

L'ancien directeur général de la santé affirme que « le premier ministre, M. Laurent Fabius, le ministre des affaires sociales, M^{me} Georgina Dufoux, et le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, ont retardé constamment la signature des textes nécessaires ». Il ajoute : « Je considère que mon inculpation est destinée à couvrir la responsabilité des ministres (...) ».

Alors que M. Alain Juppé, secré-

taire général du RPR, déclare sur Europe 1, le 21 octobre, qu'il faut rechercher « les responsabilités à tous les niveaux, médical, administratif ou politique, sans s'arrêter », et que M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, affirme : « Les vrais responsables (sont) les politiciens socialistes à cette époque », le professeur Léon Schwartzberg, éprouvé ministre délégué à la santé en 1988 et chef de file de la majorité présidentielle pour les élections régionales dans les Alpes-Maritimes, met en cause les « grands chefs de la transfusion sanguine ». Ceux-ci, déclare-t-il, « disposaient d'appareils pour tester les donneurs et ne l'ont pas fait » et ils « ont quand même pris la décision, pour des raisons financières, d'écarter les tests sérologiques ». Dans un entretien au Monde (daté 27-28 octobre), le docteur Garretta rappelle que ses décisions ont « toutes » été votées par le conseil d'administration, « donc par le représentant des ministères de la santé, du budget, ainsi que par le contrôleur d'Etat ».

M. Fabius décide de répondre aux mises en cause dont il est l'objet. Le 27 octobre, au journal du soir de TF1, il parle, d'abord, du dépistage, pour souligner qu'il avait annoncé lui-même, à l'Assemblée nationale, le 19 juin 1985, que les donneurs de sang seraient soumis systématiquement à un test sérologique. « Il faut donc, sur un de plus, s'écarter entre le moment où M. Roux était le ministre et le moment où je prends ma décision. La décision politique a donc été rapide. » Seuls les Pays-Bas, l'Autriche et l'Italie ont devancé la France, observe l'ancien premier ministre. Quant aux produits destinés aux hépatites, il déclare : « Les experts, à l'époque, recommandaient tous une certaine solution (...) et c'est cette solution-là qui a été appliquée. »

A l'Assemblée nationale, les députés sont partagés entre la conviction qu'il leur appartient de se saisir du débat et la crainte d'aggraver le discrédit dont ils souffrent en disant l'impression de vouloir utiliser la douleur et l'indignation des hépatites et de leurs familles de façon politicienne. Ce dilemme sera perceptible, pendant toute cette période, dans les revirements de M. Millon, partisan d'une commission d'enquête en juin et qui affirme, le 29 octobre, « Nous devons faire attention à l'exploitation politicienne, on ne nous le pardonnerait pas ». Le président du groupe UDF, M. Jacques Barrot, estime, lui, aussi, que « la classe politique ne doit pas se livrer à des vengances de comptes qui risquent de la déconsidérer » et il s'en remet au « pouvoir judiciaire », qui, dit-il, ne doit pas avoir « peur de mettre en cause, non seulement des fonctionnaires, mais aussi, des hommes politiques ».

M. Mitterrand : « partage des responsabilités »

Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Bérégovoy, député, sur France-Inter, le 31 octobre, de « sortir du tragique pour entrer dans le sordide ». Invité de « Sept sur sept », sur TF1, le dimanche suivant, M^{me} Dufoux rétorque qu'elle se sent « profondément responsable », mais pas « coupable ». Ce distingué est refusé par M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, pour qui des inculpations doivent être prononcées « au plus haut niveau politique, ne fut-ce qu'il y a des responsabilités politiques directes ». Le même jour, au « Grand jury Duval », président de la Conférence des évêques de France, observe que « lorsqu'il y a de la vie des gens, il faut que ceux qui sont responsables sachent prendre des décisions ». « Je pense aux politiques », précise-t-il. Le dirigeant d'opposition et l'archevêque de Rouen reçoivent une approbation inattendue, celle de l'ancien ministre rocardien, M. Evia, qui, sur O.F.M., le 7 novembre, déclare : « Un homme politique, une femme politique, doit assumer pleinement ses responsabilités. »

Au cours d'un entretien sur La Cinq, le 10 novembre, M. François Mitterrand déclare que « le partage des responsabilités » doit être fait et que « seule la justice est en mesure de le faire ». Le président de la République annonce une loi d'indemnisation, qui sera votée, non sans difficultés, fin décembre. Il défend les décisions prises en 1985 sur le dépistage et sur le chauffage des produits sanguins et s'explique sur la Légion d'honneur attribuée au docteur Garretta par M. Evia

sur instruction écrite de l'Elysée. « J'ai reçu, en 1989, indique-t-il, de la part des plus hautes personnalités médicales, et des plus respectables, une intervention extrêmement chaleureuse en faveur du docteur Garretta. »

Lorsque M. Fabius arrive à la Maison de la chimie, le 9 janvier, pour la réunion du comité directeur du PS qui doit élire premier secrétaire en remplacement de M. Mauroy, les militants d'Act Up, tenus à distance par les forces de l'ordre, sont là pour manifester à coups de corne de brume qu'ils tiennent l'ancien premier ministre, à l'égard de M^{me} Dufoux et de M. Hervé, comme responsable et coupable. Alors que va s'engager la campagne pour les élections régionales et cantonales de mars, le député de la Seine-Maritime commence à mesurer que cette affaire ne le quittera pas de sitôt. L'extrême droite y revient sans cesse ; M. Le Pen est le premier à demander publiquement, le 6 février, à Rouen, la traduction en Haute Cour de M. Fabius, « responsable de l'assassinat de plus de sept mille transfusés ».

Le débat sur la responsabilité médicale, administrative ou politique ne cesse pas. L'ordonnance de renvoi rendue par M^{me} Foulon le 27 mars attire l'attention sur l'arrêt signé, le 23 juillet 1985, par les directeurs de cabinet de M. Hervé et de M^{me} Dufoux, MM. Gaston Rioux et Charles Henri Filippi, fixant au 1^{er} octobre le non-remboursement des produits non chauffés, forme réglementaire que devait prendre la décision ministérielle de mettre fin à l'utilisation de ces produits. Or il apparaît que des produits non chauffés ont été administrés à des hépatites au-delà même de cette date, déjà tardive. En outre, les collectes de sang ont continué dans les prisons, où la proportion de donneurs « à risques » est élevée, ce qui met « cause les services de la justice, les hôpitaux et l'administration pénitentiaire ».

Plainte pour « empoisonnement »

La cour administrative d'appel de Paris confirme, le 16 juin, une première instance au bénéfice de plaignants hépatites contaminés, condamnant l'Etat pour « faute lourde » commise dans la période allant du 12 mars 1985 (date d'une note adressée au professeur Roux par le docteur Jean-Baptiste Brunet, fonctionnaire du ministère de la santé, sur les dangers de la transfusion) au 20 octobre 1985 (interdiction pure et simple de la délivrance de produits non chauffés).

Dans ces conditions, au moment où débute le procès des trois responsables de la transfusion et de l'ancien directeur général de la santé devant le tribunal correctionnel de Paris, il n'est guère étonnant qu'à l'Assemblée nationale la façon dont les ministres ont assuré la tutelle de leurs administrations soit mise en cause. M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et-Loire et professeur de médecine, observe que « c'est au nom du gouvernement de l'époque, du premier ministre et des ministres en charge de la santé que les décisions ont été prises ». M. Hervé de Charette (UDF) Maine-et-Loire) cite notamment M^{me} Dufoux et M. Hervé, pour demander : « Peut-on admettre que ces responsables politiques soient mis en cause, M. Bernard Debré, député (RPR) d'Indre-et

هكزامن الشمل

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Les écologistes comptent rester présents au second tour dans une centaine de circonscriptions

La commission paritaire d'arbitrage national, prévue par l'accord signé le 17 novembre entre les Verts et Génération Ecologie, a arrêté, mercredi 9 décembre, au cours de sa première réunion, une liste d'un peu plus de cent circonscriptions dites « sensibles », où les écologistes devraient être présents

au second tour des élections législatives. Après trois heures de discussion, les deux délégations ont adopté, d'autre part, un texte commun dans lequel elles invitent les militants à conclure au plus vite des accords globaux dans les départements.

La nouvelle « entente des éco-

gistes » s'est déjà concrétisée dans une vingtaine de départements, notamment en Bretagne et en Haute-Normandie. Selon le protocole du 17 novembre, la commission d'arbitrage se contente, dans ce cas, d'enregistrer les accords départementaux. En revanche, elle a pour mission d'aboutir à « une répartition la plus équilibrée possible entre les deux mouvements, en tenant compte du nombre total de circonscriptions, du nombre total d'électeurs inscrits et d'un nombre total de circonscriptions sensibles ».

Lors de son ultime réunion, prévue pour le 6 janvier prochain, la commission d'arbitrage devrait donc opérer ce rééquilibrage dans les départements qui n'auraient pas encore conclu d'accord.

An terme de ce processus, les dirigeants des deux partis espèrent limiter à une cinquantaine de circonscriptions le nombre des primaires. Cependant compte tenu de l'autonomie des groupes locaux, notamment chez les Verts, ils n'ont pas encore pu recenser les cas les plus difficiles. Parmi ceux-ci, le plus fréquemment cité est celui de l'Oise, où la candidature de M. Lionel Stoléru, ancien ministre de M. Raymond Barre et de M. Michel Rocard, et ancien député (maj. prés.) de la cinquième circonscription, est contestée par le groupe local des Verts.

Enfin, les écologistes ont repoussé une nouvelle fois les propositions du Parti socialiste, jugées « insultantes », en considérant notamment que la liste des vingt-cinq circonscriptions réservées par le PS (le Monde du 1^{er} décembre), et destinées en fait à ses compagnons de route, n'était qu'une « opération de communication destinée à semer le trouble dans une partie de l'électorat écologiste ».

J.-L. S.

Le financement des Verts : classement sans suite de l'enquête préliminaire. — L'enquête préliminaire sur le financement des Verts, soupçonnés d'avoir bénéficié de subventions de l'imprimerie Hélio Corbell (Essonnes), a été classée sans suite par le ministère de la justice sur proposition du parquet d'Evry. Dans une lettre en date du 3 novembre 1991, le directeur des services fiscaux de l'Essonnes avait informé le procureur de la République d'Evry que des conventions avaient été signées entre les deux parties, selon lesquelles l'imprimerie s'engageait à reverser 80 % des surfacturations faites. Les sommes reçues par ce biais s'élevaient, selon le fisc, à 11,5 millions de francs (le Monde du 19 décembre 1991). M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, avait expliqué que les Verts s'étaient contentés de facturer à l'imprimeur des prestations réalisées par eux-mêmes et remboursées par l'Etat.

Le scrutin aura lieu les 13 et 27 mars en Polynésie française

Les députés ont adopté, dans la nuit du mercredi 9 au jeudi 10 décembre, le projet de loi portant diverses dispositions relatives aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, présenté par M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM.

L'Assemblée a notamment adopté un amendement de M. Alexandre Léontieff, député non inscrit de Polynésie française, réorganisant le calendrier des élections législatives. Selon la nouvelle formule retenue, le scrutin aura lieu un samedi et non plus un dimanche, et le premier tour de scrutin se déroulera une semaine avant le premier tour en métropole.

Quinze jours séparant les deux tours, la simultanéité du premier tour en métropole et en Polynésie française aurait interdit aux députés nouvellement élus de venir participer à Paris à l'élection du président de l'Assemblée nationale (le Monde du 9 décembre). Les prochaines élections législatives auront donc lieu en Polynésie française les 13 et 27 mars 1993 au lieu des 21 et 28 mars en métropole.

A la Réunion Poursuite des incidents au Port SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

La situation demeure tendue au Port, où, depuis le début de la semaine, des incidents opposent chaque soir des groupes de manifestants cagoulés aux forces de l'ordre. Jets de pierres contre les gendarmes mobiles, incendies de véhicules, barricades dressées dans les rues : ces scènes sont devenues quotidiennes dans cette commune de trente mille habitants, dirigée depuis 1971 par le Parti communiste réunionnais.

Mercredi soir 9 décembre, après avoir tenu une barricade plusieurs heures pour protester contre l'arrestation de trois personnes, les jeunes manifestants ont tenté de mettre le feu à la toute nouvelle médiathèque érigée dans un quartier populaire de la cité maritime. En fin de nuit, un bateau de plaisance à quai a été incendié et a dû être évacué vers la haute mer par les autorités portuaires. Le maire du Port, M. Pierre Vergès, sillonne chaque soir les rues de sa ville accompagné de ses proches adjoints et d'un service d'ordre musclé pour tenter de prévenir des actes de pillage et d'ouvrir un dialogue avec les manifestants insaisissables.

A. D.

A l'Assemblée nationale

M. Mexandeau s'engage à accorder la carte du combattant aux anciens des Brigades internationales

Les députés ont adopté en première lecture, mercredi 9 décembre, par 277 voix contre 2, le projet de loi redéfinissant les conditions d'attribution de la carte du combattant, présenté par M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et aux victimes de guerre.

Le projet élargit les critères exigés (présence en unité combattante durant quatre-vingt-dix jours ou dans une unité ayant connu neuf actions de feu ou de combat, participation personnelle à cinq actions de feu ou de combat) et reconnaît comme ayants droit les participants à des opérations menées par la France en vertu d'accords bilatéraux (Tchad...) ou dans le cadre de forces multinationales de l'ONU (Golfe, Cambodge, ex-Yugoslavie...).

M. Louis Mexandeau s'est engagé à mettre en chantier un décret accordant la carte du combattant aux « oubliés » de la seconde guerre mondiale, tels les combattants de l'Armée des Alpes, des Flandres-Dunkerque, des maquis des Gères ou du mont Mouchet. Représentant la proposition de M. Jean Provost (PS, Indre-et-Loire), M. Mexandeau a également accepté de consentir un tel geste aux volontaires français ayant combattu au sein des Brigades internationales en Espagne d'octobre 1936 à octobre 1938 (le Monde du 10 décembre). Seul M. Xavier Deniau (RPR, Loiret) s'est ouvertement opposé à cette dernière suggestion au motif qu'elle reviendrait à « ouvrir la porte à tous les maquis d'Europe ».

F. B.

Le nouveau code pénal entrera en vigueur le 1^{er} septembre 1993

L'adoption du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (DMOS) à l'Assemblée nationale, samedi 5 décembre, a failli avoir un effet inattendu : le report de l'adoption au Sénat du projet de loi sur l'entrée en vigueur du nouveau code pénal adopté en juillet dernier.

A l'Assemblée nationale, les députés socialistes et communistes ont en effet supprimé, par le biais du texte portant DMOS, les peines prévues dans le nouveau code contre l'auto-avortement. Or ce dispositif avait constitué la base de l'accord général sur ce projet de code pénal entre l'Assemblée, qui y était hostile, et le Sénat, en juin dernier. Mercredi 9 décembre, le président de la commission des lois du Sénat, M. Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne) a demandé à M. Michel Vauzelle, ministre de la justice, la position exacte du gouvernement. Le ministre a déclaré qu'il s'engageait à venir au Sénat lors de la discussion du DMOS, le 17 décembre, pour rappeler la posi-

tion du gouvernement en faveur du compromis. « Le garde des sceaux est le seul responsable en cette affaire. On ne peut pas remettre en cause l'équilibre d'un texte au détour d'une séance à 3 heures du matin », a-t-il indiqué.

M. Larché a pris acte de cet engagement, et le Sénat a adopté définitivement, à la quasi-unanimité, le projet de loi sur l'entrée en vigueur du code pénal, fixé en commission mixte paritaire au 1^{er} septembre 1993. Seul le groupe communiste a voté contre.

G. P.

Le Sénat adopte le projet de loi contre le bruit. — Le Sénat a adopté en première lecture, dans la nuit de mercredi 9 à jeudi 10 décembre, le projet de loi relatif à la lutte contre le bruit présenté par M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'environnement. Le texte a été voté à la quasi-unanimité. Seul le groupe communiste s'est abstenu.

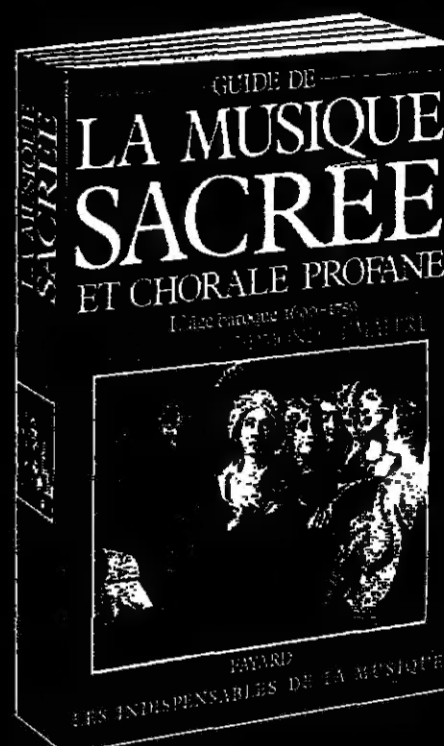
CADEAU: Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boite POSSO + un disquette + un tapis souris)

Lc II 4/40
+ Ecran 14" couleur + MS Works 3.0 +
Flight Simulator: **11498F**
DeskWriter couleur: **3869F** ht

TEL: (1) 49 58 11 00 **COMPUTER BENCH** 1500m²
13, R. ANDRÉ CROIZAT D'EXPOSITION
94000 VILLEJUIF **PARKING**
CLIENTS & VISITEURS

Apple Center **4000 PRODUITS MAC**

LES INDISPENSABLES DE LA MUSIQUE



Broché
328 p.
150 F

Treasure inestimable où s'expriment le sentiment religieux et l'ardeur spirituelle de toute une époque, qu'ils soient catholiques ou protestants, cet immense répertoire est ici présenté, commenté et analysé dans toute sa richesse et sa diversité. Monteverdi, Bach, Haendel, M.A. Charpentier...

1500 œuvres de 100 compositeurs.

la Musique
chez
FAYARD



C'est fait, Maggaly, le métro automatisé le plus moderne du monde relie Lyon à Vénissieux. Une ligne qui dessert 13 stations en franchissant la colline de Fourvière et les deux fleuves. A Lyon, pour améliorer la qualité de la vie, on développe les transports en commun.

à Lyon, Maggaly grandit !

metrobust.com

Pour que ça roule, priorité aux transports en commun.

ge
sin
au
ne
ur-
or-
is-
on
us
les
ou-
vil-
ge,
no,
prés-
tes-
tes
titre
de
sue
iers
ains
fié-
ves-
ntre
t un
ain.
sac-
tra-
enté
dans
u'en
ines.
émi-
e de
plus
intre
ation
avait
style
s la
t. Ce
répu-
l'art
ches
pré-
Schir-
ches,
de
Edi-
5426
18 m
1993,

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le meurtre de Céline Jourdan devant la cour d'assises de l'Isère

« La peine la plus sévère ou l'acquittement »

Richard Roman et Didier Gentil, tous deux accusés du meurtre et du viol de la petite Céline Jourdan, tuée le 28 juillet 1988, se sont une nouvelle fois opposés, mercredi 9 décembre, devant la cour d'assises de l'Isère. Gentil persiste à accuser Roman, sans présenter une thèse convaincante.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

« Ce n'est pas seulement une question, c'est une prière. Je vous en supplie, Roman, dites-moi quel contenu il y a entre vous et Didier Gentil. » Les deux bras levés vers le ciel, le bâtonnier Raoul Lagier a mis tout de force dans sa supplique qu'un tremblement secoue son visage et ses cheveux blancs. Conseil de la mère de la petite Céline, il sent depuis quelques jours que l'audience prend insensiblement une direction inverse à celle que sa cliente cultive depuis plus de quatre ans. Corneille, il a entendu tout à l'heure l'avocat général dire : « La doute n'est pas permise dans ce genre d'affaire. (...) Le parquet général n'a pas d'autre choix : ou c'est la peine la plus sévère ou c'est l'acquittement pour l'un des deux accusés. »

Comme toute la salle, depuis trois jours, il a entendu Didier Gentil s'enfermer dans un discours invraisemblable dans lequel il accuse Roman d'avoir tué l'enfant après lui avoir demandé de lui fournir « une jeune fille qui se prénomme Céline ». Il a aussi entendu Gentil dire à l'instar de Roman : « C'est vrai que j'ai beaucoup aimé et que j'ai cherché à l'enfermer. »

L'avocat se souvient aussi que Gentil vient de déclarer dans une longue péroraison : « J'avais fait

quelque chose de très grave. Mais je ne savais pas trop quoi. Si j'ai participé aux recherches de l'enfant, c'était pour voir si j'étais dans le vrai ou dans le faux. »

Alors, au-delà des convictions installées, au-delà de l'horreur du crime que quatre ans n'ont pas réussi à estomper, au-delà des effets de robe, le bâtonnier traduit son trouble. Il veut connaître le conflit secret qui oppose les deux hommes, et il assiste alors à cet étrange dialogue.

« Il a peur. C'est le terreur. Gentil est terrorisé. Pas par vous, mais par la prison. Il s'en fait pas mal de me parler. Il n'a pas conscience des autres. Il pense à lui. »

— Oui, j'ai peur, mais pas pour moi-même. J'ai peur de la peine de mort et je n'ai pas peur de passer toute ma vie en prison que de passer toute ma vie en liberté. Je me sens plutôt mieux aujourd'hui. Mais il y a une petite angoisse.

— Où elle est, cette angoisse ? — Tu n'as pas pensé à la famille. Tu la trouves un jour. Moi, si on m'avait tué mon enfant, le type, il peut faire quarante ans de prison, mais quand il sort, je lui colle deux balles dans le tête. »

Le bâtonnier insiste, et Roman effleure seulement « les relations homosociales » qu'il aurait refusées à Gentil, pour revenir à un propos plus rationnel mais moins convaincant : « Il a peur du verdict et surtout du régime carcéral actuel. Et puis il a eu peur à la gendarmerie. Je crois avoir détourné pas mal de violence sur moi. C'était très utile. »

Déçu, le bâtonnier se rassoit. L'instinct de grâce tant attendu n'a fait qu'une imperceptible apparition, même si les mots une fois déballés de leur coque verbale révèlent autant de haine que d'amour.

Ce n'est pas cela qui dissipera le trouble. Un trouble renforcé par les dépositions des témoins de La Motte-du-Caire qui, avec un ensemble trop parfait, déclarent avoir vu Roman à une heure où il aurait pu commettre le crime. Si, au moment des faits, leurs déclarations à la gendarmerie étaient décalées d'au moins une heure par rapport à celles d'aujourd'hui, il est cependant probable qu'ils sont sincères pour la plupart.

Bataille d'avocats

L'énorme émotion soulevée par un crime odieux commis dans un village de cinq cents habitants explique bien des choses. Dans les premiers instants de l'enquête, seul Gentil était en cause, et les témoignages concernant Roman n'avaient pas l'importance qu'ils ont pris ensuite. La fureur s'est alors tournée presque exclusivement contre celui qui n'est, malgré des aveux passés en garde à vue, et chacun a pu estimer qu'un témoignage qui ne serait pas à charge ne pouvait être que le résultat d'une méprise. Cette attitude a irrité l'avocat général Lagard, qui a prévenu : « Si les jurés se rendent compte qu'il y a un mouvement général pour faire glisser les horreurs, il ne faut pas se plaindre après s'il se passe quelque chose qui ne fera pas plaisir à La Motte-du-Caire. »

Le phénomène passionnel a également atteint l'audience de la cour d'assises. M. Jean-Michel Pesenti, conseil du père de Céline, réserve ses efforts pour démontrer la culpabilité de Roman en donnant l'impression d'oublier Gentil. Celui-ci devrait être son adversaire, M. Henri Juramy, avocat de Gentil, bloque la défense de Roman en multipliant les longues interventions lorsque M. Henri Leclerc est auto-

risé à poser ses questions aux témoins. « Il y a un des accusés qui a l'air d'avoir plus le souci de faire condamner l'autre que de se préoccuper de son propre cas », remarque l'avocat général. Ce comportement provoque d'ailleurs un grave incident. Devant les protestations de M. Henri Leclerc, M. Juramy exige une suspension d'audience pour négocier le rôle de chacun dans le cabinet du président. Celui-ci refuse, provoquant la colère de l'avocat, qui menace de s'en aller. Le magistrat le retient d'office. Suspension, discours dans les couloirs avec une apparition du bâtonnier de Grenoble, M. Michel Prudhomme.

À la reprise de l'audience, Gentil annonce, qu'il ne dira plus un mot et qu'il a demandé la même chose à ses avocats. Mais Gentil finit par s'exprimer à nouveau. L'audience, serene jusqu'alors, aurait pu s'économiser cette comédie manifestement provoquée par la recherche d'une stratégie qui ne semble pas justifiée par la seule défense de Gentil. Cependant, à moins d'un autre rebondissement, toujours possible en cour d'assises, l'état d'esprit n'est plus le même depuis quelques jours. « La famille ne comprend plus ce qui se passe, il est nécessaire que tout soit fait pour que l'injustice soit mise en lumière. Et je ne sais pas où est l'injustice », déclare M. Pesenti, alors que M. Juramy a lancé : « Je suis comme l'avocat général : si la thèse de mon client n'est pas la bonne, je l'abandonnerai. » M. Lagard se montre toutefois plus prudent. Car il reste les noblessements de Roman en garde à vue, mais il avertit : « En renvoyant le dossier devant la Cour d'assises de l'Isère, la cour de cassation nous a fait confiance : tout le monde nous regarde. »

MAURICE PEYROT

Accusé d'une surfacturation de 13 millions de francs

Un promoteur cannois est écroué pour escroquerie

Promoteur et agent immobilier cannois, M. Claude Muller, cinquante-neuf ans, PDG et administrateur de la SEERI Méditerranée, une filiale de la SARI, dirigée par M. Christian Pellerin — qui est son gendre, — a été inculpé, mardi 8 décembre, d'escroquerie, faux et usage de faux et placé sous mandat de dépôt par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse. Il lui est reproché d'avoir surfacturé de 13 millions de francs la construction d'une villa, à Cannes, destinée à l'un de ses clients, M. Ghann Issa Al Kawari, chef du gouvernement du Qatar.

NICE

de notre correspondant régional

Une villa, de grand standing, édifiée dans le quartier résidentiel

de la Californie, avait fait l'objet d'un permis de construire délivré le 2 février 1988. Un voisin, ressortissant koweïtien, avait émis une contestation qui avait abouti à un procès-verbal d'infraction, dressé le 1^{er} mars 1990, par les services de l'urbanisme de la mairie de Cannes pour non-respect des plans de la villa.

Après instruction du dossier par la direction départementale de l'équipement, des poursuites avaient été engagées par le parquet de Grasse contre M. Al Kawari, propriétaire de la villa et chef du gouvernement du Qatar. Le magistrat instructeur avait établi un important dépassement des droits à construire (1 600 mètres carrés). L'enquête devait cependant révéler que la demande de permis avait été déposée par l'agence Claude Muller Immobilier sur la base d'une procuration revêtue d'une fausse signature de M. Al Kawari.

L'agence précisait avoir livré la villa, clefs en main, pour une somme de 49 millions de francs, sur laquelle elle indiquait avoir prélevé une commission de 1,5 million de francs. Les fonds avaient été versés, en Suisse, par M. Al Kawari, sur le compte d'une société du Liechtenstein, ayant pour mandataire un avocat genevois, M. Baudouin Dunan. Toutefois, le coût réel de la villa, d'après des documents saisis chez l'architecte, n'aurait été que de 36 millions de francs, somme que M. Dunan a ensuite transférée en France par un virement effectué sur la banque parisienne Rivaud.

Un rôle limité à l'acquisition du terrain

Interpellé à Genève, M. Dunan a été inculpé, le 5 décembre, de complicité et recel d'escroquerie. En outre, le juge Murciano a inculpé et placé en détention M. Jacques

Magrey, soixante-trois ans, gérant de l'agence Claude Muller Immobilier, pour les mêmes chefs que M. Muller. L'architecte, M. José Tozzia, a également fait l'objet d'une procédure pour infraction au code de l'urbanisme.

M. Muller, un ancien agriculteur d'Algérie, s'était reconverti avec succès dans l'immobilier de luxe sur la Côte d'Azur. Ayant cédé, en 1987, la plus grande partie des actions de son agence de Cannes — pour se consacrer à l'achat et au portage de biens fonciers, — il affirme que son rôle dans l'opération s'est limité à la seule acquisition du terrain sur lequel a été construite la villa. Selon l'un des avocats de promoteur, M. Jean-Pierre Gastard, le magistrat instructeur n'a pas apporté la preuve des mouvements de fonds supposés frauduleux, et l'original de la fausse procuration a été égaré.

GUY PORTE

La catastrophe de la gare de l'Est au tribunal correctionnel de Paris

Quinze mois de prison avec sursis requis pour « erreur humaine »

Le substitut du procureur de la République, M. Sylvie Schlenger, a requis, mercredi 9 décembre, une peine de quinze mois d'emprisonnement avec sursis contre Lionel Veniant, le conducteur du train impliqué dans la catastrophe de la gare de l'Est qui avait fait le 6 août 1988 un mort et soixante-six blessés, dont huit graves.

« Culpabilité flagrante », « faute grave », « manœuvres inadéquates à la situation », en deux heures d'un réquisitoire cinglant, M. Sylvie Schlenger, substitut du procureur de la République, n'a pas ménagé Lionel Veniant, le conducteur du train 66 982 qui s'était égaré sur les bords de la gare de l'Est, le 6 août 1988. À la question essentielle de savoir si cette catastrophe était due à des défaillances techniques ou à une erreur humaine (le Monde du 9 décembre), le magistrat a répondu en retenant, sans hésitation aucune, la seconde hypothèse.

Dès le début de son intervention, M. Schlenger a précisé qu'il n'était pas question pour elle de mettre en cause la SNCF et son matériel mais bien de se concentrer sur la « responsabilité humaine ». Le regard étonnamment fixe, comme égaré entre la voie 24 de la gare de l'Est et la salle d'audience, Lionel Veniant a pris connaissance des « erreurs » que lui reproche le parquet : erreur de diagnostic quand il a cru à un entrave des freins ; erreur de traitement de ce qu'il croyait être un entrave des freins ; erreur de jugement lorsqu'il a tenté d'arrêter le train par des « manœuvres inadéquates ».

« Vous avez paniqué et perdu vos moyens, vous avez renoncé à agir en technicien », a lancé le substitut au conducteur après avoir certifié, travaux d'experts à l'appui, qu'il aurait été possible de « résoudre la situation à mi-chemin ». Quant aux « défaillances techniques » évoquées par la défense, M. Schlenger les a qualifiées d'« éducatrices ». Après une telle avalanche, la peine requise — quinze mois de prison avec sursis de cinq ans d'emprisonnement pour ce type de délit — a surpris par sa mansuétude.

Peut-être faut-il voir dans cette contradiction la conséquence indirecte du doute qui n'a cessé de planer, mardi, lors du deuxième jour d'audience, l'intervention des deux experts, MM. José Levy et René Schlemmer, n'avait pas, bien au contraire, clarifié les débats. Les deux hommes, dont les conclusions écrites paraissent pourtant assez catégoriques pour être reprises à l'état brut par le parquet, étaient apparus maladroits et pour le moins hésitants. L'avocat de l'un des soixante-six blessés de cet accident s'était d'ailleurs insurgé contre leurs « réponses de Normands » aux questions, pourtant très précises, du tribunal. Le président lui-même avait relevé les lacunes de leur travail. Des lacunes également mises en évidence par le témoignage d'un ingénieur de la RATP venu expliquer que certains éléments du matériel en question pouvaient être sujets à pannes.

Mercredi, au moment de sa plaidoirie, l'avocat de M. Veniant, M. Yves Lachaud, s'est, à son tour, appliqué à mettre violemment en cause l'« insuffisance technique » des deux

hommes. Après avoir rappelé l'extrême confusion qui régnait aux abords de la cabine lors des premières constatations (des boutons et des manettes avaient été manipulés), M. Lachaud a dénoncé d'« incroyables hésitations et contradictions » et parlé d'une « expertise en famille » puisque M. René Schlemmer a été employé de la SNCF pendant quarante ans.

Tout en reconnaissant qu'il lui était impossible de prouver les défaillances successives de la machine (selon le conducteur, les différents systèmes de sécurité n'auraient pas fonctionné), l'avocat de la défense a qualifié de « culpabilité de facilité » la thèse de l'erreur humaine. En conséquence, il a demandé que son client soit relaxé ou que des investigations supplémentaires soient entreprises.

Le tribunal, déjà en charge de l'affaire de la gare de Lyon (jugement le 14 décembre), rendra son jugement le 8 février 1993.

PHILIPPE BROUSSARD

Malgré le pourvoi du parquet général

La plainte visant le préfet de police dans l'affaire Doucé sera instruite à Paris

La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté, mercredi 9 décembre, le pourvoi que le procureur général de Lyon (jugeant le 4 septembre 1991) avait formé contre l'arrêt par lequel la chambre d'accusation de Paris avait décidé, le 4 septembre 1991, d'instruire la plainte pour « vol avec effraction, faux en écritures publiques et usage, attentat aux libertés et atteinte à la vie privée » déposée par M. Guy Boudier, l'un du pasteur Joseph Doucé, et l'association Autres cultures, dans laquelle le pasteur (travaillait le Monde du 7 septembre 1991).

Cette plainte faisait suite à la disparition du pasteur, le 19 juillet 1990, alors qu'il était surveillé par les renseignements généraux parisiens (RG), et à la découverte de son cadavre le 18 octobre 1990 en forêt de Rambouillet. Déposée le 17 décembre, elle visait en particulier le cambrage de la librairie Autres cultures, le 12 juin 1990, ainsi que les écoutes téléphoniques illégales pratiquées par les RG, du 12 au 27 juillet 1990, sur les lignes téléphoniques du pasteur, puis versées au dossier du juge d'instruction Catherine Courcol. Le procureur général de Paris, dont le pourvoi vient d'être rejeté, avait jugé cette plainte insuffisamment motivée.

La chambre d'accusation de Paris poursuivra donc l'instruction de ce dossier. Même si la plainte avait été déposée « contre X... » en décembre 1990, le parquet de Paris avait considéré, le 16 janvier 1991, que M. Pierre Verbrugghe, préfet de police de Paris, était « susceptible d'être inculpé » pour des écoutes téléphoniques illégales. Pour cette raison, le procureur de Paris avait saisi la Cour de cassation afin que soit désignée la juridiction compétente pour instruire ce dossier.

L'EXTRAORDINAIRE AVENTURE DES ENFANTS DAUPHINS SUR FLEUR DE LAMPAUL

Le voyage du voilier océanographique des enfants aux Açores en 52 minutes de rêve et d'émotion. Un cadeau merveilleux qui vous fera prendre le goût du large. En achetant cette cassette, 60 francs sont donnés à l'AICF (Action internationale contre la faim) pour les enfants de Somalie.



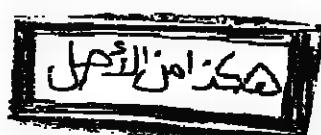
COUPON REPONSE

A retourner accompagné de votre règlement 179,00 F + 15 F de participation aux frais d'envoi soit un total de 194,00 F par chèque bancaire ou postal à l'ordre de :

DYNA VIDEO
7, rue Maurice Grandcoing
94200 IVRY-SUR-SEINE
tél : 49 59 03 03

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____

Le Comité, c'est des industriels et...



12 Le Monde ■ Vendredi 11 décembre 1992 •

En 2003, les nouveaux trains régionaux iront à 200 km/h, les TGV 2 étages seront 2 fois plus beaux et tout le monde connaîtra SOCRATE, ASTREE, EOLE ou COMMUTOR. N'attendez pas 10 ans. Vous avez 2 jours pour les découvrir.

Exposition
"1983-1993, 10 ans
qui préparent l'avenir".

Atelier du Landy
147, rue du Landy
93200 Saint-Denis.

Les 12 et 13 décembre, de 10h à 18h.
Navettes gratuites depuis la gare du Nord (voie 3). Entrée gratuite.



SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

مكتبة العالم

Le Monde et ses Publications

DÉCEMBRE 1992

EN LIBRAIRIE Le Monde EDITIONS

L'Histoire au jour le jour 1944-1991

Préface de Jacques Lesouëff
1 060 pages - 395 F

Une fresque cinquantenaire qui depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'au traité de Maastricht, composée avec les articles les plus publiés depuis 1944 dans le journal Le Monde.

Réalisé par une équipe d'historiens, de journalistes et de documentalistes du Monde, cet ouvrage est à la fois un outil de travail (avec des chronologies, des cartes et un index des noms de lieux, de personnes et des thèmes) et une lecture qui plait de se plonger dans l'histoire d'un demi-siècle riche en événements.



Les plus belles histoires de timbres

Pierre Jullien,
Dominique Buffier
Préface de Christian Marin
Illustrations de Raymond Moretti

1100 pages - 295 F

Un beau livre-cadeau pour tous sur un sujet original : les timbres, leurs histoires et l'histoire. Un ouvrage exceptionnel qui donne à voir pour la première fois les splendides enluminures des temps modernes, qui pendant plus d'un siècle ont accompagné les messages échangés à travers le monde entier.

Laurent Greilsamer
Présente

Le procès du sang contaminé

Documents

324 pages - 89 F

Pour la première fois, ce livre propose les documents-clés du procès du sang contaminé. Le réquisitoire, les comptes rendus d'audience du Monde, le jugement publié d'extension, la mémoire écrite d'un scandale tout à la fois médical, politique et moral.



PLANTU Ici Maastricht ! Les Européens parlent aux Européens !

176 pages - 95 F

Le Plantu de l'année 1992 qui épingle l'actualité avec sa verve inusable. Un cahier spécial est consacré à l'ex-Yugoslavie.

EN KIOSQUE Publications Mensuelles

LE MONDE DES DÉBATS

LES POLITIQUES SONT-ILS IRRRESPONSABLES ? Dans la pratique, de multiples obstacles s'opposent à ce que les responsables prennent des décisions claires et définitives. Les analyses de Pierre AVRIL, historien, Marc ABÈS, sociologue, René LENOIR, ancien ministre, Huguette BOUCHARDEAU, ancien ministre, Ezra SULEMAN, professeur de science politique à Princeton, Jean-Pierre RIOUX, historien. **BOURSE OU CONTRE LA BOURSE** : Le marché financier est-il indispensable au bon fonctionnement de l'économie ou favorise-t-il surtout l'enrichissement des spéculateurs ? Les points de vue des économistes Alain LIPIETZ et Pascal SAUN.

LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS

Deux dossiers :

SÉCURITÉ SOCIALE : L'IMPOSSIBLE RÉFORME.

LA CRISE DES PRISONS : surpopulation et insuffisance de moyens.

LES CLÉS DE L'INFO : Deux pages qui récapitulent et expliquent l'actualité du mois.



LE MONDE DE L'ÉDUCATION

ENQUÊTE EXCLUSIVE : Le diplôme arme anti-chômage : par discipline, par filière, par niveau d'études, les emplois qui attendent les jeunes diplômés.

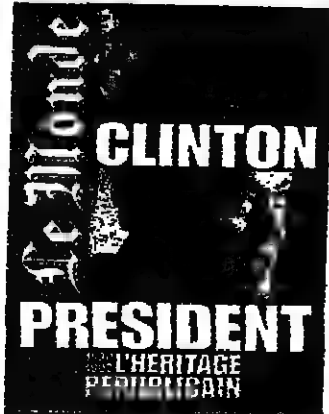
REPORTAGE : L'enseignement supérieur privé se restructure. **SPECIAL FÊTES** : Une sélection de livres, BD, cassettes pour les enfants et les juniors.



LE MONDE DES PHILATÉLISTES

LA LÉGENDE DU CONCORDE : Un ancien pilote raconte la saga de l'avion le plus représenté dans les timbres-poste du monde entier, les pièces les plus rares de sa collection.

Hors-Série



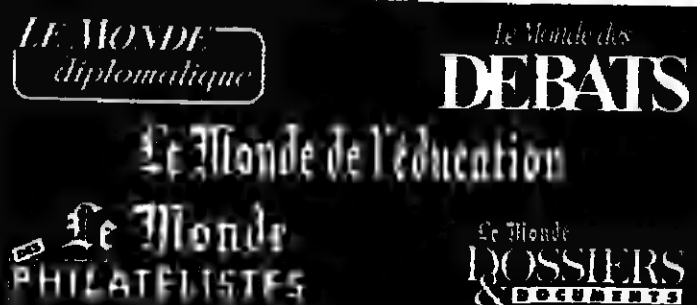
CLINTON PRÉSIDENT 1980-1992 : l'héritage républicain

Cette brochure retrace la campagne électorale qui a opposé Bill Clinton, George Bush et Pat Dugan, avant de dresser le tableau de l'Amérique d'aujourd'hui après douze ans de gestion républicaine.

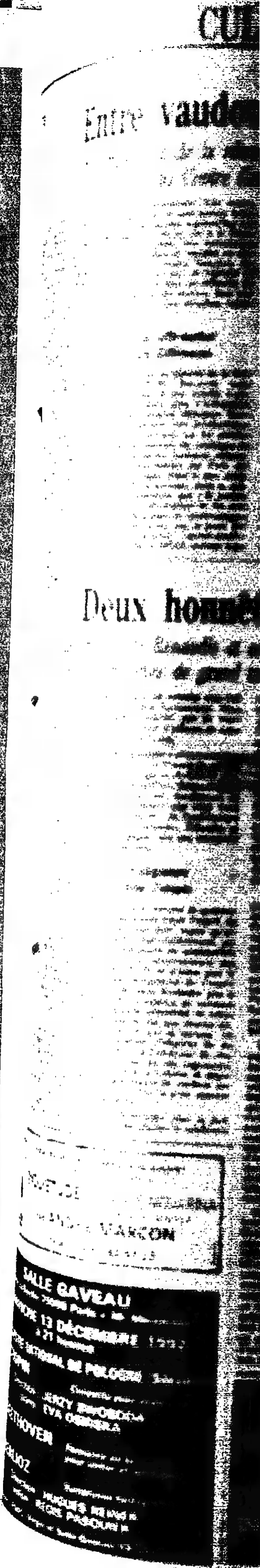
Au plan international, une politique étrangère qui a visé à redonner son prestige à l'Amérique. Sur le terrain économique, une politique ultra-libérale qui laisse un lourd héritage. Une société qui change d'elle-même. Une vie culturelle qui bute sur des contradictions.

Avec des graphiques, des tableaux, des cartes, des photos et les dessins des illustrateurs du Monde.

148 pages - 48 F



EN VENTE
CHEZ VOTRE LIBRAIRE



مركز اسن انجني

CULTURE

ARTS

Entre vaudou et électricité

Un complément de la rétrospective sur l'Amérique latine au Centre Georges-Pompidou

Seize d'Amérique latine ont investi les salles de l'Institut du monde arabe, et y déploient une belle vitalité. D'emblée, pour qui a visité l'exposition de leurs aînés au Centre Pompidou, la différence est sensible. Tient-elle au choix des organisateurs, ou à un « *style* » historique ? Ces artistes offrent une particularité : leurs devanciers tournaient leurs regards vers la vieille Europe, ceux-là vivent plutôt à l'heure nord-américaine. Cependant, tous ont su intégrer pour ou pour ce apport à leur propre patrimoine culturel. Et cela ne paraît pas aller de soi.

Ainsi, il y a de la magie dans l'inspiration du Cubain José Bedia, qui joue de l'incantation et de l'envoûtement à l'instar du vaudou. On en trouve également à un autre niveau, dans les photographies partiellement développées du Colombien Miguel Ángel Rojas.

Or le catalogue s'oppose formellement à toute interprétation, et les organisateurs y refusent énergiquement toute « *posture* » universelle qui inviterait à la « *découverte* » de magiciens, de prestidigitateurs folkloriques... Ils mettent en garde contre une lecture régionale des travaux présentés, et revendiquent une

esthétique mondiale. Elle existe, bien entendu, mais elle ne peut exposer aujourd'hui à la Biennale de Venise, on à la Documenta de Cassel, une installation tirée en anglais et payable en dollars sur un compte bancaire des États-Unis. Pourtant, le visiteur de l'exposition ne peut se défendre du sentiment que ces artistes, pour leur majorité, ont des racines nationales.

Une affirmation des différences

Sur les sculptures de la Brésilienne Frida Biderman sont convaincantes, à l'instar de l'universelle. Mais elles n'échappent pas à la « *posture* » baroque, « *typique* » des productions post-colombiennes. La foi proclamée par les auteurs du catalogue en une « *transcendance* » internationale, transcendant par l'art, est certes généreuse, mais si peu crédible que Sheila Levrant, dans sa préface, doit admettre que « *la posture analytique, rationaliste et les attitudes méthodiques et systématiques ne sont sans doute pas le point fort du tempérament latino-américain* ». Elle le définit comme sujet

à la passion et à la subjectivité, et, d'une manière générale, plus codifié à la polémique politique qu'à la tradition philosophique ou psychanalytique.

Or c'est bien cette impression qui se dégage de l'exposition. L'Amérique latine est un continent où se passe aujourd'hui ce qu'on aimerait voir se dérouler à l'échelle mondiale, une affirmation enrichissante des différences. Ainsi, les envois postaux de Chilien Dittborn (extraits d'articles de presse publiés le même jour à Santiago et à New York) sont exemplaires. On ne résumera pas ici une œuvre forte et complexe, mais sa richesse naît du mélange géographique, historique et autobiographique. De même, une analyse du travail de Juan Sanchez ne peut passer sous silence sa situation d'émigré afro-portoricain vivant à Brooklyn.

La salle regroupant trois Argentins, Florencio Molina Campos, Luis Benedito et Victor Grippo, est à elle seule une ode à la pampa. Les dessins du premier représentent d'élégants gauchos à la manière de Dubout, sympathiques et inquiétants (mais on ne s'explique pas ce que fait un artiste mort en 1959 dans une exposition consacrée à des

tendances contemporaines). Le second évoque une variation sur le thème des boies, ces boules redées par une corde que les gauchos jettent dans les pates de leurs bœufs. Le troisième chante la pampa de terre, l'aliment indigène qui est un apport capital de la découverte de l'Amérique. Il met en évidence leur « *transcendance* » à un « *choc* » électrique. Un peu comme l'Amérique latine, d'ailleurs, plus l'Amérique.

D'autres artistes ont été moins connus, mais n'en sont pas moins intéressants. Les « *transcendances* » de Jac Leimer, en les « *transcendant* » à la peinture acrylique, de Guillermo Kuitca. Toute l'exposition, vivante et passionnante, témoigne du fait que l'Amérique latine peut aujourd'hui se révéler pour ce qu'elle est : un continent riche et complexe, et qu'il est temps de le reconnaître.

HARRY BELLET

Hôtel de la Ville, 11, rue Berri, 75008, Paris. Tél. : 42-56-71-71. Jusqu'au 11 janvier.

ARCHITECTURE

Deux honnêtes hommes

Le travail de Renaudie et celui de Schweitzer révèlent deux architectes de grand talent aux parcours opposés

Jean Renaudie, né en 1925, le premier à Nantes-Vienne, le second en Alsace, l'un et l'autre ont côtoyé l'illustre Perret dans les années d'après-guerre, mais le premier est hélas disparu en 1981, quand le second reste heureusement bien vivant, comblé et rayonnant. S'il n'y a rien de concret dans l'œuvre simultanée de deux expositions, dont l'une est d'ailleurs de durée trop brève, sur le travail de ces deux architectes, la coïncidence mérite d'être relevée parce qu'elle met en scène deux carrières à la fois parallèles, discordantes sur la forme, mais concordantes sur un point au moins : nous avons affaire à deux honnêtes hommes, et de surcroît de grand talent.

Pour Jean Renaudie, qui est mort il y a dix ans, la vérité est simple : il dit qu'il n'a jamais été un homme de lettres, mais que son travail est une œuvre de la littérature. Ce sont là ses deux réalisations majeures, que l'on se remette vite à l'esprit si nous disons qu'elles ressemblent à des manières de colonnes proliférantes et hérissées de pointes.

Ce ne sont pas les photos si justes et souvent remarquables de Gabrielle Basilico, Magdi Semadi et Bernard Plossu qui nous convaincront du contraire, l'un en sachant capturer la violence des espaces, l'autre en carressant de voilages les volumes étonnants qu'engendre cette architecture du triangle, le troisième

réconciliant les deux sous l'effet de cadrages radicaux. Mais tout cela n'interdit pas de louer l'œuvre, l'instinct d'ailleurs de nombre de ses habitants.

Quand Renaudie s'obstine à vouloir à la fois le France de cartilage à chausseurs qu'on dynamise allégrement aujourd'hui, Renaudie n'avait été l'un des fondateurs de l'atelier du Montroux avec trois autres : l'architecte français, Thurnauer, Riboulet et Veret, s'engageant dans une entreprise assez paradoxale.

Villégiature pour l'utopie

Il s'agissait en somme de gommer les « *transcendances* » de l'esprit de géométrie par l'esprit d'affectionnariat particulièrement, sur un mode simpliste ou quelquefois mystique, les constructeurs des années 60 et 70, et d'autre part le besoin de complexité de l'esprit humain. Sur quoi Renaudie jeta le glaive dans la balance en estimant que les grands ensembles de béton n'interdisaient pas que chacun ait, qui son jardin, qui sa terrasse. De là l'articulation complexe de ses ensembles, et à l'intérieur de chaque ensemble, de ses logements, nous ouvrons à la lumière et déformons d'égoutillants de verdure jusqu'à faire oublier la grisaille maternelle du béton.

Roland Schweitzer, pour sa part, ne devait pas choisir la confrontation

avec les modèles existants, ni surtout de solution radicale, mais de villégiature où l'ogre l'utopie. Lui aussi, pourtant, aura en à concilier deux extrêmes opposés : la « *transcendance* » de l'utopie et la « *transcendance* » de la réalité. Une passion pour la « *transcendance* » qui a particulièrement marqué son œuvre : le bois. Un combat longtemps considéré comme d'arrière-garde, en France, mais qui s'est avéré, en accueillant l'Américain Frank Gehry, que l'ensemble de l'architecture de Los Angeles relève d'un « *bois* » plus ou moins savamment camouflé, mais toujours trempé de terre.

Dans notre pays où, malgré la gloire d'Émile, le béton domine, et à même l'heure où se crée toute tentative de fuite vers d'autres matériaux, il aura fallu attendre ces dernières années pour que la « *transcendance* » du bois échappe enfin à l'ostracisme. Elle s'est exprimée dans des œuvres qui restent à tort considérées comme marginales, comme la ZAC Pierre-Semard construite par l'architecte français au Blanc-Mesnil, ensemble de 300 logements PLA à forte teneur humaine.

Un maître d'œuvre à l'inspiration aussi riche que le béton domine, et à même l'heure où se crée toute tentative de fuite vers d'autres matériaux, il aura fallu attendre ces dernières années pour que la « *transcendance* » du bois échappe enfin à l'ostracisme. Elle s'est exprimée dans des œuvres qui restent à tort considérées comme marginales, comme la ZAC Pierre-Semard construite par l'architecte français au Blanc-Mesnil, ensemble de 300 logements PLA à forte teneur humaine.

On ne s'étonne donc pas d'y trouver l'une des dernières réalisations de Schweitzer, la direction régionale de l'Agriculture et de la Forêt, à Châlons-sur-Marne. Un bâtiment sobre, charnel, éternel, comme le suggèrent souvent les constructions de bois. Mais un surcroît un édifice sans concession, où la modernité et la tradition, la technique et l'intégration, sont servies à la même table que la modestie et l'abandon, deux qualités d'architecture véritablement rares, non seulement au niveau des inten-

tion formulées mais aussi lorsqu'elles ont à s'exprimer dans un réel édifice.

Car elles signifient alors un grand amour de l'usage, une sorte d'amour pour le futur habitant. Schweitzer a la vertu de ne pas s'affirmer d'emblée pour un génie connu ou méconnu. Cela lui épargne ordinairement les feux de la rampe sans l'écarter de la commande. Et même les maîtres d'ouvrage d'une qualité exceptionnelle traitent au cours des années, avec le maître d'œuvre, une exposition cachée pour quelques jours au fond du Palais.

FREDÉRIC EDELMANN

(1) Technique et architecture, n° 104, octobre-novembre 92. (2) L'Architecture, n° 11, 1991.

► La logique de la complexité : dans l'œuvre de Jean Renaudie, l'IFA, 8, rue de Tournon. Du mercredi au dimanche, 12 heures-19 heures. Jusqu'au 14 février 1993.

► Roland Schweitzer, architecte, Palais, tous les jours, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 décembre.

► Le palmarès du film d'architecture de Bordeaux. Le jury du cinquième Festival du film d'architecture (FIFARC) a attribué son Grand Prix à l'œuvre de l'architecte portugais Cassiano Branco produite dans les années 30. Le FIFARC, organisé à Bordeaux depuis 1981, présente chaque année un film, parmi lesquels beaucoup d'États de l'Europe : Espagne, Ukraine, Croatie, etc. Le FIFARC, renaît en 1993, la banque de l'architecture de l'Europe. Cet inventaire accessible sur Minitel (36 16 FIFARC). (Corresp.)

THEATRE DE L'ATHENEE-LOUIS JOUVET
Jusqu'au 20 décembre
L'INQUIETUDE DE VALERE NOVARINA
PAR ANDRE MARCON
LOCATION 47 42 67 27

SALLE GAVEAU
45, rue La Boétie 75008 - M° Miromesnil
DIMANCHE 13 DÉCEMBRE 1992
à 21 heures
ORCHESTRE NATIONAL DE POLOGNE (Silésie)
• **CHOPIN** Concerto pour piano n° 1
Direction : JERZY SWOBODA
piano : EVA
• **BEETHOVEN** Romance en fa pour violon et orchestre
• **BERLIOZ** Symphonie fantastique
Direction : HUGUES REINER
violin : REGIS PASQUIER
Location : FNAC, 1 Salle Gaveau 49-53-05-07

OPERA DE LA BASTILLE
COMMUNIQUÉ
LES REPRESENTATIONS
DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE
DEBUTENT A 18H00

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 280
Informations téléphoniques permanentes
en français : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Mise en vente : G.S.P., 11, rue La Boétie, 75008 PARIS. 48 00 12 06.

LUNDI 14 DÉCEMBRE
S. 1 - 15 h. Importants tableaux anciens. M° ADER, TAJAN, MM. E. Turquin, G. Biderman, A. Lacroix, L. Ryaux, experts. Expo. Drouot S. 5 et 11 le 12-12, 11 h/18 h, et le 14-12, 11 h/13 h. La plupart des tableaux sont visibles seulement à l'Exposition George-V (Salon Vendôme), 31, rue George-V, 11, rue La Boétie, ce vendredi 11 décembre de 11 h à 21 h.
Pour tous renseignements, veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, poste 446
(1) 42-60-79-09.
S. 14 - Timbres, Bijoux. M° LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 14 - Tableaux anciens, Porcelaines, faïences du XVIIIe, du XIXe, du XXe.

MARDI 15 DÉCEMBRE
S. 6 - 15 h. Tableaux anciens. M° ADER, TAJAN, MM. E. Turquin, G. Biderman, A. Lacroix, L. Ryaux, experts. Expo. salle 11 le 14-12, 11 h/13 h, et le 15-12, 11 h/13 h. (Veuillez contacter Chantal Grangé au (1) 42-61-80-07, poste 446
(1) 42-60-79-09.
S. 8 - Bijoux. M° LOUDMER.
S. 9 - Dessins et tableaux anciens. Bons meubles. M° LOUDMER.

MERCREDI 16 DÉCEMBRE
S. 2 - Tableaux anciens. Art islamique. Objets d'art et de bel art. M° DELORME.
S. 3 - 14 h. 15. Bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. M° ADER, TAJAN, MM. R. Déchaux et Th. Stetten, du Sévill, experts.
S. 5 et 6 - 14 h. CLOUTIER D'UN AMATEUR. Meubles et objets d'art. Sculptures XVIIIe, XIXe, XXe. Dessins. Tableaux anciens et modernes. M° ADER, TAJAN, MM. O. Le Faut et R. de l'Espe, E. Turquin, A. Facitti et A. de Louvencourt, B. J. Bayser, Cabinet Camard, L. Arache, experts. Expo. salle 5 le 15-12, 11 h/18 h.
S. 7 - Arts d'Orient. Glyptiques. M° MILLON, ROBERT.
S. 13 - Peintures autographes. M° MILLON, ROBERT.

JEUDI 17 DÉCEMBRE
S. 1 - Art déco. Art nouveau. M° BERNHARDT.
S. 8 - Livres. M° CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 42-22-30-13.
S. 10 - Vente saisies douanes. Matériel divers. Appareils photos. M° LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. SUITE DE CETTE VENTE LE 18 DÉCEMBRE SALLE 10.

VENREDI 18 DÉCEMBRE
S. 1 - 20 h. Objets anciens. Objets publicitaires. M° BOISGIRARD.
S. 3 - Tableaux modernes. ARCOLE. M° RENAUD.
S. 3 - Bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. M° AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 4 - Art de la Chine et du Japon. M° BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 7 - Tableaux, bibelots, mobilier. M° CHAMBELLAND, GIAFFERI, VEYRAC, DOUTREBENTE. Tél. : 42-22-30-13.
S. 15 - 11 h et 14 h. Tableaux anciens et modernes. Céramiques. Mobilier ancien. ARCOLE. M° OGER, DUMONT.
S. 16 - Beaux Kilims des XIXe et XXe. M° JUTHEAU-de WITT. M. Veron-Vaghari, expert.

HOTEL AMBASSADEUR (SALON DE LA PAIX)
16, boulevard Haussmann, 75008 Paris
LUNDI 14 DÉCEMBRE à 14 h 15
ENVIRON 2 000 MODÈLES RÉDUITS
DE PETITES VOITURES
DES ANNÉES 30 A NOS JOURS - E 1/43
Collection d'un amateur
M° ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
(Expert responsable de la vente : M. Jean-Marcel Camard).
Expo. Pub. Hôtel George-V, Salon Vendôme le 14-12, 11 h à 12 h.
François Tajan : Christine Dayonnet (1) 42-61-80-07, poste 446
Fax : (1) 42-60-79-09.

HOTEL GEORGE-V (SALON DE LA PAIX)
31, avenue George-V, 75008 Paris
LUNDI 14 DÉCEMBRE à 20 h 30
IMPORTANTES TABLEAUX DES XIXe et XXe SIÈCLES
Monotypes de DESIX
M° ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
M° D. Rousseau, MM. A. de Louvencourt, M.-A. Prat, E. F. M. J.-P. Fromanger, Véronique Fromanger, experts.
Expo. Pub. Hôtel George-V le 12-12, 14 h/21 h, le 13-12, 11 h/17 h, et le 14-12, 11 h/17 h.
Pour tous renseignements, veuillez contacter François Tajan : Christine Dayonnet (1) 42-61-80-07, poste 446
Fax : (1) 42-60-79-09.

MARDI 15 DÉCEMBRE à 20 h 30
IMPORTANT ENSEMBLE DE MEUBLES
ET OBJETS D'ART
ART DÉCO
M° ADER, TAJAN, commissaires-priseurs.
Cabinet Camard, expert.
(Expert responsable de la vente : M. Jean-Marcel Camard).
Expo. Pub. Hôtel George-V, Salon Vendôme le 13-12, 14 h/21 h, le 14-12, 11 h/17 h et le 15-12, 11 h/16 h.
Pour tous renseignements, veuillez contacter François Tajan : Christine Dayonnet (1) 42-61-80-07, poste 446
Fax : (1) 42-60-79-09.

LES ÉLÉMENTS DE RANGEMENT EN VRAI BOIS
Nombreuses combinaisons possibles, avec ou sans lit relevable, tous styles : chène, noyer, merisier ou laqué.
CAPÉLOU
37, av. de la République, 75011 Paris. Tél. 43-53-16-35. Métro : PASTILLERIE

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.J. sf mar. 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés 10 h à 22 h.

L'ART D'AMÉRIQUE LATINE, 1911-1988. Grande galerie. Jusqu'au 11 janvier 1993.

GLEN BAXTER. Galerie contemporaine. Jusqu'au 24 janvier 1993.

GERARD COLLIN-THIEBAUT. Galerie contemporaine. Jusqu'au 21 janvier 1993.

PETER FISCHLI et DAVID WEISS. Jusqu'au 4 janvier 1993.

HILL. Galerie contemporaine. Jusqu'au 10 janvier 1993.

IMAGINAIRES D'ILLUSTRATEURS EUROPÉENS. Jusqu'au 10 janvier 1993.

REEL-VIRTUEL. Salle 1-1.

CHARLOTTE SALOMON : VIE OU THÉÂTRE ? d'art graphique, 11 étages. Jusqu'au 3 janvier 1993.

L'UNIVERS DE BORGES. Amériques 1-1. Jusqu'au 10 janvier 1993.

Musée d'Orsay

Place Henry-de-Montherlant, quel. France (44-48-48-14). Mer., ven., sam., dim. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 21 h 45, dim. 10 h à 18 h. Fermé le dimanche.

HILL et ADAMSON. LE PREMIER REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE, 1843-1845. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.

LE D'ARGENT, L'ARCHITECTURE BANCAIRE EN FRANCE DE 1850-1930. Exposition-dossier. Entrée : 31 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

PIERRE LAMARTINE. LE MUSÉE D'ORSAI. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.

SISLEY. - rue de la Chapelle. Entrée : 32 F. 46 F (billet jumelé musée-exposition). Jusqu'au 31 janvier 1993.

UNE FAMILLE D'ARTISTES EN 1900 : LES SAINT-MARCEAUX. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 17 janvier 1993.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.

LE BRUIT DES NUAGES : PARTI DE... PETER GREENAWAY. Napo-Entrée : 35 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

BYZANCE, L'ART BYZANTIN DANS COLLECTIONS NATIONALES. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet jumelé avec le bruit des nuages). Jusqu'au 10 janvier 1993.

DESSINS DE LIOTARD (1702-1788). Pavillon de Flora. Entrée : 31 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 14 décembre 1992.

LES NOCES DE CANA, DE VERONÈSE. Une œuvre et sa restauration. des États. Entrée : libre avec le billet d'entrée du musée (31 F). Jusqu'au 28 novembre 1992.

SANDRA PAJANI (1951-1978). Jusqu'au 31 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.

LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. 40 F (possibilité de billet jumelé avec le musée d'Orsay). Jusqu'au 14 décembre 1992.

MAC 2000. Sculpture. (42-56-45-19). T.J. sf mar. 11 h à 19 h, nocturnité jusqu'à 22 h 30, 11 décembre. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

ET LES CHOSES. 40 F (possibilité de billet jumelé avec le musée d'Orsay). Jusqu'au 17 janvier 1993.

PARCOURS EUROPÉEN III : L'ALLE-Quel, quel, quel. Jusqu'au 17 janvier 1993.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.

LES ETRUSQUES ET L'EUROPE. 40 F (possibilité de billet jumelé avec le musée d'Orsay). Jusqu'au 14 décembre 1992.

MAC 2000. Sculpture. (42-56-45-19). T.J. sf mar. 11 h à 19 h, nocturnité jusqu'à 22 h 30, 11 décembre. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

ET LES CHOSES. 40 F (possibilité de billet jumelé avec le musée d'Orsay). Jusqu'au 17 janvier 1993.

PARCOURS EUROPÉEN III : L'ALLE-Quel, quel, quel. Jusqu'au 17 janvier 1993.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Cour du Jeu de paume, 14, rue de la Cour du Jeu de paume.

MARTIAL RAYSSÉ, RETROSPECTIVE. Galerie nationale du Jeu de paume. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 janvier 1993.

MUSÉES

LES BLOUX DE TORIN. Musée des arts décoratifs, 107, rue Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf mar. 12 h à 18 h, jeu. 12 h à 18 h, dim. 12 h à 18 h. Entrée : 10 F (gratuit avec le billet d'entrée du musée). Jusqu'au 3 janvier 1993.

CHINE CONNUE ET INCONNUE. d'acquisitions. Musée Carnavalet, 7, av. Voltaire (45-50-75). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

CORPS CRUCIFIÉS. Musée Carnavalet, 7, av. Voltaire (45-50-75). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

LA COURSE AU MODERNE. France et

Allemagne dans l'Europe des années vingt. Musée d'histoire contemporaine, hôtel des Invalides, pour d'Honneur (45-55-30-11). T.J. sf mar. 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 décembre.

LA DANSE, UNE FAÇON D'ÊTRE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (45-55-30-11). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 janvier 1993.

EUGÈNE DELACROIX. Le voyage au Maroc. Musée Delacroix, 6, rue de Furstberg (43-54-04-67). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 4 janvier 1993.

DESIGN : VIGNELLI. Musée des arts décoratifs, 107, rue Rivoli (42-80-32-14). T.J. sf mar. 12 h à 18 h, jeu. 12 h à 18 h, dim. 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 février 1993.

DES LIVRES ET DES ROIS. La bibliothèque royale de Blois. Bibliothèque nationale, 13, av. du Président-Wilson (47-03-91-10). T.J. sf mar. 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

DIGITAL PHOTOGRAPHY. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-03-91-10). T.J. sf mar. 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

L'ÉCHAPÉE. (42-80-32-14). T.J. sf mar. 12 h à 18 h, jeu. 12 h à 18 h, dim. 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

L'ÉPREUVE NUMÉRIQUE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-03-91-10). T.J. sf mar. 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

FRANÇOIS AU XVIIIÈME SIÈCLE. Musée du Petit Palais, 13, av. du Président-Wilson (47-03-91-10). T.J. sf mar. 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

HERAKLES ARCHER. (42-80-32-14). T.J. sf mar. 12 h à 18 h, jeu. 12 h à 18 h, dim. 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

IP TRIENNALE DU BIJOU CONTEMPORAIN. (42-80-32-14). T.J. sf mar. 12 h à 18 h, jeu. 12 h à 18 h, dim. 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

IMAGES D'UN AUTRE MONDE. La photographie scientifique. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-03-91-10). T.J. sf mar. 10 h à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 17 janvier 1993.

LE BRUIT DES NUAGES : PARTI DE... PETER GREENAWAY. Napo-Entrée : 35 F. Jusqu'au 10 janvier 1993.

BYZANCE, L'ART BYZANTIN DANS COLLECTIONS NATIONALES. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet jumelé avec le bruit des nuages). Jusqu'au 10 janvier 1993.

DESSINS DE LIOTARD (1702-1788). Pavillon de Flora. Entrée : 31 F (billet d'entrée du musée). Jusqu'au 14 décembre 1992.

LES NOCES DE CANA, DE VERONÈSE. Une œuvre et sa restauration. des États. Entrée : libre avec le billet d'entrée du musée (31 F). Jusqu'au 28 novembre 1992.

SANDRA PAJANI (1951-1978). Jusqu'au 31 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 10 janvier 1993.

LA LONGUE VIE DE LA COMPLICITÉ DANS L'ŒUVRE DE JEAN RENAUDIE (1963-1981). Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Toulon (43-33-03-38). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LA LONGUE VIE DE LA COMPLICITÉ DANS L'ŒUVRE DE JEAN RENAUDIE (1963-1981). Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Toulon (43-33-03-38). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LA LONGUE VIE DE LA COMPLICITÉ DANS L'ŒUVRE DE JEAN RENAUDIE (1963-1981). Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Toulon (43-33-03-38). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LA LONGUE VIE DE LA COMPLICITÉ DANS L'ŒUVRE DE JEAN RENAUDIE (1963-1981). Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Toulon (43-33-03-38). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LA LONGUE VIE DE LA COMPLICITÉ DANS L'ŒUVRE DE JEAN RENAUDIE (1963-1981). Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Toulon (43-33-03-38). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

LES VOUTURES D'ATGET. Mote de la photo. Parc de la Villette, pavillon Turgot, 211, avenue Jean-Jaures (42-80-34-71). T.J. sf mar. 10 h à 18 h, jeu. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 11 janvier 1993.

Nous publions le jeudi (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

du 1^{er} au 30 avril T.J. sf mar. 10 h à 18 h 45. Entrée : 21 F. Jusqu'au 11 avril 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD. Art et méditerranée en Éthiopie. Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. sf mar. 10 h à 17 h 30, sam., dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 23 F. Jusqu'au 25 janvier 1993.

LE ROI SALOMON ET LES MAINTRES DU REGARD.

هناك من الشغل

LES ÉLECTIONS PRUD'HOMALES

Forte poussée de l'abstentionnisme

Déclin de la CGT et légère progression de la CFDT

et désaffection. Les élections prud'homales du mercredi 9 décembre. Les salariés des entreprises de droit privé et les chômeurs indemnisés ont, comme on pouvait s'y attendre, bondé ce scrutin : 40,36 %, soit un peu plus de 5,5 millions des 13,9 millions d'inscrits se sont déplacés pour voter.

Le taux d'abstention a battu des records en région parisienne (67,8 % en Ile-de-France et 72,15 % à Paris) et a été particulièrement élevé en Corse, dans le Languedoc-Roussillon et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. A l'opposé, les régions les plus civiques ont été la Picardie, le Nord et la Franche-Comté. Le Limousin est la seule région où plus de la moitié des inscrits se sont mobilisés pour voter. Cependant, ce désintérêt n'a pas entraîné de véritable redistribution des cartes ni de bouleversement des rapports de forces syndicales.

Pour la CGT, le miracle n'a pas eu

lieu. Avec 33,34 % des voix, elle perd 3 points et accuse son recul le plus prononcé (-3,85 points) dans l'industrie, sa terre d'élection. En revanche, elle limite les dégâts chez les cadres, où elle abandonne à peine plus d'un demi-point. Un résultat qui devrait encourager la fédération des ingénieurs et techniciens qui se veut l'axe modérateur de la centrale. Sa perte de vitesse est confirmée dans la quasi-totalité des départements, notamment ceux de la région Nord, une de ses traditionnelles places fortes. Ici comme ailleurs, les cégétistes n'ont pas bénéficié de leur opposition au traité de Maastricht.

Malgré tout, la CGT reste - et de loin - le principal syndicat français, bien qu'elle ne rassemble que 1,8 million de voix sur 13,9 millions de salariés inscrits. Compte tenu des événements politiques qui ont eu lieu depuis cinq ans, on peut presque s'étonner que son reflux ne soit pas plus prononcé. Ce recul global est

plus important qu'en 1987 (la CGT n'avait alors perdu qu'un demi-point) mais il est moins grave que le déroute (-5,6 points) de 1982. En treize ans, les cégétistes auront néanmoins vu leur « part de marché » passer de 42 % à 33 %.

Seconde centrale syndicale, la CFDT (23,81 %) est l'organisation qui a le mieux tiré son épingle du jeu, bien que sa progression se limite à 0,73 point. Au plan régional, elle réalise de belles percées en Haute-Loire ou dans les Vosges mais plonge dans les Pays de la Loire.

Léger effritement des grandes centrales

La CFDT progresse dans chaque collège, mais sa performance la plus significative est à rechercher dans celui de l'enseignement où elle obtient 23,5 % des voix, en hausse de 2,2 points. Néanmoins, la centrale de M. Nicole Notat obtient, en valeur

absolue, moins de voix qu'en 1987 à cause de la baisse de la participation et, en pourcentage, ne parvient pas, depuis 1979, à dépasser le seuil des 23 %. L'ascension de la CFDT s'efface à petits pas.

En revanche, Force ouvrière qui avait gagné près de trois points lors du scrutin prud'homal de 1987, fait du sur-place (20,46 % contre 20,49 % précédemment). Ses scores régionaux révèlent de faibles variations, hormis les Hautes-Alpes où le syndicat améliore ses positions de quatre points. FO perd du terrain chez les cadres, dans l'agriculture, mais se redresse dans l'industrie et les activités diverses.

La CFTC perce dans l'Ouest, notamment dans le Maine-et-Loire et dans la Manche. La centrale chrétienne se maintient ou progresse quelque peu dans toutes les sections, à l'exception de l'agriculture, où elle régresse. Avec 8,58 % des suffrages exprimés (+0,2 point), la CFTC efface sa défaillance de 1987 mais n'obtient pas tout à fait le score qu'elle espérait.

Pour la CFE-CGC, les prud'homales se suivent et se ressemblent. Avec 6,95 % des voix, le syndicat de M. Paul Marchelli abandonne un demi-point après en avoir perdu deux lors de la précédente consultation. Certes, la CFE-CGC peut faire valoir qu'elle n'a pas présenté des candidats dans tous les conseils, ce qui nuit évidemment à son résultat final. Il n'en demeure pas moins qu'elle perd 2,2 points chez les seuls cadres (27,20 %) alors que la CGT souffre beaucoup moins. Un discours peu fiable et, sans doute, un manque de renouvellement de ses équipes syndicales expliquent les performances décevantes de la CFE-CGC malgré un regain dans l'agriculture et l'industrie.

Au total, les cinq confédérations représentatives totalisent ensemble 93 % des voix (dont 77,5 % pour les



Nouvelle dégradation

par Michel Noblecouri

ÉLECTION. L'année après l'année, comme une évidence : les syndicats ne sont pas des machines électorales. Malgré une extrême faiblesse, le taux de syndicalisation en France (autour de 10 %) et la population active salariée, la plus élevée des pays de l'OCDE, ont plus de quatre fois supérieur au taux d'adhésion aux partis politiques. Mais la venue d'une campagne électorale, rapide, discrète, dans l'actualité générale, et singulièrement à l'abri des grandes rivalités audiovisuelles, les syndicats ne réussissent pas vraiment à capter, suffisamment l'attention des salariés - et des chômeurs -, seuls concernés par les élections prud'homales, pour les faire sortir de leur apathie. Rien d'étonnant donc à ce que l'année

d'homale 1992 amplifie les tendances qui s'étaient dégagées de la cuvée 1987.

Il n'est pas, pourtant, tout à fait exact de dire que l'année pour les élections prud'homales a été décevante. Elle s'agissait-il pas d'être juges, pour les salariés comme pour les employeurs, chargés, à travers 271 conseils de prud'hommes, de régler les conflits individuels du travail ? Alors que les licenciements augmentent, que les salaires sont de plus en plus touchés, les raisons d'améliorer la protection des salariés ou du moins la défense de leurs droits ne pouvaient que s'aggraver. Au lieu de cela, l'abstention s'est encore accrue tant chez les salariés que chez les employeurs, signe que l'image des syndicats - et dans une large mesure leur crédibilité - s'est encore dégradée, comme elle l'avait été au cours de la dernière décade de renforcement de la défense des droits.

Il est vrai que l'organisation d'élections prud'homales - maintenant à la fin normale alors que les élections à la Chambre sociale ont déjà été repoussées - relevait de la gageure dans un climat qui à beaucoup d'égards est exécrable. Les « élections » affaiblissent les institutions, mais ne touchent pas directement les syndicats, la classe politique est de plus en plus rejetée, la classe économique et la montée du chômage alimentent un climat politique - social mais aussi, où les inquiétudes s'extériorisent peu, où le mécontentement s'exprime pas le nombre d'absences (comme un témoignage de la révolte) et où se décomposent des pans de nouveaux relais, où de nouveaux appareils.

Dans ce contexte on peut dire que les élections « soulagent » les syndicats et les organisations syndicales, que les élections ont ces dernières ne soient pas pires. La déqualification est telle qu'on n'a pu être reconforté lors d'un score qui n'est que le lieu d'être catastrophique... Tristes temps pour le syndicalisme et les élections.

Malgré consolations

Même en dénonçant, comme à chaque manifestation sociale, les irrégularités et les anomalies, qui, à chaque fois, n'ont pas manqué, même si n'en prenant à l'égard des élections, les syndicats ne peuvent espérer que de bien s'en tirer et bien s'en tirer. Les élections prud'homales de 1987 à 1992, le nombre d'inscrits a été de 13 914 481 - cet accroissement touchant les chômeurs et les salariés des petites entreprises, auprès desquels les syndicats sont justement absents. - on a compté, en valeur absolue, 250 suffrages exprimés de moins dans l'ensemble du collège électoral. L'abstention n'est donc pas de 60 % que dans la fatigue des 60 % que dans la

taux global de 59,63 %, elle n'en est guère loin, et elle a progressé de 5,54 points par rapport au taux déjà inquiétant qu'elle avait atteint en 1987, augmentant de 5,23 points dans l'industrie et de 5,28 dans le commerce. Or la tendance à l'abstention augmente aussi dans les élections aux comités d'entreprise, même si la participation y avait encore 64 % en 1991. Inutile de tourner donc autour du pot : le déclin pour la « chose syndicale » s'accroît.

Une apparence de stabilité

Les confédérations peuvent aussi se consoler, en notant qu'elles restent la chose, puisque seule la CGT accuse une nouvelle perte adhésive - de l'ordre de 3 points, mais de 3,85 dans la section industrie - alors que le paysage offre une apparence de stabilité pour les autres. La CSL, beaucoup plus présente qu'en 1987, fait une relative percée qui n'est pas sans rappeler la progression des non-syndiqués dans les élections professionnelles, mais, globalement, les cinq « grandes » confédérations nationales représentatives - CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC - totalisent 93,14 % des suffrages exprimés dans le collège salarié. Elles pourront s'en rassurer et en tirer la conclusion qu'il ne faut pas se laisser aller, alors que se profile un changement de majorité politique au mois de mars 1993, leur fameux « monopole » syndical. Pourtant, elles régressent, toutes confondues, de 2,47 points. Là encore le syndicalisme ne peut être consolé par le fait qu'un résultat médiocre lui ait été infligé.

En dehors de la CGT, qui poursuit donc un déclin inexorable - faute de véritable renouveau, - les autres organisations maintiennent globalement leurs positions, alors même que toutes les confédérations ouvrières ont changé de leader - et donc d'image - depuis les précédentes élections. La CFDT n'a pas été pénalisée par l'image déplorable qu'a donnée à l'opinion le départ contraint de son secrétaire général, M. Jean Kesper et, avec + 0,75 point répercuté sur son gain d'adhésions. FO demeure à la troisième place mais, malgré le ton plus offensif de son dirigeant, M. Marc Bédard, elle reste stable et ne perd pas de la nouvelle baisse de la CGT. La CFTC, malgré sa volonté de mieux faire apparaître ses positions, conserve sur ses positions. Et la CFE-CGC, en dépit de l'écotisme quelque peu débridé de son leader, M. Paul Marchelli, limite la casse en ne perdant que 0,5 point.

Toutes les organisations syndicales ont donc des leçons à tirer de cette stagnation apparente. Elles ne réussissent pas à convaincre. Si les élections prud'homales sont perçues comme uniquement rassurantes et ne constituent pas un nouvel électrochoc, le syndicalisme continuera à perdre des positions déjà bien fragilisées et ne pourra enrayer son déclin. Le temps est vraiment venu pour lui de mettre en œuvre son renouveau. A défaut de rapide sursaut, il ne pourra arrêter son lent dépérissement.

La soirée électorale

« Si on recule de 3 points ça ira »

Pour ses premières élections prud'homales, le secrétaire général de la CGT, M. Louis Vianney, a tenu un grand soir - fait et un remarquable - à l'anticipation. Il a réuni la série des grandes classiques cégétistes, le successeur de M. Henri Lhote a réuni 18 heures un communiqué faisant état d'un « résultat satisfaisant » de l'organisation du scrutin. « Une masse de salariés et de chômeurs se sont trouvés placés dans l'impossibilité d'exercer leur droit de vote, il s'agit d'abstentions forcées », a-t-il déclaré.

Signe avant-courreur d'un recul plus que prévu par la confédération, il n'y a pas de surprise à ce que le résultat de la soirée électorale soit en deçà de ce que l'on attendait. A 22 h 45, M. Vianney a tenu dans la salle de presse du siège de la confédération, à Paris, pour prononcer une courte allocution. « La CGT, qui a toujours été la première syndicat de France », souligne le secrétaire général, qui reprend le thème de l'abstention forcée, a rejeté toutes les tentatives d'utiliser ces élections pour faire passer des intérêts particuliers. Une façon de préciser que l'éclipse dont on parle n'est pas une éclipse mais une nuit dans l'univers syndical.

Photo de famille

A 22 h 45, M. Vianney, un homme continu d'égrèner une régularité d'horloge les résultats région par région son organisation. Le résultat pour l'ensemble n'a guère de succès, mais l'ambiance, à la CGT, n'a rien de désespéré, il a reculé de trois points, ça ira, note un dirigeant national. Il est près de 23 heures. C'est le moment de rallier la rue de Grenelle pour la rituelle soirée organisée par le ministère du travail.

Celle-ci débute par une technique photographique de rassemblement des dirigeants des cinq confédérations. M. Jean Domenge, président de la commission sociale du CNPF, et leur hôte, M. Martin Aubry. Si ce n'est pas la fin des grandes soirées, c'est la fin d'une ère. M. Paul Marchelli, le président de la CFE-CGC, laisse paraître un semblant de déception. Comme en 1987, son organisation marque le pas. Chacun a son communiqué officiel à l'intention des photographes, précisant, à minima, les faits, l'heure et le lieu de son vote, il n'a guère de succès à se vanter. Pas de discours pour le président de la CGT, qui était resté assis par le débarquement officiel à l'hôtel de ville.

M. Alain Delu, secrétaire général de la CFTC, paraît le plus étonné par l'absence de participation. « La plupart des gens ne savent pas ce qu'est un syndicat et surtout pas le rôle qu'il joue dans le monde du travail », dit-il avec un ton d'amertume. Les propos de M. Aubry, soulignant que la progression de l'abstention est sensiblement moins importante qu'en 1987, ne sont pas mieux traités. Le score des Entreprises (CNPF, CGPME, FNSEA, UNAPL, UPA) est une nouvelle fois digne du résultat d'une élection de l'Assemblée communiste, la participation des employeurs au scrutin atteint 93,14 %, soit, au moins, l'ai voté... Mais dans le collège employeurs, la participation générale d'une représentation syndicale, dans un des dysfonctionnements de la CGT ? Pas du tout. Les dirigeants syndicaux votent sans se presser, puisqu'ils signent des lettres de travail.

J.-M. N.

LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



Pour comprendre l'Ecosse, il faut connaître Whyte & Mackay.

WHYTE & MACKAY Scotch des Ecossais

LA SANTÉ, CONSOMMEZ AVEC MODÉRATION.



Ne dites jamais à un Ecossais qu'il est Anglais. De même ne lui proposez pas n'importe quel scotch.

WHYTE & MACKAY Scotch des Ecossais

Les résultats du collège salariés

Les réactions

M^{me} Martine Aubry « satisfaite de la participation »

S'exprimant au milieu de la nuit, Martine Aubry, ministre du travail, s'est déclarée « satisfaite de la participation » aux élections prud'homales, mais elle a souligné que la participation a été plus faible qu'en 1987, qu'on a un nombre d'inscrits plus élevé, et qu'il y a eu moins de salariés ne presque autant d'employeurs qui se déplacent pour voter qu'en 1987, et-elle a insisté pour y voir un attachement à la juridiction prud'homale.

Remarquant que « dans une période où l'on vote beaucoup en France », où « les Français ont une profonde désaffection syndicale », le ministre du travail a déclaré être « satisfait de la participation » aux élections prud'homales. Elle a jugé l'abstentionnisme « relatif » et s'est félicité de la « quasi-totalité des inscrits ».

A propos des difficultés d'inscription, Martine Aubry a précisé que la principale provient de certaines entreprises qui n'ont pas respecté les spécifications techniques pour faire parvenir les listes électorales. En revanche, elle a souligné avec plaisir l'augmentation du nombre d'inscrits, l'inscription des chômeurs, qui n'avaient pas été dans les dernières élections, et a souligné que la croissance des contrats à durée déterminée et des intérimaires explique une partie des abstentions « parce qu'ils ne peuvent pas aller voter ailleurs ».

M. Louis Vianet : « la CGT reste la première »

« La CGT reste la première organisation syndicale de ce pays alors que les autres se disputent son effacement », a déclaré M. Louis Vianet. Le secrétaire général de la CGT, qui avait fait état d'un accroissement sensible du nombre d'inscrits, a souligné que l'organisation du scrutin a été améliorée.

« Nous aurons été interprétés comme un adversaire à l'égard des prud'homales », a-t-il déclaré. « L'abstentionnisme est un problème de participation », a-t-il souligné. « L'abstentionnisme est un problème de participation », a-t-il souligné. « L'abstentionnisme est un problème de participation », a-t-il souligné.

M^{me} Nicole Notat : « la CFDT court plus vite »

Se félicitant du fait que son organisation « maintienne sa deuxième place », M^{me} Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a ajouté : « FO progresse, mais la CFDT court plus vite ». Elle a jugé l'abstentionnisme « relatif » et s'est félicité de la « quasi-totalité des inscrits ».

M. Marc Blondel (FO) n'est « pas triste »

Même si « les résultats peuvent apparaître un peu décevants », M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a déclaré qu'il n'est « pas triste » d'obtenir un score équivalent à celui de 1987. « Les progrès réalisés à l'échelle de la province » ont été accomplis, a-t-il observé en soulignant que « Paris, nous avons effectivement un peu perdu les élections, mais nous avons gagné à l'échelle de la province ».

« Nous allons nous reprendre en main »

Précédemment, il avait insisté sur la « faiblesse de la participation », a-t-il déclaré. « L'abstentionnisme est un problème de participation », a-t-il souligné. « L'abstentionnisme est un problème de participation », a-t-il souligné.

« L'importance des nouvelles entreprises et le développement des entreprises précaires », a-t-il souligné. « L'abstentionnisme est un problème de participation », a-t-il souligné. « L'abstentionnisme est un problème de participation », a-t-il souligné.

M. Alain Deleu (CFTC) : « une stabilité des résultats »

Secrétaire général de la CFTC, M. Alain Deleu a estimé que « les prud'homales ont été étagées par les franchisés convenablement ».

M. Marchelli se réjouit du score de la CFE-CGC

M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, s'est réjoui du score de son organisation sur l'ensemble des sièges de salariés, « équivalent ou légèrement plus bas qu'en 1987 ». Pour la seule section encadrement, il s'est déclaré « satisfait des résultats de la CFE-CGC ».

LES SIÈGES (métropole)

	INDUSTRIE		COMMERCE		AGRICULTURE		DIVERS		ENCADREMENT		TOTAL
	1992	1987	1992	1987	1992	1987	1992	1987	1992	1987	1992
Total des sièges salariés à pourvoir	1 892	2 214	1 927	1 830	676	690	1 263	1 270	1 411	1 282	7 169
CGT	947	1 193	724	769	170	197	422	460	167	139	2 430
CFDT	420	479	477	446	261	267	393	343	379	295	1 872
FO	399	444	311	475	180	173	326	342	195	241	1 611
CFE-CGC	25	15	23	12	6	0	8	3	300	492	562
CFTC	56	53	101	82	22	24	79	84	105	88	363
CSL	35	26	63	21	0	0	14	3	12	1	124
UFT	0	0	17	22	0	0	16	11	1	1	37
FGSOA	0	0	0	0	23	29	0	0	0	0	23
G 10	1	3	3	0	1	0	1	0	1	1	24
DIVERS	6	1	6	3	13	0	4	2	36	24	70
Total des sièges employeurs à pourvoir	1 892	2 214	1 927	1 830	676	690	1 263	1 270	1 411	1 282	7 169
Entreprises plus S.N.P.M.I.	1 692	2 066	1 699	1 699	643	1 177	1 190	1 382	1 255	6 644	6 644
Cla-Duati	118	107	107	107	4	26	19	1	3	266	25
DIVERS	8	41	58	17	0	0	1	1	0	21	25

(1) Tous les sièges à pourvoir de cette section n'ont pas pu être pourvus à l'issue de ce scrutin.

LES VOIX (métropole)

	INDUSTRIE		COMMERCE		AGRICULTURE		DIVERS		TOTAL OUVRIERS ET EMPLOYÉS		ENCADREMENT		TOTAL GÉNÉRAL	
	1992	1987	1992	1987	1992	1987	1992	1987	1992	1987	1992	1987	1992	1987
SALARIÉS														
Inscrits	4 810 971	4 620 245	4 334 659	3 449 289	423 386	575 54	396 553	2 735 229	2 050 137	12 304 245	80 518 224	1 609 163	3 913 408	12 255 927
Abstentions	2 321 587	48 25	1 987 826	43 02	2 907 039	67 06	2 131 726	61 80	243 628	57 54	214 629	53 85	1 846 968	67 52
Exprimés	2 387 487	49 62	2 320 089	34 54	1 374 802	31 71	1 267 178	36 73	171 938	40 61	175 704	44 08	825 033	31 26
CGT	986 381	41 31	1 138 093	45 16	447 073	32 51	457 255	36 08	41 834	24 32	45 697	26 00	241 886	28 28
CFDT	539 259	22 58	557 304	22 11	316 881	23 04	285 254	22 51	56 788	33 02	55 780	31 74	229 192	26 80
FO	473 762	19 84	487 838	19 35	318 192	23 14	292 600	23 09	39 214	22 80	41 009	23 33	191 604	22 40
CFE-CGC	167 785	7 02	164 445	6 52	122 769	8 92	109 636	8 63	14 812	8 61	15 325	8 72	97 131	11 25
CFTC	108 941	4 56	101 031	4 00	57 837	4 20	55 304	4 38	7 822	4 54	8 335	4 74	32 728	3 82
CSL	98 741	4 13	65 580	2 60	80 469	5 83	34 948	2 73	1 728	1 0	0	0	35 149	4 11
UFT	3 472	0 14	0	0	19 430	1 41	30 028	3 36	0	0	0	0	24 517	2 84
FGSOA	1	0	345	0 01	0	0	854	0 06	6 987	4 06	9 486	5 39	0	0
G 10 (1)	1 186	0 04	0	0	9 437	0 68	0	0	758	0 44	0	0	690	0 08
CAT (2)	0	0	2 894	0 11	0	0	432	0 03	0	0	0	0	305	0 04
Divers	7 933	0 33	2 539	0 10	2 694	0 19	667	0 05	2 015	1 17	64	0 03	1 112	0 14
EMPLOYEURS														
Inscrits	157 329	209 716	254 359	332 783	42 153	25 635	60 825	173 163	215 529	627 004	818 853	85 783	37 100	712 787
Abstentions	117 148	74 46	138 743	66 15	201 819	79 34	233 668	70 21	25 635	60 82	64 470	75 15	65 47	72 787
Exprimés	37 958	24 12	67 543	32 20	94 271	28 32	15 833	37 56	15 833	37 56	24 292	32 03	110 176	20 49
Entrepr. Plus (3)	33 704	88 79	62 217	92 11	44 455	89 90	86 466	91 41	44 509	90 10	67 713	90 82	137 878	90 33
SNPMI (4)	2 435	6 41	2 942	4 35	2 426	4 90	3 222	3 41	101	0 63	226	0 82	1 526	1 00
CIDUNATI	260	0 68	399	0 59	665	1 34	1 428	1 51	31	0 19	0	0	175	0 35
CPL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers	1 559	4 10	1 985	2 93	1 902	3 84	3 155	3 34	491	3 10	1 374	4 99	3 185	6 44

(1) G 10 : le Groupe des Dix est un regroupement d'organisations syndicales non confédérées et autonomes issues des secteurs des transports, de l'agroalimentaire, de la finance, de la presse, de la fonction publique et de l'enseignement privé.
(2) En 1982, la CAT (Confédération autonome du travail) était comptabilisée dans les divers.
(3) Entreprises Plus regroupe la CNPF, la CGPME, la FNSEA, l'UNAPL et l'UPA. En 1982, l'ACT (Action pour la défense des droits des employeurs) réunissait les mêmes organisations à l'exception de l'UNAPL et de l'UPA. Pour les résultats de 1982, nous avons regroupé les voix de l'ACT et de l'UNAPL.
(4) SNPMI : Syndicat national de la petite et moyenne industrie.

LES ÉLECTIONS

Agén et Dax. La CSL présentait pour la première fois des candidats dans tous les départements aquitains, sauf le Lot-et-Garonne. A Bordeaux, elle disposera désormais de quatre sièges contre un seul conquis en 1987. Chez les cadres, en Gironde, la liste dite « du groupe des 10 » n'a pas réussi sa percée.

AUVERGNE

Ouvriers et employés
Inscrits 254 405
Abstentions 137 696 (54,12 %)
Exprimés 111 955 (44 %)

1992 1987
CGT 39,27 % 41,50 %
CFDT 26,04 % 25,53 %
FO 21,15 % 20,53 %
CFE-CGC 6,88 % 6,76 %
CFTC 4,81 % 4,04 %
CSL 1,42 % 0,91 %
FGSOA 0,40 % 0,68 %

ENCADREMENT
Inscrits 23 012
Abstentions 12 776 (55,52 %)
Exprimés 9 978 (43,36 %)

1992 1987
CFE-CGC 31,22 % 31,25 %
CFDT 25,18 % 21,78 %
FO 14,96 % 17,41 %
CFTC 14,15 % 15,28 %
CGT 13,45 % 13,10 %
Divers 1,68 % - %
FGSOA 0,72 % 1,15 %
CSL 0,63 % - %

En Auvergne, chez les ouvriers et employés, bien que la CGT conserve sa prépondérance, elle enregistre une érosion de plus de 2 points sur son score de 1987. Il est vrai que la participation a été moindre (44 % contre 49,8 % lors du scrutin précédent), bien que restant honorable comparée à la moyenne nationale. La CFDT gagne pour sa part un point, et FO enregistre également une légère progression. La CFE-CGC et la CFTC se maintiennent.

Dans le collège encadrement, le scrutin est caractérisé par la perte de votes de FO, qui cède trois points, alors que la CFDT bénéficie de gains très importants. Le premier syndicat des cadres de la région, la CFE-CGC, se maintient, tout comme la CGT (qui enregistre une légère hausse).

BOURGOGNE

Ouvriers et employés
Inscrits 346 955
Abstentions 202 428 (58,34 %)
Exprimés 137 691 (39,68 %)

1992 1987
CGT 36,72 % 41,91 %
CFDT 24,04 % 23,35 %
FO 21,64 % 21,11 %
CFE-CGC 7,41 % 6,94 %
CFTC 1,54 % 1,54 %
CSL 3,92 % 4,48 %
Divers 1 % - %
FGSOA 0 % 0,30 %
UFT 0 % 0,33 %

ENCADREMENT
Inscrits 29 642
Abstentions 16 875 (56,93 %)
Exprimés 12 443 (41,97 %)

1992 1987
CFE-CGC 29,19 % 34,35 %
CFDT 24,90 % 22,08 %
FO 14,69 % 18,76 %
CGT 13,15 % 13,35 %
CFTC 11,47 % 10,68 %
CSL 6,59 % 0,74 %

En Bourgogne, la CGT a accusé un net recul, surtout dans le département de la Nièvre, la plus rurale, où tous les collèges confondus, la CGT est passée de 42,8 % en 1987 à 30,8 % cette année. En Côte-d'Or, où siègent deux conseils de prud'hommes à Dijon et à Beaune,

salariés et employeurs se sont peu mobilisés par rapport au scrutin précédent. La participation a été faible : 38,07 % pour les salariés et 20,07 % pour les employeurs. La représentation des syndicats de salariés reste la même : la CGT en tête avec 30,80 % des voix, suivie de la CFDT (27,30 %) et de FO (20,94 %). Des trois leaders, seule la CFDT progresse. A noter que la CSL fait son entrée au conseil des prud'hommes de Dijon. En Saône-et-Loire, les scores des différents syndicats se maintiennent, mais la CFDT perd tout de même deux sièges.

BRETAGNE

Ouvriers et employés
Inscrits 516 312
Abstentions 290 682 (56,30 %)
Exprimés 217 554 (42,10 %)

1992 1987
CFDT 37,17 % 35,71 %
CGT 28,12 % 30,50 %
FO 17,45 % 18,84 %
CFTC 8,56 % 9,10 %
CSL 4,23 % 3,21 %
CFE-CGC 2,30 % 2,56 %
Divers 1,97 % - %
UFT - 0,04 %

ENCADREMENT
Inscrits 56 983
Abstentions 34 054 (59,70 %)
Exprimés 22 516 (39,80 %)

1992 1987
CFDT 35,49 % 30,05 %
CFE-CGC 20,48 % 21,11 %
CFTC 17,03 % 21,11 %
FO 11,50 % 15 %
CGT 9,78 % 9,79 %
CSL 4,82 % 1,18 %
Divers 0,91 % - %

Pour la première fois, la CFDT, avec 37 % des suffrages exprimés sur l'ensemble de la région, arrive en tête dans les quatre départements bretons : 42,10 % dans la Finistère, 39,28 % dans le Morbihan, 34,63 % dans les Côtes-d'Armor - jusqu'alors l'exécutif de la CGT - et 32,80 % en Ille-et-Vilaine. L'Union des Côtes d'Armor que le bas de la participation a été de 42,10 % dans le Morbihan et de 43,40 % en Ille-et-Vilaine.

La CGT obtient son meilleur score dans les Côtes d'Armor (31,56 %) où elle est distancée de trois points par la CFDT, où elle perd deux points par rapport au scrutin de 1987. FO recule de 18,22 % dans le Morbihan et seulement 18,40 % dans la Finistère. La CFDT ne franchit la barre des 30 % que dans les Côtes d'Armor (30,05 %) et dans le Morbihan (29,28 %). La CGT obtient son meilleur résultat en Ille-et-Vilaine avec 4,80 %. Présente cette année dans les quatre départements, la CSL augmente son audience de 1,3 point en Ille-et-Vilaine (10,30 %), où son implantation est fortement liée à celle des mines Citroën.

CENTRE

Ouvriers et employés
Inscrits 532 580
Abstentions 284 664 (53,4 %)
Exprimés 234 828 (44,1 %)

1992 1987
CGT 36,50 % 39,14 %
FO 27,05 % 26,39 %
CFDT 20,93 % 20,15 %
CFTC 7,96 % 7,23 %
CFE-CGC 4,92 % 5,38 %
CSL 1,41 % - %
FGSOA 0,64 % 1,14 %
UFT 0,47 % 0,54 %
DIVERS 0,12 % - %

سكوتش المكي

PRUD'HOMALES

ENCADREMENT	
Inscrits	51 580
Abstentions	28 431 (55,1 %)
Exprimés	22 505 (43,6 %)
1992 1987	
CFC-GCC	27,21 % 31,25 %
CGT	23,84 % 20,76 %
FO	16,79 % 16,76 %
CFTC	16,85 % 19,62 %
G 10	10,21 % 10,34 %
FGSOA	4,36 % -
CSL	0,74 % -

Dans la région Centre, qui a un taux de chômage légèrement inférieur (9,5 %) à la moyenne nationale (10,3 %), ces élections n'auront pas bouleversé profondément la donne syndicale. Globalement, on y a plus voté qu'en 1987. La CGT reste la première organisation des salariés, même si elle perd par exemple 3 sièges au profit de FO à Vierzon, un bassin d'emploi qui connaît le plus fort taux de chômage de la région (12,7 %) et où la participation à ce scrutin a été la plus faible. En 1987, la CGT perd également 2 sièges à Orléans. Dans le conseil de Bourges, dont le maire est communiste, la CGT réalise 50,62 % des suffrages exprimés, et la répartition des sièges sera pratiquement identique à celle des élections de 1987. Le duel CFTC-Force Ouvrière, tous deux loin encore de la CGT, tourne à l'avantage du syndicat de M. Blondel dans la plupart des grosses agglomérations (sauf à Vierzon), à Bourges, à Blois, nettement, et, dans une moindre mesure, dans la capitale régionale, à Orléans.

CHAMPAGNE-ARDENNE

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	305 103
Abstentions	175 134 (57,40 %)
Exprimés	124 955 (40,90 %)
1992 1987	
CGT	38,45 % 43,80 %
CFDT	22,01 % 20,07 %
FO	22,54 % 22 %
CSL	6,78 % 3,44 %
CFTC	5,30 % 6,26 %
CFC-GCC	2,91 % 3,48 %
G 10	1,11 % 0,31 %
CAT	- 0,59 %

ENCADREMENT	
Inscrits	25 739
Abstentions	14 922 (57,90 %)
Exprimés	10 538 (41,10 %)
1992 1987	
CFC-GCC	30,20 % 35,42 %
CGT	22,82 % 19,37 %
FO	13,76 % 19,20 %
CGT	12 % 13,04 %

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, consommez avec modération.



Si vous ne connaissez pas le scotch, c'est que vous n'êtes pas allé en Ecosse depuis au moins cent ans.

WHYTE & MACKAY
Scotch des Ecosseis

CFTC	8,48 %	10,75 %
CSL	6,61 %	1,65 %
G 10	6,14 %	-
DIVERS	-	0,54 %

La CGT reste la première force syndicale de la région Champagne-Ardenne. Mais la centrale ouvrière, avec 39 % des suffrages exprimés dans les collèges non cadres contre 43,80 % en 1987, lors du précédent scrutin, est en net recul. Cette érosion du vote CGT touche tous les départements. Elle perd un peu plus de trois points dans la Marne ainsi qu'en Haute-Marne, cinq points dans l'Aube et sept dans les Ardennes. Dans ce dernier département, la CSL réalise un de ses scores les plus élevés (plus de 10 % des suffrages exprimés), 88 à son implantation chez Citroën à Charleville-Mézières. FO subit également une légère érosion qui semble profiter à la CFDT. Avec 22 % des suffrages dans les collèges ouvriers et employés, la centrale catholique pourrait lui ravir le titre de deuxième syndicat de la région.

CORSE

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	29 474
Abstentions	20 750 (70,40 %)
Exprimés	8 573 (29 %)
1992 1987	
CGT	37,66 % 44,52 %
DIVERS	29,28 % 17,99 %
FO	13,86 % 20,45 %
CFDT	8,14 % 8,73 %
CFC-GCC	6,92 % 3,83 %
CSL	4,14 % 2,45 %

ENCADREMENT	
Inscrits	2 340
Abstentions	1 384 (59 %)
Exprimés	943 (40,30 %)
1992 1987	
CGT	35,52 % 35,53 %
CFC-GCC	18,88 % 22,08 %

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	2 820 073
Abstentions	1 898 097 (67,31 %)
Exprimés	897 285 (31,82 %)
1992 1987	
CGT	37,17 % 40,98 %
CFDT	19,53 % 19,63 %
FO	18,56 % 18,95 %
CSL	8,37 % 5,81 %
CFTC	6,36 % 6,03 %
CFC-GCC	5,11 % 4,05 %
UFT	4,10 % 4,46 %
DIVERS	0,10 % -
FGSOA	0,07 % 0,05 %

ENCADREMENT	
Inscrits	642 151
Abstentions	419 152 (65,27 %)
Exprimés	220 761 (34,38 %)
1992 1987	
CFC-GCC	25,39 % 26,31 %
CFDT	21,72 % 20,17 %
CGT	14,02 % 18,32 %
DIVERS	12,76 % 12,34 %
FO	11,46 % 13,30 %
CFTC	7,25 % 7,22 %
CSL	4,14 % 3,65 %
G 10	2,37 % -
UFT	0,89 % 1,44 %

Alors que le scrutin de 1987 a été marqué par la stabilité en Ile-de-France, les élections ont cette fois été caractérisées par des changements plus nets. La CGT est la grande perdante de la consultation. Chez les ouvriers et les employés, alors que la confédération s'était maintenue au-dessus de la barre des 40 % au précédent scrutin, son influence fléchit nettement pour s'établir à 37,17 %, ce qui lui permet néanmoins de conserver la place de leader. Des voix qui ont surtout été récupérées par la CSL.

Côté encadrement, la CFC-GCC reste la principale force syndicale bien que son influence se tasse. Derrière, la CFDT progresse, ainsi que la CSL, alors que FO et la CGT perdent du poids. Des changements qui profitent aux « Divers » qui deviennent le quatrième syndicat le plus influent. Enfin, l'abstention a une nouvelle fois progressé, atteignant 67,31 % chez les ouvriers et employés, avec, il est vrai, un nombre d'inscrits dans cette catégorie qui a augmenté de 380 000 par rapport à 1987.

PARIS

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	911 089
Abstentions	537 414 (58,99 %)
Exprimés	247 891 (26,90 %)
1992 1987	
CGT	31,26 % 35,72 %
CFDT	22,43 % 21,24 %
FO	18,12 % 19,72 %
CSL	8,16 % 5,39 %
CFTC	7,62 % 7,71 %
UFT	6,32 % 5,80 %
CFC-GCC	4,31 % 4,31 %
FGSOA	0,09 % 0,07 %

ENCADREMENT	
Inscrits	228 191
Abstentions	152 075 (66,64 %)
Exprimés	75 455 (33,06 %)
1992 1987	
CFDT	22,85 % 20,13 %
CFC-GCC	21,39 % 14,59 %

FO	17,39 %	19,88 %
DIVERS	14 %	12,01 %
CFDT	11,36 %	8,96 %
CFTC	2,86 %	1,52 %

La CGT reste en Corse le syndicat majoritaire avec plus de 40 % des voix et la moitié des sièges. Mais elle est, comme ses concurrents, victime de l'importante érosion des électeurs inscrits dont trois seulement sur dix se sont rendus aux urnes, soit un de moins qu'en 1987.

L'autre fait notable est la poussée du Syndicat des travailleurs corses (STC), l'organisation d'obédience nationaliste qui réunit 30 % des voix en Corse du Sud et ravit le deuxième place à Force Ouvrière. Au total, le STC obtient un quart des sièges à pourvoir soit douze. Ce résultat corrobore celui des élections territoriales de mars 1992 où les deux listes nationalistes avaient recueilli 25 % des suffrages. Enfin, la CFC-GCC régresse. A l'inverse de 1987, le scrutin du 9 décembre n'avait pas été positif.

FRANCHE-COMTE

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	245 748
Abstentions	126 044 (51,29 %)
Exprimés	114 648 (46,63 %)
1992 1987	
CGT	33,66 % 36,18 %
CFDT	26,78 % 27,54 %
FO	21,00 % 19,74 %
CFTC	8,85 % 8,14 %
CFC-GCC	5,41 % 5,41 %
CSL	4,02 % 2,52 %
FGSOA	0,29 % 0,23 %
DIVERS	- 0,20 %

ENCADREMENT	
Inscrits	19 656
Abstentions	10 381 (52,81 %)
Exprimés	8 967 (45,62 %)
1992 1987	
CGT	36,96 % 37,02 %
CFC-GCC	-

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	13 577
DIVERS	13,57 %
FO	11,51 %
CFTC	8,51 %
G 10	3,13 %
UFT	2,54 %
CSL	2,85 %

L'abstention, toujours forte à Paris, progresse de plus de 6 points pour dépasser 72 % chez les ouvriers et employés. Dans ce collège, la CGT recule de 4 points, mais reste le plus influent. Elle doit une part de sa progression à la fois à la CFDT qui progresse de plus d'un point, FO, troisième, perd plus d'un point, devant la CSL qui, en gagnant presque 3 points, dépasse l'UFT et même la CFTC. Dans le collège cadres, la CGT perd plus de 2 points. Surtout, elle cède à la CFDT sa place d'organisation la plus représentative des cadres. La CGT comme FO et CSL perdent plus d'un point chez les cadres, la nouvelle liste G10 recueille pratiquement l'équivalent de ces pertes. La CFDT et la CSL progressent légèrement.

ESSONNE

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	211 459
Abstentions	135 468 (64,06 %)
Exprimés	73 763 (34,88 %)
1992 1987	
CGT	36,69 % 39,82 %
FO	20,31 % 20,35 %
CFDT	20,20 % 20,95 %
CSL	8,22 % 4,82 %
CFTC	6,13 % 5,23 %
UFT	4,17 % 4,65 %
CFC-GCC	4,08 % 4,16 %
FGSOA	0,16 % -

ENCADREMENT	
Inscrits	44 708
Abstentions	28 275 (63,24 %)
Exprimés	16 261 (36,37 %)
1992 1987	
CFC-GCC	26,69 % 26,84 %
CFDT	23,88 % 21,32 %
FO	12,14 % 13,83 %
CGT	12 % 12 %
DIVERS	11,61 % 12,94 %
CFTC	7,49 % 6,10 %
CSL	6,02 % 2,71 %
UFT	0,13 % 2,20 %

HAUTS-DE-SEINE

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	Q 101 292
Abstentions	71 299 (70,40 %)
Exprimés	11 111 (10,90 %)
1992 1987	
CGT	37,78 % 41,13 %
CFDT	20,21 % 21,61 %
FO	16,54 % 17,31 %
CSL	5,71 % 6,15 %
CFTC	6,65 % 5,54 %
CFC-GCC	6,74 % 4,88 %
UFT	2,37 % 3,34 %
G 10	0,85 % -

ENCADREMENT	
Inscrits	171 388
Abstentions	115 719 (67,54 %)
Exprimés	55 117 (32,15 %)

CFDT	24,89 %	20,14 %
FO	15,20 %	17,36 %
CFTC	10,68 %	11,78 %
CGT	9,42 %	9,76 %
FGSOA	2,84 %	-
CSL	-	0,11 %
DIVERS	-	3,58 %

Hormis à Montbéliard, où le personnel de Peugeot a participé plus massivement aux élections prud'homales (71,9 % des inscrits dans la section Industrie), le taux de participation, toutes sections confondues, reste compris entre 50 % (Belfort) et 60 % (Besançon). Mais certains électeurs n'ont pu voter en raison du mauvais fonctionnement du système informatique chargé de traiter les listes électorales sur le plan national.

Le scrutin n'a guère été favorable à la CGT (- 2,7 points hors cadres), qui perd de l'influence au profit, notamment, de FO (+ 1,3 point chez les non-cadres). Ce syndicat recueille les fruits de son implantation progressive dans les entreprises du secteur privé. La CFDT perd des points dans l'Industrie à Vesoul, mais enregistre une nette poussée dans l'encadrement en Haute-Saône, à Belfort, ainsi qu'à Besançon, où elle devance la CFC-GCC. A noter la percée de la CSL, qui, naguère essentiellement présente chez Peugeot à Sochaux, obtient 9,07 % des voix dans la section « commerce » à Besançon et entre au conseil des prud'hommes de la ville, où le nombre de sièges a été ramené de 36 en 1987 à 32 en 1992.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	343 332
Abstentions	229 708 (66,87 %)
Exprimés	118 798 (34,58 %)
1992 1987	
CGT	41,07 % 43,18 %
FO	22,19 % 21,08 %

OUVRIERS ET EMPLOYES	
Inscrits	184 781
Abstentions	120 663 (65,30 %)
Exprimés	61 820 (33,45 %)
1992 1987	
CGT	33,44 % 40,41 %
FO	25,38 % 24,64 %
CFDT	18,74 % 16,57 %
CSL	8,45 % 5,33 %
CFTC	6,06 % 5,41 %
UFT	4,32 % 4,23 %
CFC-GCC	2,70 % 3,38 %
G 10	1,43 % -

ENCADREMENT	
Inscrits	12 158
Abstentions	7 060 (58,06 %)
Exprimés	5 101 (41,20 %)
1992 1987	
CFC-GCC	30,13 % 28,74 %
CFDT	21,03 % 19,68 %
FO	17,14 % 19,83 %
CGT	13,85 % 15,63 %
CFTC	6,84 % 7,79 %
CSL	6,06 % 4,75 %
UFT	4,91 % 3,53 %

ENCADREMENT	
Inscrits	12 158
Abstentions	7 060 (58,06 %)
Exprimés	5 101 (41,20 %)
1992 1987	
CFC-GCC	30,13 % 28,74 %
CFDT	21,03 % 19,68 %
FO	17,14 % 19,83 %
CGT	13,85 % 15,63 %
CFTC	6,84 % 7,79 %
CSL	6,06 % 4,75 %
UFT	4,91 % 3,53 %

ENCADREMENT	
Inscrits	321 848
Abstentions	203 205 (63,13 %)
Exprimés	115 977 (35,94 %)
1992 1987	
CGT	44,98 % 49,25 %
FO	17,53 % 17,36 %
CFDT	15,66 % 15,98 %
CSL	7,98 % 5,96 %
CFC-GCC	4,76 % 3,16 %
CFTC	4,60 % 4,64 %
UFT	3,24 % 3,60 %
FGSOA	1,18 % 0,01 %
DIVERS	0,03 % -

ENCADREMENT	
Inscrits	51 292
Abstentions	30 812 (60,07 %)
Exprimés	20 276 (39,53 %)
1992 1987	
CFC-GCC	21,34 % 22,25 %
CFDT	19,41 % 21,22 %
FO	18,47 % 18,37 %
DIVERS	14,62 % 15,08 %
FO	11,89 % 13,84 %
G 10	6 % -
CFTC	4,38 % 5,13 %
CSL	3,86 % 4,07 %

ENCADREMENT	
Inscrits	321 848
Abstentions	203 205 (63,13 %)
Exprimés	115 977 (35,94 %)
1992 1987	
CGT	44,98 % 49,25 %
FO	17,53 % 17,36 %
CFDT	15,66 % 15,98 %
CSL	7,98 % 5,96 %
CFC-GCC	4,76 % 3,16 %
CFTC	4,60 % 4,64 %
UFT	3,24 % 3,60 %
FGSOA	1,18 % 0,01 %
DIVERS	0,03 % -

ENCADREMENT	
Inscrits	51 292
Abstentions	30 812 (60,07 %)
Exprimés	20 276 (39,53 %)
1992 1987	
CFC-GCC	21,34 % 22,25 %
CFDT	19,41 % 21,22 %
FO	18,47 % 18,37 %
DIVERS	14,62 % 15,08 %
FO	11,89 % 13,84 %
G 10	6 % -
CFTC	4,38 % 5,13 %
CSL	3,86 % 4,07 %

ENCADREMENT	
Inscrits	51 292
Abstentions	30 812 (60,07 %)
Exprimés	20 276 (39,53 %)
1992 1987	
CFC-GCC	21,34 % 22,25 %
CFDT	19,41 % 21,22 %
FO	18,47 % 18,37 %
DIVERS	14,62 % 15,08 %
FO	11,89 % 13,84 %
G 10	6 % -
CFTC	4,38 % 5,13 %
CSL	3,86 % 4,07 %

ENCADREMENT	
Inscrits	51 292
Abstentions	30 812 (60,07 %)
Exprimés	20 276 (39,53 %)
1992 1987	
CFC-GCC	21,34 % 22,25 %
CFDT	19,41 % 21,22 %
FO	18,47 % 18,37 %
DIVERS	14,62 % 15,08 %
FO	11,89 % 13,84 %
G 10	6 % -
CFTC	4,38 % 5,13 %
CSL	3,86 % 4,07 %

ENCADREMENT	
Inscrits	51 292
Abstentions	30 812 (60,07 %)
Exprimés	20 276 (39,53 %)
1992 1987	
CFC-GCC	21,34 % 22,25 %
CFDT	19,41 % 21,22 %
FO	18,47 % 18,37 %
DIVERS	14,62 % 15,08 %
FO	11,89

LES ÉLECTIONS PRUD'HOMALES

Suite de la page 19

LORRAINE

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	480 142
Abstentions	269 438 (56,12 %)
Exprimés	200 328 (41,72 %)
1992	1987
CGT	31,03 % 35,10 %
CFDT	28,87 % 26,78 %
FO	19,67 % 19,39 %
CFTC	11,35 % 11,06 %
CFC-CCG	4,39 % 4,70 %
CSL	3,56 % 2,53 %
G 10	0,77 % -
DIVERS	0,31 % 0,02 %
FGSOA	0,15 % 0,38 %

ENCADREMENT

Inscrits	42 738
Abstentions	24 459 (57,23 %)
Exprimés	18 043 (42,22 %)
1992	1987
CFC-CCG	27,59 % 32,94 %
CFDT	23,49 % 21,59 %
FO	13,46 % 15,75 %
CGT	11,95 % 11,91 %
G 10	6,28 % -
CFTC	4,21 % 15,10 %
CSL	3,01 % 2,68 %

En Lorraine, la CGT tombe de 3,87 points à 31,03 %, la CFDT de 2,11 points à 28,87 %, la FO de 0,28 point à 19,67 %, la CFTC de 0,29 point à 11,35 %, la CFC-CCG de 0,31 point à 4,39 %, la CSL de 1,03 point à 3,56 %, la G 10 de 0,77 % et les divers de 0,31 % à 0,02 %.

La CGT s'en rapproche. Ses résultats s'échouent de 1,7 point en Meurthe-et-Moselle (32,6 %), dans la Meuse (31,2 %), dans les Vosges (30,4 %). En Moselle, la CFDT, devancée de près de trois points en 1987, retrouve la première place qu'elle détenait en 1982, grâce à de très bons scores dans le bassin sidérurgique mosellan (32,7 %, contre 33,7 % à la CGT). Dans le bassin houillier, la CFDT passe à 31,3 %, contre 24,8 % à la CGT.

C'est un succès pour la centrale de M. Notat, qui a su convaincre dans le sidérurgie sur le dossier des reconversions. De même dans la métallurgie, en Moselle, elle mène des progrès en profondeur dans les mines qui se traduisent par un gain de progression de ses adhérents à près de 20 % dans le bassin de la CGC, en Moselle, les organisations syndicales obtiennent des résultats assez proches de ceux enregistrés en 1987. Ce constat n'aurait pas été facile dans les différents départements. Ainsi la FO qui a perdu 1,8 point dans la Meuse, en perd 5,4 dans les Vosges et 0,7 à Moselle.

MIDI-PYRÉNÉES

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	454 818
Abstentions	258 109 (56,7 %)
Exprimés	188 755 (41,5 %)
1992	1987
CGT	38,90 % 42,31 %
FO	23,69 % 22,90 %
CFDT	21,99 % 22,87 %
CFTC	6,58 % 6,21 %
CSL	5,65 % 5,09 %
CFC-CCG	2,61 % 3,59 %
G 10	0,14 % 0,19 %
FGSOA	0,14 % -

ENCADREMENT

Inscrits	31 111
Abstentions	15 558 (50,01 %)
Exprimés	15 553 (49,99 %)
1992	1987
CFC-CCG	25,41 % 28,24 %
CFDT	24,77 % 23,03 %
FO	16,85 % 19,27 %
CGT	16,31 % 16,51 %
CFTC	9,06 % 10,45 %
CSL	4,26 % 2,45 %
G 10	3,34 % -

La CGT a vu ses positions s'éroder de 42,31 % en 1987 à 38,90 % tandis que les autres syndicats sont demeurés plus ou moins stables. Les 239 253 électeurs inscrits dans le département de la Haute-Garonne ont élu 111 prud'hommes qui siègeront dans deux tribunaux, à Toulouse et à Saint-Gaudens. Mais les salariés, ici comme ailleurs, n'ont pas montré un grand intérêt pour ce scrutin. Si en 1987 la participation était de 45 %, elle n'est plus aujourd'hui que de 41,5 %. En 1982, 54,67 % des salariés s'étaient rendus aux urnes. Tout en reconnaissant l'absence de l'électeur, les syndicats, notamment la CGT, l'expliquent par le manque d'organisation et les difficultés pour aller voter. Reste que les résultats n'ont pas été ceux de 1987. La CGT reste largement en tête avec 38,90 % mais elle enregistre une chute de 3,41 points, ce qui prive de la majorité absolue dans le secteur industriel.

NORD-PAS-DE-CALAIS

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	802 278
Abstentions	411 111 (51,14 %)
Exprimés	376 611 (46,94 %)
1992	1987
CGT	27,75 % 28,34 %
CFDT	25,27 % 24,83 %
CFTC	10,69 % 9,13 %
CSL	3,74 % 4,02 %

FO	21,93 % 20,98 %
CFDT	21,90 % 21,20 %
CFC-CCG	12,18 % 10,50 %
CSL	5,23 % 4,48 %
DIVERS	2,42 % 1,06 %
G 10	1,07 % 0,56 %
FGSOA	0,40 % -
CAT	0,14 % 0,78 %

ENCADREMENT

Inscrits	85 589
Abstentions	48 368 (56,51 %)
Exprimés	36 557 (42,71 %)
1992	1987
CFC-CCG	32,06 % 35,76 %
CFDT	20 % 17,39 %
FO	16,39 % 17,10 %
CGT	14,06 % 16,44 %
CFTC	12,02 % 12,10 %
G 10	2,45 % 0,58 %
FGSOA	2,25 % -
CAT	0,05 % 0,53 %
DIVERS	0,79 % -

La CGT demeure la première organisation syndicale dans la région. Mais elle enregistre de très sérieux revers dans le département du Pas-de-Calais, où elle est devancée d'un siège par la CFDT. Après avoir amplement refait le ratissage du traité de Maastricht, ce département joue décidément les particularistes. La CGT, qui y détenait 62 sièges, en perd 19 pour passer au second rang, derrière la CFDT qui en gagne 5, arrivant en tête avec 44 élus contre 49 pour la CGT. FO tire son épingle du jeu avec 40 sièges (+3), et surtout la CFTC qui voit son score stagner sinon s'éroder dans le Nord mais progresser dans le Pas-de-Calais, où elle progresse de 10 sièges, en obtenant au total 26. La CGT enregistre ses régressions les plus fortes sur le littoral, à Calais et Boulogne. Dans le Nord, l'évolution est nettement différente. La CGT y est dans une de ses bastions, comme le Valenciennais, mais elle a plutôt tendance à bien résister voire à progresser même si c'est de façon limitée : c'est le cas à Dunkerque mais pas à Lille.

BASSE-NORMANDIE

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	286 111
Abstentions	162 712 (56,78 %)
Exprimés	117 781 (41,10 %)
1992	1987
CGT	27,75 % 28,34 %
CFDT	25,27 % 24,83 %
CFTC	10,69 % 9,13 %
CSL	3,74 % 4,02 %

CFC-CCG	3,72 % 4,38 %
UFT	0,07 % -
FGSOA	0,18 % 0,44 %

ENCADREMENT

Inscrits	11 111
Abstentions	13 753 (59,01 %)
Exprimés	14 002 (40,02 %)
1992	1987
CFC-CCG	28,33 % 31,51 %
CFDT	24,86 % 22,15 %
FO	17,74 % 19,37 %
CFTC	12,24 % 13,48 %
CGT	10,89 % 10,65 %
CSL	5,94 % 2,81 %

En Basse-Normandie, dans le collège ouvrier et employés, la CGT, avec 27 % des suffrages exprimés, garde la première place qu'elle avait conquise en 1987. Elle devance toujours la CFDT de quelques centaines de voix. Les deux grandes centrales ouvrières perdent cependant chacune plus de 1 % des voix. En revanche, Force ouvrière poursuit toujours sa progression en obtenant 25 % des suffrages et en prenant même la seconde place dans la Manche avec 34 voix d'avance sur la CFDT. Dans le Calvados, où la CFDT, bien qu'en baisse, garde toujours son leadership, FO progresse surtout dans l'industrie. Néanmoins, le syndicat de M. Marc Blondel régresse dans l'Orne, dans les mêmes proportions que la CGT. Dans ce département, la CFDT réalise la même score qu'il y a cinq ans. La CFTC franchit la barre des 10 % avec une bonne progression dans la Manche et surtout dans l'Orne, mais une chute inattendue dans la Mayenne.

HAUTE-NORMANDIE

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	405 838
Abstentions	220 768 (54,39 %)
Exprimés	177 596 (43,76 %)
1992	1987
CGT	41,96 % 46,78 %
FO	22,41 % 22,60 %
CFDT	20,16 % 20,15 %
CFTC	5,49 % 6,91 %
CSL	5,29 % 1,19 %
CFC-CCG	4,32 % 3,95 %
FGSOA	0,16 % 0,20 %
DIVERS	0,13 % 0,18 %
UFT	0,18 % -

ENCADREMENT

Inscrits	39 419
Abstentions	21 982 (55,76 %)
Exprimés	17 045 (43,20 %)
1992	1987
CFC-CCG	32,88 % 33,97 %
CFDT	23,77 % 22,12 %
CGT	17,59 % 17,09 %
FO	16,37 % 17,84 %
CFTC	8,93 % 8,96 %
CSL	0,95 % -

En Haute-Normandie, le plus grand nombre d'inscrits et de votants compense le taux de participation en recul. En Seine-Maritime, la CGT, avec 42,30 % des voix, reste la principale force syndicale malgré une perte de 4 points. Elle reprend la première place dans l'Eure (plus 6 points) au dépens notamment de FO (moins 2 points), dans un département où la progression du chômage est forte depuis plusieurs mois. En Seine-Maritime, la CSL apparaît avec 5,40 % ; elle est stable dans l'Eure. Les autres syndicats présents au scrutin de 1987 obtiennent un résultat pratiquement identique. En Seine-Maritime, la CFDT et FO sont toujours au coude à coude avec respectivement 20,33 % et 19,24 % des voix, au lieu de 20,51 % et 19,01 %, alors que la CFC-CCG (6,66 %) et la CFTC (5,66 %) sont stables mais progressent en voix. En suffrages exprimés, ce sont la CGT et la CFDT les principales victimes du scrutin puisque les deux centrales perdent des voix malgré l'accroissement du nombre de votants. La perte d'influence de la CGT se vérifie en Seine-Maritime, y compris dans ses bastions du Havre (moins 2 %) et surtout d'Elbeuf (moins 8 %), alors que la CFDT recule seulement à Rouen.

FAVE DE LOIRE

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	670 928
Abstentions	359 365 (53,56 %)
Exprimés	296 111 (44,13 %)
1992	1987
CGT	34,99 % 35,69 %
CFDT	27,70 % 29,01 %
FO	20,02 % 20,89 %
CFTC	10,02 % 10,16 %
CFC-CCG	4,74 % 4,07 %
CSL	2,36 % -
FGSOA	0,17 % 0,15 %

ENCADREMENT

Inscrits	23 800
Abstentions	13 141 (55,21 %)
Exprimés	10 393 (43,66 %)
1992	1987
CFC-CCG	28,94 % 27,77 %
CFDT	24,24 % 21,68 %
FO	18,60 % 21,68 %
CGT	14,89 % 14,18 %
CFTC	11,89 % 13,31 %
CSL	1,44 % 1,37 %

LES GRANDES CONSULTATIONS SOCIALES DEPUIS 1979

CGT	28,25 %	20,4 %
CFDT	18,36 %	20,5 %
FO	25,16 %	11,7 %
CFTC	12,31 %	4,5 %
CFC-CCG	15,89 %	6,5 %
Divers	-	5,6 %
Non syndiqués	-	30,9 %

* Par rapport aux inscrits.

ENCADREMENT

Inscrits	65 695
Abstentions	38 716 (58,93 %)
Exprimés	26 363 (40,13 %)
1992	1987
CFDT	31,81 % 28,68 %
CFC-CCG	23,28 % 26,79 %
CFTC	15,22 % 17,97 %
FO	12,61 % 16,82 %
CGT	9,05 % 9,70 %
CSL	5,37 % -
FGSOA	1,14 % -
G 10	1,52 % -

Pas de bouleversement dans les Pays de la Loire. La CFDT, première organisation syndicale de la région, avec 35 % des voix en 1987 devant la CGT (27,11 %) et FO (20,5 %), maintient sa position dominante. Elle capte cependant un léger recul (- 0,25 %). Les résultats sont deux départements. La CFDT perd un peu d'audience : un Sarthe moins 1,9 point et, ce qui est plus surprenant, dans le Maine-et-Loire moins 1,61 point. En revanche, elle améliore sa position en Loire-Atlantique (+0,5 point), ainsi qu'en Vendée et surtout en Mayenne où elle gagne 2 points, prenant ainsi la première place dans ce petit département.

La CFDT représente plus d'un salarié sur trois dans la région. La CGT (un salarié sur quatre aujourd'hui) a perdu 1,74 point. FO connaît un déficit du même ordre (- 1,92).

PICARDIE

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	373 201
Abstentions	189 733 (50,84 %)
Exprimés	175 504 (47,02 %)
1992	1987
CGT	40,24 % 45,34 %
FO	23,94 % 23,54 %
CFDT	20,38 % 19,06 %
CFTC	7,61 % 7,07 %
CFC-CCG	3,74 % 3,31 %
CSL	2,71 % 0,45 %
UFT	0,77 % 1 %

ENCADREMENT

Inscrits	33 452
Abstentions	17 422 (52,08 %)
Exprimés	15 662 (46,81 %)
1992	1987
CFC-CCG	36,41 % 35,05 %
CFDT	19,93 % 17,76 %
FO	15,59 % 11,11 %
CGT	12,58 % 13,76 %
CFTC	11,54 % 11,14 %
CSL	2,48 % -
UFT	1,02 % 1,76 %
FGSOA	0,45 % -

Dans les trois départements de Picardie, la CGT est en recul : de plus de cinq points dans l'Oise (36,20 % contre 41,69 %), de plus de trois points dans la Somme (38 % contre 41,6 %), et de plus de trois points dans l'Aisne (40,46 % contre 44,08 %). FO limite les dégâts dans l'Oise à 20,72 % contre 21,54 %, fait preuve d'une relative stabilité dans l'Aisne à 23,39 % contre 23,46 % et gagne du terrain dans la Somme à 26,59 % contre 25,37 %.

La CFDT et la CFTC bénéficient de l'ensemble de l'érosion de la CGT, qui reste pourtant bien au-dessus de la moyenne nationale. La CFDT progresse dans l'Oise à 18,15 % en 1987 à 20,80 %, dans l'Aisne de 18,76 % à 20,58 % et dans l'Oise de 19,66 % à 21,19 %. La CFTC qui recule dans l'Aisne à 7,07 % contre 7,44 % progresse dans l'Oise à 8,16 % contre 7,46 % et dans la Somme à 8,11 % contre 7,49 %.

POITOU-CHARENTES

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	296 818
Abstentions	167 421 (56,40 %)
Exprimés	122 709 (41,34 %)
1992	1987
CGT	37,18 % 39,48 %
FO	25,34 % 24,55 %
CFDT	23,67 % 23,09 %
CFTC	7,81 % 7,72 %
CFC-CCG	3,82 % 3,83 %
CSL	1,99 % 0,79 %
FGSOA	0,19 % 0,41 %
UFT	0,10 % -

ENCADREMENT

Inscrits	23 800
Abstentions	13 141 (55,21 %)
Exprimés	10 393 (43,66 %)
1992	1987
CFC-CCG	28,94 % 27,77 %
CFDT	24,24 % 21,68 %
FO	18,60 % 21,68 %
CGT	14,89 % 14,18 %
CFTC	11,89 % 13,31 %
CSL	1,44 % 1,37 %

Les élections prud'homales résistent

aux formes de fond des scrutins politiques. En Poitou-Charentes, on retrouve le classement antérieur avec en tête la CGT suivie de la CFDT et de FO. Pour la participation, on est loin du bel élan de 1982 : la Vienne, par exemple, a vu sa participation passer de 49 % à 43 %. Les Deux-Sèvres se distinguent également en plaçant la CFDT en tête avec 31,95 % devant la CGT (27,66 %), FO (24,13 %), la CFTC (10,76 %) et la CFC-CCG (4,58 %). Partout ailleurs, c'est la CGT qui tient la tête malgré quelques fluctuations locales, notamment dans l'Industrie, tandis que la CFDT gagne quelques points dans les Deux-Sèvres et à La Rochelle et que FO progresse également dans la Vienne.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

OUVRIERS ET EMPLOYÉS

Inscrits	511 807
Abstentions	247 700 (48,41 %)
Exprimés	264 107 (51,59 %)
1992	1987
CGT	39,96 % 44,85 %
FO	24,70 % 23,42 %
CFDT	16,73 % 16,52 %
CFTC	7,75 % 7,42 %
CSL	4,18 % 1,91 %
CFC-CCG	4,95 % 4,44 %
UFT	1,31 % 0,95 %
DIVERS	0,24 % 0,04 %
FGSOA	0,17 % 0,40 %

ENCADREMENT

Inscrits	86 537
Abstentions	52 584 (60,75 %)
Exprimés	33 255 (38,42 %)
1992	1987
CFC-CCG	30,17 % 31,90 %
CFDT	20,17 % 17,81 %
FO	17,01 % 19,59 %
CGT	17,43 % 19,09 %
CFTC	8,81 % 10,17 %
CSL	4,06 % 0,84 %
G 10	1,69 % -
FGSOA	0,56 % -
Divers	0,64 % -

En dépit de l'augmentation très sensible du nombre des inscrits (+ 128 282, soit 16,76 %), la participation a chuté de 6,24 points à 48,41 %, sur l'ensemble du département. Dans le département de la Côte d'Azur, la CGT arrive en tête dans tous les départements, comme en 1987, mais elle régresse partout, en particulier dans le Var (- 6,45 points), les Alpes-Mar

سكس

ÉCONOMIE

BILLET

Lyon sans « Lyon-Libé »

Lyon, les médias vivent de rudes moments. Le groupe Hersant, d'abord, depuis l'automne, les difficultés de Lyon-Matin ont été la cause d'une fusion avec ce grand frère centenaire, l'encartage probable dans l'édition du Figaro du titre Lyon-Figaro. Il y a la suppression de la locale de Radio-France. Mercredi 9 décembre, un fut au tour de la direction parisienne de Lyon-Libération, qui publiera son dernier numéro le 19 décembre. C'est un nouvel indice de la relation difficile qu'entretient le capital avec les médias. Lyon n'est pas une ville qui ne s'élève pas avec les autres à conquérir. Lyon-Libération fut l'un des grands moyens, en septembre 1988, dans la fusée de la création, mais plus tard, par le déclin, après le rachat du groupe par le groupe Hersant, d'une édition quotidienne Rhône-Alpes pratiquement dénuée, désormais, la présence de la presse nationale. Les ambitions de Lyon-Libération étaient grandes : le journal avait une diffusion de 18 000 exemplaires la première année et 22 000 ensuite. Il avait démarré avec une équipe de quarante-neuf journalistes. Il avait été, selon la direction parisienne du journal, le premier média d'un réseau de « quotidiens de ville », qui avaient dû faire face à Toulouse et à Marseille. Lyon et sa région ne se sont pas laissées conquérir. Lyon-Libération, qui avait dû réduire progressivement ses effectifs, était devenu un journal à une équipe de vingt-cinq personnes, dont une dizaine de journalistes. Sa diffusion était de 11 000 exemplaires sur Lyon et les communes de la métropole lyonnaise. Le titre du marché publicitaire, en Rhône-Alpes, était en baisse, le système imaginé en 1988 n'est plus supportable financièrement, indique Michel Lapinay, directeur-rédacteur en chef de Lyon-Libération, dans un éditorial paru le 10 décembre, en notant toutefois que les recettes publicitaires avaient progressé de 22 % en 1992, tandis que le marché régressait de 20 %. Lyon-Libération n'a pas vécu une histoire facile, faite de tensions internes et de déceptions financières. A travers une crise ouverte entre la direction rédactionnelle et administrative, vécue deux restructurations et usée quatre rédacteurs en chef en six ans. Mais il y avait pour des raisons dont beaucoup ne sont extérieures. Lyon-Libération, confronté comme la plupart des quotidiens à une grave baisse des ressources publicitaires et à une stagnation des ventes, ne pouvait plus supporter son édition lyonnaise (2 millions de francs de déficit cette année). Et l'augmentation de capital de 3,5 millions de francs, tentative de survie de Lyon-Libération, n'a pu être réalisée, du fait de la détresse des investisseurs locaux, et qui avaient déjà investi 6 millions de francs en 1991. A partir du 21 décembre, Lyon-Libération, comme dans les autres villes de France, la majeure partie de la rédaction sera licenciée, à l'exception de journalistes qui rejoindront Paris et du petit groupe qui formera le bureau lyonnais, avant 1988. Une aventure originale, peut-être trop ambitieuse, mais dont la fin ne peut que laisser un goût amer aux lecteurs et aux salariés qui avaient cru, mais aussi aux concurrents qui ne pouvaient que se trouver stimulés par l'effort et le dynamisme de Lyon-Libé.

YVES-MARIE LABÉ

Au comité des textiles du GATT

L'accord multifibres est reconduit pour un an

Le comité des textiles du GATT a décidé, le 9 décembre, à Genève, de prolonger pour un an, à partir du 1^{er} janvier, l'accord multifibres (AMF) qui régit le commerce international dans ce secteur. Cette décision est destinée à laisser le temps aux différents pays de trouver un accord dans le cadre de l'Uruguay Round. Les membres du comité ont décidé de proroger cet accord, « en attendant que les accords bilatéraux pour l'année 1993 soient trouvés », a déclaré le directeur du GATT. Ce secteur bénéficie en effet d'un régime dérogatoire aux règles internationales destinées à protéger les industries des pays développés et de la concurrence des pays sous-développés et en voie de développement. En échange de la suppression des quotas à l'égard des États-Unis et des pays d'Europe, ces derniers continuent de réclamer l'application des clauses de réciprocité et d'accès aux autres marchés. Les grands pays producteurs de textiles du tiers-monde, notamment l'Indonésie, ont une intégration plus rapide des textiles dans les mécanismes généraux du GATT. Mais ils avancent en ordre dispersé : certains, comme les pays Caraïbes, se seraient opposés à une période d'intégration dépassant dix ans, n'étant pas prêts à affronter une concurrence plus vive des grands exportateurs du tiers-monde, tels que la Chine, la Corée, le Pakistan, l'Inde ou Hong-Kong.

A l'initiative des États-Unis

Les négociations sur l'acier reprennent à Genève

Les États-Unis ont repris mercredi 9 décembre à Genève avec les autres principaux pays producteurs d'acier des négociations multilatérales en vue de réduire le rôle des gouvernements dans le commerce international de l'acier. Un premier round de négociations a eu lieu en 1990, mais sans succès. En 1991, il était prévu un second round, mais il a été reporté à la fin de l'année. Les États-Unis, qui ont initié ces négociations, ont réaffirmé leur volonté de réduire le rôle des gouvernements dans le commerce international de l'acier, et ont proposé une réduction de 10 % des droits de douane sur l'acier. Les autres pays producteurs d'acier, notamment la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Corée, le Pakistan, l'Inde et la Chine, ont réaffirmé leur volonté de maintenir le rôle des gouvernements dans le commerce international de l'acier, et ont proposé une réduction de 5 % des droits de douane sur l'acier.

M. Alain Madelin estime que l'Allemagne devrait se mettre en congé du SME

« L'Allemagne ne peut pas continuer à être le seul pays à se mettre en congé du SME », a déclaré M. Alain Madelin, ministre de l'Économie, lors d'une conférence de presse à Paris. M. Madelin a souligné que l'Allemagne, en se mettant en congé du SME, se prive d'un important marché de consommation. Il a également souligné que l'Allemagne, en se mettant en congé du SME, se prive d'un important marché de consommation. Il a également souligné que l'Allemagne, en se mettant en congé du SME, se prive d'un important marché de consommation.

INDICATEURS

ALLEMAGNE
• Prix : hausse de 0,5 % en novembre.
• Les prix de détail ont augmenté de 0,5 % en novembre en Allemagne par rapport à octobre 1991. La hausse a été de 3,7 %.

La CEI, une communauté d'États dépendants

Un an après l'effondrement de l'URSS, les quinze républiques de l'ancien empire connaissent de graves difficultés économiques

« N'aurait-on pas mieux fait d'appeler la CEI (Communauté des États indépendants) CED, la « communauté des États dépendants » ? Cette exclamation de M. Evgueni Iassine, économiste russe renommé, résume bien la situation qui règne dans l'ancienne URSS, un an après sa disparition. Le 8 décembre 1991, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie décidaient de former une nouvelle union, celle des « États indépendants », rejointes par la plupart des quinze républiques de l'URSS. L'Union soviétique disparaissait officiellement. Au cours des semaines suivantes, la CEI d'indépendance, qui s'était développée au sein de la perestroïka, s'accélérait. La Russie, ayant hérité de la plupart des institutions soviétiques, décidait dès le 21 janvier 1992 de se déclarer une « République indépendante ». Les autres républiques de la CEI, pour leur part, ont créé artificiellement de la monnaie en émettant des crédits aux entreprises de leur région. Ainsi, cette confusion interdit tout assainissement financier en Russie, puisque le total de la masse monétaire (billets et crédits) ne peut être contrôlé, et alors même que la réforme économique lancée en janvier par le gouvernement de M. Igor Giscard d'Estaing interrompue. Unis de souf-france politique et de moyens tangibles, « La CEI doit obtenir une stabilisation de son espace monétaire. Mais elle ne peut le faire, »

raison des Républiques qui ne veulent pas se plier aux règles du marché commun, pour des raisons bien compréhensibles », résume M. Iassine. L'économiste de Moscou - un proche de M. Arkadi Volok, ce qui signifie qu'il n'a fait que partie des plus libéraux - relate un intéressant tableau de la situation économique de la CEI. Les quinze républiques de la CEI, qui ont hérité de la plupart des institutions soviétiques, ont hérité d'une situation économique désastreuse. Les quinze républiques de la CEI, qui ont hérité de la plupart des institutions soviétiques, ont hérité d'une situation économique désastreuse.

Les statistiques sont bien meilleures et très peu fiables, mais selon les experts de l'ONU, la Russie n'aurait, par exemple, hérité de l'URSS, au premier trimestre 1992, que 7,4 millions de tonnes de pétrole, contre 15 millions de tonnes, ces dernières années, de 20 millions. Au cours de la même période, seulement 20 % des livraisons habituelles de charbon auraient été effectuées, l'Ukraine n'aurait plus en échange à la Russie que 14 % des livraisons traditionnelles d'acier.

La chute des échanges

Dans une étude récente, Senik-Leygonie, chercheur au centre de recherches DELTA, a constaté que les échanges entre les quinze républiques de la CEI ont chuté de 50 % des échanges entre les Républiques, en supposant qu'il leur soit impossible de leur substituer la production intérieure, ou d'augmenter la production intérieure, ou d'augmenter la production intérieure, ou d'augmenter la production intérieure.

Sur le terrain commercial, la situation n'est pas plus claire. Au lieu d'être la création d'un nouvel espace, il y a eu la poursuite de la désintégration que l'on assiste. La plupart des gouvernements de la CEI, conseillers occidentaux poussent dans le sens d'un renforcement des alliances, de la création d'une zone monétaire commune et d'une union douanière. Mais le climat de suspicion réciproque qui règne entre Républiques n'est guère favorable à la signature d'un accord du type du traité de l'Europe. Le principal problème, souligne le dernier rapport de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (CEE-ONU) (2), est que les relations ne sont ni caractérisées par une franche rupture, comme dans l'ex-Yougoslavie, ni par une volonté de réajustement à l'amiable, comme en Tchécoslovaquie.

Le tableau est en fait, même les régions de frontières de postes frontières, de contrôles quantitatifs des échanges, de licences d'exportation, chaque République tentant de conserver ses ressources, mais ne pouvant plus disposer de celles qui lui étaient auparavant. Une nouvelle appellation, inédite dans le monde, a été créée : les « États indépendants », mais elle n'a pas empêché la désintégration de la CEI. Elle caractérise les échanges entre les Républiques, qui ne font plus partie du commerce intérieur, mais pas vraiment des échanges internationaux. Or, les transactions inter-Républiques constituaient, avant l'effondrement de l'URSS, 17 % du revenu national (produit matériel) de la Russie, et jusqu'à 50 % de celui de la Biélorussie, de la Moldavie, et de la République de l'Arménie.

En tout état de cause, l'issue de la réunion du Parlement russe et la poursuite de la réforme économique entamée à Moscou sont déterminantes pour l'ensemble de la CEI. En fait, le principal enjeu ne concerne pas la CEI, mais se trouve à l'extérieur de la Russie. Car le programme économique russe échoue, cela affectera gravement les relations avec les Républiques, estime un expert occidental. Dans une communauté en pleine récession, dont l'un des membres peut être totalement plus lourd que les autres et possède « l'arme » énergétique, les « États indépendants » ont une souveraineté économique malheureuse.

FRANÇOISE LAZARE

(1) L'Estocq a lancé sa propre monnaie, la couronne, en juin, tandis que la Lettonie et la Lituanie ont mis fin à l'usage de la monnaie soviétique.
(2) Bulletin économique de l'Europe, numéro 44, Genève, novembre 1992.
(3) Après avoir reconnu leur solidarité conjointe sur le marché extérieur, les Républiques ont accepté que la Russie fournisse cette année, à la CEI, 10 milliards de dollars, Moscou fournissant en échange les avoirs de la CEI en dollars.
(4) The Break-Up of the Soviet Union. Economic Policy, octobre 1992.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 Code A37, puis 03F

IP

APPARTEMENT - 11, RUE RÉAUMUR
à PARIS-3 - de 3 pièces principales
au 5^e étage CHAMBRE au 6^e étage

Mise à prix : 300 000 F S'adr. : SUP GASTINEAU, MALANGOU, BOITELLE, COUSSAU, avocats associés à PARIS-6, 2, carrefour de l'Odéon, Tél. : 47.33.33, de 9h à 12 heures.

ÉCONOMIE

SOCIAL

En marge des transferts d'établissements en province

Les acrobaties juridiques du reclassement des agents de l'Etat

Alors que les personnels de plusieurs administrations continuent de s'opposer à leur transfert en province - les agents de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) sont ainsi appelés à faire grève jeudi 10 décembre - d'autres établissements ont commencé à se préoccuper du reclassement de leurs salariés qui choisissent de ne pas suivre leur service. En théorie, cette question ne paraît pas insurmontable. Mais, en pratique, elle soulève des difficultés juridiques, administratives, démographiques ou professionnelles.

« Les agents qui ne veulent pas suivre leur service en province ont un droit de refus », résume en substance le ministre de l'Intérieur. A charge pour les administrations de leur offrir des conditions de travail satisfaisantes, inscrit dans le plan d'accompagnement social de la politique de transfert des administrations publiques en province. Compte tenu de l'étatement - jusqu'en 1994 - de la mise en œuvre de cette politique, nul ne peut être contraint de quitter son poste.

nombre de personnels qui se réclament de la loi. Néanmoins, 15 000 agents concernés choisiront finalement de suivre leur organisme - hypothèse la plus optimiste - avancée par le ministère de la fonction publique, - cela signifie que l'Etat devra, d'ici à 1996, proposer une nouvelle affectation à quelque 11 000 personnes sur un volant disponible de plus de 510 000 emplois.

Cette estimation doit être pondérée par le fait que, chaque année, des milliers de postes sont confondus, de 15 000 à 20 000 agents en région parisienne. Ainsi M. Michel Quélenec, chef du Service des statistiques industrielles (SESSI), mise-t-il sur le départ naturel d'une dizaine d'agents par an d'ici à la fin de 1993, date fixée pour le déménagement du SESSI à Caen. Compte tenu de ces départs et de la « petite » démission de candidats au transfert, actuellement recensés, il ne lui reste donc plus, à-t-il calculé, qu'une cinquantaine de reclassements à résoudre sur un effectif total d'une centaine de personnes.

Le thème des reclassements se complique, en revanche, lorsque les agents des administrations d'Etat ne leur permet pas d'obtenir un

transfert de personnel important. Le cas de l'agriculture, qui, à l'exception des transferts, n'emploie plus que 3 100 salariés en France, ne pourra assurément pas accueillir tout le militaire - selon les prévisions les plus pessimistes - d'agents à reclasser en provenance des nombreux organismes délocalisés sous sa tutelle. Un pari d'autant plus difficile que le ministère de l'Agriculture est, à l'instar de presque toutes les administrations (1), engagé dans une politique de réduction d'emplois. Autres administrations concernées par ce mauvais rapport démographique, le ministère de l'Industrie et le ministère des Combustibles.

Deux réservoirs importants

En conséquence, la mission d'assistance à la politique de transferts, animée par M. André Rannou, envisage de mettre sur pied un plan de réorption interministériel des personnels. Ce plan devrait, par exemple, permettre aux agents du Centre national pour l'aménagement des régions (CNASEA), sous tutelle du ministère de l'Agriculture, de se redresser à l'ANPE voire à l'AFPA, deux réservoirs numériquement importants du ministère du travail,

si le cas de réaffectation est important. Un transfert peut ainsi se faire dans la mesure où le CNASEA entretient des relations avec le ministère du travail.

Mais les problèmes les plus importants en matière de transferts surgissent lorsque le transfert concerne un organisme sous statut spécifique. Qu'il s'agisse de services de droit public (comme le CNASEA ou l'Institut national pour la propriété industrielle), ou de salariés de droit privé, comme le SEITA ou les Voies navigables de France (VNF), le maintien de ces personnels en région parisienne, les pouvoirs publics, à faire des acrobaties juridiques, ne peuvent pas tenir leur parole. Car, dans le cas de la SEITA, par exemple, la décision des personnels de ne pas suivre leur établissement entraîne une rupture du contrat de travail entraînant un licenciement à la charge de l'employeur.

Il est de proposer une issue à ces salariés, la VNF a dû inventer une passerelle inédite avec le ministère de l'Équipement. Les personnels volontaires de VNF pourront ainsi être mis à la disposition de cette administration, tout en conservant les garanties spécifiques liées à leur statut. Salaire et

déroulement de carrière de ces personnels continueront ainsi d'être assurés par la direction de VNF, celle-ci se voyant remboursée par le ministère de l'Équipement.

Des métiers appelés à disparaître

Cette pratique « exorbitante » sera-t-elle débouchée-t-elle sur une « impasse professionnelle » pour les salariés concernés, ainsi que le craignent les dirigeants de collectifs de délocalisations? Compte tenu du petit nombre d'agents susceptibles d'être concernés - 68 agents sur 100 ont choisi de rester sur Paris, - M. Jean-Louis Balandraud, secrétaire général de VNF, estime, pour sa part, qu'il n'y a pas de risque d'oubli de ces personnels.

A l'inverse, M. Jean-Louis Balandraud, adjoint au directeur général de l'administration du ministère de l'Agriculture, considère que les agents du CNASEA, auxquels une délocalisation identique a été proposée, « auront la longue intérêt à se faire intégrer » dans les cadres statutaires du ministère. « Si les agents à disposition durent trop longtemps, ils peuvent à terme poser des problèmes », concède M. Boudin. Finalement, le ministère des per-

sonnels d'exécution ne sera pas de difficultés particulières. Celui des cadres se révèle, en revanche, plus difficile dans la mesure où il perturbe davantage le jeu traditionnel des commissions administratives paritaires (CAP) des ministères d'accueil, chargées d'examiner les promotions des personnels. M. Jean-Pierre Duderet, directeur du Centre national d'enseignement à distance (CNED), Vanves (Hauts-de-Seine), reconnaît-il avoir dû faire preuve de flexibilité dans le reclassement de ses enseignants, « étant donné l'absence d'autres priorités en matière de CAP ».

Autre dossier, les personnels du Centre de formation et de perfectionnement de l'agriculture (CFPA) de Paris du ministère de l'Agriculture. Un appel d'agents vient d'être lancé en vue de leur reclassement à leur reclassement.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Font source à cette politique les ministères de l'Intérieur, de la Justice et de l'Équipement.

Le conflit des dockers toujours dans l'impasse

L'inquiétude s'accroît sur le port de Marseille

Quatre semaines après le rejet par les dockers du projet de protocole d'accord entre les entreprises de manutention et le CGT sur l'application de la loi modifiant le régime de travail dans les ports maritimes (le Monde du 11 novembre), la situation est toujours bloquée sur le port de Marseille. Une nouvelle grève a eu lieu vendredi 4 décembre. Des accords ayant été signés dans tous les autres ports français, les professionnels s'inquiètent de plus en plus des conséquences de l'isolement de la place marseillaise.

MARSEILLE

De nos bistrots respectés, ultimatums du gouvernement superbement ignorés, on est arrivé, aujourd'hui, le 11 décembre, à une impasse. Les employeurs de manutention ont informé la CGT qu'ils n'avaient plus de mandat de la communauté portuaire pour poursuivre des négociations « qui conduiraient à détourner l'esprit et la philosophie de la nouvelle loi ». « Non seulement nous ne pouvons pas aller plus loin, mais M. Georges Chapuis, président du syndicat patronal, mais le projet de protocole d'accord, lui-même, est devenu caduc. »

« Le syndrome de la réserve indienne »

La CGT campe sur ses positions en réclamant la réouverture des discussions paritaires. Les points : la modulation du travail, la polyvalence, les salaires et une meilleure garantie de l'emploi pour les intermittents à travers la fixation de postes sur les navires. « Le travail sur le port ne peut se concevoir qu'en équipe », insiste M. Gilbert Natalini, porte-parole de la CGT. Nier cette réalité c'est faire de l'économie-fiction. Comment sortir du conflit? Six cents ouvriers dockers (sur deux mille) ont fait savoir, aux employeurs, par lettres, qu'ils acceptaient la mensualisation. « La loi nous permet de les embaucher », explique M. Chapuis. Mais la CGT ne veut pas assurer le port, « impossible », est-il dit. « Nous n'envisageons pas, d'ailleurs, du moins le moment, de passer une main-d'œuvre aux dockers, comme les autres nous autorisent également à le faire. Sans provoquer, inévitablement, de graves troubles. »

Le patronat place ses derniers espoirs dans la publication, avant le 12 décembre, d'un arrêté inter-

ministériel concernant la composition et le fonctionnement des nouveaux bureaux centraux de la manutention (BCMO). Ceux-ci doivent, en outre, leur rôle de police des dockers.

Le directeur du port autonome de Marseille, M. Michel Pêche, affirme qu'il assumera ses responsabilités, « car, dit-il, on n'imagine pas que la loi ne soit pas appliquée ». Réplique de M. Natalini : « Peut-on penser, une seconde, que mille dockers marseillais accepteraient une telle situation s'il n'y a pas d'accord? Ce serait le jeu au port. »

Les professionnels assistent, impuissants, à cette partie de bras armés qui s'éternise et à des conséquences de plus en plus préjudiciables pour le port. Depuis le 12 octobre 1991, on recense quelque 100 journées de grève. A ce nombre s'ajoute, depuis le 11 mai 1992, 27 journées de travail. Le trafic du port accuse une baisse d'activité, en 1992, par rapport à 1991, de 20 à 25 % pour les conteneurs et de 10 à 15 % pour les autres marchandises diverses.

Selon le président du Syndicat des transitaires, M. Jean-Marie Giovanetti, le « syndrome de la réserve indienne » - la plus touchée par ces perturbations - a diminué, en moyenne, de 17 % en un an. Les entreprises ont déjà cessé leur activité ou ont été absorbées par les groupes plus importants. Bilan : une cinquantaine d'emplois supprimés. M. Pierre Pelletier, président de l'Association des armateurs de navires de commerce, estime que « les flux de marchandises se sont ralentis car les armateurs étrangers ont perdu patience ».

Et M. Viti, président du syndicat marseillais des armateurs français, dénonce, avec vigueur, « le syndrome de la réserve indienne qui affecte la CGT. Elle isole, provoque, depuis l'été, un phénomène de fuite avec une diminution de 50 % de notre chiffre d'affaires sur les escales marseillaises de certaines lignes dont l'équilibre s'écroule ». La CGT voit dans la justification de l'inquiétude la justification de la négociation permanente d'obtenir une solution réaliste. Les jusqu'au-boulistes, soutient M. Natalini, sont refusés de négocier.

Le patronat (associé à la chambre de commerce) a tenté de se concilier l'opinion publique en publiant des pleines pages de publicité dans les journaux locaux détaillant les avantages sociaux consentis aux dockers. Quant au secrétariat d'Etat à la mer, il n'a pas jugé utile, malgré nos demandes répétées, de préciser sa position.

GUY FORTE



INFO/SOCIÉTÉS 36 29 30 30 LA VÉRITÉ MULTIPLE D'UNE ENTREPRISE SUR UN NUMÉRO UNIQUE.

La personnalité d'une entreprise est complexe, jamais toute d'une pièce. Pour saisir sa vérité multiple, il faut la regarder sous tous les angles et changer de point de vue pour juger avec mesure.

Avec INFO/SOCIÉTÉS, c'est facile : un simple appel, sans abonnement, sur le numéro unique 36 29 30 30 et sur chaque société apparaît l'information la plus riche : la plus variée : identité juridique, sociale, personnalité commerciale, analyse financière et, fait unique, l'information parue dans la presse depuis plusieurs années.

Les hommes en disent long sur la qualité et l'exhaustivité des informations sur chaque entreprise : INPI / Registre National du Commerce, Journal Officiel / BODACC, Chambres de Commerce et d'Industrie, AFP et des journaux prestigieux comme Le Monde, La Tribune...

Dans INFO/SOCIÉTÉS chacun peut trouver sa réponse selon ses intérêts et la minute ne coûte que 9,06 TTC. (Tarif au 01/07/92).

36 29 30 30
SUR MINITEL

INFO/SOCIÉTÉS
POUR AVOIR CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR UNE ENTREPRISE.
GROUPE O.R. / L'EUROPÉENNE DE DONNÉES - 164 TER, RUE D'AGUESSEAU - 92100 BOULOGNE

re, n, re, de en, à ind, et, tre, sur, ind, Sa, pas, ses, im-art, get,

age, sein, au, ians, sur, cor, les, j'on, eurs, des, jou, veill, age, tmo, pré, des, rtes, jfre, de, aute, tiers, ieins, 1 fié, ves, vntre, t un, m, m, areo, tra, enté, dans, u'en, ines, émi, e de, plus, intro, ation, avait, style, s le, Ce, répu, lme, l'art, ches

pré-Schichas, de, 5425, 16 ill., 1993,

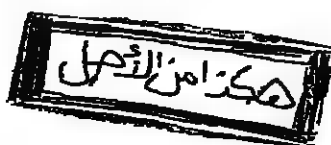
Cours relevés à 14 h 02

9/12

Hors-cote

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - u : marché continu

de
Edi-
5425
8 ill.,
1993.



DES LIVRES

La déclaration de guerre de Paolo Uccello

Artaud s'identifie à lui, Breton le voulait « surréaliste » : voilà un peintre qui ne parle pas de rédemption ou de contemplation, mais qui explose dans la prédation, le combat, la chasse, le crime rituel...

PAOLO UCCELLO
de Franco et Stefano Borsi.
Hazen, 370 p., 790 F.

Revenons vite en Italie, où tout s'est passé ou tout s'explique. Florence, et la naissance symbolique qui n'en finit pas de traverser. Voici surtout le peintre qu'on n'arrive pas à cadrer, qui échappe aux investigations les plus érudites. S'il y a une exception rebelle à l'énigmatisme, c'est lui. Il inquiète, dérange, déborde; il ne se livre pas, il est la cruauté puissante de la Perspective elle-même dans son questionnement ouvert et compact. Ce livre d'images nous le redonne magnifiquement à voir et tente de le situer dans son temps et son lieu complexes. Mais, une fois de plus, nous sentons que le sens profond de son œuvre n'a pas été abordé.

Oui, Paolo Uccello, né en 1397 et mort en 1475, participe à la formidable émergence du Quattrocento toscan. Oui, il est là, en même temps qu'Alberti, Brunelleschi, Donatello, Della Robbia et tant d'autres. Oui, on peut étudier sa rivalité avec le lumineux Piero della Francesca, dans le mouvement d'une civilisation, la nôtre, que le nom des Médicis fait encore rêver. Il est juste de l'approcher à travers cet intraduisible, surprenant d'habileté, de palais, de coupes, de cloîtres, de figures, de marbres sculptés, de portes, de vitraux, d'objets, de machines et de cadavres flottant autant d'assassinats que d'extases. La vision se construit et se réfléchit, le monde s'ordonne, le proche et le lointain, les volumes et les couleurs, se calculent et se vivent comme jamais. Pourtant, au milieu de cette agitation logique, sensible et générale, un silence se fait et se maintient : Uccello. On a immédiatement l'impression qu'il a pris sur lui

tout le négatif de l'époque, qu'il refuse d'aboutir, d'embellir, d'idéaliser. Sa position ressemble à une déclaration de guerre. Les historiens d'art sont aussi nécessaires qu'essentiels : ils ne rendent pas compte du choc. Or Uccello n'est rien d'autre qu'une obstination, en bloc, dans le choc. Il a eu ses raisons physiques, sans doute, pour ne pas sanctifier l'espace.

Un art stratégique

On ne sait presque rien de lui, sinon que, vieux, il s'enfonçait de mieux en mieux dans des chefs-d'œuvre. A cinquante-six ans, il épouse une jeune fille de dix-neuf ans, et a deux enfants, un garçon, une fille. L'anecdote la plus connue (rapportée par Vasari) veut que sa jeune femme, le soir, le priant de venir dormir, s'entendait le plus souvent répondre par son artiste immergé dans le dessin : « Oh, quelle douce chose que cette Perspective ! » Il faut croire que la disposition, sur un plan, de la possibilité contrastée des plans, était une jouissance suffisante, un sommeil réparateur logique. Uccello ne veut pas du point de vue unique, ce qui est déjà un blasphème par rapport au sens immédiat commun. Il nie l'objectif photographique ou cinématographique, c'est-à-dire l'œil multiplicateur qui est devenu notre Dieu, et c'est sans doute pourquoi il nous est si proche (comme s'il avait prévu la catastrophe plate et fide du spectacle généralisé).

Sa profondeur à lui reste multiple, irréconciliable, farouchement contradictoire, explosant à chaque instant dans la prédation, le combat, la chasse, le crime rituel, la fatalité. Épopée et roman, il s'agit d'un art stratégique qui ne s'éteint jamais dans le Bien, encore moins dans la poésie, mais s'accroche à la nuit tendue et noire, remuante, hérissée, du Mal se



Un aspect du visage du peintre, peut-être à l'époque...

mangeant lui-même. En maintenant la vision binoculaire (comme s'il évitait une main de devenir borgne ou aveugle de la représentation), il obtient une « vision oblique » et non plus perpendiculaire, selon les mouvements de l'observateur, selon ses ajustements anatomiques ou volontaires. Une telle « complexité physiologique » est, en réalité, une agression

continue contre la « normalité » de l'œil, elle-même oblitération du sujet capté au miroir, de toute peinture voulant se défaire de la peinture. Chaque image devient morte et pieuse, et ce n'est pas la pitié, on s'en doute, qui anime ce calme furieux. D'où la bizarrerie flagrant de ses panneaux, « miniatures colossales » d'après comme des rêves apocalyptiques. Qui,

mieux que lui a compris de l'intérieur ce que pouvait être le Déluge ? La lutte saint Georges et le Dragon ? Ou si l'on préfère, les formes modernes, la dislocation des repères, la terreur de la castration ? Voyez ce blanc-vert des corps déjà noyés, cette tempête coincée entre l'arche et le cercueil, les damnés sublimés par le vent, les damnés sublimés par le vent, les damnés sublimés par le vent. Voyez un vagin-grotte, ce cavalier trouant le dos d'une femme minuscule dans une piteuse course de carton-pâte, cette lance à l'horizontale directement dans l'orbite de la Bête noire d'achèvement d'un monde.

Ah, il ne nous parle pas de rédemption, de contemplation ou de vie éternelle, Uccello ! Nul hasard dans le fait qu'au début du siècle André Breton le croie « surréaliste » et introduise dans *Nadja* (1928) une reproduction d'un détail de *Miracle de l'hostie profanée* - carte postale qu'Aragon lui envoie alors d'Italie (« La voix surréaliste, celle qui réveille le précepte de la vérité de la mort et au-dessus des orages »).

Apothéose des furies

Pour le hasard non plus dans le fait qu'Antonin Artaud s'identifie carrément à lui dans un de ses textes les plus étranges, *Le surréalisme*, comme si Uccello était le meilleur acteur d'une nouvelle exploration charnelle de la vie mentale (« Être au niveau des objets et des choses, avoir en soi leur forme globale et leur définition du même coup »). Uccello en avance sur la crise de notre siècle, et la dépassant de dix ans, à la verticale ? Voilà une évidence inattendue, loin du dictionnaire bien-pensant, définissant sa subversion comme un jeu intellectuel. En vérité, Uccello fait peur. La *Madone de San Romano*

suffit à expliquer pourquoi. Certes, elle a eu lieu en 1432, mais nous devinons qu'elle est éternelle. Les piques, les étendards, les heaumes, les armures, les chevaux (à les chevaux d'Uccello, cabrés, pressés, renversés, ruant, harnachés, pensant) ; les riches bérêts gonflés, cerclés, tassés à damier (serpents de volupté et de meurtre) ; les arbalètes et les trébuchets latéraux, avec leurs sautoirs, leurs sautoirs, pendant qu'on se massacre au premier plan ; tout cela - brides, foules, argentures, dorures - exprime, jusque dans le visage du mélancolique tueur à l'épée, une indifférence au fond de destruction au Temps. Cette profanation de l'hostie, devenue sanglante, a-t-elle, d'autre part, une femme sacrilège et brûlée une famille juive (enfants compris) ? C'est, hélas, probable. On sait si Uccello veut commémorer l'événement ou plutôt accuser l'Eglise de mépris de bien mépris messes noires. Le ton dans un rouge sanglant violent qu'il fait sentir la masse éternelle du cœur.

Et enfin, la *Chasse d'Oxford* : là, l'apothéose des lignes, des furies, des récits simultanés fuyants. On entend les cris, les aboiements, on sent le torrent bleu coulant sur la droite ; on entre par tous les sens à la fois : on est dans l'affolement des cerfs et des chiens, dans la vénération sacrée qu'est la vie humaine. La battue n'aura pas de fin. Et vous, vous avez pour toujours ces bâtons, ces épées, ces lances, ces grands sabres terribles plantés au plein dans les yeux. Que voulez-vous, c'est l'Histoire.

Philippe Sollers

« Mille et une nuits » de cauchemar

Interdit dans les pays du Golfe, le roman d'Henan el-Cheikh transgresse les tabous d'une société où la modernisation a laissé intacte la tradition

FEMMES DE SABLE
ET DE MYRTE
de Henan el-Cheikh.
Traduit de l'arabe
par Maha Billacols
et Brigitte Takhan.
Actes Sud, 306 p., 128 F.

Un homme du Golfe entre dans une librairie à Londres et demande « une livre de Hanan el-Cheikh. Lequel ? dit le libraire. « Celui où il y a des histoires d'amour entre femmes ». Depuis que Hanan el-Cheikh, romancier libanais vivant en Angleterre, a publié *Femmes de sable et de myrte*, la rumeur n'a pas cessé de s'amplifier jusqu'au scandale et la mise à l'index. Pas tellement parce qu'elle décrit une liaison homosexuelle entre Soha et Nour, deux femmes vivant dans un pays du Golfe où la condition de la femme est plus aberrante et des plus anachroniques.

Ce qu'on reproche le plus à cet écrivain, qui avait déjà provoqué l'indignation des milieux arabes bien pensants avec *Histoire de Zahra* (1), c'est d'être le témoin et scrutateur de son époque et de sa société. Cet écrivain a levé un voile sur une société qui aime vivre cachée, repliée sur elle-même, donnant d'elle une image qui régnerait la rigueur de la morale de la religion, tout en vivant de manière hystérique la transgression des tabous et des interdits. A travers le portrait de quatre personnages de femmes,

on découvre d'abord le travail de l'ennui. Car ce sont des femmes dont l'activité est forcément réduite, ne pouvant ni circuler librement, ni conduire leur voiture, ni prendre une quelconque initiative pour occuper leur temps de manière intelligente.

L'ennui devient une dynamique qui donne lieu à l'imagination. Comme dit Soha, « tout a l'air de se passer sur une autre planète. Je suis arabe, je devrais me sentir liée à cette civilisation, mais je ne vis pas sur la même planète que les gens d'ici ».

Tout est fait pour que la femme soit contrôlée, surveillée ou empêchée. L'individu n'existe pas. La liberté n'est pas plus. Les gens du Golfe ne sont pas romantiques. Ils ont un saut dans le temps mais ont gardé leurs traditions, ou plutôt leurs habitudes de bédouins. Ils démolissent les vieilles maisons et construisent des bâtiments qui « grouillent de climatiseurs, de néons et de carrelages excessifs ».

Comme dit l'auteur : « Pour les hommes du Golfe, les femmes sont contre nature. La femme ne respire qu'à travers l'homme. Elle ne pourra jamais être indépendante. Elle est perçue comme une chose à consommer et qui doit faire des enfants ; ensuite, on l'abandonne sans la moindre scrupule. »

Plus ces gens, la vie c'est cela : « Ils ne peuvent pas être autre chose. Ils sont convaincus que c'est ça la vie. Les autres sont des mécréants et sont dans l'erreur ! »

« Mille et une nuits » de cauchemar sont un constat, peut-être le plus impitoyable, sur l'hypocrisie et l'incohérence d'une société que la richesse facile par le pétrole a installée dans un monde artificiel et vite suffisant. Bien entendu, le roman de Hanan el-Cheikh a été interdit dans tous les pays du Golfe.

Le « cambriolage » du réel

Ecrire, c'est dévoiler. Or pour une société qui tient à ses secrets, un écrivain c'est un traître, un ennemi qu'il faut combattre. Mais qui pourrait soupçonner Hanan el-Cheikh, une femme douce et saine, qu'en étant simplement là, à vivre et à observer les autres-vivre, elle était en train d'accumuler le maximum d'informations pour écrire un roman qui, d'une certaine manière, un document sociologique inattendu ? Elle a « cambriolé » le réel et l'a redonné en une fiction où on sent que tout est vrai.

Ce qui est remarquable dans le roman de Hanan el-Cheikh, c'est la simplicité du ton sur lequel tout est dit, tout est dénoncé. A travers la confession de ces quatre femmes, on s'introduit dans plusieurs univers d'intimité. Ainsi la manière dont Soha, Libanaise, mariée à un

enfant, découvre le plaisir et le plaisir avec une jeune femme, et insinue dans le mariage avec elle. Elle a pûdeur. Il y a une scène quand on apprend que le mari de Nour, Samer, est bisexuel. L'ennui, quand il devient maître du monde, joue au révélateur. Comme Hanan el-Cheikh a écrit une société où elle se sent presque obligée de ne pas cacher ses personnalités. Leur monde n'a impliqué rien de la sexualité des gens du Golfe.

Dans les années 60, Ghada Essaman (nouvelliste syrienne) publie *Al-Dhahab al-Arabi* (Le nouveau, *Mialement*, une métaphore de l'amour interdit entre deux femmes. Aujourd'hui, Hanan el-Cheikh la cite comme pionnière dans l'écriture de ce tel sujet. Son roman, l'homosexualité n'est pas le sujet principal, mais il devient le révélateur dans une société fermée où les fêtes des femmes sont une explosion hystérique et malsaine.

Pour certains, le monde n'est pas de vivre dans un pays où la femme est opprimée et humiliée. Le scandale, c'est de l'écrire et de le publier. En ce sens, Hanan el-Cheikh n'a fait que son travail, et elle l'a fait avec talent.

Tahar Ben Jelloun

(1) Jean-Claude Lattès.

SUPPLÉMENT LIVRES D'ÉTRENNES
pages 33 à 36

Alain Peyrefitte La France en désarroi

« On sort terrifié - le mot n'est pas trop fort - de la lecture de certains chapitres, sur l'immigration, sur le chômage... »

J'admire la salubrité de l'entreprise qu'avec tant de clarté, de rigueur et de mesure, une telle richesse d'information nous fait, l'auteur poursuit de livre en livre.

Claude Lévi-Strauss, de l'Académie française

Édition de Robert Laffont

PARIS

GUIDE D'ACHAT
DES MINI CHAINES
DE 1 500 A 6 000
ELLE TELE PORTABLE
PHOTO
GRANDS REFLEX
D'ESSAI
HIGH TECH

س. ا. ا. ا. ا. ا.

LIVRES ÉTRENNES

Le ruffian de Dieu

Sur Georges de La Tour, un livre d'ampleur, la mesure de l'œuvre

PROFANE DE LA TOUR
de Jacques Thibaut
Flammarion, 388 p., 195 F
Jusqu'au 31 janvier, 100 F ensuite

Caravage fut l'ami de Rome après s'être rendu coupable de meurtre. La Tour n'est assésina. Il jouait du bâton et du pistolet avec quelque volupté. A Nancy, en 1642, il reçut le pied d'un sergent qui présentait lui-même payer un impôt et, comme il s'entêtait, il lui brûla la cervelle. A Lunéville, en 1650, il surprit un laboureur sur l'une de ses terres et le roua de coups si bien qu'il dut ensuite le dédommager pour éviter un procès. Quatre ans auparavant, les habitants de Lunéville avaient adressé une supplique au duc de Lorraine, ils dénonçaient « ledit La Tour qui se rend odieux au peuple par la quantité de chiens qu'il nourrit, tant levriers qu'épagneuls, pousse les livres dans les grains, les gâtes et les foules ». Leur plainte avait d'autant plus de poids qu'il était seigneur de lieu, possesseur de terres, pillages et peines avaient à peu près ruiné la province et que la prospérité du peintre et de sa famille en devenait scandaleuse. Le duc Charles IV ne fut aucun compte de la supplique. L'année suivante, La Tour fut nommé « peintre ordinaire du Roi », du roi de France, dont les troupes occupaient le pays et dont un gouverneur représentait l'autorité à Nancy.

La Tour, l'habile La Tour, eut, en effet, l'esprit d'épouser la cause du conquérant français avant que la débauche des Lorrains ne consommât et s'en fit se faire administrer et protéger à Paris. Il parvint si bien à plaire que son nom de « peintre ordinaire », qui valait à peu près brevet d'impunité, fut transmis héréditairement à son fils, lequel épousa, malgré les désastres et la misère du temps, la fille d'un gros marchand. Admirable réussite, énergie irréductible, moralité plus douteuse.

Mauvais sujet, grand peintre

Voilà pour l'homme, qui mourut le 30 janvier 1652, d'une épidémie qui tua encore à Paris de l'un de ses serviteurs. Couronnement posthume de son ascension : Etienne, son fils, fut anobli par le duc et sa propriété frêlée en fief. En fait, en enquéreur dont les efforts ont enfin abouti à la découverte des archives perdues, Jacques Thuillier est parvenu à ressusciter ce personnage singulier dont, si longtemps, l'histoire n'a rien su. Il donne ses preuves et ses arguments, il cite des textes, il vérifie attributions et dates. Il fait, en somme, œuvre d'historien et de portraitiste - et le portrait d'un si sans équivoque ni révélation peu fréquent. Incidemment, il y a de l'intrigant, du politique et du ruffian en Georges de La Tour.

Il y avait aussi lui un peintre, l'un des plus grands du siècle, qui fut cependant celui de Poussin, de Champaigne et des Le Nain. Contradiction, paradoxe ? Car il n'est ni la fois mauvais sujet et grand peintre ? Ce n'est pas bien. Eh ! non, ce n'est pas bien. Mais c'est ainsi, il est du monde fort logique



Quand La Tour prend pour motifs la tricherie, la misère, le vol, l'enfer, les rites de musiciens aveugles...

qu'il en soit ainsi : l'art - le vrai, le grand - ne se fait pas avec le même temps et le même quel que méchanceté. « Grand seigneur méchant homme », a écrit quelque un de l'un de ses héros de théâtre. La Tour pourrait convenir à La Tour, comme elle au Caravage et à Degas. La profondeur du moraliste est un cynisme détourné, sinon déguisé. Or La Tour fut essentiellement un moraliste, qu'il soit de la scène de genre ou de la parabole biblique, qu'il se plaise

dans le burlesque et la bouffonnerie ou invite à la méditation et au repentir. Il pousse jusqu'à la satire, tantôt il suggère qu'il serait grand temps de faire un peu de bien et de renoncer aux fustes et aux vices. L'exhortation n'aurait guère de valeur si ne la précédait l'observation de l'homme.

Vous la série d'Apôtres, série éparpillée entre des musées et des collections. La Tour avait peint treize toiles, les douze apôtres et le Christ : c'était une galerie de types et

d'expressions qui se souge à la suite des philosophes, chef-d'œuvre d'un autre caravagesque, Ribera. Voyez saint Matthieu, moins solennel dont le regard est une prière et la bienveillance. Voyez saint Jude Thaddée, saint Pierre, plus vindicatif celui-ci, plus enclin au châtiement qu'au pardon. Ces apôtres ne sont pas des hommes dévots et béatifiés. S'ils ne sont convaincus de la vanité des actions et des passions humaines, ils ne sont pas

SÉLECTION

Champaigne l'autre

Philippe Champaigne avait un prénommé Jean-Baptiste, qui naquit à Bruxelles en 1631. Comme il était d'usage alors, ce neveu porphyrogénète devint peintre. A douze ans, il entra dans l'atelier de son oncle pour y apprendre le métier. A vingt-quatre ans, il obtint une « lettre de naturalité », qui faisait de lui un sujet du roi de France. Après le voyage obligatoire d'Italie, il se mit à l'œuvre. En 1659, il travailla à la décoration du château de Vincennes - sous les ordres de son oncle - naturellement.

La carrière, où l'héritage tient lieu de vocation, où l'art est une tradition de famille, ont à nos yeux d'aujourd'hui quelque chose de déconcertant. Point de doute ? Point de famille ? Point de rupture ? Non. Tout est simplement l'un et l'autre. Les mêmes convictions jansénistes, si fortes que le neveu peignit un portrait d'Arnaud. Pour finir, Jean-Baptiste fut l'exécuteur des volontés de son oncle Philippe dans ses maisons de l'île Saint-Louis.

Sur sa vie et cette œuvre, Bernard Dorival a écrit une monographie parfaitement informée, accompagnée d'archives qui retracent la vie publique de Jean-Baptiste, académicien influent et artiste en vogue à Versailles. A cet héritier, il nous fait connaître une œuvre et une personnalité et une œuvre et une personnalité avec énergie contre l'accusation qui le tient pour l'épigone fatot d'un grand homme trop proche de lui. Sa défense, qui n'est certes pas une apologie, est une analyse tout à fait convaincante.

Jean-Baptiste de Champaigne, la vie, l'œuvre et l'art de Bernard Dorival, L'Arche, 108 p., 110 F, 60 F.

Le vrai Pontormo

Flammarion nous présente un ouvrage traduit de l'italien sur le Pontormo, du Moyen-Âge au XIX^e siècle, qui n'est pas sans intérêt (1). Mais ces grands survols, même lorsqu'ils sont bien informés, nous laissent un peu frustrés. Lorsqu'on veut en savoir plus sur un artiste, il faut se tourner vers des ouvrages plus précis. Pontormo, né en 1494, est un peintre du XVI^e siècle, on voudrait, quand lui nous émerveille, en connaître davantage. Ainsi Jacopo da Pontormo, dont Salvator Nigro nous présente une partie de l'œuvre dessinée. Pontormo n'est certes pas un inconnu, mais il souffre un peu de sa réputation de maniériste, coincé entre la Renaissance et le baroque. Son œuvre manifeste une intranquillité fébrile, une « ébullition » effervescente, une âme déchirée entre deux pulsions mystiques et un amour joyeux du corps humain.

On retrouve ces mêmes caractéristiques dans le Journal, qu'a traduit et largement commenté Jean-Claude Lebensztejn dans la présentation parfaite qu'en propose la collection Aldine. A la fois savant et sensible, éminemment littéraire, le texte de Lebensztejn introduit au plus profond du mystère d'un peintre que le désir d'expérimentation agissait et qu'il ne pouvait s'empêcher de changer le style perpétuellement, et dans le cours de l'œuvre. La qui ne lui donne pas bonne réputation auprès de ceux qui aimeraient voir l'histoire de l'art se dérouler en une succession de fiches sans intérêt.

► **Journal de Pontormo**, présenté par Jean-Claude Lebensztejn, Editions Aldine (BP 310 08, 75425 Paris Cedex 09), 360 p., 198 F, 680 F, jusqu'au 31 janvier 1993, 750 F.

► **Jacopo Pontormo**, de Jean-Claude Lebensztejn, Editions Aldine (BP 310 08, 75425 Paris Cedex 09), 360 p., 198 F, 680 F, jusqu'au 31 janvier 1993, 750 F.

(1) 288 p., 495 F.

Le système surréaliste

Une monographie et le premier volume d'un catalogue raisonné célèbrent Magritte. C'est beaucoup. C'est même trop

MAGRITTE
de David Sylvester.
Theoria et l'Anglais
Flammarion, 388 p., 195 F.
Jusqu'au 31 janvier, 100 F ensuite

MAGRITTE
Catalogue raisonné
1916-1993
de David Sylvester
et de John Whitefield.
Flammarion, 388 p., 195 F.

David Sylvester a consacré vingt ans de sa vie à l'étude de l'œuvre de René Magritte. Il a été le curateur de ses rétrospectives à Londres, à Paris et aux Etats-Unis. Il tient l'évidence pour l'un des peintres majeurs du vingtième siècle. Pour satisfaire son intérêt, il érige au peintre un monument durable que les expositions. Il a réuni le catalogue raisonné de ses peintures - il faudra cinq volumes de près de quatre cents pages chacun - et rédigé une biographie non moins exhaustive.

C'est une de ces monographies savantissimes, lestées de détails, citations, extraits de correspondances et documents comme un scaphandrier de jadis de sa ceinture de plomb - un de ces récits dans l'ordre chronologique qui métamorphosent une vie et une œuvre en une pièce de théâtre où la fatalité commande de la première à la dernière scène, indifférente au hasard et aux accidents. Plus d'hésitations, plus de contradictions. Dans ces exercices de reconstitution autoritaire du passé - que sont ces biographies, sinon la remise en ordre de ce qui ne fut, au vrai, qu'une suite décomposée d'épisodes disparates ? - l'homme devient un objet, sa vie un destin, ses pensées les éléments d'une machine à ses propres preuves et à la détermination de la biographie.

Appliqués à Magritte, ces procédés conviennent à merveille. Il se pourrait qu'ils conviennent même trop. L'agiographie trouve en lui un héros exemplaire. Ainsi de sa vie : elle fut simple, rangée, difficile quelque temps ainsi qu'il sied aux grands hommes méconnus à leurs débuts, puis aisée et paisible ensuite. Si quelques mésententes conjugales et autres événements l'ont troublée, David Sylvester a la courtoisie de ne les mentionner qu'en passant, en homme du monde.

Répétée à l'infini

Ainsi, à plus forte raison, de l'esthétique magrittienne. Ici, ce n'est pas diminuer le mérite du biographe qu'observer que l'artiste lui a facilité la besogne. Le surréalisme de Magritte tend en effet à se réduire au « Ceci n'est pas une pipe ». Ce principe n'est guère périlleux à comprendre - on croirait même volontiers que le succès de Magritte doit quelque chose à la brièveté de son raisonnement. Pourquoi « ceci » ne peut être une pipe ? Parce que « ceci » est un tableau, une représentation faciale, on simule donc, entendez un faux-semblant, une duperie. Voilà tout. Quand il a en tête cette idée, Magritte la déclame et répète à l'infini. Il n'a cessé de jouer de la discordance de l'image, du sujet et du titre, jusqu'à convaincre le spectateur le plus réticent, l'amateur le plus obtus. David Sylvester l'initie donc et, comme il a l'admiration vive, il s'enthousiasme pour ces exercices. Les « magnifiques », « formidables », « élégants », « profonds » lui viennent tout naturellement à chaque description, à chaque épisode.

Tout à son approbation, il ne doute pas un moment de la légitimité du postulat qui fonde le système magrittien de la décision.

Il ne peut pas non plus que la théorie de la théorie académique selon laquelle l'art doit donner l'illusion du vrai et ne pas soupçonner que, d'un mot, l'art est un jeu - « illusion », « le jeu », « l'histoire de la peinture », qu'elle soit chinoise, italienne, française ou hollandaise, que le peintre se nomme Cézanne, Titien, Vélasquez, Rembrandt ou Picasso. Ce n'est pas sans surprise que David Sylvester a cependant été l'un des interlocuteurs de Francis Bacon, dont les œuvres sont si proches de l'illusion du vrai et si proches de la répétition de la pipe et de la pomme.

Il ne faut pas non plus que la théorie de la théorie académique selon laquelle l'art doit donner l'illusion du vrai et ne pas soupçonner que, d'un mot, l'art est un jeu - « illusion », « le jeu », « l'histoire de la peinture », qu'elle soit chinoise, italienne, française ou hollandaise, que le peintre se nomme Cézanne, Titien, Vélasquez, Rembrandt ou Picasso. Ce n'est pas sans surprise que David Sylvester a cependant été l'un des interlocuteurs de Francis Bacon, dont les œuvres sont si proches de l'illusion du vrai et si proches de la répétition de la pipe et de la pomme.

Que reste-t-il de cet ouvrage, sa lecture achevée ? De la considération pour l'homme accompli par l'auteur, d'effacement, collectionneur précis de faits et dates - le regret qu'il ait consacré tant de zèle et de science à un peintre.

Ph. D.

Philippe Dagen

100.000 LIVRES
EN STOCK
5 CATALOGUES PAR AN
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
2 RUE DE LA POMPE 75001 PARIS

Paris au passé défini

Engène Atget au XIX^e siècle, Jean Mounicq au XX^e ont arpenté les rues de la capitale pour en dresser l'inventaire photographique

Un choix de 80 tableaux parmi quelque 600 documents exposés en 1937, à Munich, par le régime nazi, pour stigmatiser l'«art dégénéré». Cette rétrospective, on le sait, fut une anthologie de ce qui se faisait de pire en Allemagne depuis le début du siècle dans le domaine des arts plastiques. On y pu le vérifier à Los Angeles, puis à Berlin lorsque cette manifestation a été rétrospectivement

Ce volume n'est ni le
logue » français ni l'exposition
prise nazi : l'articulation
tradition culturelle allemande
du nazisme, la récupération par
l'Ilk du nazisme, le fond d'anti-
sémitisme, le monde social-
sur la conviction
forment l'essen-
communauté
que c'est à partir
développe toute
politique esthétique et cul-
turelle », Alfred Rosenberg,
l'un

Tout ~~arrivé~~ par des branches de pommier plantées par un sculpteur ~~dans~~ la terre glaise « comme assise et structure de la composition », l'axe la « sculpture-pommier », qui semblerait morte, se transforme en bourgeois et en monde de ~~Paris~~. Cette ~~grande~~ métamorphose est devenue le sujet de quarante magnifiques photographies ~~prises~~ à la pointe d'argent par Boris Lejeune.

■ et grave, un ■ poétique de Bernard Noël évoque, en cinq étapes, cette troublante *Génèse de l'arbre*. «Avants», le ■ à la vie, ■ la branche paraît figée sous le regard. «Souffle», lorsqu'elle semble prendre forme comme ■ poussée de ■ lumières». «Bourgeons», quand un «fleur d'air» promet le pommier à venir. Enfin, «Floraison» du pommier rendu à un «perpétuel présent». Le livre s'achève sur une célébration de l'arbre ■ ■ à l'arbre interdit ■ et de l'amour ■ double ».

Le Musée des arts et métiers, depuis 1794 dans l'ancienne abbaye de Saint-Martin-des-Champs, est un splendide musée qui abrite des collections qui doivent être sérieusement renouvées pour son bicentenaire. 80 000 objets, 20 000 dessins et plans techniques sont rassemblés dans cette magnifique bibliothèque qui doit être renouvelée.

Enfin, sans doute, il nous faut
passer à la question de l'œuvre. L'idée
de demander à Michel Butor
d'être notre guide pour un
voyage dans les méandres de
l'ingénieur. L'itérative en exil
dans ce monde des machineries.
Butor joue le merveilleux de la distance
et de l'étrangeté. Il est
loin, bien loin de sa Calé-
donnais, écrivain dans un monde
parisien l'inspiration de nou-
velles audaces qui permettront
à l'homme de faire pour quoi il
n'est pas fait. Il dialogue avec
les savants mécaniciens et les
écrivains, poètes, vision-
naires, qui ont auparavant dialo-
gué avec lui.

Entre le savoir et le rêve du
savoir, entre le passé et le présent,
entre l'art et la science, le
fil des mots dévidés par Butor
crée des superbes communi-
cations. Les photographies de Pas-

cal Dolémieux sont comme **doivent être** : **à mon**trer, **éloquence inutile**, **fabuleuses rencontres** que propose le labyrinthe enchanté du 292, rue Saint-Martin, à Paris.

à Paris ou **le** **de l'ingénieur**, **de** **Butor**, **photographies** **de** **Dolémieux** Hachette 190 p. 35 F.

Ames grand, aussi beau, mais
sans les photos sur papier
glacé que l'on trouve à l'étré un
livre cadeau, *Trans Europe Holly-
wood* est **un ouvrage de**
références et d'histoires, à la
**galerie de portraits hauts en cou-
leur** - même si l'essentiel de
l'iconographie est en noir et
blanc. Son **titre** et la **mise en**
page sont **clairs et les nombreuses**
images, bien que peu
rassemblées par Dominique
Lebrun **présentent** **certains**
acteurs, produc-
teurs et fondateurs des
grandes
studios, mais aussi opérateurs,
décorateurs, costumiers, musi-
ciens, écrivains d'ailleurs, en impré-
gnant Hollywood dans
la
monde, lui
permet
de régner
sur
la planète.

Genre américain par excellence, né des origines du cinéma, le western a raconté l'histoire des Etats-Unis naissants. Faut-il Brion, après avoir rappelé l'histoire du genre et ses métamorphoses, proposer un classement de 101 titres, de *The Great Train Robbery* (1903) à *La Porte du paradis*, de Michael Cimino (1980). Choix très subjectif, et c'est tant mieux, car la cinéphilie passionnée du programmeur du « Cinéma de minuit » de France 3 ne néglige pas, à côté des chefs-d'œuvre de John Ford, John Huston,

de son père, John Huston, Howard Hawks, King Vidor, Raoul Walsh et quelques autres. Ces productions et les réalisations moins célèbres, mais d'une importance sociologique, historique et mythique sont d'une grande. Et puis l'album est splendide, sa maquette, à elle seule, est une œuvre d'art.

► Le Western, de Pierre Brion, éditions Le Livre de Poche, 200 p.

C'est à vingt ans que Maud, **le** comédien **et** cinéaste **Martin** Linder, découvrit, sur l'écran, **un** père disparu tragiquement **avec** sa mère lorsqu'elle n'était qu'un bébé, et dont **un** **rien**.

Les Editions du Centre Georges
présentent à l'occasion des nu

338 photos présentées
par Laure Beaumont-Maillet,
Ed. Hazan, 1981, p. 245 F.
PARIS RETRAVERSÉ
338 photos de Jean Mounicq
présentées par Marc Augé,
Imprimerie nationale,
1981, p. 170 F.

« Il faut imaginer la vie à Paris, le bonhomme, piston à Paris, chargé d'un encombrant matériel, qui exigeait des efforts de portefaix. Il faut imaginer qu'était le transport d'une chambre à soufflet avec les chaises chargées de livres de verre, le vol du mou, la trousse d'objets, le pied de la chaise, le pied de la chaise, le mou à moudre... » Laure Beaumont-Maillet, *Journal*, le *labour* mené par Eugène Atget (1857-1927), obscur photographe qui, pendant vingt ans, arpenta le pavé de la capitale pour en saisir tous les aspects, aujourd'hui considéré comme le plus grand de l'histoire de la photographie, et qui fut l'ancêtre de tous les grands Américains, de Walker Evans à Los Friedlander.

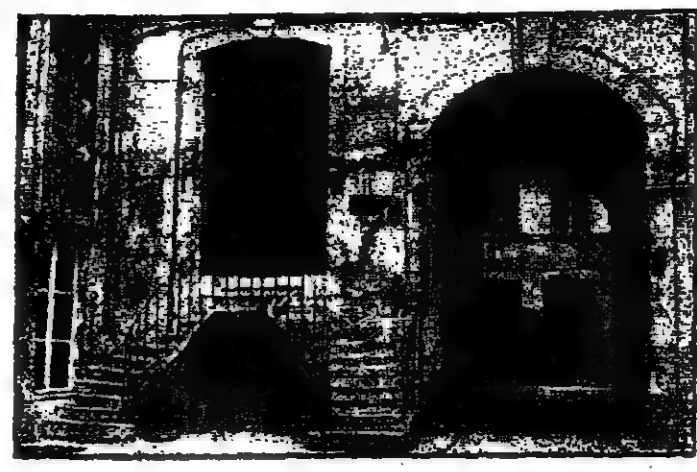
Voici le livre « définitif » sur l'œuvre de ce maître de l'image

JACQUES-HENRI LARTIGUE
LE CHOIX DU BONHEUR
Préface de **Bertrand Poirot-Delpech**,
Textes de **Richard Avedon**,
Shelley Rice, **John Szarkowski**,
Éditions **La Manufacture**,
coll. « Donations », 112 p., 150 F.

Encore un livre sur Lartigue ?
 L'on s'aperçoit que la bibliographie
 d'un homme que l'on dit « que »
 est trente-deuxième consacré au
 Lartigue français, dans le monde
 d'un Lartigue qui est que le
 photographe « dit découvrir »
 du coup, à l'âge
 soixante-neuf ans. Mais, pour
 moi, il faut dire que son œuvre a
 été, pour le moins, « découpée en
 tranches » — Lartigue et les
 femmes, — avions, les voitures,
 — places, — démarche contestable,
 qui atteste — la renommée d'un
 auteur, mais qui n'est bon le filon
 du « Lartigue » — on peut le
 dire aujourd'hui — son œuvre
 de Lartigue. D'où.

Alors pourquoi le livre que l'As-
 sociation des amis de Jacques-
 Henri Lartigue consacre au photo-
 graphe — un titre mièvre, le
 choix du bon — est
 le livre II — complet, définitif,
 — cette expression si un
 Personne n'était d'ailleurs

Pompidou Festations



34, rue des Bourdonnais, septembre 1980.

première [] des organismes officiels : il placera auprès de [] derniers [] de 15 000 épreuves.

[] Atget [] parfaitement conscient de la valeur [] travaux [] s'inquiétait [] la survie de son fonds : « *J'ai puisé dire que je possède tout le vieux Paris* », glissait-il [] Paul Léon, directeur [] Beaux-Arts, auquel il [] proposait.

[] La [] quelque peu fantomatique, vide d'habitants, où le pavé luit, où les rues s'enfoncent mystérieusement entre deux []

sées le temps à autre par une silhouette fantomatique : le temps de l'attente et le long temps des passants en mouvement sont à peine impressionnés par la plaque. Atget aime travailler aux petites heures du matin : il aime saisir la ville nue, le moment qu'il prétend fixer va disparaître, il le sait : ce n'est pas un hasard si, en 1910, il entreprend une série consacrée à la ville hippomobile, déjà largement dépassée par la machine à explosion.

Parmi les films publiés dans

meux plaisir que cette association pour mener à bien l'entreprise. Lartigue a, en effet, fait don de son œuvre à l'Etat, en 1979, sept ans avant sa mort à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Elle comprend 160 000 négatifs, 130 albums originaux et son Journal que l'on ne peut dissocier des images.

Chacun retrouvera dans ce livre les grandes images de Lartigue, ■ bien imprimées : photos de famille, les jeux de l'enfance, les aéroplanes, les plages, les femmes, le tennis, l'automobile. Bref, la vie heureuse d'un homme qui a traversé le siècle en réussissant l'exploit de ne jamais fixer un seul événement malheureux ■ ce monde, tout en parvenant à entrer dans l'histoire de la photographie, justement, en étudiant son rapport au monde : autportraits, connaissance avec le sujet, cadrages virevoltants, études sur le mouvement ■ le bougé, clichés intimes, recherches sur le format panoramique, sur la couleur. On ■ juste ■ sur les portraits d'artistes et d'écrivains, partie la moins connue de son œuvre, et qui paraîtrait à la restit. Logique : quand Lartigue sort de son apôtre, il se perd.

Mais la plus belle idée de ce

partie éditoriale à des Américains. Joli paradoxe! Quand on sait que son projet — étroitement lié au milieu — de la culture, et qu'il concerne un photographe, est plus français qu'il n'est, il fallait le faire. Il y a, à ce choix, une simple et suffisante raison : c'est l'Amérique qui se sacré pour la première fois Lartigue, en 1963. D'où le *John Szarkowski*, ancien directeur pour la photographie au Musée d'art moderne de New-York (Moma), intitulé *Le Moma d'embée*. D'où la reprise du très beau texte de Richard Avedon, en 1970, sur « Lartigue, un anti-artiste », qui ne se considérât même pas comme un photographe. « Lartigue nous montre la direction du passé et combien les différents des rires qui les ont remplacés. » nous dont nous saissions charme, il l'en en une conscience altérée du à jamais perdu.

L'histoire du septième art en almanach

ALMANACH DU CINÉMA
 direction
 de Philippe d'Hugues,
Encyclopaedia universalis,
 deux volumes à l'italienne
 coffret, 2
 l'ensemble,
 F jusqu'au 31 décembre.
 F

1895. Février. 13. Les **fr**
Auguste et Louis Lumière dépo-
nent le brevet du Cinématographe
(n° 245032), « **appareil servant à
l'obtention et à la vision de
dessins chronophotographiques** ».

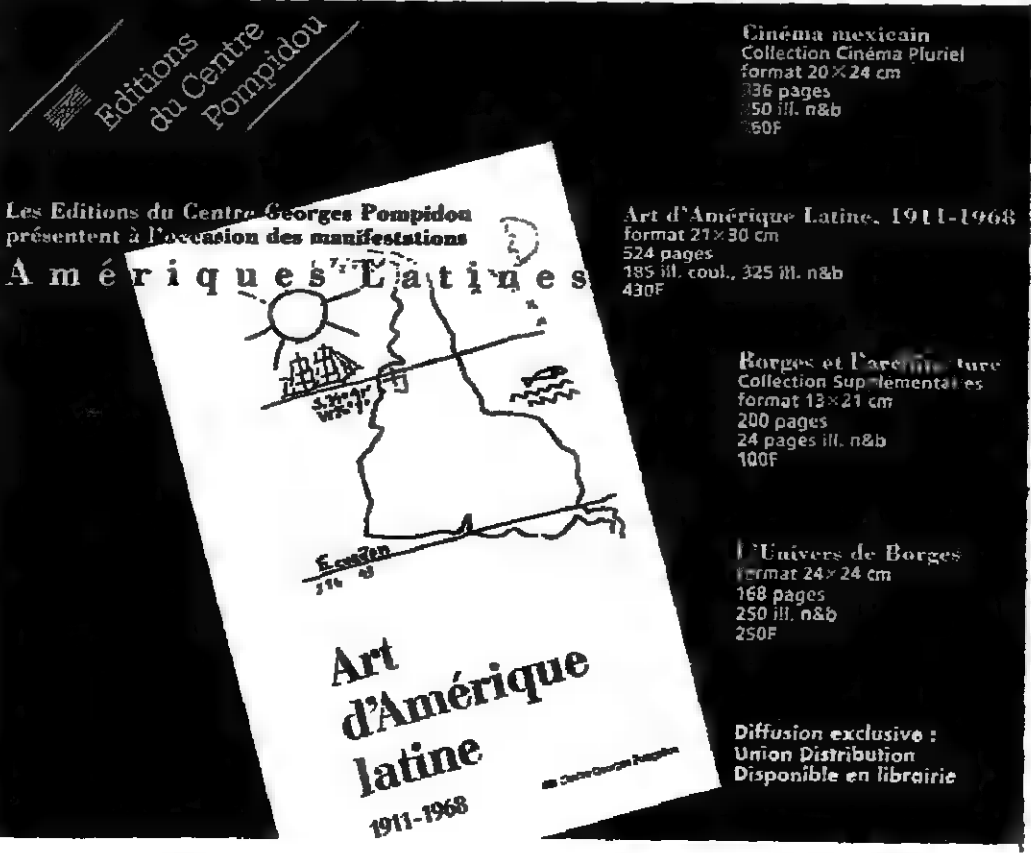
C'est une histoire du cinéma.
C'est aussi, comme le **sa**urais. Ni
synthétique, ni encyclopédique, ni
économique, ni esthétique. Phi-
lippe d'Hugues, **député général de**
l'Association française de
recherche sur l'histoire du cinéma,
a écrit — ce ce n'était pas la voie
de la facilité — la formule de l'al-
manach, **chaque** par année, pour
chaque mois, pour une nouvelle
approche : celle de l'histoire en
train de se faire à travers le
monde, en **montrant** une suite d'ima-
ges, **matrices** pour au jour le jour qui,
sans reconstituant la réalité,
illuminent au présent, peut
être les précieux aide-mémoire
de Luvvi.

concours. ■ ■ ■ ■ ■ matérielle ■ ■ ■ ■ ■ deux volumes, ■ ■ ■ ■ ■ vices éditoriaux ■ ■ ■ ■ ■ techniques d'Encyclopædia universalis ■ ■ ■ ■ ■ de quelques cinéphilas pour la recherche documentaire ■ ■ ■ ■ ■ la rédaction des

Travail plus original que celui d'un dictionnaire puisqu'il repose non sur le recensement et le jugement « après coup », mais sur le vécu et le déroulement d'un ruban temporel. Lecture agréable, variée, qu'on peut faire à petites doses, (encore que plonger le nez là-dedans, c'est se sentir accablé pour une nuit blanche!), au fil des années, et qu'on peut reprendre en piochant au hasard!

C'est très bien mis en pages et abondamment illustré, avec une volonté de privilégier le documentaire rare (telle photo de la *Rue sans joie*, de Païst, avec Garbo en tablier de ménagère, n'a pas traîné partout, et la légende rappelle que Hugo Bettauer, auteur du roman dont le film est l'adaptation, fut assassiné pendant le tournage). Photos, affiches, on va de surprise en surprise, et elles sont rapportées à la perfection. Une belle réussite qui célèbre, déjà, le centenaire de l'invention du cinéma. Il n'est jamais trop **ME** pour bien faire.

Jacques Siclier



مكتبة الشامل

N N E S
passé défini

LIVRES ÉTRENNES

Le paradis perdu

William Howard Adams retrace l'histoire des jardins à travers le temps.
En un conjuguant qu'au passé...

**L'ART DES JARDINS
OU LA NATURE ENBELLE**
de William Howard Adams.
Albin Michel, 356 p., 395 F.

Qu'est-ce qu'un jardin, sinon le lieu d'un paradis perdu et l'essai - toujours imparfait - de le reconstruire ? Bien sûr, la vision du paradis change selon les époques et les latitudes. Pour l'Asie, la référence est l'oasis, pour le Français du dix-septième siècle, la clairière, pour le Chinois de l'époque « classique », un microcosme confucéen, pour le Japonais, un refuge métaphysique. Les jardins sont aussi le reflet de préoccupations plus immédiates : allégorie du pouvoir, lieu de la nostalgie ou de l'ambition sociale, lieu de retraite ou de pou-



Marty, l'Almé du Roi.

Le jardin est un médium mobile, une transition continue de l'art à la nature ou de la nature à l'art. Au dix-huitième siècle, le grand propriétaire anglais veut s'offrir, d'un coup, « les plus grandes scènes de magnificence rurales ». Il multiplie donc les points de

la « pagode » ou l'indispensable « pyramide » ou le « banc des amoureux ». L'authenticité du jardin n'a, bien sûr, rien à voir avec les prétendues étonnantes architectures, qui se déroulent le long de chemins sinueux, comme une peinture sur rouleau, avec la philosophie traditionnelle chinoise. Au Japon, en revanche, le jardin est plus réduit, plus intime, plus méditatif, plus métaphorique spirituel. Hélas, William Howard Adams s'arrête au développement des jardins islamiques et à l'Inde des Moghols, le volume s'interrompt après une trop longue digression sur les jardins coloniaux américains, et des pages entières sont consacrées à l'évolution du paysage américain. Quelques maigres paragraphes évoquent certaines figures du mouvement moderne. Les dix-neuvième et vingtième siècles européens sont occultés, et les préoccupations contemporaines méconnaissables. Comme si l'art des jardins se conjuguait définitivement au passé.

E. de R.

De la destruction

Une anthologie des monuments disparus en France

LA MÉMOIRE DES RUINES
de Claude de la Motte.
Ed. Mengès, 120 p., 250 F.

Guerres, révolutions, sinistres, vandalisme, cupidité, bêtise : la destruction des bâtiments remarquables, au cours de l'histoire, a des origines variées qui se conjuguent pour aboutir à l'œuvre de Claude de la Motte, une « anthologie des monuments disparus en France » depuis le dix-septième siècle, un catalogue des « ruines ».

Les vestiges romains de Bordeaux sont cités par Louis XIV : la place de la Bastille, la fontaine de la Vierge, le palais de Madrid, construit par François I^{er} à l'orée du bois de Boulogne, est mis à bas à la veille de la Révolution. Le Château-Neuf de

Saint-Germain-en-Laye : trop petit à l'échelle de la Révolution, recevra le coup de grâce sous la Commune ; on ne sait quelle affection lui donner. Le château médiéval de Coucy saute à la suite d'un acte de vandalisme. Mary, chef-d'œuvre de Mansart, servira de carrière de pierres à bâtir l'Empire : son ultime propriétaire a fait banqueroute. Le château de la Ferté-Macé brûle quelques mois d'intervalle, victimes du conflit franco-prussien de 1870 et de la guerre franco-allemande qui suit. L'abbaye de Saint-Denis, de Ledoux, ne survit pas aux travaux haussmanniens. Plus près de nous, l'appétit des promoteurs immobiliers a eu raison, en 1969, du Palais Rose, avenue Foch. Et les Halles de Paris ont succombé sous les

coups de l'administration parisienne et de la RATP, l'œil haussmannien de l'Élysée. Pour-il pleurer avec Claude de la Motte ? L'histoire se construit en un instant que les civilisations inventives se succèdent sur les décombres des précédentes ? Observer ce qui a remplacé le Palais Rose ou les Halles ne nous incite guère à l'optimisme. Plus encore, la destruction de quelques monuments, aussi remarquables soient-ils : l'ancien quartier de la Bastille (le treizième arrondissement de Paris), le centre-ville (Marseille), le département de la Seine (Saint-Denis). Ces méfaits, autrement redoutables, se perpétuent dans une indifférence à peu près totale.

E. de R.

Honneur à la lettre

Balzac imprimeur

**SPÉCIMEN DES DIVERS
CARACTÈRES, VIGNETTES
ET ORNEMENTS
TYPOGRAPHIQUES
DE LA FONDERIE
DE LAURENT ET DE BERNY
d'Honoré de Balzac.**
Avant-propos de John Dreyfus.
Ed. des Cendres,
tirage limité à 999 exemplaires,
400 p., 820 F.

Dans le continent de l'œuvre balzacienne, il restait une terre encore inexploitée : une œuvre de jeunesse, non romanesque, mais que l'on peut néanmoins qualifier de littéraire, ou de paratextuelle. Une œuvre qui se donne moins à lire qu'à regarder : le *Spécimen des divers caractères, vignettes et ornements typographiques de la Fonderie de Laurent et de Berny*. Les Editions des Cendres viennent d'éditionner et de reconstituer ce catalogue dont on ne connaît que très peu d'exemplaires. Comme le rappelle René Ponce, ce préface parfaitement informé et précis, c'est en 1826 que Balzac, l'échec de son entreprise d'édition - une collection de « classiques » - se lance, avec André Barbier, dans l'imprimerie. Un brevet royal est accordé, le 1^{er} juin, aux associés, qui s'installent au numéro 17 de la rue des Mairies.

(l'actuelle rue de Visconti). Au total, Balzac aurait imprimé 286 ouvrages, notamment son propre livre, *la Physiologie du mariage*, et quelques prospectus, dont celui d'un pharmacien de la rue Saint-Antoine. Les bienfaits de « pilules anti-glaireuses de longue vie ». L'année suivante, une lettre-traité annonce la création d'une fonderie de caractères d'imprimerie, gravure sur cuivre, sur acier et sur bois, polytypie etc. Le *Spécimen* est réalisé entre décembre 1827 et juin 1828. Mais, parallèlement, l'imprimerie connaît de graves difficultés financières ; à ce point que la liquidation est prononcée le 12 août 1828 : nouvelle étape dans la longue carrière, marquée de déboires, de l'homme d'affaires Balzac.

L'ouvrage lui-même, superbement réédité aujourd'hui, reprend partiellement les caractères plus anciens, que Balzac, avec une minutie d'archiviste, a scrupuleusement recueillis. Tel quel, nous le considérons comme un « zénith » et c'est la « grande œuvre » de Balzac, le *Spécimen* de Balzac constitue une véritable fête du regard et un hommage à la « lettre », à sa présence matérielle, au travail enfin qui s'accomplit, s'accomplissait, s'accomplira dans les ateliers de fonderie et de typographie.

Patrick Kéchichian

Visages



« Venir au monde, c'est toujours aller vers un visage », écrit le poète Jean-Louis Giovannoni en conclusion du très court texte qui accompagne six portraits photographiques de Marc Trivier. Il tout d'abord avec soin à l'enseigne des « Autodidactes » (1). Fixant l'objectif ou le miroir, mais rapprochées ou nouées, ces portraits ouvrent chacun sur un monde intérieur. Les univers de Francis Bacon ou de Michel Léris sont connus, ou censés l'être. Ceux des quatre anonymes, identifiables (mais par quoi ?) des maîtres mentaux, ne le sont pas. Mais le mystère demeure, auquel chacun, à sa manière, s'efforce de répondre.

P. Ké.

(1) Le Bon Marceau, de Jean-Louis Giovannoni, photographies de Marc Trivier, Les Autodidactes, 75 F. Cette enseigne est aussi celle d'une librairie de livres anciens, récemment ouverte au 12 de la rue d'Ulm, 75005 Paris.

Depuis, elle n'a cessé de le rechercher à travers les films archaïques, les journaux, ce qui pouvait l'être. La prêtresse de l'amour filial est devenue historienne. Cet ouvrage reconstitue la vie de Max Linder (1883-1900), le comédien de formation et le parolier de Max Linder, de 1904 à 1925. Certes postales, photographiques, documents d'époque, images de films en noir et blanc, un milieu de ce parcouru très simplement commenté, 222 pages de reproductions d'affiches en couleur. En s'effaçant derrière la rigueur et la beauté plastique de son travail, Maud Linder ressuscite le plus grand, le plus comique français du cinéma muet.

Max Linder, de Maud Linder, Editions Atlas, 144 p., 11, 275 F.

Médecine tibétaine

La médecine tibétaine, quel irrationnel qu'exerce le Tibet, sa civilisation, ses pratiques, ses prétendus mystères, ne cesse d'engendrer récits dévots, approximatifs, voire superstitieux, surtout dans le secteur fertile de l'art médical. Il convient de se saisir l'occasion de la parution, en anglais évidemment, d'un ouvrage qui peut être considéré comme l'émanation d'un savant du livre-origine de la médecine tibétaine.

Le *Quadruple traité* forme, en effet, le fondement, la référence obligatoire qui, continuellement, suscite les exégèses et guide les pratiques. Depuis sa date d'origine, la version initiale, soignée, obscure, fut réorganisée puis complétée par un grand érudit de l'histoire du Tibet, Sangyé Gyamtsö (1653-1705). Son *Traité du beryl bleu* ou *Traité de l'aigle-marine*, codifié en 1687, allait regrouper s'imprimer comme l'outil principal des thérapeutes du Pays des neiges. Orné de soixante-seize planches illustratives qui abordent en détail tous les thèmes et traitent les propriétés de la médecine tibétaine, l'ouvrage s'apparente à un véritable aide-mémoire avec dix mille sujets représentés traitant aussi bien d'embryologie, d'anatomie, de physiologie que des maladies, de méthodes de diagnostic, de pharmacopée ou d'instruments médicaux.

Ce traité des illustrations, retrouvées au fin fond de la république de Buriatie, près du Baïkal, qui sont les magnifiques reproduites et scrupuleusement explicites par trois spécialistes.

Tibetan Medical Paintings, de Yuri Petrovitch, Fernand Meyer et Gyurme Dorje, Serindia Publications, nombreuses illustrations en couleurs et noir et blanc, 49, rue Gay-Lussac, 75005 Paris, deux tomes de 180 p., 172 p., 150 F. jusqu'au 1^{er} janvier 1993, 1 450 F. ensuite.

Page artiste paysager

Un livre pour découvrir Russell Page, présenté par un éditeur du style « anglo-italien ». Ce Britannique qui a été premièrement artiste, puis paysager, a régné sur les jardins européens et américains à partir des années 50 (il est mort, en 1985, à l'âge de soixante-dix ans). Il est, en réalité, plus proche d'une certaine rigueur française - héritée de Le Nôtre - que de Gertrude Jekyll, la grande dame des jardins anglais. Page se pèle à tous les climats (de l'Italie du sud aux États-Unis), à tous les espaces (un jardin urbain pour la Frick Collection, des jardins d'eau près de Diapra ou un parc de sculptures de 40 hectares, à Purchase au nord de New-York, son ultime création). « Quand je m'attaque à un paysage, à un jardin ou à la composition d'un simple pot à fleurs, j'agis toujours en artiste, écrivait-il dans son *The Education of a gardener* (1962). Je m'occupe d'abord des relations entre les éléments, qu'il s'agisse d'un bassin, d'un rocher, d'une plante ou d'un ensemble de plantes (...) Je me soucie des arbres, des sculptures et des sculptures comme fleurs. Tout

tient. L'hommage qui lui a été rendu est accompagné de photos un peu trop louches et que cruellement il n'a pas croqués.

Le jardin de Russell Page, de Russell Page, Zeylen et Marina Schinz, Flammarion, 256 p., 375 F.

Des villes et des parcs

« L'austère - le livre initiallement une thèse - mais enrichi de plans, *Jardins de capitales* est à la fois une typologie comparée : celle des parcs et des jardins publics de quelques grandes villes européennes, Paris, Londres, Berlin et Vienne, depuis la fin du dix-septième siècle. On y voit l'évolution des « espaces verts » vers un fonctionnalisme de plus en plus marqué, qui se traduit par un « zonage » plus en plus abrupt : plaines des sports, arborescences, enclos pour les jeunes enfants... Le parc de la Villette à Paris, en dépit de son ambition conceptuelle, répond parfaitement à ce programme simple (pour ne pas être simpliste) que refuse, en revanche, le tout récent parc Citroën.

Il est dommage que, dans un tel ouvrage, l'érudition de l'auteur soit parfois approximative. Ainsi, le parc Montsouris n'a pas été défiguré par une tranchée de RER, il y a quelques années. Alphand, qui l'a dessiné à la fin du second Empire, a dû tenir compte d'une voie préexistante, ce qui l'a obligé à multiplier les tours de force pour « absorber » les nouvelles constructions.

Jardins de capitales, de Frank Dobie, CNRS, 226 p., 220 F.

Le rire d'Apollinaire

Quel plus bel hommage - aussi plus intéressant - peut-on faire à un écrivain du passé que de le rendre, un bref instant, à son mouvement et à sa voix ? André Dimanche et Michel Décaudin viennent d'accomplir un tel geste en faveur d'Apollinaire. Ils publient, sous emboîtement, un disque compact reproduisant la voix du poète (enregistrement réalisé pour les Archives de la parole) et, en annexe, une anthologie de poèmes, trois de ses poèmes, et le fameux *Pont Mirabeau*, une œuvre de quarante-neuf photographies prises en août 1918. Présent avec son *livre d'images* et écrit par Apollinaire à Rouvray, Apollinaire rit et s'anime, comme un film muet, lorsqu'on feuillette rapidement le *livre d'images* sans doute, mais relié en mouvement, ce document est intact et plein de émotion.

Apollinaire enregistré et filmé en 1914, présenté par Michel Décaudin et André Rouvray, Ed. André Dimanche, 150 F.

L'amour d'Amérique latine

Claude Couffon, après une anthologie d'*Histoires d'Amérique et d'Amérique latine*, publie à la fois chez le même éditeur (voir *Le Monde* du 12 janvier 1990), propose un second ensemble, sur l'histoire d'amour. Aussi riche que la première, cette anthologie offre un large choix de textes de nouvelles, présentés dans l'ordre chronologique - de Ruben Dario à la Culture Chevalier, née en 1957 - et par pays - ceux de langue espagnole et ceux de langue portugaise. Des noms connus (Cortázar, Borges, Marquez, Carpentier, Drummond de Andrade...) côtoient d'autres moins connus (Salvador Salazar Sarria, l'Argentin d'origine, le Chilien Pol Delano...). Parmi ce florilège, avouons notre faible pour la petite merveille du Brésilien Machado de Assis, des bras, décrivant une histoire d'attente de cristallisation amoureuse.

Histoires d'amour d'Amérique latine, présentée par Claude Couffon, A. M. Métailié, 476 p., 190 F.

LIVRES ÉTRENNES

Sourires et frissons

Vingt beaux livres pour la jeunesse

L'univers des Étrusques

La civilisation étrusque, apparue au VIII^e siècle avant notre ère, a longtemps été négligée par les historiens. L'art étrusque, où domine l'influence de la Grèce, offre l'image d'une société ouverte au plaisir et aux jeux bien que le mort soit l'obsession des artistes. Ce livre, d'une grande richesse iconographique, permet de saisir la fresque, les sculptures et l'orfèvrerie, d'appréhender ce que fut la vie quotidienne de ce peuple.

► **Splendeurs étrusques**, d'Antonio Giuliano et Lina Buzzi, traduit de l'italien par Denis-Armand Canal, Herscher, ill. en couleurs, 212 p., 110 F.

Terres de France

Alors que la mise en jachère d'une partie des terres agricoles va transformer les paysages, ce livre permet aux amateurs de géographie rurale d'approfondir leurs connaissances. Sous la direction de Pierre Brunet, professeur à l'université de Caen, sept spécialistes proposent photos et cartes à l'appui leurs explications sur l'origine et l'évolution de nos paysages ruraux : en y croisant la confirmation que la diversité des terroirs doit autant aux activités humaines, qu'à la variété des milieux et des reliefs. Cet ouvrage a obtenu le prix Nature 1992, décerné par la fondation Electricité de France.

► **Atlas des paysages ruraux de France**, sous la direction de Pierre Brunet, éd. de la Réunion, 200 p., ill. en couleurs, 380 F.

Scènes de la Grèce antique

Que pouvons-nous apprendre des décorations d'un vase sur Athènes aux siècles avant notre ère ? Tout. L'ouvrage de Marie-Christine Villanueva-Puig nous donne la possibilité de pénétrer au cœur du quotidien, de saisir le plus près des hommes et les jours de toute une société. Nous sommes à la fontaine, entraînés dans la piédestre, à l'écoute de la musique ou du silence des femmes, nous sommes sensibles.

Cet album dense et toujours rigoureux nous offre un beau voyage à travers l'imaginaire d'une cité, la représentation sans doute la plus qu'elle offre d'elle-même.

► **Images de la vie quotidienne en Grèce antique**, de Marie-Christine Villanueva-Puig, Hachette, 1992 p., 178 F.

Les trains de leurs majestés

Après l'Orient-Express, le Transsibérien et le Train bleu, les auteurs complices, Jean-Paul Caracalla et Jean-Paul Caracalla, proposent un voyage à bord des trains spéciaux des empereurs, des rois, des présidents... depuis l'inauguration du train Saint-Germain en 1825 jusqu'à la TGV, en passant par le wagon plombé de l'empereur ou le train présidentiel. Très beaux et très nombreux illustrations accompagnées de textes abondants et précis : ce qui fait de cet album un livre d'histoire et, puisqu'il parle des grands de ce monde, d'histoire.

► **Les Trains des rois et des présidents**, de Jean-Paul Caracalla et Jean-Paul Caracalla, Denoël, 190 p., 450 F.

Cette album a été réalisé par Philippe Dagen, Pierre Drachline, Jean-Michel Frodon, Patrick Kéchichian, Pierre Lepape, Jean-François Pancrazi, Monique Petitclerc, Emmanuel de Roux, Jean-Claude Rony, Jacques-François Simon, et Valter.

Décembre. C'est le moment pour les éditeurs qui sortent une grande partie de leurs publications avant Noël. C'est la période pour les amateurs de lectures d'images. Voici une sélection de beaux livres pour la jeunesse à acheter, à lire, à relire, à feuilleter, à prêter toute l'année.

Lire les images

► **Quarante-neuf mots**, d'Aigle à Zèbre, dans un imagier qui ne ressemble à aucun autre, illustré par les détails des 49 tableaux - pas forcément les plus célèbres - de peintres connus (Bruegel, Carpaccio, Chirico, Hokusai, Hopper, Ingres, Ghirlandaio, Velazquez, etc.) ou moins connus choisis dans les musées et les collections privées du monde entier. C'est un livre d'art ? Un livre documentaire ? Un ouvrage pédagogique ? C'est tout cela à la fois. Et c'est un superbe livre d'images !

► **Petit musée, images choisies**, par Jean Le Souc, éd. de la Sorbonne, coll. « Les frontières de l'invisible », 40 p., 79 F. (à l'été 1993, 120 F. du Salon de Montreuil). C'est le même collectionneur, l'infiniment loin. (A partir de 11 ans.)

► **Petit musée, images choisies**, par Jean Le Souc, éd. de la Sorbonne, coll. « Les frontières de l'invisible », 40 p., 79 F. (à l'été 1993, 120 F. du Salon de Montreuil). C'est le même collectionneur, l'infiniment loin. (A partir de 11 ans.)

► **Mon amour**, de Paul Cox, cartonné, 15,6 x 12,5 cm., Gallimard, 110 p., 110 F.

Cendrillon, d'Arthur Rackham.



Voir et comprendre

Le chat change de place. A gauche, à droite. Sous la table, dans un panier, dans un panier. En haut, en bas. Petit Lou. C'est magique ! Pour faire l'apprentissage de notions compliquées pour les tout-petits, un album solide, avec des films transparents imprimés sur papier, qui permettent, en tournant la page, de jouer au chat et à la souris.

► **Plus ou moins**, Les notions, illustrées par Michel Geleron, traduites par Claude Dufour, cartonné, 16 x 18 cm., Gallimard Jeunesse, coll. « Les premières découvertes », n° 33, 24 p., 68 F. (A partir de 3 ans.)

Des schémas en trois dimensions, d'une grande précision, d'objets à visiter, des pages qui, parfois, se déplient jusqu'à 100 centimètres pour entrer à l'intérieur d'un transatlantique, de Queen-Mary, ou d'un train à vapeur, le Flying Scotsman. Des légendes précises et vivantes complètent l'image qui permet d'explorer, par exemple, l'intérieur d'un observatoire, d'un galion, d'un sous-marin, d'une mine de charbon, d'une plate-forme de forage, d'une navette spatiale ou de Covent Garden. Mais pourquoi ne pas avoir adapté à la France ce remarquable album réalisé en Angleterre ?

► **Voyage à l'intérieur**, de Richard Platt, ill. de Stephen Bieley, adaptation de Denys Fraiche, cartonné, 27 x 31 cm., Larousse, 48 p., 115 F. (A partir de 10 ans.)

Le fantastique est parmi nous. Un album au microscope qui nous révèle ce qu'on ne peut pas voir l'œil nu : une vision de scientifique ou de poète sur l'univers qui nous entoure grâce à des grossissements de cellules ou de particules vivantes jusqu'à deux mille fois. Promenez-vous à l'intérieur d'une bille de polystyrène, du sel de cuisine, d'une coupe de bois de bœuf, d'une peau de la paume d'une main, grâce à des photos qui découvrent l'infiniment petit. Ou



Le Sourire du loup, d'Anne Brouillard.

découvrir le monde de la pierre et du chou, le gros deux de la table et les dans les yeux le charbon des bois ou le moustique, le héros jumeau de E.T.

► **L'infiniment petit**, de Paul Canat, cartonné, 29 x 33 cm., Hachette, coll. « Les frontières de l'invisible », 40 p., 79 F. (à l'été 1993, 120 F. du Salon de Montreuil). C'est le même collectionneur, l'infiniment loin. (A partir de 11 ans.)

Ne pas s'ennuyer le dimanche

► **Papa, maman, mon frère et moi, nous avons mis des heures pour y arriver**. Au zoo, pour passer un bon dimanche. Après les embouteillages, le père joue les chefs, la mère joue les gâteaux, les frères se bécotent, la mère a la déprime. L'hyper-réaliste Anthony Browne donne une image plutôt noire de la vie de famille et de la vie de la ville.

► **Mon premier herbier**, de Suzanne Riha, cartonné, 15 x 25 cm., Milan, 32 p., 68 F. (A partir de 6 ans.)

Pourquoi ne pas faire de la pâtisserie ? Un album attrayant pour les enfants, expliquant étape par étape et illustré de photographies grandeur réelle. Le spectacle d'un gant isolant prévient que la présence d'une grande personne est nécessaire pour ne pas se brûler en retirant la pâte à choux du four pour le goûter du dimanche.

► **La Pâtisserie**, de Helen Drew, cartonné, 22 x 28 cm., Larousse, 48 p., 110 F. (A partir de 6 ans.)

► **« Peintre du dimanche »**, tout pour ravir les enfants. Et l'album Skira pour les plus jeunes qui lui ont consacré une belle réussite, tout par une somptueuse mise en page que par son texte. Les tableaux, très expressifs de ses rêves, sont très naturellement des pages, parfois agrémentées de leur décor parisien d'époque. Le chat de Pierre Loti a fière allure en pleine page. Tout autour l'autoportrait de Pierre Loti de Prague. Le

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

lion faire la lecture avec la pleine lune. Naff, le Douanier ? Qu'est-ce que cela signifie pour un enfant ?

► **Le Sourire du loup**, d'Anne Brouillard, cartonné, 22 x 33 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 5 ans.)

Quand la nuit dort... Le monde de la nuit, un monde où on va quand il est vraiment tard : éboueurs en chemin vers la déchèterie, boulangers, postiers qui trient les lettres et les paquets dans le train de nuit, infirmières dans l'hôpital où l'on naît, où l'on meurt. Le mystère du sommeil et de la veille.

► **Pleine nuit**, de Kathy Meisner, ill. de Lucie Fauriol, cartonné, 25 x 22 cm., Flammarion, 32 p., 72 F. (A partir de 3 ans.)

► **Mon herminette**, de Marie-Claude Neumann, ill. de Madeleine Pohl, album, 20,5 x 20,5 cm., Larousse, 48 p., 110 F. (A partir de 3 ans.)

Les hommes et les femmes ont probablement commencé à porter des vêtements pour se protéger du froid ou du chaud. Puis l'art de se vêtir a évolué, marquant la puissance ou la richesse, conçu pour combattre ou pour séduire. Quels que soient l'époque ou le continent, on s'habille immédiatement la parure d'un roi, celle d'un prêtre, d'un soldat ou d'un paysan. En quelque 170 illustrations fidèles réalisées par des dessinateurs italiens, cet album présente une histoire comparée du costume, qui est aussi une histoire de l'humanité sur les cinq continents. De la feuille de vigne au prêt-à-porter, une somme d'informations passionnantes.

► **L'Aventure du costume**, de Claude Müller, ill. Studio Boni-Galante, cartonné, 25 x 35 cm., Castelman, 32 p., en dépliant, 125 F. (A partir de 10 ans.)

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une Cendrillon sans bonne fée. La vie gâchée de Mathilde Loisel pour avoir voulu être la plus belle un soir de fête... Une des nouvelles les plus célèbres de Maupassant d'une simplicité et d'une efficacité remarquables. Des illustrations d'inspiration expressionniste pour recréer le Paris et la société parisienne fin de siècle et qui réussissent à exprimer la fatalité et l'inégalité des chances en face du destin.

► **La Parure**, de Guy de Maupassant, ill. de Gary Kelley, cartonné, 21 x 33 cm., Duculot, coll. « Les authentiques », n° 116, 116 F. (A partir de 10 ans.)

Le plus beau conte de l'année

« C'est au cours d'une promenade sur les docks que j'achetai l'objet qui devait à jamais transformer ma vie : une énorme dent couverte de gravures étranges. Une dent de géant... Au matin du 29 septembre 1849, le narrateur, Archibald Leopold Raitmore, va s'embarquer pour le Pays des Géants. Comment il découvre ces hommes ignorés du monde, engloutis de la tête aux pieds d'un embrouillamini défilant de volutes et d'entrelacs, comment il voit leur langue, leurs coutumes, leur gastronomie, comment il devient leur ami et ce qu'il en advient. Aument-ils dû se méfier d'un « géographologue » de bonne volonté ? Un beau roman dans la tradition des romans anglais qui marque, avec succès, les débuts dans l'écriture d'un illustrateur de talent (dont on avait déjà pu admirer les aquarelles dans le *Roi de la forêt des brumes*, de Michael Morpurgo, dans la collection « Lecture junior » chez Gallimard Jeunesse).

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

► **Le Nez**, de Nicolas Gogol, ill. de Guennadi Spirin, cartonné, 22,5 x 31 cm., Éditions du Buisson, 28 p., 96 F. (A partir de 11 ans.)

Une adaptation du conte de Perrault, en dix chapitres, qui fut publiée en 1919. L'un des plus célèbres illustrateurs anglais, Arthur Rackham (1867-1939), qui avait choisi de composer des ombres chinoises pour créer un théâtre d'ombres d'une remarquable liberté. Très connu par ses livres pour enfants, il a le talent de suggérer le mouvement et les expressions des personnages avec la technique la plus dépouillée ; des silhouettes qui courent dans toutes les pages de cet album raffiné.

► **Cendrillon**, d'après Charles Perrault, ill. d'Arthur Rackham, cartonné, 28 x 34 cm., Jacques

Ils en parlent...

« La Dent perdue (8, rue Saint-John, 10000 Paris) publie un numéro spécial de la revue des livres pour enfants proposant aux parents, aux enseignants, aux bibliothécaires et aux libraires une sélection de 1000 meilleurs livres pour enfants de 1992. Chaque genre (livres d'images, romans, BD, documentaires, livres-cassette), les livres sont présentés par un texte de complexité de lecture. (N° 148, 36 F. port compris.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► Tous les samedis, l'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

► L'Association des libraires spécialisés pour la jeunesse, regroupant 54 librairies indépendantes de France et de Belgique, a sélectionné 189 nouveaux titres et 61 livres de fonds choisis chez 50 éditeurs différents. (Prix : 10 F. en timbres à adresser au secrétariat de l'Association, 11, rue Colbert, 37000 Tours.)

ARRÊTÉ
DE LA PHILOSOPHIE
DE GASSENDI

de François Bernier.
Texte revu par Sylvia Murr
et Geneviève Stefani.
Corpus des œuvres de philosophie
en langue française
Fayard, sept tomes, 1 300 F.

BERNIER
ET LES GASSENDISTES
Revue Corpus n° 20-21
Numéro dirigé par Sylvia Murr
326 p., 100 F.

COMMENT arrangeait-il l'intérieur de sa tête? C'est une énigme. Pierre Gassendi a trop de visages auxquels on a peine à trouver un air de famille. Des portraits qu'on peut tracer de cet homme, aussi bien que des aspects de sa pensée et de son influence, il y en a toujours qui ne s'harmonisent pas avec les autres. Bien des philosophes sont tout d'un bloc, même s'il est veine comme certains marxistes. Lui paraît au contraire infiniment décalé, difficile à cerner, comme s'il ne coïncidait pas avec lui-même - sauf d'une manière qui finalement nous échappe. Plus on découvre de pièces dans le puzzle Gassendi, moins elles s'assemblent. Tenu par ses contemporains pour l'égal d'un Hobbes ou d'un Descartes, cet auteur presque oublié - le nom demeurait l'œuvre était sans lecteurs - n'a sans doute pas fini, maintenant qu'on l'exhume et le scrute à nouveau, de donner aux tisserands de commentateurs pas mal de fil à retordre. En voilà quelques premiers brins.

Il y a quatre cents ans, en janvier 1592, naissait à Champagnier, petit village proche de Digne, ce que nous appelons aujourd'hui un surdoué. « Des l'âge de quatre ans, on le voyait la nuit contempler avec une attention incroyable la Lune et les étoiles. » Il se peut que Charles Perrault fabule. Pierre Gassendi est en tout cas prodige, et d'une intelligence hors du commun. Ce fils de paysans proveçaux devient l'un des meilleurs astronomes de son temps. Il multiplie les observations, publie le premier *Atlas de la Lune*, étudie les taches du Soleil, correspond avec Galilée comme avec Mersenne. Quand il est nommé en 1645 au Collège royal (l'actuel Collège de France) c'est

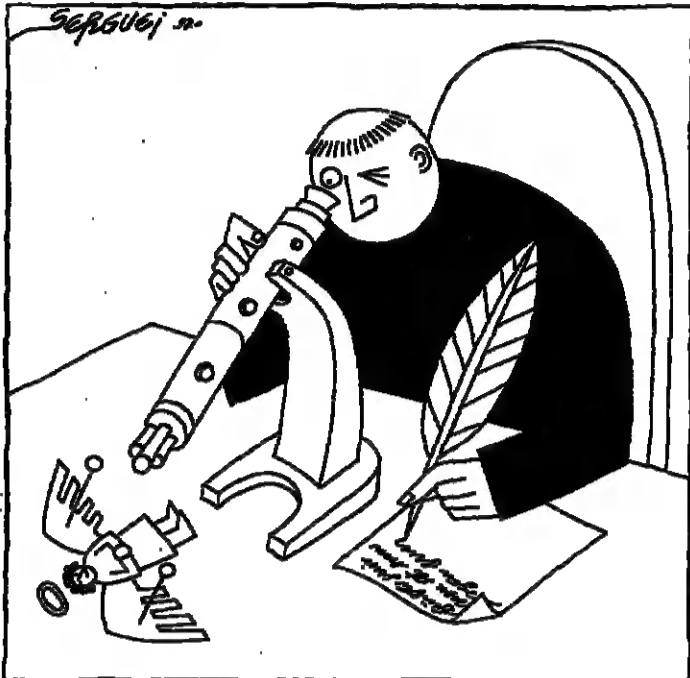
une autorité scientifique reconnue. Il n'y enseigne qu'un an, pour raisons de santé.

Un savant, donc? Evidemment, mais aussi un prêtre de campagne, disant la messe toute sa vie, chaque dimanche et fête, quittant peu son diocèse, dont il écrit l'histoire (1) entre ses travaux de physique, de médecine ou d'archéologie. On n'oublie pas que les années 1630 ne sont pas des plus favorables au maniement de la lunette astronomique par un homme d'Eglise. Gassendi écrit à Galilée avant son procès de 1633 : « Je suis dans la plus grande perplexité sur le sort qui vous attend, ô vous la plus grande gloire du siècle... » Tout ceci n'est encore pas grand-chose. Bien qu'à l'époque les tensions soient vives, on peut concevoir que cet « *Absyme de Science* », comme l'appelle son jeune disciple Bernier, ait eu l'esprit assez exceptionnellement ouvert pour parvenir à concilier la soumission au dogme de son Eglise et l'attachement à la libre expérimentation de la science moderne.

Les choses se compliquent quand on voit ce prêtre dévoué, scrupuleux, inébranlable attentif à servir sa paroisse, se dire fidèle, toute sa vie, à la philosophie d'Epicure. Le chanoine astronome est aussi philosophe, et il se réclame de la pensée la plus ouvertement matérialiste et antireligieuse que l'Antiquité nous ait léguée! Volumineux et érudits, les écrits philosophiques de Gassendi tendent en effet à réhabiliter la pensée épicurienne décrite en réinterprétant l'ensemble de l'histoire de la philosophie, contre les aristotéliciens, à la lumière de ses thèses, partiellement revues et corrigées. On comprend que Gassendi ait rencontré tant d'écho chez les libertins de l'Age classique. Ils crurent trouver en lui leur maître en scepticisme, un penseur modeste, athée, matérialiste. Mais on ne comprend plus comment s'organise cette étrange tête.

PHILOSOPHIES
par Roger-Pol Droit

Les ambiguïtés de Gassendi



C'EST là qu'attendent des difficultés très retorses. Il n'est pas du tout sûr que Gassendi ait été un « esprit païen dans une âme chrétienne » comme l'a cru René Pintard. Ni même un chrétien déchiré. Sa démarche est autrement subtile, et probablement plus déroutante. Entre un dogme révélé qu'il accepte sans réserve, bien qu'il ne lui attribue aucun fondement rationnel, et une conception matérialiste du monde qui lui paraît vraisemblable et même attirante, il s'efforce de construire des « ponts ». Ces multiples passerelles lui permettent par exemple de concilier, au moins provisoirement, le primat du plaisir et la morale traditionnelle, ou le doute sceptique et l'élaboration de connaissances « exactes ». De tels compromis sont à l'évidence aussi instables qu'équivoques. Leur fragilité équilibre est cause, dit-on, du désintérêt où son œuvre a sombré.

Toutefois, la singularité de ce cheminement ne suffit peut-être pas encore à expliquer le long oubli dans lequel est tombé ce philosophe à part, ni à éclairer les motifs qui peuvent porter à l'en tirer aujourd'hui. Car la plus intéressante des ambiguïtés de Gassendi réside en ceci : son œuvre introduit, entre Anciens et Modernes, de multiples porte-à-faux. Une face de ce Janus est tout entière tournée vers les Temps Modernes. Il combat l'ancien ordre des savoirs, s'attaque aux aristotéliciens dès son premier ouvrage, fait cause commune avec les sciences naissantes, influence le courant empiriste, et notamment Locke, engagé de cent façons la construction du relativisme pragmatique qui anime les Lumières

et le mouvement des encyclopédistes. Son autre face est tournée vers les Anciens. Il s'obstine à préférer écrire en latin, à juxtaposer d'innombrables citations classiques, à recenser, interminablement, les opinions et les doctrines, au point que le lecteur se perd dans une succession de références historiques dont il ne saisit plus quel est au juste le fil directeur. Mais ces deux faces se combinent autant qu'elles s'opposent. Sous la patine antique, des matériaux neufs se propagent. Sous les ailes d'un aristotélisme figé, c'est l'esprit d'enquête d'Aristote qui ressuscite. Sous l'apparence rétrograde, c'est l'arrogance des Modernes, et le nouveau dogmatisme des cartésiens qui sont visés.

Cette œuvre prise entre deux eaux, traversée de courants contraires, en avance sur son temps et en retard sur les modes, mérite d'être explorée. Des chercheurs s'y emploient à nouveau. Une Société internationale d'études gassendistes vient d'être fondée, un Centre de documentation et de recherches s'est créé (2). Sylvia Murr, chargée de recherche au CNRS, déploie un effort tout à fait remarquable pour que ces volumes retrouvent des lecteurs et que soit reconsidérée l'énigme Gassendi.

On doit notamment à Sylvia Murr de pouvoir disposer, après quelque trois cents ans d'absence dans les bibliothèques, de l'*Abrégé* (en sept volumes) de la *Philosophie de Gassendi* par Bernier. Médecin, voyageur qui séjourna longtemps aux Indes, homme de lettres, philosophe mondain, ami de La Fontaine, de Racine et de Boileau, François Bernier entreprend, vingt ans après la mort de Gassendi, de diffuser sa philosophie en version française, en l'adaptant aux nouvelles exigences de la vulgarisation. Ces volumes, qui puisent dans le matériau du *Synagma philosophicum* (Traité philosophique) rédigé par le philosophe durant ses dernières années et demeuré inachevé,

permettent d'avoir une vue d'ensemble de la pensée de celui que ses disciples appelaient, à l'instar d'Epicure, le *Makariote* (c'est-à-dire le bienheureux, en grec). L'essentiel de sa Logique, de sa Physique et de sa Morale est ici exposé sous une forme « allégée ».

RESTENT deux questions. Cette version est-elle fidèle à la pensée de Gassendi? Aux spécialistes d'en décider un jour. Est-elle accessible aux lecteurs d'aujourd'hui, sous cette forme brute, dépourvue de notes et de commentaires qui est de règle dans les réimpressions du Corpus des œuvres de philosophie en langue française? Au critique d'en douter fort. Le paradoxe de telles éditions est en effet de remettre en circulation des œuvres englouties, sans fournir au lecteur le moindre repère pour s'orienter.

En attendant la parution du « Que sais-je? » que Sylvia Murr va consacrer à Gassendi, ceux qui auraient un projet de se faire offrir ces volumes pour leur petit Noël risquent d'être déçus. Sans vouloir les désespérer, il convient de les informer qu'ils seront en possession d'un jeu d'esprit dépourvu de mode d'emploi. En insistant, ils risquent de se voir répondre, pour parodier l'encyclopédie chinoise de Borges qui faisait rire Michel Foucault, que le mode d'emploi est : 1 : Manquant au catalogue ; 2 : inutile dans son principe ; 3 : déjà fourni dans l'œuvre elle-même ; 4 : impossible à rédiger ; 5 : en cours d'élaboration... »

(1) Cette *Notitia Ecclesiarum Dintensis* (1654) a été réimprimée et traduite par la Société scientifique et littéraire de Alpes-de-Haute-Provence.

(2) La Société internationale d'études gassendistes est fondée par le CNRS, l'ENS Ulm, les universités d'Utrecht et de l'Ontario. Le Centre d'études gassendistes a été inauguré à Digne en octobre.

* Signalez que l'existence de la revue *Corpus* dirigée par Françoise Maréchal est aujourd'hui en péril. Indépendante financièrement de l'entreprise du Corpus des œuvres de philosophie en langue française, cette revue, qui a publié une vingtaine de numéros, et notamment un ensemble consacré à La Mettrie, Voltaire, Fontenelle, Victor Cousin etc., envisage de suspendre sa parution prochainement, après un numéro spécial sur d'Holbach, si elle ne trouve pas de nouveaux lecteurs. (Association à but non lucratif pour le Corpus des œuvres de philosophie en langue française, 57, rue de Richelieu 75002 Paris. Tél. : 43-61-32-33.)

Regard sur un monde qui bascule

De la « logosphère » d'hier à la « vidéosphère » d'aujourd'hui
l'histoire de l'œil en Occident vue par Régis Debray

VIE ET MORT DE L'IMAGE
Une histoire
de regard en Occident
de Régis Debray.
Gallimard, 420 p., 140 F.

L'effroi intellectuel est parfois fécond. *Vie et mort de l'image*, le dernier livre de Régis Debray, n'a rien de ces pavés dédiés à l'air du temps auxquels certains intellectuels parisiens nous ont habitués. Sous-titré *Une histoire de regard en Occident*, l'ouvrage propose à notre sagacité un pessimisme actif, érudit et jubilatoire. Thèse numéro un : l'image est une permanence des sociétés humaines, et notamment des sociétés occidentales. Thèse numéro deux : l'image est inséparable de ses modes de fabrication. Autrement dit, chaque fois que les techniques de fabrication évoluent, le

rapport des collectivités humaines à l'image se modifie. Ce qui nous vaut quelques chapitres plutôt « saignants » contre l'histoire de l'art et son « idéologie ». Nul doute qu'ils feront grincer bien des dents. Thèse numéro trois : l'ère post-audiovisuelle a commencé. Nous sommes entrés à notre insu dans un monde neuf, baptisé « vidéosphère ». D'où l'effroi : en quelques décennies, un quinquagénaire de 1992 a basculé d'une époque bâillonnée par la représentation telle qu'elle fut élaborée à l'âge classique dans une ère nouvelle que le regard ne transcende plus. Interpellé par la multiplicité et l'incessante nouveauté des images, chacun se perd dans un monde à la fois infini et clos.

Formation philosophique oblige, l'intuition que le socle de notre regard a changé de nature s'étaye d'une théorie. Depuis

l'aube de l'humanité jusqu'à aujourd'hui, nous dit Debray, l'histoire du regard se décompose en trois. Voici, d'abord, la « logosphère », qui trouve son origine en Asie mineure et considère l'image comme un objet magique source à la fois de protection divine et de messages surnaturels. Vient, ensuite, la « graphosphère », où période qui s'ouvre en Europe après l'invention de l'imprimerie. Là, l'image est une chose, elle fait le pont entre le religieux et l'historique, l'imaginaire et le réel. Elle est aussi la source de l'art conçu comme un certain mode de relation à l'image. Vient, enfin, la « vidéosphère » qui instaure une « idéologie d'un nouveau type ».

Vagabondage temporel

Ce monde nouveau, où le visuel devient la seule réalité, naît aux Etats-Unis. Il n'abolit aucune des deux postures précédentes, mais les réordonne et les relativise. Régis Debray sait bien que les classifications relèvent de l'obsessionnel et n'aspirent qu'à être modifiées et nuancées à l'infini. Mais il n'empêche. « L'histoire de l'œil ne colle pas à l'histoire des institutions, de l'économie ou de l'armement. Elle a droit, fit-il dans le seul Occident, à une temporalité propre et plus radicale ».

Une fois cela dit, ce foisonnant ouvrage ne peut se réduire à ces trois âges du regard. *Vie et mort de l'image* est aussi un vagabondage temporel boursé de coups de projecteur saisissants, de cacophonies éclairantes et d'anachronismes qui laissent songer. Ainsi, trouver l'origine de l'industrie hollywoodienne du film dans la grande fracture créée voilà vingt siècles par une « secte

juive hérétique », qui sut faire passer l'idée de l'incarnation du Saint-Esprit, à quelque chose de satisfaisant pour l'esprit. Le lien est ainsi fait du début d'une époque à cet autre bout qui est aujourd'hui. Qu'une chair périssable puisse abriter un corps divin et que ce corps divin puisse ensuite être montré sous forme d'image matérielle a ainsi représenté, explique Régis Debray, une fracture d'où a jailli Picasso et le baroque, mais aussi plus tard toute l'industrie du film. La conversation imaginaire entre Emmanuel Kant, tenant d'une esthétique désintéressée, et Leo Castelli, grand pape du marché international de l'art, relève également de ces anachronismes riches de sens.

Le travail de Régis Debray a un autre mérite. Il est pratique à lire : chaque chapitre commence par un résumé et un tableau résumé, clairement, sur une double page, les trois âges du regard en Occident. L'auteur craignait-il que le lecteur perde pied face au chavirement de notre quotidien? Sans doute, puisque ce basculement est pour Régis Debray de l'ordre de la perte. Entre la « logosphère » et la « vidéosphère », les « invisibles » ont disparu. Cette vérité autrefois tapie dans l'ombre, et qui était à traquer contre les chatolements du monde sensible, n'a plus droit de cité. Enchaînement frénétique des images oblige, l'humanité vidéosphérique ne considérerait plus le masqué que comme ce qui n'a plus lieu d'être. Ce qui n'est plus apparent n'existant plus, l'homme unidimensionnel est déjà là. Peut-être.

Yves Mamou

UNE CHARTRE POUR L'EUROPE
L'UTOPIE
DE THOMAS MORE, LE « MONTESQUIEU ANGLAIS ».
TEXTE INTÉGRAL, étudie, commenté, traduit par André Prévost
Docteur ès lettres, lauréat de l'Académie.
L'Europe de More : anarchie, corruption, inflation, guerres. Le Périlleux : l'instrument utopique : les finalités, urbanisme, économie, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Fédérations.
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUJOURD'HUI
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres et illustrations par Holbein, signets. Custode relevée de portraits. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
LE LIVRE A OFFRIR : 250 F. franco.
Béguin Paris et chez l'auteur. Par poste, commandes par C.C.P. A. Prévost 1462.61 Z ULLE ou par chèque ou eurochèque libellé en Francs Français à l'ordre de A. Prévost, 16 avenue des Fleurs F. 59110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F. Tél 20.55.29.16. Dédicace sur demande.

LA BIBLE DANS TOUS SES ORIENTS

550 p. 155 F.
La Bible
André Chouraqui
Entête

Il fallait beaucoup d'amour pour réaliser une telle œuvre.
Pape Paul VI

386 p. 145 F.
La Bible
André Chouraqui
Mahab

Une grandiose aventure de l'esprit.
André Malraux

286 p. 135 F.
La Bible
André Chouraqui
Marcos

L'expérience d'un enfant d'Israël qui boit à la source.
André Neher

Un cadeau pour les fêtes.
Un livre pour tous les jours.

André Chouraqui
LA BIBLE
JOLattès

Yves Mamou

entre
depuis
sur ce
opéra-
ont 2,5
pensés
l'on y
s'engins
dra les
a raison
ministre,
système-
s opéra-
IEREAU
d'action

(R.E.)
U.E.

Fresque coloniale

A travers un éloge funèbre, sans mélancolie, du Maghreb français
Roger Currel fait mesurer la relativité des drames historiques

ÉLOGE DE LA COLONIE
Un usuel de la destruction
de Roger Currel.
Climats, 290 p., 130 F.

En 1961, au plus fort du repli français outremer, un énarque voyageur, Alain Gourdon, proche de Mendès France puis de François Mitterrand, nous donna, sous le pseudo de Julien Cheverny, un essai non conformiste et plein de panache, *Eloge du colonialisme* (1). A côté de ce livre, rangeons d'emblée, et pas seulement à cause de la parenté des titres, *Eloge de la colonie*, de Roger Currel, éloge funèbre d'ailleurs, encore que, par places, éloge tout court. Le propos est moins politique, moins « Sciences-Po », chez ce pied-noir libéral, autochtonophile, homme de terrain, « artiste », rapatrié dans le Midi, auteur de romans fruités comme *la Gloire de Muller* (2) : il n'en rejoint pas moins Gourdon-Cheverny par sa distanciation élégante vis-à-vis du sujet et les angles inattendus, paradoxaux, par lesquels il l'aborde.

Avec un apport personnel, littéraire, vécu, charnel, plus prononcé que chez le pur intellectuel auteur d'*Eloge du colonialisme*, *Eloge de la colonie*, plutôt qu'un essai, se veut, assez modestement, selon Roger Currel lui-même, une « chronique », sous-titrée d'ailleurs *Un usuel de la destruction* (autodestruction aurait été encore plus précise).

Fatalisme
occidental

Trois décennies après la décolonisation, il est enfin admis, en la matière, de pratiquer le relativisme — appelons Voltaire à la rescousse, s'il le faut ! — et de constater sereinement qu'au Maghreb, « après Phéniciens, Berbères, Grecs, Romains, Vandales, Arabes et Turcs, nous n'étions rien de plus qu'un comptoir posé sur ces côtes enchanteresses et qu'il ne nous y est rien arrivé d'autre que la vie et la mort d'un de ces comptoirs ». Tout est dit ! Notre présence n'en était qu'une parmi d'autres et, par défi-

nition, temporaire, car l'Histoire est tissée essentiellement du flux et du reflux des conquêtes, l'un et l'autre tragiques, bien sûr, pour les personnes, les biens, les cultures,

Chine au Tibet, l'Indonésie à Timor, l'Inde au Sikkim ? Que font les minorités « espagnoles » indéfiniment aux commandes dans cette Amérique dite latine et pour-

un parcours personnel inhabituel — à quinze ans, il fugait dans la Castille, y donnait au bain maure, y soupait à la gargote, — c'est l'épaisseur humaine, la chaleur humaine, la valeur humaine d'un monde colonial préfigurant malheureusement, inégalement, mais préfigurant tout de même, la fameuse « société multiculturelle » qu'on nous promet depuis deux ou trois lustres et qui a préexisté dans le défunt Maghreb euro-judéo-afro-berbère-arabe. Il n'y eut que le Parti communiste, en 1939, pour voir l'Algérie comme « une nation en formation dans le creuset de vingt races ».

Une société
en gésine



CAGNIAT

les économiques, mais finalement imparables. L'illusion d'un universitaire nippo-américain sur « la fin de l'Histoire » vient peut-être de l'idée voulant que dans un « monde meilleur, plus juste, plus solidaire », antenne de tous nos politiques, le colonialisme n'aurait plus cours.

Naveteté insupportable ! Qu'a fait l'Irak au Koweït ? Là, certes, c'est reconnu. Mais que fait la Serbie en Bosnie, la Turquie à Chypre, la

tant, en bien des contrées, majoritairement peuplée d'Américains ou d'Afro-Américains ? Qu'ont fait, de la Grande au Panama, ces « justiciers universels » appelés États-Unis ? La France impérialiste accumula, elle aussi, fautes et excès ; elle a, au moins, laissé derrière elle des populations plus nombreuses, dévotement de quelques endémies et un peu mieux instruites (dans une langue, salutaire « bombe à retardement »...). Tous les envahisseurs ou protecteurs ne peuvent en dire autant : voir l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, le Canada, le Chili, l'Argentine, etc. et le triste état de leurs « indigènes » quand il en reste.

Dans sa chronique, Roger Currel n'entreprend, pour sa part, aucun procès, aucune réhabilitation : il n'exhale aucune mélancolie, peut-être parce que, comme l'estimait Claudel, ce n'est pas un sentiment masculin. Il exprime plutôt une sorte de fatalisme version occidentale, attitude qu'il enrobe d'humour et d'anecdotes.

Ce qu'il veut nous montrer, de Tunis à Rabat via Alger, à travers

Roger Currel a ressuscité ce phénomène avorté, et il nous le débite en tranches alphabétiques de A à Z (comme ce « zéro inventé par les Arabes »). Parfois, on remonte jusqu'à nous avec, par exemple, M^{me} Escobar, retournée à Oran et qui y a même retrouvé « l'arbre où il y avait la cage de l'oiseau », et, bien sûr, « la maison occupée » : va-et-vient des pouvoirs touchés du doigt par le consommateur en quelque sorte... L'ancienne concubine tombait, sans le savoir, parmi deux mille ans de conquêtes et reconquêtes : Oran, colonie romaine ; refuge des Andalous musulmans, pieds-noirs à l'envers ; hispano-catholique, on l'a oubliée, de 1509 à 1790 ; détruite par un séisme, pour une fois naturel, en 1790 ; française de 1831 à 1962 ; algéro-islamique depuis lors, en attendant la suite. Chaque destruction forme l'humus d'un nouveau système sociopolitique.

Quant à la gardienne marseillaise, en fonction, elle, et que Roger Currel met aux prises avec « sardines grillées, musique hurlante, accenseurs cassés, enfants qui pissent et les caves, j'en parle pas », elle ne sait pas qu'elle essaie les platres d'une société composée en gésine, ce qui, comme tout bouleversement, n'est pas agréable chaque jour.

Le coq et l'âne vaquent à leur aise dans cette fresque en accordéon. On ne décroche pas en route, car le chroniqueur a la « divagation » souvent géniale et sait éviter — de justesse — la logorrhée. Suivons donc les reliefs riches en surprises de cet atlas franco-arabe ! On en emporte des souvenirs pimentés. Pourtant c'est l'Histoire la plus pathétique qui donne du ton, du trait, de la tenue à cet *Eloge* insolite et inspiré.

Jean-Pierre Péroucel-Hugoz

(1) Julliard, Le Monde du 20 juillet 1961.
(2) Julliard.

Le corps des ruines

FOU DE BEYROUTH
de Sélim Nassib.
Balland, 175 p., 98 F.

Un « fou de Beyrouth » : l'écrivain et journaliste libanais Sélim Nassib, en cinquante-cinq chapitres hallucinés, met face à face un homme et les ruines d'une ville qu'il a jadis aimée.

Le centre de la cité apparaît au narrateur, dont on ne saura jamais vraiment s'il vit un cauchemar éveillé ou s'il a choisi le coma pour ultime refuge, comme un corps meurtri dont

les cicatrices sont encore apparentes. « La guerre est finie », il ne croit pas en la véracité de ces mots, car il sait trop que « la paix » n'est jamais qu'un entrecroisement de deux combats. Nina, une femme, essaie d'apaiser son délire, mais comment pourrait-il se reposer en elle, alors qu'elle lui semble être la sœur jumelle de Beyrouth ? Sélim Nassib restitue la folie des hommes avec la seule arme dont il connaît l'usage : la poésie.

Pierre Drachline

La dulcinée de Camus

IMPRESSIONS MAROCAINES
de Blanche Balain.
Avec trois lettres inédites d'Albert Camus, coédition L'Encrier et L'Anneau du pain.
7, rue de Bretagne, 68440 Landser.
60 p., avec neuf photos inédites, 60 F.

Ils avaient tous les deux vingt-cinq ans. Fille d'officier, elle venait du Tonkin, héritière accomplie en tailleur d'été. Son expression mutine plut à ce pied-noir ardent et inconnu qui venait de publier *Envers et l'en-droit* chez Charlot et l'en-droit était en train de préparer *Caligula*.

On ne sait pas exactement ce qui s'est passé entre Blanche Balain et Albert Camus et d'ailleurs peu importe, l'essentiel c'est que ça fut durable. La vieille dame, retirée à Nice, possède un paquet de lettres que lui adressa Camus entre 1937 et 1959. Elle n'en publie, cette fois, que trois, de 1938, presque subrepticement, en marge d'*Impressions marocaines*, feuillets d'un itinéraire dans l'empire chrétien durant lequel, de poste restante en poste restante, la

voyageuse trouvait des mots affectueux de Camus, alors occupé à monter les Frères Karamazov, de Dostoïevski, à Alger.

L'animateur du groupe théâtral l'Equipe introduisit Blanche chez Charlot qui édita ses poèmes, le *Sève des jours*. Camus lui demanda ensuite, pour la revue *Rivages*, un article qu'il approuva mais qui ne parut jamais car, entre-temps, *Rivages*, après deux numéros — aujourd'hui raretés littéraires recherchées à prix d'or, — dut arrêter sa publication.

Albert écrit à Blanche, dans l'une des missives que celle-ci vient de dévoiler : « Jeune fille émouvante et inquiète, il y a en vous une telle profusion de promesses ! » Et d'ajouter : « Tant de femmes de votre âge ont porté les mêmes promesses que vous ! Et à un certain moment, tout s'est trouvé rompu parce qu'elles ont consenti à la règle commune. »

M^{me} Balain essaie aujourd'hui, mais trop timidement, de rattraper un peu de temps égaré. Si elle le veut vraiment, le mieux qu'elle ait à faire est sans doute de publier in extenso les correspondances du sosie algérois d'Humphrey Bogart.

J.-P. P.-H.

La loi du « bousbir »

Casablanca et ses maisons closes
vues par un Carco marocain

DEMOISELLES DE NUMIDIE
de Mohamed Leflah.
Ed. de l'Aube.
84240 La Tour-d'Aigues.
160 p., 95 F.

« La tolérance, il y a des maisons pour ça ! » On se souvient du mot — à l'authenticité parfois contestée — de Claudel. Au Maroc, on pourrait encore le prendre au pied de la lettre : Martine Richard ne fut pas entendue en contre-chériffence, alors protecteur français, mais où les dispositions « sexuelles » pour la métropole ne s'appliquaient pas.

Mohamed Leflah n'a pas vraiment situé son roman, mais même si notre auteur n'était pas marocain, on reconnaîtrait facilement Casablanca, la *Dar-el-Beyda* des Arabes, dans cette immense ville aux maisons closes célèbres, aux trop fameux *bousbirs* : non pas une appellation berbère ou arabe pour « bordels », mais la déformation locale du nom d'un certain Prosper, premier lotisseur d'un futur « quartier réservé » dont la dénomination a fini par désigner là-bas tout immeuble à « lampe rouge ».

Cependant, Mohamed Leflah — informaticien au Maroc, bibliothécaire en France où il est venu s'installer il y a peu avec son épouse métropolitaine — n'a cure de ces considérations historico-érotico-sémantiques. Il écrit, et depuis assez longtemps, même si c'est à quarante ans passés qu'il publie ces *Demoiselles de Numidie*, son premier livre, mais non point son premier manuscrit.

Aux noms de fleurs
ou d'épices

Cette écriture, où l'on peut retrouver, quoique bien digérée, des accents, des influences d'Occident (Henry Miller, Jean Genet) mais aussi des cousins maghrébins (le Livre des séductions du sexologue algérien Malek Chebel, les romans du Marocain Abdelhak Serhane), n'est pas, néanmoins, « intemporelle » puisqu'elle s'appuie sur une réalité très crue, et traitée crûment, celle des prostituées « numides » aux noms de fleurs ou d'épices qu'on attribuait naguère, et c'est symptomatique, aux concubines esclaves des harems : Clou de Girofle, Zomorrod (Émeraude), etc.

Les mœurs « numides », eux, préfèrent se référer, pour leurs sobriquets, aux héros de films occidentaux : Spartacus (encore une référence esclavagiste, mais le dernier vite récupéré par le parler populaire marocain en « Zagan-zaba », selon la prononciation arabe qui ignore la lettre P, — surnom marocain de « l'instrument »

du mâle « bien monté », pour parler, sans votre respect, comme Mac Oran ou Carco...

Mohamed Leflah, qui paraît avoir pas mal vécu mais aussi beaucoup lu, ne renierait sans doute pas, non plus, ces deux parrainages français. Il y a du *Filles et ports de guerre* et encore plus du *Jésus la Calife* dans ces personnages arabo-berbères, naïfs et troubles, tel ce Zapata justement, viril à l'excès, sodomisant sa protégée, « *niqani* » un riche touriste danois, avant de « marquer » l'une au couteau, de laisser la police crier l'autre pour trafic de drogue. Mieux justifiés à la façon de Genet, « *macs innocents* », constate Leflah à qui il a dû falloir un peu de cran, même si c'est en français et en France, pour évoquer ces sujets sulfureux liés à la sexualité, généralement prosaïques par l'édition des États musulmans contemporains.

Certaines scènes de « conjonction » hétéro ou homo sont à la limite du réalisme supportable, insérées dans une histoire où la préoccupation première semble être le plaisir d'écrire et où l'auteur, apparemment, veut avant tout prouver que l'amour passe sans mal à travers les pires objections et même, parfois, s'en nourrit sans s'y compromettre. Ainsi qu'édicte Mahomet, dans un autre contexte évidemment — qu'Allah nous absolve ! — : « Un seul juste dans le pèlerinage rachète tout le pèlerinage ! » Et pourquoi pas tout le *bousbir* ?

J.-P. P.-H.



**Journée-Dédicaces
de Sciences-Po**
12 décembre 1992

14 h 00 - 15 h 30
Débat : « L'ingérence pour qui ? »

Yongolavria, Irak, « plans de rigueur » de l'OMI, il y a plusieurs ingérences... Toutes peuvent être des espoirs pour les régions en crise, mais toutes représentent un instrument du pouvoir pour qui en use.

Un débat animé par :
Jacques DECORNOY, rédacteur au « Monde diplomatique »

et avec :
Monique CHEMILLIER-GENDREAU, Professeur de Droit International, Consultante auprès de la Cour Internationale de Justice de La Haye
Jean-Christophe RUFIN, Vice-Président de Médecins Sans Frontières
Sophie BESSIS, économiste et journaliste
Claire BRISSET, Directrice de la Communication au Comité Français pour l'UNICEF, Maître de conférences à l'IEP de Paris

15 h 30 - 18 h 00
Vente-Dédicaces

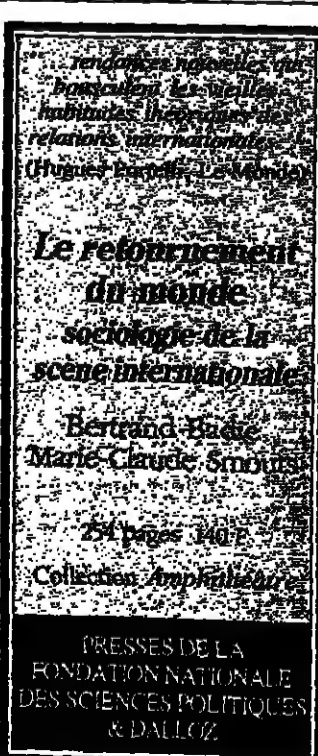
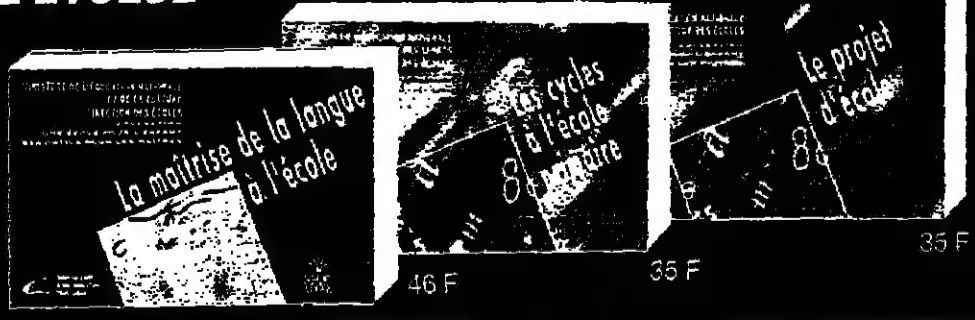
avec : Michel DÉON, Béatrix BECK, Denis PESSIN, René RÉMOND, Jacques LANZMANN, André CHEDID, Philippe MEYER, Erik ORSENNA, Jean-Loup CHIFLET, Pierre GRIMAL, Yves BERGER, Pierre-Jean REMY, Marie-Claire MENDES-FRANCE, Roger PEYREFITTE, Jean-François BATELLIER, Serge BERSTEIN, Pierre MILZA, Christophe DONNER, François LÉOTARD, Michel WINOCK, Pascal BRUCKNER, Jean-Marie COLOMBANI.

Institut d'Études Politiques
27, rue Saint-Guillaume
75007 Paris
Métro : Sèvres-Babylone

Renseignements :
BDE Sciences-Po
45-49-51-96 et 97

L'ÉCOLE PRIMAIRE ÉVOLUE

Collection
Une école pour l'enfant
Des outils pour les maîtres
CNDP/SAVOIR LIVRE
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
HACHETTE ÉDUCATION
En vente chez votre libraire
ou dans les CDDP/CRDP
Diffusion Hachette



هكذا ان الشهي

LE MONDE DES LIVRES
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

Hofmann, l'imprécateur

Un homme d'aujourd'hui aux prises avec son enfance dans l'Allemagne nazie.
Le ventre est encore fécond...

LA DÉNONCIATION

(Die Denunziation)
de Gert Hofmann.
Traduit de l'allemand
par Évelyne Brandts.
Ed. Maren Sell-Calmann Lévy.
128 p., 70 F.

Oui, il existe encore en Allemagne des écrivains pour qui la littérature est quelque chose de trop sérieux pour se réduire à un simple jeu. Gert Hofmann est de ceux-là.

Avec la virtuosité qu'on lui connaît, il nous entraîne une fois de plus dans les abîmes de la mémoire allemande, montrant comme un certain passé refoulé est toujours présent tel un virus prêt à resurgir dès que l'occasion s'en présente. Conçu comme un jeu de miroirs où le présent et le passé se reflètent l'un l'autre, la *Dénonciation* commence à la manière d'un puzzle dont les pièces s'assembleront peu à peu au fil des pages.

Par une nuit torride de septembre, avant d'attaquer le dossier « aussi peu réjouissant que le plan humain que malgré sur le plan juridique (et pénal) » d'un client dont le procès doit se dérouler le lendemain, Karl Hecht, le narrateur, un avocat de quarante-cinq ans, ne peut s'empêcher, dans l'espoir au départ de découvrir quelque chose de positif en sa faveur, de jeter un coup d'œil dans les papiers posthumes de son frère jumeau Wilhelm, disparu depuis trente ans et dont une lettre venue de New-York lui a appris, quelques heures plus tôt, la mort.

Commence alors pour lui une

confrontation terrifiante avec une enfance passée par les deux frères sous le III^e Reich et au souvenir de laquelle Karl avait cru jusqu'à échapper en pratiquant l'amnésie, tandis que Wilhelm, fuyant en vain jusqu'au bout du monde, finissait par sombrer dans la folie. C'est d'abord la disparition d'une voisine, la femme du tailleur demi-juif Silberstein, qui parcourt un jour la rue en hurlant, poursuivie par la foule, pour aller se jeter dans la rivière. C'est ensuite l'arrestation du tailleur, embarqué à la suite d'une dénonciation. Puis c'est l'ampputation de sa propre famille, victime elle aussi d'une dénonciation. Le père est envoyé à la mort dans un bataillon disciplinaire, la mère est allée se jeter, à son tour, dans la rivière.

Papiers brûlés

Et pour couronner le tout, Karl ayant dans sa confusion mêlé les papiers de Wilhelm aux pièces du dossier de son client, c'est l'histoire parallèle de ce dernier, un certain l'été, présumé également Wilhelm, enseignant âgé de trente-cinq ans auquel ses cheveux longs et sa tenue vestimentaire inhabituelle dans la petite ville ont valu d'être l'objet d'une campagne de calomnies associée de lettres anonymes et qui risque de perdre son emploi.

A l'issue d'une nuit de cauchemars, Karl choisira de brûler les papiers de son frère et d'abandonner son client à son triste sort pour plaider la cause du principal calomnieux de ce dernier.

Écrite sous la forme d'une lettre adressée par Karl à un certain Flotha, inconnu par ailleurs, la

Dénonciation n'est certes pas d'une lecture facile : passages brusques du discours direct au discours indirect, mélange du passé et du présent, phrases s'interrompant soudain... Mais loin d'être gratuits, les chausse-trappes qui parsèment le texte contribuent – et ce n'est pas la moindre prouesse de l'auteur – à conférer au récit son climat fascinant de mauvais rêve.

Les imprécations de Gert Hofmann contre l'Allemagne, ce pays où « la moitié des gens est en procès avec l'autre moitié », où « tout un chacun se balade avec le rasoir de l'idéologie grand ouvert dans la poche... », n'ont rien à envier à celles de Thomas Bernhard contre l'Autriche. « *Cher Flotha*, écrit toujours Karl, vous imaginez d'ici l'extravagance, n'est-ce pas ! Des milliers de jeunes gens, des dizaines de milliers d'existences ratées, brisées. Des couples en déroute, des études en perdition, des projets d'avenir fichus. Ajoutez-y bégalements, inhibitions, impuissance... »

La délation, un phénomène spécifiquement allemand ? On serait tenté de répondre par l'affirmative sachant, par exemple, que la seule RDA, avec ses dix-sept millions d'habitants, comptait quelque cinq mille indices et mouchards (!). Mais les bilans de la dénonciation durant notre propre histoire vichyssoise ne sont guère glorieux, eux non plus. Y aurait-il en chacun de nous, sinon un délateur, du moins un calomnieux en puissance ?

Jean-Louis de Rambures

(1) Lire, à ce sujet, *L'Empire des mouchards*, de Yacine Le Forestier et Luc Rozenweig (Ed. Jacques Bachelot).

Une mémoire allemande

Mise en scène par Martin Walser, la vie et la mort d'Alfred Dorn que la quête du passé conduisit à la folie

DORN OU LE MUSÉE DE L'ENFANCE

(Die Verteidigung der Kindheit)
de Martin Walser.
Traduit de l'allemand
par Hélène Belletto,
Robert Laffont, 384 p., 145 F.

Martin Walser est l'un des rares écrivains allemands à avoir salué d'emblée avec enthousiasme la réunification. Cette attitude a-t-elle contribué à l'accueil chaleureux fait à son dernier roman ?

Plus encore que la division de l'Allemagne, cette « blessure » pour Walser insupportable, c'est la perte par ce pays de sa mémoire qui constitue le thème de *Dorn ou le musée de l'enfance*.

Le livre, qui s'achève deux ans avant la chute du mur, commence sur le quai de la gare de Dresde en février 1953. Alfred Dorn, un jeune étudiant de vingt-quatre ans, prend congé de ses parents. Séparés depuis trois ans, ceux-ci s'apprennent à divorcer. Pour ne pas avoir tenu compte du rôle prépondérant de l'État dans la planification, Alfred vient d'être réaffecté à son examen de stagiaire par l'université de Leipzig. Il a décidé de poursuivre ses études de juriste à Berlin-Ouest, tout en refusant le statut avantageux de réfugié politique qui l'aurait coupé définitivement de sa ville natale.

Depuis la nuit tragique du 13 février 1945 où, dans les flammes du bombardement de Dresde, ont disparu, à la fois, ses grands-parents et, plus grave encore à ses yeux, les albums de photos de sa famille, Alfred, en



Martin Walser : trop allemand ?

effet, ne rêve plus de rien d'autre que de retrouver et de reconstituer le passé qu'on lui a brutalement arraché. Indifférent à la vie, celle-ci ne menant qu'à la mort, il ne nourrit qu'une seule passion : une adoration si exaltée pour sa mère qu'on les prend tous deux pour un couple d'amoureux.

Aussi bien l'histoire, pourtant si agitée, des deux Allemandes ne constitue-t-elle, dans le roman, qu'une simple toile de fond. Alors qu'il expédie, par exemple, en quelques phrases l'attentat contre Rudi Dutschke entré un jeudi saint dans le coma pour en ressortir le dimanche de Pâques, ce qui nous vaut un parallèle ironique avec la mort et la résurrection du Christ, l'auteur s'attarde, avec délectation, à nous décrire toute la gamme des innombrables misères d'Alfred Dorn, depuis ses délires les plus sordides avec les logeuses jusqu'à sa hantise de perdre ses cheveux et ses dents, ou d'être la proie des assauts d'homosexuels imaginaires.

A la mort de sa mère, qu'il a réussi entre-temps à installer auprès de lui à Berlin-Ouest, Alfred lui fera édifier, par un sculpteur renommé (personnages réels et fictifs se côtoient au fil du récit), un monument funéraire, en l'occurrence un agneau tenant une croix entre ses pattes de devant.

Désormais, la sauvegarde du passé prendra chez lui les proportions de la folie : ainsi il achète en double les cartes postales destinées à sa correspondance et en recopie mot à mot le texte avant de les poster, ou encore il passe des nuits blanches à l'idée que la brosse à dents figurant dans sa collection d'objets maternels ait pu, par erreur, avoir appartenu à

quelqu'un d'autre. Alfred Dorn finira par mourir à son tour, victime (suicide ou accident, on ne le saura pas) d'un excès de somnifères. On retrouvera son corps recroquevillé sur le tapis de sa chambre dans la position du fœtus, une biographie de Kaspar Hauser ouverte près de lui. On l'entermera alors dans la tombe de sa mère, privée, hélas, de son agneau subtilisé par un inconnu.

Dorn ou le musée de l'enfance ne manque pas, certes, de passages réussis comme le récit, hallucinant, du bombardement de Dresde et des dommages causés ultérieurement dans cette ville par le système communiste : « Les terrains entre-temps déblayés étaient complètement vides. Dresde n'existait peut-être plus. » Ou l'évocation des innombrables tracasseries liées au franchissement de la frontière interallemande...

Pourtant, on peine à s'intéresser, voire à compatir, au triste sort d'Alfred. Est-ce dû au caractère fatal du héros, ou plutôt de l'anti-héros, ce juriste raté, homosexuel refoulé, artiste impuissant, trop emporté dans ses complexes et ses hystéries ? Faut-il incriminer l'accumulation des détails d'époque de la politique nationale, difficiles à saisir pour le non-initié ? Cela tient-il à la confusion due à un excès de personnages principaux et secondaires (il y en aurait au total cent quatre-vingts) ou bien toute cette histoire est-elle décidément trop allemande pour pouvoir émouvoir le public non allemand ? Il s'en faut, en tout cas, de beaucoup pour que ce livre se lise d'un bout à l'autre avec plaisir.

J.-L. de R.

L'homme qui ne voulait pas se trahir

Le journal d'adolescent de Ludwig Hohl montre un jeune homme hanté par un infini désir de netteté

JOURNAL D'ADOLESCENT

de Ludwig Hohl.
Traduit de l'allemand (Suisse)
par Antonin Moeri.
Ed. Zoé, 210 p., 92 F.

« Ces jours encore, j'éprouve souvent un furieux désir, un désir illimité de retrouver les montagnes, une soif d'action si ardente que je suis seul, je crois – ou alors très peu de gens – à pouvoir éprouver. (...) Peut-on expliquer que je m'adonne avec une telle ardeur à cette passion unique ? Très bien. Lorsqu'on me connaît, très bien ! Mais qui me connaît ? C'est moi qui en donne l'explication, je suis mon dernier recours : une grande énergie implique une grande activité, c'est une nécessité, sinon elle cause des maux ou entraîne une catastrophe. En physique on appelle ça : action = réaction. Mais y

a-t-il une grande énergie en moi ? Les circonstances le prouvent : je ne puis faire autrement, je dois l'affirmer : oui ! Et cette énergie dispose-t-elle d'un champ d'activité où elle pourrait se libérer ? La réponse est claire : non, elle n'en a pas. »

Ludwig Hohl n'a pas dix-huit ans quand il note cette réflexion dans son journal, à la date du 21 janvier 1922. Au-delà des traits caractéristiques de presque toute adolescence – le sentiment de ne pas être compris, d'être seul au monde – on retrouve condensés dans ces lignes la déroute d'une personnalité hors du commun et les expériences fondatrices de son œuvre : non seulement sa fascination pour la haute montagne (« je vomis les collines ») mais aussi sa formidable énergie malgré la fragilité de sa santé, son désir de vaincre pour arriver au sommet de la connaissance de soi et du monde.

Ludwig Hohl est né en 1904 en Suisse allemande, à Netstal. Sa mère était la fille d'un des plus importants fabricants de papier de Suisse allemande. Son père, plus âgé de vingt ans, était pasteur. Ludwig n'est pas tendre pour ce père, certes vigoureux et énergique, mais dont la profondeur d'esprit est à ses yeux « quasi nulle ». « Le plus grand malheur pour lui et pour moi, c'est qu'il est mon père, il n'y a pas à dire, mais il n'est pas de taille à se mesurer avec moi. » Le dimanche 19 février 1922, il note encore sur son père qui fut le premier pasteur suisse à posséder une automobile : « Papa a écrit un article dans une revue pour automobilistes. Souvent d'un pasteur automobiliste (dans la page littéraire), j'ai lu la chose aujourd'hui. » Pas de commentaire.

L'adolescent, qui ne supporte aucun autoritarisme, met toute son énergie à échapper à son milieu, quitte à passer pour un excentrique : « Normal, je ne me suis jamais appliqué à l'être. Je préfère de loin avoir un peu d'étoffe. » Il est attiré jusqu'au

dégoût par le mariage sans profondeur de l'institution scolaire, où patagent des maîtres sans envergure, tel ce Greyerz, « aussi nul en psychologie que dans les autres branches ». Cette aversion le pousse jusqu'à un dédoublement de personnalité : « Moi, l'être humain, ne suis pas l'écolier ; je peux le fréquenter comme un tiers (comme un tiers sans importance) ». Il n'y a que de très rares exceptions parmi les maîtres, comme Appeli, qui lui dit un jour : « Aménagez-vous un territoire pour votre esprit. »

Besoin des étoiles

C'est ce qu'il s'applique à faire. Depuis longtemps déjà, il s'est forgé des plans personnels d'études centrés sur l'histoire et surtout la philosophie : Platon, Spinoza, Kant, Schopenhauer, Nietzsche. Les sujets d'exposés qu'il choisit s'attaquent hardiment aux parois les plus abruptes de la connaissance : *Pourquoi la philosophie ? Pourquoi étudier ? Qu'est-ce qui est grand ? Faut-il considérer la religion de Nietzsche comme une affaire de coordination ou de subordination ?* etc... Chaque jour il se lève très tôt, écrit des lettres de dix à vingt pages à ses rares amis, lit Dante, Molière, Lessing, Schiller, Hölderlin, Dostoïevski et surtout celui avec qui il se sent le plus d'affinité, Kleist, qu'il juge bien supérieur à Goethe.

S'il admire Schopenhauer, « ce vieux persifleur furibond », et s'il se reconnaît aussi un côté sarcastique, il ne peut et ne veut pas se replier complètement sur lui-même. S'il est amer, il n'est pas haineux, s'il est féroce, il n'est pas misanthrope.

Il a besoin des étoiles. Ce que cherche le jeune Hohl par le travail, thème de réflexion qui ouvrira les *Notes* (1), c'est la lumière – le mot revient comme un leitmotiv dans le journal – ce mélange de raison et de sentiment, d'émotion et d'intelligence, déjà convaincu que ces deux ver-

sants de la connaissance ne peuvent être dissociés.

Mais il est tourmenté par l'angoisse de ne pas y parvenir et de se désoliser. L'étude n'est qu'une compensation, la montagne aussi ; même si elle permet de se surpasser et livre des joies immenses, elle n'est qu'un exercice mental. Alors que faire ? Laisser une trace, faire une œuvre qui seule permettrait une saisie plus aigüe du réel.

Or cette œuvre est faite maintenant – Hohl est mort à Genève en 1980, – massif solitaire et vertigineux, concentrant toute cette force qui menaçait de faire exploser l'adolescent. Et lire son journal avec cette œuvre puissante et singulière en miroir, en mémoire, donne à ces notes d'adolescent une force qui dépasse l'anecdote d'un journal, comme si nous étions idéalement placés au début de la perspective. Ce n'est pas une simple révolte à laquelle nous assistons, un feu de paille, mais le mouvement de forces bien plus puissantes et souterraines, prêtes à jaillir comme un volcan. Jamais Hohl n'a accepté de jouer le jeu de l'establishment littéraire, préférant la misère à la moindre compromission. Son entêtement à trouver sa propre voie donne à son écriture et à sa réflexion un aspect minéral et lumineux, à la fois granit et cristal.

Pierre Deshusses

(1) *Notes ou De la réconciliation non prématurée*, Editions L'Age d'homme, 1989.

* Une rencontre internationale consacrée à Ludwig Hohl est organisée par le Centre culturel suisse (38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris) et l'université de Paris-Sorbonne, Paris-IV, du jeudi 14 au samedi 16 janvier 1993. Au programme : un colloque universitaire sur la littérature helvétique, l'œuvre de Ludwig Hohl, et, en parallèle, une présentation de documents filmés, lectures et tables rondes, destinées à un plus large public.

Sans distinction de race
Faut-il supprimer le mot "race" dans la Constitution ?
sous la direction de
Simone Bonafant
Bernard Hirschberg
Jeanne Racine-Barnet
100 pages - 125 F.
PRESSES DE LA
FONDATION NATIONALE
DES SCIENCES POLITIQUES

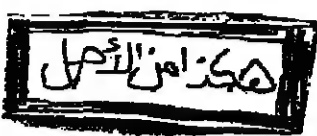
COLLECTION NATIONS D'EUROPE.
dirigée par Serge Bernstein et Pierre Milza.

L'EUROPE A DÉJÀ
UNE HISTOIRE,
12 HISTOIRES PLUS
EXACTEMENT.

HATIER

histoire de l'Allemagne
histoire de la Belgique
histoire du Danemark
histoire de l'Espagne
histoire de la France
histoire de l'Italie
histoire du Portugal
histoire du Royaume-Uni
histoire de la Grèce
histoire de l'Irlande
histoire de l'Autriche
histoire de la Suisse
histoire de la Norvège
histoire de la Suède
histoire des Pays-Bas

De 99 F à 139 F.



PRAGUE FIN DE SIÈCLE

de Petr Witolich.
Traduit du tchèque
par Sabina Skarbova,
Flammarion, 280 p., 495 F.

LA SÉCESSION À PRAGUE

de Luca Quattrocchi.
Traduit de l'italien
par Anne Guglielmini,
Gallimard, 294 p.,
550 F jusqu'au 31 décembre,
650 F ensuite.

LE ROYAUME D'OLSAVY

de Daniela Hodrova.
Traduit du tchèque
par Catherine Servant.
Robert Laffont, coll. « Pavillons »,
252 p., 135 F.

PRAGUE fascine l'Europe... La ville par excellence, archimodèle, où se superposent, coexistent, comme dans une anthologie, toutes les époques depuis qu'elle fut fondée par la princesse Libuse au huitième siècle et qui semblait endormie sous la surveillance du Château visible de partout, accumulant les styles et les siècles, gardant dans ses pierres les mouvements politiques et culturels, les renaissances, les oppressions. Prague médiévale, Prague des alchimistes, Prague baroque, Prague slave, Prague jeune tchèque, Prague de la Sécession, Prague cubiste, Prague magique...

Les albums, les guides ont été nombreux cette année encore chez les éditeurs pour faire découvrir l'originalité profonde des mouvements artistiques du tournant du siècle, notamment l'art nouveau pragoise, la Sécession, où les influences de Vienne et de Paris s'enrichissent dans la tradition locale pour donner une des expressions les plus originales de l'art nouveau et du symbolisme « fin de siècle » dans les dernières années de l'empire habsbourgeois. Décadentisme des années 1890 auquel succède, après 1900, une volonté de revivifier l'art national et les thèmes du folklore tchèque.

Citons deux volumes, parus presque au même moment, qui se ressemblent et se complètent. L'ambition de *Prague fin de siècle*, de Petr Witolich, professeur d'histoire de l'art à l'université Charles et éminent spécialiste de l'art nouveau en Tchécoslovaquie, était de dresser un panorama des arts pragoise entre 1890 et

1914. Remarquablement documenté et illustré, l'ouvrage présente les arts décoratifs, la peinture, l'architecture, la littérature et la lumière de l'histoire et de la politique, afin de considérer les différentes directions qu'explora le génie artistique tchèque.

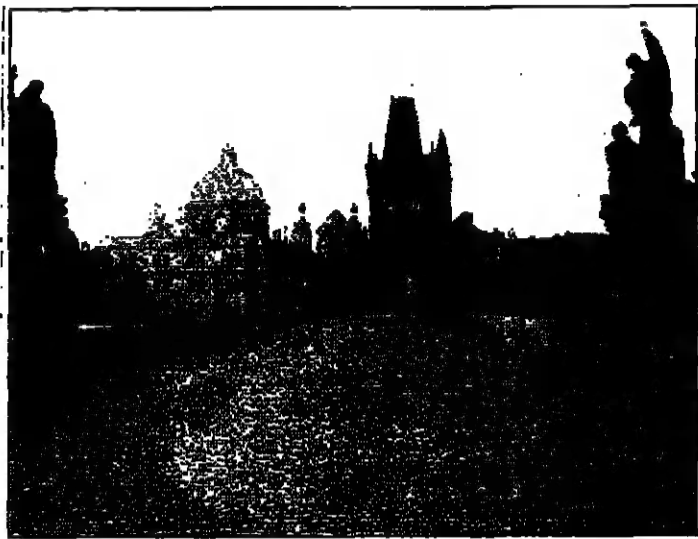
La Sécession à Prague, de l'italien Luca Quattrocchi, traite en gros de la même période, avec souvent les mêmes reproductions, les mêmes artistes, donnant sa place, par exemple, à Kotala, mais avec une écriture plus libre, en insistant sur les réalisations architecturales du début du vingtième siècle. Quarante notices d'artistes complètent l'ouvrage, ainsi qu'un inventaire de trois cent vingt-neuf maisons et immeubles, le plus riche patrimoine conservé pour l'architecture sécessionniste (1).

C'est ailleurs, dans le quartier de son enfance, que nous conduit la romancière Daniela Hodrova dans *Cité dolente*, dont la première partie, qui forme tout, le *Royaume d'Olsavý*, vient de paraître en français. « Mon enfance dans la maison et la cour voisines du cimetière d'Olsavý, je l'associe au Moyen Âge de cette ville. Mes expéditions hors de la cour, lieu de nos jeux, ne me conduisaient jamais au-delà de deux endroits : le premier, Hagibor, vaste terrain vague laissé à l'abandon, confiné au cimetière juif de Vinohrady (...); et le second, la colline au Gilet, ou Gibetière, surplombait le petit étang d'Olsavý », écrit Daniela Hodrova dans *Visite privée* (Hachette, 1991), cette belle errance de la mémoire de l'auteur. Un guide de la ville qui n'en

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Métamorphoses de Prague



Le pont Charles.

était pas un, plus personnel, plus écrit, et qui suivait plutôt son itinéraire intime dans la « cité dolente ». Cette ville, souffrante, blessée, ensommeillée. C'est dans ces lieux mêmes que s'enracine son roman, au milieu de tant de choses indéchiffrables parce que surchargées de saveurs ambiguës. Au milieu de personnages qui se métamorphosent sans cesse, tandis que se mélangent les époques, que coexistent les vivants et les morts. Tels les grand-pères Davidovic qui continueraient à hanter l'appartement où ils ont vécu avant d'être gazés à Auschwitz, tandis que subsiste, dans les mémoires des survivants, le souvenir de leur petite-fille, Alice, qui s'est jetée par la fenêtre pour ne pas être déportée.

Née en 1946, docteur en philosophie, parfaitement francophone, spécialiste de théorie littéraire (elle est l'auteur d'un essai, *La recherche du roman*, paru à Prague en 1989), Daniela Hodrova a reçu

un accueil enthousiaste de la critique tchèque lorsque parut *Cité dolente* en 1990. Expérimentant dans son roman ses analyses théoriques, inconciliables avec les canons officiels, elle n'avait jusqu'à aucune chance d'être publiée dans son pays. *Cité dolente* – écrit entre 1978 et 1984 – est le titre général de la trilogie qu'elle a consacrée à Prague. Sa ville. Son point d'observation. Le lieu où s'accomplissent les destins de ses personnages. Une recherche du temps passé, avec ses cicatrices, ses mystères, ses chausse-trappes.

En tchèque, le titre *Podobojí* – qui signifie littéralement la « communion sous les deux espèces » (le corps et le sang du Christ) – rap-

pelle la façon dont le pasteur protestant Jean (ou Jan) Paskal fait pratiquer la communion. Il rappelle aussi l'ambivalence des êtres. Descendant d'un gentilhomme huguenot, un Français nommé Jean de Pascal qui avait échappé à la Saint-Barthélemy, hanté par Blaise (Pascal), il voudrait renier ses parents qui ne se prêtent pas à sa légende protestante. Sa seconde femme Nora, qu'il a épousée pendant la guerre, après la mort d'Anne, va le tromper avec Hans Hergesell, le fonctionnaire nazi du cinquième étage. A la veille de la « révolution » de 1945, le pasteur tranche la gorge de son rival. Ce qui lui vaudra un certificat d'héroïsme et de patriotisme, car « en ces moments historiques mouvementés, le meurtre d'un Allemand n'avait rien d'un meurtre ». Il va être acquitté et, même, se faire attribuer l'appartement de celui qu'il a tué, l'appartement des Davidovic. En contrepartie, il devra désormais collaborer avec

Cornard et Richard, deux sbires de la police politique dont l'adresse du siège, rue Barthélemy, est de mauvais augure. « Qu'il franchisse ou non le pas, ils l'attendent toujours – les sbires de la peste, se dit Denis, le fils de Jean Paskal. Et qu'advient-il de lui lorsqu'il se retrouvera entre eux, tel son père entre Cornard et Richard ? Il fera le troisième, coiffé d'un bonnet de bouffon sans même voir qu'il s'agit d'un bonnet de sbire de la peste ».

COMBATTRE la peste... Combattre l'envahisseur... Certains le tentèrent, comme ces jeunes gens qui se firent consumer dans le feu ardent : « Quand le premier jeune homme se jette dans sa fournaise quelque part entre le Musée et la Maison d'alimentation, une espèce de légende lui survit, qui se change au fil du temps en légende de cimetière. Quand le second jeune homme se jette dans sa fournaise, cela se produit dans un coin de la galerie du cinéma Le Temps. Et quand le troisième jeune homme se jette dans sa fournaise, il le fait dans un endroit si bien caché qu'il n'est presque plus personne pour le connaître, encore moins pour s'inquiéter de savoir s'il s'en est sorti ».

La mémoire abolit le temps dans ce survol de l'histoire tchèque depuis le réveil national, la République, l'occupation allemande, l'invasion soviétique. Un univers fait de prose et de poésie dans d'obsédantes vignettes, comme des poèmes, où se chevauchent les lieux et les époques, où les morts côtoient longtemps les vivants dans la maison, près du cimetière.

(1) Dans la collection « Découvrir l'architecture des villes » (Castorman) a paru cette année un volume sur Prague réalisé par l'Institut supérieur d'architecture Saint-Las de Bruxelles qui propose des itinéraires permettant de suivre l'architecture dans son évolution jusqu'à l'époque contemporaine avec des plans, élévations, coupes, perspectives et des dessins illustrant les architectures les plus remarquables. *Quinze promenades dans Prague*, 384 p., 195 F.

« Institut Prague : avant d'être ville historique capitale, en 1992 l'Institut international avait été organisé sous l'égide de l'UNESCO les 11, 12 et 13 mars 1991 dans le but d'étudier les moyens de préservation de cette ville dont le patrimoine de styles architecturaux et de structures urbaines a été exceptionnellement épargné durant la seconde guerre mondiale et préservé d'un développement hâtif et chaotique. Les comptes rendus des interventions des spécialistes ont été réunis, sous le titre même du colloque, dans un volume publié par les Editions de l'Aube (380 p., 160 F).

HISTOIRE

Le secret de Perrault

Depuis trente ans, l'auteur de « l'Orchestre rouge » portait en lui l'histoire du premier des services secrets, créé sous Louis XV. La voici, enfin, par un écrivain au sommet de son art

LE SECRET DU ROI

de Gilles Perrault
Fayard, 585 p., 148 F.

Voici un livre de coureur de fond, le grand œuvre d'un marathonnier, inspiré par l'ascèse solitaire qu'appelle cette haute discipline. C'est bien plus qu'une image : retrouvant son repaire normand entre deux causes universelles et trois combats essentiels, Gilles Perrault l'écrivain « trouve en courant », laissant venir à lui le tumulte des âmes et des faits le long des routes et des plages, dénichant entre deux fouées ces subtiles constructions et ces phrases acérées qui sont sa marque, où se façonne un récit toujours soutenu, tendu et rythmé. Enigme de la création : ce rigoureux obsessionnel, ce maniaque du détail, ce méticuleux jusqu'à la perfection avance sans plan préalable, sans schéma préconçu, sans même savoir comment et où le livre se finira. Pourtant, à l'arrivée, rien de moins improvisé, rien de plus maîtrisé qu'un Perrault. Aussi l'anecdote introduit-elle au mystère de cet auteur unique en ce qu'il a su propulser en littérature ce que l'on nomme improprement la « non-fiction » (documents, enquêtes, témoignages) – comme pour dire, non sans dédain, que cela ne saurait en être. Avec *Le Secret du roi*, dont

cette *Passion polonoise* n'est que le premier tome (une *Revanche américaine* suivra), Perrault nous offre un véritable monument, le sommet de son art et de son talent, aboutissement de trente années d'investigation passionnée. Or, paradoxalement, c'est dans cet aboutissement et cet épanouissement mêmes qu'il risque d'être incompris. Ceux qui ont fréquenté le Perrault de *l'Orchestre rouge* et de *Notre ami le roi*, de la *Longue Traque* et du *Pull-Over rouge* seront sans doute désarçonnés au premier abord.

La cohérence d'une œuvre

L'écrivain-citoyen qui traquait les mystères et les injustices du siècle nous entraîne brusquement deux cent cinquante ans en arrière, au cœur des Lumières, sous le règne de Louis XV. Hier, Perrault faisait lui-même l'histoire, réhabilitant un Leopold Trepper injustement oublié, défendant la mémoire d'un condamné à mort qui sauvait les morts-vivants des bagnes marocains. Sans prévenir, il prend aujourd'hui l'histoire comme matière brute, la questionne et la bouscule, côté cour et côté jardin, entre ombre et lumière.

Il a bien fait, et les réserves ne sont pas de mise : loin de nous éloigner du Perrault précédent, ce saut dans le temps nous ramène au cœur de ses obsessions et de ses curiosités, dévoilant

lant comme jamais la cohérence d'une œuvre. Car ce *Secret du roi* cache une quête des origines, celles des services secrets et celles de l'écrivain Perrault. C'est en effet au détour d'une passion de jeunesse pour Giacomo Casanova – l'aventurier vénitien lui offrit son « premier bonheur professionnel » – que l'écrivain croisa le « secret du roi », cet ancêtre des services secrets français créé par Louis XV et le prince de Conti en 1746, pendant la guerre de succession d'Autriche. Quarante ans après, faute d'avoir vu naître l'histoire du « secret » sous la plume des historiens professionnels, Perrault a décidé de s'offrir ce plaisir avec l'appétit d'un gourmand trop longtemps sévère.

Le « service » est ici le sésame d'une aventure sans frontières, immense cavalcade à travers un siècle et un continent. Le terrain de jeu est l'Europe tout entière, de Versailles à Saint-Petersbourg. Premiers ou seconds rôles, les personnages sont innombrables. Pour autant, avec un infini respect des faits, Perrault ne perd jamais le fil qu'indique son entrée en matière, ces cent quatre-vingt-trois premières pages en forme de suspense au terme desquelles intervient soudain la naissance du « secret ». Ce fil, c'est la liberté telle que l'incarnera d'abord la Pologne, dont l'avenir servira de prétexte à la naissance de ce service clandestin, n'ayant de compte à rendre qu'à Louis XV, inconnu des ministres et des favoris. La Pologne donc, ce pays unique parce que doté d'une monarchie élective qui, tout en suscitant les intrigues et rivalités des puissances soucieuses de faire élire leurs protégés, détache dans ce vieux monde finissant, prisonnier de l'hérédité et du préjugé.

Sous leur apparente soumission à la politique du roi de France, derrière leurs concep-

dances codées et leurs ruses d'agents chevronnés, les hommes du « secret » frayent les voies nouvelles au bout desquelles surviendra l'invention républicaine. Instruments de la sollicitude intéressée de Versailles pour la couronne polonoise, ils n'en expérimentent pas moins cette indépendance d'esprit que peuvent offrir le double jeu, la dissimulation et la ruse. A leur façon, ils sont internationalistes, hexagonaux, universels, à l'instar de leur chef, Charles de Broglie, à propos duquel Perrault écrit, sortant de la réserve qu'il s'impose d'ordinaire : « Il aime la Pologne pour elle-même. (...) Il ne la souhaite pas, comme tant d'autres, impuissant pour la mieux maintenir dans la dépendance de la France : il croit que l'amitié d'une nation ne vaut que si elle est libre et forte. (...) Un homme passionné pour la liberté d'un peuple nous est forcément fraternel. C'est par là qu'il me touche, c'est pour cela que je l'aime, cet homme qui, par quelques côtés, n'est pas exactement mon genre ».

Les Broglie – Charles et Victor-François, le frère guerrier, inséparable – ces descendants d'immigrés piémontais, ombreux et susceptibles, avançant sans cesse « le marché à la main », toujours prêts à rompre à la première infidélité, à la moindre humiliation, sont les personnages centraux de cette vaste fresque. Perrault les aime en effet, et nous fait les aimer pour leur courage, leur fierté, leur susceptibilité même. Comme il aime aussi la cheville ouvrière du « secret », ce Jean-Pierre Tercier qui n'est pourtant pas non plus son genre, ayant fait ses classes au Cabinet noir et devenu, plus tard, censeur du royaume. Mais sous l'efficacité diligente du roturier se dessinent les brassages futurs, cette aspiration égalitaire qui bousculera les distinctions.

Le « secret », c'est aussi cet apprentissage inédit tant le bon agent se doit d'être caméléon, « par essence incolore, inodore, sans saveur, ici négociant, là portefaix, ailleurs gentilhomme ». Sous le camouflage des stratagèmes et le déguisement des subterfuges perçent la droiture et la conviction.

L'homme double

Dans ce « service » des origines, étranger à toute bureaucratie, encombré d'« hommes à talents », en lutte permanente avec ses ennemis de la cour, au premier rang desquels la marquisse de Pompadour, Perrault retrouve comme l'épure d'une figure qui l'a toujours hanté et fasciné : l'homme double, partagé entre deux identités et deux univers. Dissimulateur par métier, l'agent secret n'a pas besoin de fiction pour être romanesque : parce qu'il connaît l'envers du monde où il vit et qu'il sert, il nous introduit au cœur même de la création littéraire, cet incessant passage entre le dedans et le dehors, l'apparence et l'intimité, le mensonge et la vérité. C'est à propos d'un écrivain justement, et non des moins, agent occasionnel du « secret », que Perrault nous fait le mieux comprendre ce ressort essentiel de sa quête. Voltaire évidemment, Voltaire ou « M. le Multifforme », dont il dévoile avec générosité l'ambiguïté d'ambitieux lucide, de courtisan se jouant de la cour, emporté dans un jeu à quadruple détente avec son ami Frédéric II, le roi de Prusse, combattant mûr d'une guerre sociale naissante qu'annonçait sa verte réplique au chevalier de Rohan-Chabot : « Je commence mon nom et vous finissez le vôtre ! »

C'est encore à propos de Voltaire que Perrault livre, comme

en passant, son secret de fabrication : « Nous prenons les grands hommes par le mauvais bout, c'est-à-dire par la fin ». Car cette histoire si foisonnante vaut d'abord par cette méthode qui lui est propre. Chez Perrault, l'investigation est une dramaturgie, les hommes sont impitoyablement pris de bas en haut, les palais sont fouillés de la cave au grenier, le paysage est à la fois vu d'avion et examiné au microscope, bref l'histoire est ici totale, ne nous épargnant rien de ce qui l'entoure et la traverse – saisissantes pages sur le supplice de Damiens, « l'acte le plus barbare perpétré en Europe dans ce siècle »...

Le Secret du roi, où l'on croise également le chevalier d'Eon et Beaumarchais, l'ancien horloger, où l'on découvre aussi un Louis XV inattendu qui « n'avait de défaut que celui d'être roi », ne se résume pas. A trop s'arrêter aux détails, on risque même de se méprendre : voulu et contrôlé, le dédale est ici créateur. Il faut donc s'y perdre sans réticences, comme l'on se laisse aller à un grand voyage, sans haltes ni pauses, emmené par un guide aventureux qui, loin de s'assagir, se risque à cette révolution permanente : l'écriture.

Edwy Plenel

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?
Ecrivez ou téléphonez :
LIBRAIRIE (service 18)
LE MONDE DU LIVRE
60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS
75006 PARIS
(1) 43.25.77.04
Code Minitel : 3615 MDL

Pour ses nouvelles collections littéraires importantes éditeur recherche
MANUSCRITS INÉDITS
Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres manuscrites seront publiées et diffusées
et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires
Tout ouvrage publié sera sélectionné de droit à notre Prix littéraire annuel
2000 de 50 000 francs
(contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957)
Les manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE
EDITEUR
17, rue Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 60 11 09 - Minitel : 3617 AEL